

COLLECTIF

Numérisation :
PNR outlawed factory.

LES RATS MAUDITS

HISTOIRE DES ÉTUDIANTS NATIONALISTES
1965-1995

ÉDITIONS DES MONTS D'ARRÉE

il a été tiré de cet ouvrage
cent exemplaires numérotés de 1 à 100
reliés et toilés sous jaquette,
et mille cinq cents exemplaires
sur papier 135 g couché demi-mat
constituant l'édition originale

© Éditions des Monts d'Arrée, Paris, 1995
ISBN 2-911387-00-7

Veuillez adresser toute remarque ou tout document concernant cet ouvrage,
en vue d'une réédition enrichie, aux
ÉDITIONS DES MONTS D'ARRÉE,
PARIS HÔTEL DE VILLE
BP 2 - 75181 PARIS CEDEX 04

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective.
Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit
sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon
sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

A tous ceux qui se reconnaîtront
Dans cet album et qui ont fait
Le mouvement nationaliste étudiant.

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction de :
Frédéric Chatillon, Thomas Lagane, Jack Marchal.

Ont participé à la rédaction de cet ouvrage :
Benoît André, Jean-Pierre Émié,
Gauthier Guillet, Axel Loustau, Arnaud Lutin, Jildaz Mahé,
Pierre Oldoni, Philippe Péninque, Christophe Pierre,
Alain Renault, Pierre Robin,
Jean-François Santacroce,
Gilles Soulas

NOTRE PROPOS

Combien de fois, jeunes militants, avons nous écouté avec fascination les récits de nos anciens, ceux qui étaient en faculté quand nous étions en maternelle, ou même pas nés. Que d'épisodes incroyables, d'opérations épiques, d'anecdotes drolatiques ! Combien de coups tordus, de coups donnés, de coups reçus ! Tant de dates emmêlées, de sigles mythiques, de noms prestigieux, qui s'enchevêtrent sans qu'on puisse les relier entre eux... Quel brouillard ! Quelle est la date de la dissolution d'Occident ? qui a créé Ordre Nouveau ? comment est né le GUD ? d'où sort ce sympathique rat noir ? A quoi ressemblaient les affiches du Front de la Jeunesse ? Heureusement, il y a toujours l'ancien qui connaît une partie des réponses. Et les autres ? Qui faut-il consulter pour savoir ? Un fabulateur de *l'Événement du Jeudi* ?

Pour avoir vécu cette frustration, nous avons décidé d'aller chercher l'information à sa source. C'est-à-dire chez ceux qui ont fait les événements : les anciens chefs militants. Pas les « grands chefs », mais ceux qui étaient responsables sur le terrain. Nous les avons interrogés durant des heures, nous avons épluché des quintaux de publications, photographié des dizaines d'affiches, consulté des milliers de tracts et de documents souvent inédits... Et nous avons trouvé les réponses à nos questions.

Non pas les réponses des historiens spécialistes de l'extrême droite, nourris de rapports de police et de ragots, mais la vérité brute racontée par ceux qui l'ont vécue. Un regard de l'intérieur, mais lucide, sans concession ni langue de bois, débarrassé de tout souci d'autojustification. Victoires et défaites, plans géniaux et erreurs grossières, rien n'a été occulté.

Trente années de nationalisme étudiant ont été disséquées pour essayer d'en extraire le maximum de dates, d'événements, d'anecdotes permettant de redonner vie à cette grande saga.

Au terme de ce travail, nous avons rencontré le grand témoin, le grand acteur, celui qui a toujours été là aux côtés de ces étudiants pas comme les autres : le rat noir. Rat maudit et craint par les gauchistes, rat adoré et célébré par des générations de militants.

Imaginez que ce rat qui a survécu aux pires épidémies de gauchisme et de bien-pensance vous raconte son incroyable histoire... Vous y êtes ?

Alors tournez la page.

Mai 58 - Mai 68

L'enfance du nationalisme moderne

LA CLASSE 60 SE MANIFESTE

On peut faire remonter les débuts de l'ère moderne du militantisme nationaliste étudiant à l'année 1954. C'est cette année-là que se crée le mouvement Jeune Nation, qui se donne pour emblème la croix celtique, sans se douter que celle-ci restera le lien qui unira durant plus de quarante années des générations et des générations de combattants nationalistes, en France comme ailleurs en Europe.

Solidement organisé, très actif sur le terrain, doté d'un corps de doctrine dont les inspirations demeurent d'actualité, Jeune Nation n'aura qu'une brève carrière, au cours de laquelle il développera une intense (et souvent violente) agitation anticommuniste. Il est en pointe dans la lutte pour l'Algérie française. Ses militants, très présents à l'université d'Alger, jouent un rôle non négligeable dans les événements du 13 mai 1958, qui sonnent le glas de la IV^e République. Jeune Nation n'y survivra pas : le mouvement est dissous dès le 15 mai. Il se poursuit à travers le mensuel qui porte son nom, et se réorganise en février 1959 sous l'appellation de Parti Nationaliste. Mais ce dernier est interdit sitôt constitué.

Les militants formés à cette école vont alors fournir une contribution de premier plan aux luttes insurrectionnelles, puis clandestines, qui atteignent leur paroxysme en 1961-1962 avec l'OAS. Les deux principaux animateurs de Jeune Nation échouent en prison, Dominique Venner dès 1961, Pierre Sidos l'année suivante.

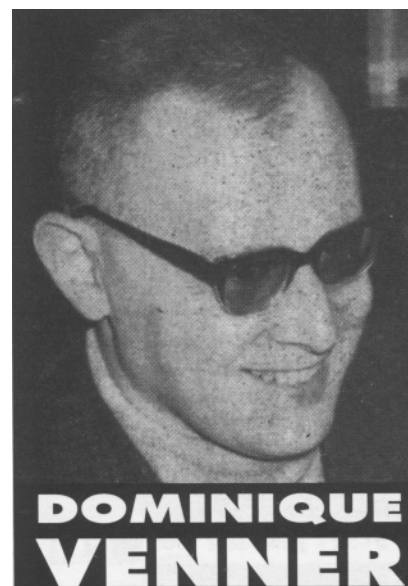
Décapité, le mouvement nationaliste n'est pas mort pour autant. Entre-temps, le 1^{er} mai 1960, des lycéens et étudiants proches de Jeune Nation, révoltés par le vote d'une motion pro-FLN par le congrès de l'UNEF, se réunissent dans une brasserie parisienne pour créer la FEN : Fédération des Étudiants Nationalistes. Son texte fondateur, publié l'été suivant, « Le manifeste de la classe 60 », fait écho à la célèbre « Lettre à un soldat de la classe 60 » de Robert Brasillach.

Durant les années qui suivent, la FEN se développe, malgré des conditions qui sont les pires qui soient. Les cadres de Jeune Nation et de l'OAS, du moins ceux restés en vie, sont presque tous en prison ou en exil. La féroce répression menée par le régime gaulliste semble avoir anéanti la mouvance nationaliste. La droite d'opposition, même parlementaire, sort assommée de la défaite. Les jeunes étudiants de la FEN se retrouvent seuls à porter le flambeau. C'est une expérience qui les marquera à jamais, et un tournant capital : désormais, pour les deux décennies à venir, le nationalisme va s'identifier en priorité à la jeunesse.



Dissous, Jeune Nation reste présent à travers sa presse. Le numéro consacré à la semaine des barricades d'Alger (24-31 janvier 1960) présente en première page la célèbre scène des croix celtiques brandies au bout de perches.

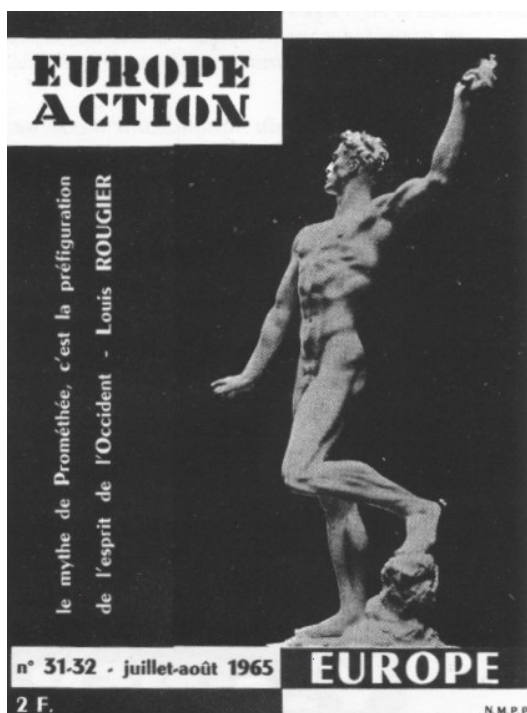
D. Venner théoricien du nationalisme moderne.





Les Cahiers Universitaires mêlent hardiment la modernité à la tradition. Les thèmes abordés par la revue préfigurent ce que sera dans les années 70 la « Nouvelle Droite ».

Europe-Action est autant une politique qu'une éthique, et une esthétique.



L'ECOLE FEN



Le wagon FEN s'accroche tout naturellement à la locomotive Europe-Action, mouvement lancé début 1963 par Dominique Venner enfin sorti de prison. Les textes dont il est l'auteur ou l'inspirateur principal réactualisent de fond en comble la théorie et la stratégie d'un nationalisme révolutionnaire qui tourne la page de l'époque coloniale et s'élargit à l'Europe : « Pour une critique positive », rédigé en prison, et « Qu'est-ce que le nationalisme » ?, publié en mai 1963, qui restera jusque dans les années 70 une référence indispensable pour tout notre courant.

Le symbole choisi par la FEN est le casque d'hoplite. Moins facile à tracer que la croix celtique, il n'est pas conçu pour être bombé sur les murs. Il symbolise la fidélité aux plus anciennes sources de la civilisation occidentale en même temps que l'exaltation des valeurs militaires spartiates, et correspond bien à l'esprit de cette FEN qui se méfie de l'activisme brouillon et se préoccupe de formation intellectuelle et physique. Mais elle ne dédaigne pas de montrer sa force quand l'occasion s'en présente. Les distributions de tracts menées autour de la Sorbonne se concluent parfois par d'homériques bagarres, où les communistes apprennent que s'attaquer aux nationalistes à cinq contre un ne constitue nullement une garantie de succès.

Éthique de l'honneur et du dépassement de soi, célébration des racines et du sang, camps-écoles, feux de solstice toute une culture se met en place dès cette époque. Elle s'exprime dans le mensuel *Europe Action* et dans les *Cahiers Universitaires*, la remarquable revue bimestrielle de la FEN. On y remarque notamment la signature d'un jeune homme qui fera parler de lui, Fabrice Laroche, alias Alain de Benoist.



Cette culture typiquement FEN et Europe-Action ne va pas parfois sans outrances ni sans sectarisme. En particulier lorsqu'elle théorise la distinction entre « nationaux » et nationalistes, les premiers étant décrits comme des patriotards sentimentaux, conservateurs velléitaires et crédules, tandis que les seconds se doivent d'être des soldats politiques disciplinés, purs et durs, et ont vocation à devenir le fer de lance qui guidera les nationaux vers la révolution nationaliste. On est en présence de quelque chose qui ressemble à un léninisme de droite, et qui va durablement imprégner notre courant d'idées.

LA DISSIDENCE FONDATRICE : OCCIDENT

La période 1963-1966 est apparemment une des plus paisibles que la France ait connues depuis longtemps. De Gaulle règne sans être sérieusement contesté. Le pays s'abandonne à la société de consommation. Les seuls mouvements qui agitent la jeunesse sont les mouvements de mode. Bas est le taux

LA COMMISSION RESTREINTE DE COUPE DE CHEVEUX IMMÉDIATE A SIÉGÉ SUR LES BORDS DE LA SEINE



Le Gouvernement a institué des commissions restreintes de retrait immédiat de permis de conduire qui siègent en plein champ et prononcent des sentences dont la sévérité est aussi certaine qu'est probant le sous-équipement du réseau routier français.

Des étudiants parisiens, fatigués de voir le Quartier Latin envahi par une horde de « beatniks » chevelus et répugnants, ont décidé d'instituer à leur tour une commission restreinte de coupe de cheveux immédiate. Elle a siégé, à plusieurs reprises, sur les berges de la Seine. Des ciseaux, maniés par des mains vigoureuses ont ainsi considérablement rafraîchi les tignasses crasseuses de quelques beatniks du sexe apparemment masculin. Cette opération de salubrité, a été photographiée sur le vif.

de criminalité, rares sont les mouvements revendicatifs. La peur du chômage est absente. L'agitation politique est réduite à la portion congrue.

Les moments de violence collective sont cantonnés aux concerts de rock. Mais aussi à certains lycées et facultés parisiens, où tout se passe comme si la guerre d'Algérie continuait. La raison en est qu'au sein des Jeunesses Communistes se manifestent des groupements qui, pour des raisons qui sont propres à leurs leaders, éprouvent une haine atavique envers tout ce qui ressemble de près ou de loin à un nationaliste, et ne cessent de se rejouer l'épuration de 1945 ou la mobilisation anti-OAS. Sûrs de leur impunité (ils ont servi d'indicateurs de police dans les années précédentes, et le régime gaulliste a pour principe de ne jamais chercher noise aux communistes), ces éléments se plaisent, quand l'occasion est offerte, à lyncher le nationaliste isolé. Quitte à s'attirer des représailles. D'où une petite guerre entre « bolchos » et « fafas » qui ne cessera de prendre de l'ampleur jusqu'à l'explosion de mai 1968.

Ces groupuscules « bolchos », en délicatesse avec l'UEC, ne tarderont pas à se cristalliser en virulentes bandes trotskistes ou maoïstes.

Un processus parallèle de radicalisation se déroule simultanément sur notre bord.

Le culte de la jeunesse et de l'action, désormais inséparable de l'esprit nationaliste, entre en conflit avec les nécessités d'un mouvement hiérarchisé tel qu'Europe-Action. Ce dernier diffuse un très beau magazine, ouvre une librairie, monte une maison d'édition, réunit des moyens. Ses dirigeants et ceux de la FEN, tout en se prévalant de leur passé activiste, interdisent aux jeunes militants toute initiative qui risquerait de mettre en

Une des dernières actions de la FEN à Paris, durant l'été 1966 faire partager aux beatniks les joies de la coupe para.

Occident manie aussi l'humeur, mais dans un style plus percutant.

AUX AGRESSEURS MARXISTES VOULEZ-VOUS REVOIR LE PRINTEMPS ?

OUI ☐ Alors retournez à vos études, abandonnez vos méthodes staliniennes. Vous pourrez alors avoir la chance de mener d'ici la fin de vos études une vie décente au sein de l'Etat nationaliste.

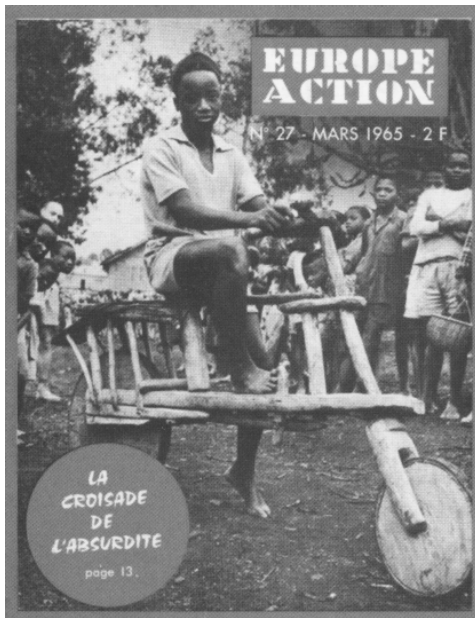
NON ☐ Alors, agressez encore une fois les militants d'OCCIDENT à soixante contre sept !
Bilan des pertes : 6 blessés communistes dont 1 grave
Car le Mouvement OCCIDENT, la prochaine fois, ne se satisfera plus de cette mini-correction...

* Soignez la case correspondante

Envoyez votre réponse au Mouvement OCCIDENT, avec votre nom et votre adresse, nous prendrons rapidement contact avec vous.

mouvement
OCCIDENT
CORRESPONDANCE : 2 Rue Monge, PARIS - 7^e





Europe-Action s'ingénie à faire passer le message « sous-développés = sous-capables ». On est encore assez éloigné des finesses métapolitiques que certains de ses héritiers prôneront plus tard.



Pierre Sidos tend alors l'oreille. Très en froid avec Dominique Venner, qu'il accuse d'avoir détourné à son profit l'héritage de Jeune Nation, il est resté à une vision très classique du nationalisme français et tient les thèses d'Europe-Action pour de la pure hérésie. En particulier, il défend le point de vue selon lequel l'institution militaire, quels que soient ceux qui la contrôlent, demeure fondamentalement saine position dont il n'a pas varié depuis.



Une des toutes premières réunions d'Occident, tenue le 4 mai 1964 sous la présidence de Pierre Sidos (debout). L'adolescent au premier plan ressemble à s'y méprendre à un futur ministre des Télécommunications.

danger l'édifice laborieusement construit. Ils ont connu le temps des dissolutions, de la clandestinité et des geôles, et n'ont pas envie de revivre ça. On les comprend.

Mais on comprend aussi la mauvaise humeur des jeunes nationalistes qui se sentent tenus en laisse face à la montée de l'extrême gauche dans leurs lycées.

La querelle latente éclate à l'automne 1963, lorsque la FEN tente de lancer une campagne contre le service militaire, basée sur le slogan : « pas un soldat pour le régime ». Il s'agissait alors de ne pas cautionner cette armée épurée que le général De Gaulle ravalait au rôle d'instrument au service de ses intérêts personnels.

Une manifestation est organisée sur ce thème au mois de novembre 1963. Les plus jeunes militants sont assez d'accord sur le fond, mais font valoir que cette campagne, qui ne manquera pas de passer pour antimilitariste, va les ridiculiser auprès de leurs adversaires rouges, et risque de les couper du milieu des nationaux traditionnels, chez qui la chose militaire conserve tout son prestige, et qui sont le premier vivier de recrutement de la FEN.

Désespérant de se faire entendre de la direction d'Europe-Action, un groupe de lycéens quitte la FEN, un mois plus tard. Ils ne sont pas bien nombreux, la plupart n'ont pas 18 ans, mais ont de l'énergie à revendre, et des ambitions. Ce sous-groupuscule prend d'abord le nom de « Section des Étudiants Nationalistes de Paris ».

Comme on dit chez Freud, ils ont tué le père (Dominique Venner) et même les grands frères de la FEN (François d'Orcival, Georges Schmelz), mais il leur faut des alliés. Ils prennent langue avec Patrick Lemerre et Georges Maillet, des proches de Pierre Sidos, qui pense trouver là l'occasion de prendre sa revanche sur Dominique Venner. Puis ils tenteront un flirt avec Jean Thiriart, de Bruxelles, qui vient de lancer une sorte d'Europe-Action transnational sous l'appellation de Jeune Europe. Les scissionnistes adoptent alors l'étiquette de « Front des Universitaires Européens » - ce qui fait grogner Sidos, chez qui toute évocation de l'Europe provoque de l'urticaire. Ils envisagent

aussi un temps de se rabibochoer avec la FEN. Les contacts engagés en ce sens échouent.

Finalement, nos jeunes incontrôlés choisissent de se prendre eux-mêmes en charge et se constituent au mois d'avril 1964 en mouvement Occident. Placée sous la suzeraineté théorique de Pierre Sidos, l'équipe dirigeante comprend Philippe Asselin, Pierre Barroux, Christian de Bongain, Frédéric Brigaud, Patrick Devedjian, Gérard Longuet, Alain Madelin, Alain Robert. Elle s'adjoint le concours de François Duprat, exclu deux ans plus tôt de la FEN. Plus âgé (il a sa licence d'histoire, alors que les jeunes d'Occident n'en sont, au mieux, qu'à bac + 1), il les fait bénéficier de sa culture

politique, qui est immense, et de sa vaste expérience du milieu nationaliste.

À peine Occident a-t-il commencé à se faire remarquer par des actions d'éclat que démarre la campagne de Me Jean-Louis Tixier-Vignancour en vue de l'élection présidentielle de décembre 1965. Ses plaidoiries en faveur des accusés de l'OAS l'ont assuré d'une immense popularité chez les vaincus de l'Algérie française. Toute la droite d'opposition se range derrière l'avocat. Europe-Action ne peut faire moins que d'apporter son soutien. Occident de même. Moins voyant, il s'incruste sans difficulté dans l'encadrement des jeunes du Comité TV, participe à fond à la campagne - non sans recruter en sous-main pour son compte et recopier des fichiers.

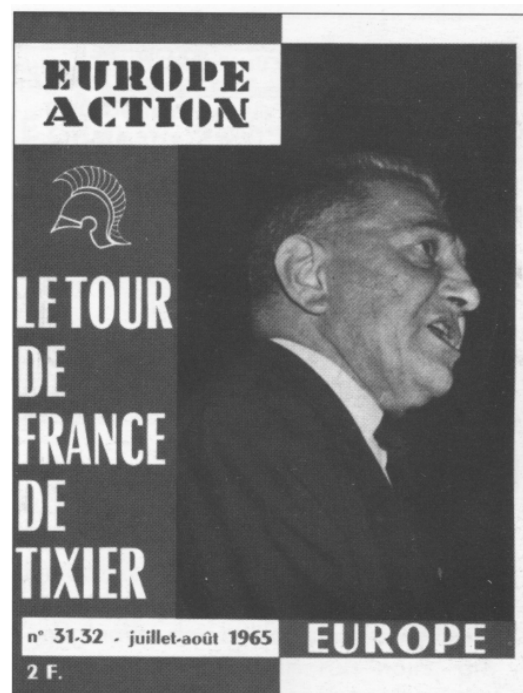
LE NATIONALISME DU BABY BOOM

Au lendemain des scrutins des 5 et 18 décembre 1965, le Comité Tixier-Vignancour implose. À la déception causée par le résultat électoral (5,2 %, ce qui n'est pourtant pas rien) s'ajoutent les dissensions internes. Jean-Marie Le Pen, le dynamique organisateur de la campagne, se met sur la touche, en même temps que Roger Holeindre, assez populaire parmi les jeunes militants. L'ARLP (Alliance Républicaine pour les Libertés et le Progrès) tente d'accommoder les restes du mouvement Tixier, secondée par l'organisation de jeunesse Jeune Alliance. Elles mourront bientôt de leur belle mort.

Occident n'a pas attendu cet épilogue pour se relancer. Se sentant peu d'atomes crochus avec les nationaux, et désireux de ne pas se faire oublier, il est discrètement descendu du train en marche, et a repris dès la rentrée 1965 des actions sous son propre drapeau. Il se fait un plaisir de casser des réunions communistes et gaullistes, et aussi la librairie de François Maspéro, rue Saint-Séverin. Les abords du siège de Clarté (journal de l'UEC), place Paul-Painlevé, et du restaurant universitaire de la rue Mazet sont le lieu d'affrontements répétés.

Occident est en pleine dynamique ascendante lorsque se décompose le Comité Tixier. Cet épisode arrive à point pour confirmer les préventions des jeunes nationalistes contre les nationaux. Et contre leurs aînés en général : l'affaire est entendue, les adultes ne valent rien (y compris Sidos, dédaigneusement largué en route). Pour Occident, la prise de pouvoir passe par la conquête de l'hégémonie dans la jeunesse ; celle-ci obtenue, le reste de la société tombera comme un fruit mûr. Ce « jeunisme » exacerbé est bien dans l'esprit de l'époque, qui voit les classes pleines nées dans l'après-guerre aborder l'âge adulte.

Début 66, le noyau dur du mouvement Occident se compose de quelques douzaines de militants. Ils se sont réappropriés la croix celtique, sont sûrs d'incarner à eux seuls la légitimité historique du nationalisme révolutionnaire. Au quartier Latin, ils mènent contre l'extrême gauche une guerre de harcèlement ponctuée d'opérations de commando, souvent



En 1964-1965, tout le camp nationaliste se rallie à la candidature Tixier-Vignancour. L'enthousiasme règne. Les désillusions viendront après.

Affichette ronéotypée d'Occident. Le slogan est sans excès de sophistication, à l'image des méthodes du mouvement.





Un autre slogan favori du mouvement : « Bolchos, ne vous cassez pas la tête, Occident le fera pour vous! »...

Occident se vantait de tenir la rue au quartier Latin. Ce fut vrai jusqu'au printemps 1967. Ci-dessous, cortège mené en 1966 par François Duprat (au centre, avec les lunettes) et Alain Robert (à gauche devant la voiture).



d'une folle témérité. Le 15 mars 1966, ils tiennent une réunion publique en Sorbonne, à la barbe des rouges.

Les militants arborent volontiers des blousons de cuir, comme les voyous de banlieue, et se battent comme eux. Après les ceinturons et les manches de pelle, les matraques télescopiques et les poings américains entrent en scène. Un distingué chroniqueur politique décrit Occident comme « une forme nouvelle de délinquance juvénile ».

Ces loubards politiques comptent pourtant parmi eux une proportion élevée de brillants sujets des grandes écoles, dont certains placés à des postes stratégiques de l'opposition interne de l' UNEF. Cette tendance, qui domine notamment en sciences, médecine, pharmacie, Sciences-Po et Langues-O, est organisée à Paris dans le cadre de la FEP (Fédération des Étudiants de Paris), où Jean-Jacques Guillet et Gérard Longuet donnent le ton. Côté FNEF, Occident ne compte en principe que des amis à la tête de la Corpo Droit, menée par Claude Goasguen. Le mouvement considère que l'antagonisme entre FNEF et UNEF et la prédominance de l'extrême gauche dans cette dernière ne sont que des séquelles de la guerre d'Algérie, appelées à s'effacer, et il se voit virtuellement contrôler un syndicalisme étudiant réunifié. Comme d'autre part sa réputation d'invincibilité répand la terreur chez l'adversaire, Occident s'imagine que la lutte finale contre le marxisme approche de sa conclusion. Dans un tract, l'UEC se lamente : « Les fascistes d'Occident brûlent, matraquent, assomment et envoient quotidiennement plusieurs des nôtres à l'hôpital... » Le 26 mars 1966, le mouvement s'offre le luxe d'expulser du Quartier latin une manifestation en faveur du Nord-Vietnam.



Extraits de Chlorophylle contre les Rats Noirs, du dessinateur belge Raymond Macherot. Cette B.D., publiée dans l'hebdomadaire Tintin vers la fin des années 50, a laissé des traces durables dans l'imaginaire des militants. Ils se sont tôt identifiés aux méchants rats noirs, gregaires et querelleurs, menés par leur cruel roi Anthracite. A Occident, le caractère batailleur et irascible d'Alain Robert lui avait valu le surnom d'Anthracite...

Les relations avec la FEN se détendent. Les deux organisations coopèrent maintenant volontiers sur le terrain. Le 20 mai, elles réunissent trois cents militants sur le boulevard Saint-Michel pour contrer une manifestation d'extrême gauche. Les policiers mobilisés pour la protéger font les frais du dynamisme ravageur des nationalistes. A la même époque, on retrouve Occident et la FEN au coude à coude avec Roger Holeindre devant le théâtre de l'Odéon pour protester contre les représentations des *Paravents*, l'ordurière pièce de Jean Genet.

Occident recrute intensivement parmi les jeunes déçus du Comité TV, et dans la FEN, qu'il éclipse de plus en plus à Paris. Le noyau dur s'enfle jusqu'à une centaine de militants, suivis par autant de sympathisants. Le mouvement dispose maintenant d'un siège dans le XVI^e arrondissement. Trop excentré, il sera abandonné à l'automne 1966 pour un petit local placé au cœur de son théâtre d'opérations favori, rue Serpente, à quelques pas des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel. La brasserie Relais-Odéon en est l'annexe officielle.

LE TEMPS DE L'ACTIVISME PUBLICITAIRE

Occident a inauguré un certain nombre de principes que l'on retrouvera dans tous les mouvements qui en sont issus, à commencer par le GUD. En premier lieu, il n'y a pas réellement de chef. Tout le monde peut être chef (surtout les chefs, bien sûr). Le principe de direction collégiale est affirmé avec force : « Nous sommes une aristocratie militante au sein de laquelle nous sommes parfaitement égaux », proclame un dépliant de présentation du mouvement. Ce choix, dicté par la



Roger Holeindre, porté par ses partisans au cours d'une manifestation devant le théâtre de l'Odéon.





En province, Occident voit fleurir des groupements locaux largement autonomes

La FEN, lors même qu'elle n'existe plus à Paris, reste longtemps forte dans le Midi. Lorsqu'elle rallie Occident, ce dernier connaît alors une poussée spectaculaire, comme le montre cette manifestation organisés début 1968 à Montpellier.

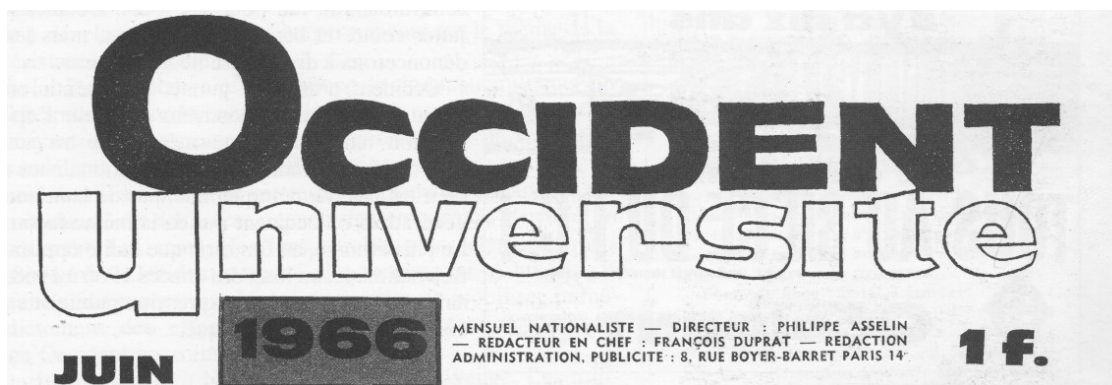
nécessité (la scission de départ était l'œuvre d'une équipe où aucune personnalité ne détenait d'ascendant clair sur les autres), est justifié par le désir de rompre avec les mœurs traditionnelles de l'extrême droite, où la guerre des chefs est une plaie constante. Ce mode d'organisation apparaît aussi comme une garantie de continuité. Le mouvement se croit ainsi protégé contre les effets de la répression.

Ensuite, il ne se cache pas de pratiquer la violence. Dans un but promotionnel avant tout. Occident a théorisé une utilisation cynique des médias (plusieurs des dirigeants payent alors leurs études en donnant des cours dans une école de formation aux relations publiques). À défaut des pages de politique intérieure des journaux, Occident s'ingénie à être présent dans la colonne des faits divers : « Mieux vaut faire parler de soi en mal que ne pas faire parler de soi du tout. » Le mouvement entretient des contacts dans les rédactions des grands quotidiens, emmène des photographes de presse sur les lieux de ses exploits, leur offre des scoops en échange d'une publicité gratuite. Des rencontres discrètes avec des chefs adverses (Pierre Goldman par exemple) permettent de mettre en scène des séances de baston en grande partie concertées.

Si la stratégie à long terme reste de conquérir le pouvoir en prenant le contrôle de la jeunesse, la tactique est réduite au strict nécessaire : lutte musclée contre l'emprise marxiste sur la jeunesse, en contre-attaquant sur le même thème, c'est-à-dire le Vietnam.

Une autre particularité d'Occident est son indifférence aux constructions doctrinales. Il considère d'une part que l'essen-





tiel du boulot a été fait par Europe-Action, qu'il n'y a rien à y redire sinon à en gommer les aspects par trop rugueux, et d'autre part que toute option idéologique trop marquée ne peut que susciter des divisions. Le mouvement a pour cette raison laissé peu de textes. Très dur dans l'action, il est volontairement « mou » dans la doctrine, réduite à un nationalisme basique, pouvant convenir aussi bien à des néo-fascistes avérés qu'à des monarchistes chrétiens, voire des gaullistes qui prendraient enfin conscience de la malfaisance des orientations du régime.

On verra que cette volonté de perméabilité peut jouer dans le mauvais sens, comme l'illustre le parcours ultérieur d'un certain nombre de responsables.

Occident accueille tous les concours, d'où qu'ils viennent. C'est ainsi que jusqu'en juin 1967, une des figures du mouvement sera Serge Wolyner, karatéka virtuose qui milite à mi-temps chez les extrémistes sionistes du Bétar (dont il déplore la place envahissante qu'y prennent les Sépharades). Ceci n'empêche pas, dans le même temps, des responsables du mouvement de collaborer à la revue de Maurice Bardèche, *Défense de l'Occident*, dont l'antisionisme est sans compromis.

Enfin, une caractéristique saillante d'Occident est le fossé psychologique qui le sépare de l'extrême droite traditionnelle. Un éditorial d'*Occident Université* daté de juin 1966 est explicite sur ce point

« La droite observe à l'égard de nos activités un silence réprobateur. Convaincus toutefois que nos méthodes nous assuraient la plus grande sympathie chez nos amis et loyaux adversaires du quartier Latin, nous avons compris que nous n'aurions bientôt plus assez d'ennemis à gauche. Nous nous sommes donc intéressés aux gens de droite.

« [...] Ayant déjà acquis le respect, sinon l'affection, de nos chers aînés vivant dans le souvenir jaloux d'une trentaine de faillites, d'une quinzaine de défaites et d'un nombre respectable de trahisons, nous avons pensé aggraver notre cas en devenant plus méchants. Las de montrer une mansuétude sans réciprocité envers des gens que nous méprisons, n'ayant guère la possibilité d'être plus agressifs envers les gens contre qui nous luttons, nous avons décidé de dire bien haut ce que les autres ne disent pas du tout. [...] Nous sommes un mouvement violent, nous en sommes fiers, personne n'a à rougir de des-

Nous allons ainsi essayer de vous prouver que l'Alliance Républicaine n'a rien à vendre, que le Mouvement Poujade représente la frange dure de l'opposition au Régime, que la Nation Française et ses émules récents vivent pauvres mais libres, que l'Action Française, luttant avec nous contre les « jeunes chevaux de retour », est bien le plus jeune parti de France. Ayant déjà acquis le respect, sinon l'affection, de nos chers aînés vivant dans le souvenir jaloux d'une trentaine de faillites, d'une quinzaine de défaites et d'un nombre respectable de trahisons, nous avons pensé aggraver notre cas en devenant plus méchants. Las de montrer une mansuétude sans réciprocité envers des gens que nous méprisons, n'ayant guère la possibilité d'être plus agressifs envers les gens contre qui nous luttons, nous avons décidé de dire bien haut ce que les autres ne disent pas du tout. N'étant pas à vendre, nous dirons donc qui est vendu ; n'étant pas des lâches, nous dirons qui capitule ; n'étant pas des escrocs, nous dirons qui falsifie. Nous sommes un mouvement violent, nous en sommes fiers, personne n'a à rougir de descendre dans la rue pour défendre ses idées. Décidés à lutter contre la bêtise et la trahison, nous les dénoncerons à droite comme à gauche. Maintenant, tout est en place ; le spectacle va commencer. Fiez-vous à nous.

OCCIDENT

Durant le premier semestre 1966, le journal Occident Université est édité sous forme de mensuel tabloïd 8 pages. Imprimé trop luxueuse pour les finances du mouvement, cette formule ne connaîtra que quelques numéros. Il faudra revenir à une publication ronéotypée à la rentrée.

Comme on peut en juger par l'extrait ci-dessus, Occident n'était pas enclin à mâcher ses mots.





Occident appelle à manifester contre le Parti Communiste, complice des assassins du peuple hongrois. Cette affiche sera collée dans tout Paris le lendemain de l'interdiction de la manifestation.



Nanterre, 1^{er} novembre 1966 : venus sans armes, les militants d'Occident tombent sur des gauchistes nombreux, combattifs, et outillés. Le mouvement a trouvé son maître. Nanterre va rester l'obsession des nationalistes durant une génération.

1^{er} novembre 1966, fin de l'épisode. Repoussés hors du campus de Nanterre, les militants, qui se sont armés de bois de chantier, livrent un baroud d'honneur avant de regagner leur quartier Latin. Au centre, Alain Robert, une planche à la main, couvre la retraite du « corps expéditionnaire ».



endre dans la rue pour ses idées. Décidés à lutter contre la bêtise et la trahison, nous les dénoncerons à droite comme à gauche. »

Occident n'arrivera jamais à se sentir en phase avec ce qu'il est convenu d'appeler l'opposition nationale. Cette mésentente va au delà de la dichotomie nationaux / nationalistes on n'est pas du même monde, pas de la même génération, on ne pense pas de la même façon. Le plus étrange, au fond, est que ladite opposition nationale, au long des années 1966 à 1968, aura eu pour principale expression publique sa composante la plus atypique.

NANTERRE ET ROUEN

L'automne 1966 démarre en flèche. En septembre, Occident sabote définitivement la reprise des *Paravents* à l'Odéon. Une rumeur souvent rapportée, quoique non vérifiée, prétend qu'Occident aurait semé la panique dans la salle en y lâchant des rats... Comme chacun sait, il sera souvent question de ces aimables bestioles dans la suite de l'histoire de la jeunesse nationaliste.

Le 4 novembre, à l'occasion du dixième anniversaire de l'écrasement de l'insurrection hongroise par l'armée soviétique, le mouvement mène une violente manifestation (interdite) devant le siège du PC, défendu par une nuée de policiers. Il y aura près de deux cents personnes interpellées, dont quarante mineurs.

Paris intra-muros n'a plus le monopole de l'agitation étudiante. À Nanterre, sur le campus ouvert deux ans plus tôt, l'ère gauchiste a débuté. Les marxistes s'y sont arrogés le monopole de l'expression politique. Très vite il apparaît que la vie va y devenir impossible pour les étudiants soupçonnés de nourrir des opinions plus ou moins droitières. Un doute prudemment émis sur l'opportunité de telle ou telle grève équivaut à un aveu de ses sympathies fascistes. Occident décide d'intervenir.

Le 17 octobre 1966, sept militants viennent distribuer des tracts. Les rouges veulent les chasser : la bagarre éclate, Occident se retire, non sans avoir fait trois blessés en face. Le lendemain, l'UNEF et les diverses obédiences trotskistes et maoïstes qui pullulent sur le campus organisent un rassemblement de protestation devant le restaurant universitaire, en exhibant un service d'ordre puissamment armé.

Cette réunion reçoit la visite imprévue de la fine fleur d'Occident, vingt-cinq militants également bien pourvus en instruments contondants. S'ensuit une mêlée ultra-violente. Occident se retire, avec la satisfaction d'avoir donné une leçon à des adversaires bien plus nombreux. Mais les « bolchos » (le terme « gauchiste » n'apparaîtra qu'au printemps 1968) gar-

dent le terrain, se savent désormais inexpugnables à Nanterre, et y développent une agitation permanente sur le thème de la résistance anti-Occident.

Le 1^{er} novembre, c'est une troupe de cinquante militants qui fait irruption sur le campus. Ils ne sont armés que de tracts, croyant que leurs précédentes démonstrations de force leur vaudraient le respect craintif de l'ennemi. Erreur profonde : ils sont assaillis à coups de pierres et de manches de pioches par une meute de deux cents gauchistes embusqués derrière un bâtiment. Les camarades font retraite, sans débandade mais sans gloire. Occident a trouvé plus fort que lui. À lui seul, le gauchisme nanterrois s'avère en mesure de mobiliser immédiatement des effectifs équivalant à la totalité de ceux qu'Occident pourrait réunir sur Paris.

L'affront subi à Nanterre ne sera jamais vengé. Les militants présents sur le campus (il y sont une vingtaine) rasent les murs. Ils se bornent à créer sur place des corpos FNEF, qui recruteront des minettes de choix : Marie-Françoise David, future présidente statutaire d'Ordre Nouveau, et Marie-France Charles, future Mme Stirbois.

En fait, ces implantations syndicales aboutissent à livrer des otages à la discrétion des gauchistes, qui pourront quand bon leur semble se livrer à des ratonnades impunies.

Le moral est pourtant au beau fixe à Occident, qui recrute à tour de bras. Europe-Action, après avoir créé le Mouvement Nationaliste du Progrès, s'est lancé dans la malheureuse aventure électorale du REL, qui épuise ses dernières forces et l'amène à s'auto-dissoudre. La vieille maison FEN entre en déliquescence. Satellisée par Occident à Paris, elle se survit encore en province. À partir du printemps 1967, ses derniers noyaux dans le Midi se rallieront les uns après les autres.

Occident fait alors boule de neige, se sent promis à une croissance sans fin. En dehors de lui, il n'y a plus personne dans la mouvance nationaliste. Les « nationaux » tant méprisés sont en voie de disparition. Un éditorial du bulletin hebdomadaire *Occident* Université titre, avec un orgueil mêlé d'anxiété : « Nous sommes seuls ».

La droite nationale française touche alors le fond de sa courbe historique. Elle est réduite à quelques centaines de desperados à peine sortis de l'adolescence.

De cette situation, Occident ne pourra pas tirer la conclusion qui s'impose, c'est-à-dire celle de se transformer en pôle de regroupement politique. L'activisme violent lui ayant apporté tout le capital de notoriété qu'il pouvait en attendre, il devient inutile. Et même nuisible, car il ne fait qu'exacerber les haines autour du mouvement et les préventions de ceux qui pourraient en être proches. Les dirigeants en ont vaguement conscience, mais sont condamnés à suivre les impulsions d'une base qui réclame de l'action directe et ne raisonne qu'en termes de vendetta anti bolchos.

Tandis que, faute de réservoir où puiser de nouveaux adhérents, Occident ne progressera plus que lentement, les gauchistes sont entrés dans une croissance exponentielle, attisée par les campagnes sur le Vietnam. La mode est à la contestation. Bob Dylan et Che Guevara gouvernent l'air du temps.

Occident réagit à ses déconvenues nanterroises en cherchant à ouvrir de nouveaux fronts. Il importe de développer la

Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

avant-garde JEUNESSE

agression fasciste

--1er épisode : début janvier :

Des affiches "occident" apparaissent sur certains murs. On s'y propose de faire cesser "l'agitation bolchevik à l'université".

--2ème épisode : lundi 9 janvier :

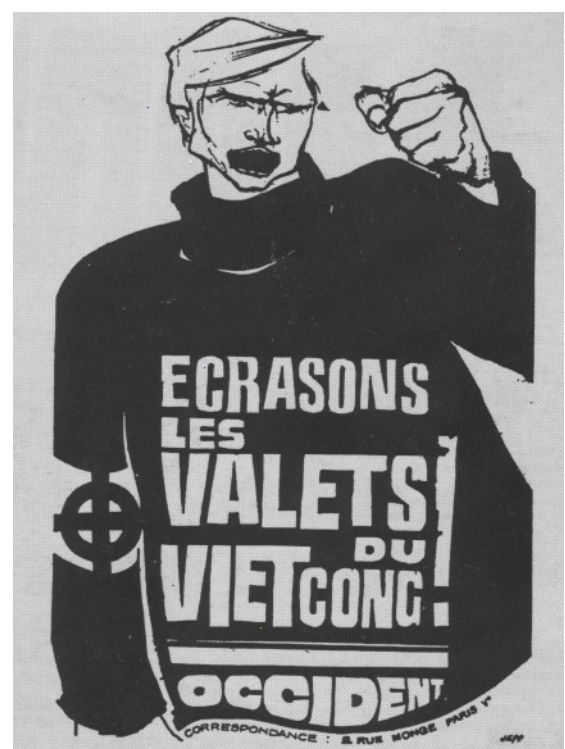
une dizaine d'"occidentaux", débarqués de Paris, diffusent des tracts au Resto U de Mt St Aignan. La J.C.R. rassemble ses militants et contacte les étudiants de gauche. En dix minutes 40 personnes sont mobilisées : ultimatum aux fascistes : "vous avez trois minutes pour vider les lieux"... ils vident.

--3ème épisode : Jeudi 12 janvier .

Dans le cadre de la deuxième journée universitaire pour le Vietnam, 80 militants distribuent, collectent dans un drapeau F.N.L., vendent des journaux et brochures. Au moment de se séparer, vers 13h. 15, restent environ 40 personnes. C'est à ce moment que surgissent une quarantaine de fascistes au pas de charge. Comme à l'ordinaire, ils braillent "occident vaincra". Ils sont armés de barres de fer, de clés anglaises, de chaînes de vélos.

Extrait d'Avant-Garde Jeunesse, journal de la JCR d'Alain Krivine, donnant la version trotskyste de la bagarre de Rouen.

Affiche d'Occident (début 1967) exposant la ligne politique du mouvement. Le graphisme, lui, témoigne d'une certaine recherche.



présence du mouvement en province. Le 9 janvier, à Rouen où Michel de Rostolan vient de monter une section, Gérard Longuet, accompagné de trois militants, va humer l'air du campus de Mont-Saint-Aignan, sur les hauteurs de la ville. Le groupe se fait fort mal recevoir par les gauchistes locaux. La réplique intervient trois jours plus tard : une vingtaine de militants parisiens débarquent à l'heure du déjeuner devant le restaurant universitaire,

détruisent les stands de soutien aux communistes vietnamiens installés à l'entrée. Rythmés par le slogan « Occident vaincra », tables, chaises et matraques s'abattent avec précision sur les gauchistes présents.

L'un d'eux écope d'un grave traumatisme crânien. L'événement fait la une de la presse régionale. Toutes les polices de France sont soudain mobilisées contre Occident. Rafles, arrestations et perquisitions se multiplient. L'appareil policier du régime, soigneusement épuré en fonction de la lutte anti-OAS, reste prioritairement consacré à la répression du nationalisme.

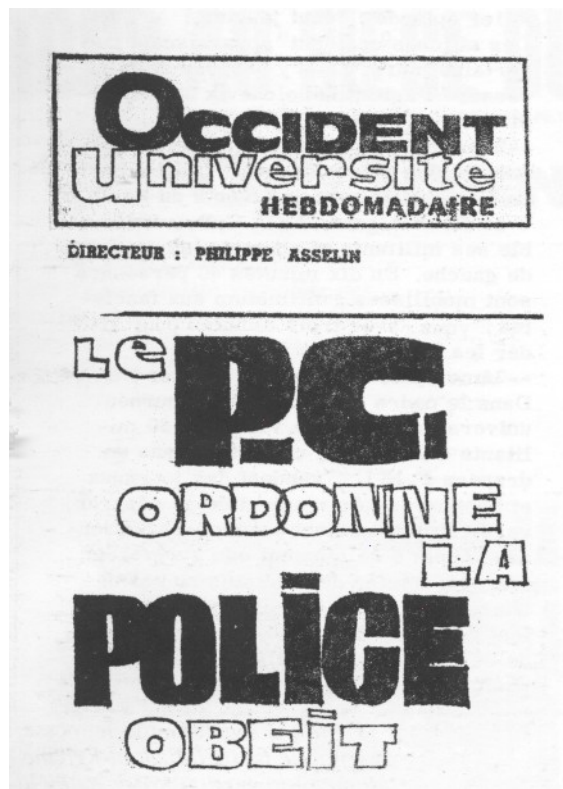
La moitié de l'équipe dirigeante d'Occident (dont Gérard Longuet, Alain Robert, Hugues Leclère) va passer deux mois au secret, à la sinistre prison de Rouen. Le mouvement ne doit qu'à ses structures très floues de survivre. Lorsque les inculpés bénéficieront enfin de la liberté provisoire, leur première décision sera d'exclure François Duprat, qu'ils accusent d'avoir joué un rôle trouble dans cette affaire.

Gérard Longuet, sans rompre ses liens avec le mouvement, commence à se ranger, et à réfléchir à sa future carrière préfectorale et politique. Patrick Devedjian rompt pour de bon. Treize inculpés seront traduits en justice pour violences et voies de fait avec armes et préméditation. Parmi eux, Alain Robert sera condamné à dix mois avec sursis, tandis qu'Alain Madelin, Patrick

Devedjian et Gérard Longuet devront payer mille francs d'amende. La racaille gauchiste de Rouen devrait être fière d'avoir été démolie par ce commando de luxe...

TIRAILLEMENTS

Le 9 mai 1967, les gauchistes organisent à la Mutualité les « États généraux de l'Université pour la paix au Vietnam ». Occident apporte sa contribution à l'animation de cette journée en bombardant de cocktails Molotov la légation du Nord-Vietnam, située rue Leverrier, à deux pas du centre Assas. Puis, en début de soirée, le mouvement organise une manifestation (interdite) aux abords de la Mutualité. Des centaines de jeunes se répandent dans le quartier Latin, affrontent torche au poing les forces de l'ordre, brûlent des drapeaux rouges aux carrefours. Un groupe réussit même à enfoncer un barrage de police, tente d'élever une



Quelques titres d'Occident-Université du 11 mai 1967, célébrant la manifestation du 9 mai. Une vingtaine de responsables seront interpellés à leur domicile après les incidents du quartier Latin. Rien ne pourra être retenu contre eux.

barricade tout en balançant des pavés sur les policiers, qui compteront plusieurs blessés mais ne réussiront qu'à opérer six interpellations. Bien aguerri aux combats de rue, durci par la répression, Occident a réussi une belle démonstration.

Le surlendemain, les gauchistes de Nanterre se vengent en lynchant quelques membres d'Occident ou supposés tels. Les plaintes déposées contre les agresseurs (que conduisait notamment un certain Daniel Cohn-Bendit) n'aboutiront jamais : les policiers iront jusqu'à menacer témoins et victimes de poursuites pour outrage à magistrat et faux témoignage. La répression ne fonctionne que dans un seul sens.

Toute l'action militante est alors centrée sur le Vietnam. Pour l'anecdote : lorsque l'UEC lance une collecte afin d'envoyer un bateau de vivres et de médicaments au Nord-Vietnam, la section Occident de Nantes annonce une souscription pour financer le sous-marin qui ira couler ce bateau... L'ennemi est clairement identifié : c'est le rouge. La structure informelle d'Occident s'accommode sans mal de ce contexte manichéen, qui dispense de tout débat interne. Le sens de la lutte est clair. Qu'importe si le mouvement est, en fait, un agglomérat de bandes aux liens très lâches. En province, mais aussi à Paris, des actions sont menées au nom d'Occident par des groupes dont personne n'a jamais rien su. Le mouvement est à la merci de toutes les provocations ? Qu'importe, même les provocations peuvent procurer un surcroît de publicité.

Mais voilà que l'actualité impose des choix imprévus. Le 5 juin 1967 éclate la guerre des six Jours, qui met aux prises l'État d'Israël et ses voisins arabes. La vieille droite nationale sort de son trou pour clamer son soutien à l'entité sioniste. L'ARLP, dans laquelle Jean-Louis Tixier-Vignancour a rassemblé les débris de l'ex-Comité TV, abonde en ce sens. Les hebdomadaires *Minute*, et même *Rivarol*, font chorus. Le Mouvement Jeune Révolution (MJR) distribue des tracts appelant à défendre l'État hébreu soi-disant menacé. Les associations de réfugiés d'Algérie, par ressentiment anti-arabe, en rajoutent dans ce registre. Moshé Dayan remplace le général Salan dans le cœur des nationaux.

Mais Occident ? Une forte minorité, surtout parmi les récents adhérents, est tentée d'emboîter le pas. Les autres affichent de la sympathie pour la cause palestinienne, et vont le long du boulevard Saint-Michel complimenter les marxistes léninistes qui distribuent des tracts appelant à détruire le colonialisme sioniste. Voilà des gauchistes tout éberlués de se voir applaudis par ceux qui, la veille encore, étaient avides de venir leur fendre le crâne.

La rue Serpente et la terrasse du Relais-Odéon résonnent de controverses acerbes entre les deux tendances. La ligne critique envers Israël l'emporte. Des militants quittent le mouvement, dont Serge Wolyner, qui gardera néanmoins avec les dirigeants des relations cordiales, qui feront jaser (c'est de là que vient la légende selon laquelle Occident et le Bétar auraient mené des actions conjointes anti-gauchistes).

Occident-Université attaque vertement les personnalités de droite qui vont faire des ronds de jambe à l'ambassade d'Israël, et commence son éditorial en ces termes : « Le quotidien algérien *El Moudjahid*, en titrant sur trois colonnes : Il faut détruire l'État raciste d'Israël, résumait parfaitement,

Occident-Université et le problème du Moyen-Orient.

Sans aller jusqu'à se prononcer ouvertement en faveur des combattants palestiniens, les nationalistes rappellent quelques vérités bonnes à dire, en un temps où l'extrême-droite dans son ensemble (aux exceptions de Maurice Bardèche et de François Duprat) donne dans la surenchère pro-sioniste.

OCCIDENT

2 JUIN 1967

HEBDOMADAIRE

Université

ISRAËL MERITE-T-IL DE VIVRE ?

Le quotidien algérien " el Moudjahid ", en titrant sur trois colonnes " il faut détruire l'Etat raciste d'Israël ", résumait parfaitement, par cette formule pour le moins énergique, la détermination des peuples arabes.

Ceux-ci n'ont jamais accepté d'avoir été déposés, puis chassés d'une terre qui ne comptait que 57.000 juifs il y a 50 ans, et, bien franchement, il faut reconnaître que sur le strict plan du droit la position arabe est très forte: Pourquoi renonceraient-ils après 20 ans " d'occupation juive " à leurs droits sur la Palestine alors que 3000 ans après les juifs n'y ont toujours pas renoncé ?

Pourtant, l'Etat d'Israël représente, pour nous Occidentaux, la seule solution au problème si délicat des juifs, qui refusent de se laisser assimiler par les pays où ils se sont fixés.

Aussi ne devons-nous pas juger de l'Etat d'Israël en fonction de nos réactions épidémiques sur le problème juif, ou en fonction du droit des peuples arabes, et seuls des impératifs politiques doivent déterminer notre attitude.

C'est pourquoi nous affirmons qu'Israël se doit d'exister et de vivre, car le sionisme est la seule issue au brûlant problème des juifs anti-nationaux.

Que faire en effet en France de tous ceux-là qui se sentent israéliens avant de se sentir français ?

Nous n'allons certes pas condamner le colonialisme, mais pourquoi les juifs qui pratiquent incontestablement en Israël, ainsi qu'en convenait Jean Daniel dans le *Nouvel Observateur*, une politique ouvertement raciste et colonialiste, se font-ils chez nous les apôtres de la décolonisation et de l'intégration raciale ?

Pourquoi ce qui est salutaire pour Israël est-il condamnable en Afrique du Sud ou en Algérie ?

Pourquoi ces juifs-là condamnent-ils l'intervention américaine au Vietnam, et supplient-ils les mêmes " criminels " de les aider ?

Pourquoi ce qui est bon pour Israël est-il condamnable pour l'Occident ?

La réponse, nous la connaissons depuis longtemps et l'énergie que mettent les mêmes juifs à salir ici ce qu'ils pratiquent ailleurs, est bien la preuve de leur volonté de pourrir et d'affaiblir l'Occident.

Israël doit vivre, mais Israël doit aussi rapatrier cette intelligentsia sémite (et ses séides) qui vient de montrer, une fois de plus, son inféodation à des intérêts contraires à ceux de l'Occident.

A L'AMBASSADE D'ISRAËL .

On a pu voir Jeudi, au balcon de l'ambassade d'Israël un certain nombre de personnalités centristes et nationales. Parmi celles-ci on remarquait Bernard Lafay, le colonel Thomazo, Dominique Pado et bien d'autres.

Notons encore dans le camp d'Israël MM. Jacques Medecin et Tixier Vignancour.

Nous ne savons pas comment nous devons expliquer cet état de fait; peut-être espèrent-ils se concilier les bonnes grâces des journalistes et des financiers juifs à moins que leur américanisme aveugle les pousse à s'aligner systématiquement sur la position de Washington.

Sauront-ils éviter cette fois d'ajouter une nouvelle bêtise politique à leur abondante collection.

POUR CONTRE ISRAEL

"Que mon bras droit ne désobéisse ni j'oublie Jérusalem"

(Claude FUZIER, député français,
à la Mutualité).

"J'ai honte d'être français, mais je n'ai pas honte d'être juif"

(Daniel HUYER, président de la ligue
des droits de l'homme)

Depuis trois jours, un conflit a éclaté au Moyen Orient. La presse, la radio, la télévision, tous les moyens d'information nous font part de la prise de position des Juifs français, unanimes pour Israël.

Nous, français, demandons des éclaircissements sur la politique suivie par ces mêmes personnes (Daniel Meyer, Jankelévitch, Kapplan, Neuf des France, Debré, Fuzier) depuis 10 ans.

C'est pourquoi nous posons ces questions:

* Lorsque nous étions en guerre, nous français, en Algérie, terre française depuis 200 ans, pour la pacifier contre les rebelles arabes, pourquoi ces gens là soutenaient-ils les terroristes et armaient leurs bras contre l'armée française (Résoha Jemson et autres)?

* Pourquoi la haine de ces gens pour les Marines Américains qui défendent l'Occident au Sud-Viet Nam, alors qu'ils les appellent à l'aide lorsque Israël est menacé?

* Lorsque nous français, voulions intégrer les Arabes au sein de notre Empire, pourquoi étions-nous des fascistes, des nazis, alors que lorsqu'il s'agit d'Israël, déporter un million d'Arabes est une bonne chose, et que ce sont ces mêmes Arabes qui deviennent les fascistes?

* Lorsque l'Occident est en danger et doit réagir, pourquoi lancent-ils continuellement des appels à la paix et aux droits de l'homme, alors que pour Israël, l'appel au génocide est naturel.

* Lorsque les français manifestaient pour sauvegarder l'intégrité de leur pays, pourquoi le régime athénien, les nazis, les maquisards, les emprisonnaient, les fusillaient, alors que pour Israël, pays étranger en conflit, la police tolère et encourage les manifestations de ces ressortissants.

* Pourquoi ces gens dont la patrie est apparemment Israël se proclament-ils Français et ne bénéficient-ils pas du statut d'étranger en France comme c'est le cas pour toutes les autres communautés résidant sur notre territoire national?

Tract distribué par Occident lors du déclenchement de la guerre israélo-arabe de 1967.

Extrait d'un dépliant de présentation d'Occident (1^{er} semestre 1967). Ainsi qu'ils le préoyaient beaucoup de responsables d'Occident se sont plus tard retrouvés à des postes de commande. Mais pas toujours du côté où ils avaient débuté leur carrière.

LA METHODE NATIONALISTE

Les jeunes nationalistes savent qu'ils ils ne doivent plus fonder la révolution nationaliste sur l'espoir d'un quelconque sursaut national.

L'EFFICACITE NATIONALISTE, c'est d'abord une analyse clairvoyante de la situation :

Or, nous constatons que nous sommes seuls,

seuls dans un pays dépolitisé,
sans situation révolutionnaire
prévisible,
seuls avec le poids d'échecs
qui ne sont pas les nôtres, les
échecs successifs de la Droite
nationale.

Notre combat, c'est le LONG COMBAT des solitaires, c'est un long travail d'information et d'explication.

MAIS NOTRE JEUNESSE ET NOTRE ENTHOUSIASME SONT GARANTS DE NOTRE VICTOIRE.

Nous savons que les jeunes nationalistes d'Occident seront à des postes de commande d'ici 10 ans.

LES BUTS DU MOUVEMENT OCCIDENT sont donc doubles :

- 1°) développer notre force d'attraction sur la jeunesse.
- 2°) FORMER CETTE JEUNESSE dans nos idées et nos principes nationalistes.

par cette formule pour le moins énergique, la détermination des peuples arabes »... Inutile de dire que la référence au journal du FLN sera mal accueillie chez les nationaux.

Et l'éditorialiste de poursuivre : « Nous n'allons certes pas condamner le colonialisme, mais pourquoi les Juifs, qui pratiquent incontestablement en Israël, ainsi qu'en convenait Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur*, une politique ouvertement raciste et colonialiste, se font-ils chez nous les apôtres de la décolonisation et de l'intégration raciale ? [...] Pourquoi ce qui est bon en Israël est-il condamnable pour l'Occident ? »

Des questions, on le voit, qui n'ont rien perdu de leur actualité.

LE FRONT UNI DE SOUTIEN AU SUD-VIETNAM

Occident a beau toucher à son apogée, il est plus isolé que jamais. La tentation des militants est de s'enfermer dans un mépris sectaire envers tout ce qui ne se reconnaît pas dans la croix celtique. Ils ont plus que jamais le sentiment qu'une distance irréductible les sépare des nationaux, entendus au sens le plus large, de l'AF à Georges Bidault. Ils constatent que ce milieu, qui n'a pas manifesté le moindre signe de solidarité lorsqu'ils étaient en butte à la répression trois mois plus tôt, s'est dit prêt à lever des volontaires pour participer à la conquête du Sinaï. Ils ont vainement tenté de sensibiliser leurs aînés aux menaces que fait peser le développement du gauchisme dans l'université - les aînés ont préféré défilier dans Paris au service d'une cause dont la France n'a que faire. On espérait depuis des années que les Pieds-Noirs sortiraient de leur torpeur pour participer au combat nationaliste français c'est le nationalisme israélien qui les fait vibrer. A Occident, il n'y a pratiquement pas un seul Pied-Noir.

De nombreux militants osent dire que, tout bien considéré, la politique arabe de De Gaulle leur est plus sympathique que les vociférations pro-sionistes de cette fichue opposition nationale.

La cassure laissera longtemps des traces, jusque dans les rapports agités qu'entretiendront dans les années 70 les nationalistes avec les amis de Jean-Marie Le Pen.

Les vacances scolaires surviennent à point pour estomper le malaise qu'a soulevé cette affaire.

Dans un premier temps, il importe de serrer les boulons, de pallier si peu que ce soit l'anarchie gauloise qui sévit dans le mouvement. Un camp d'été rassemble, dans un château à demi ruiné de Champagne, cent cinquante participants. C'est l'occasion d'homogénéiser la communauté militante, et de lier connaissance avec les éléments qui se sont auto-proclamés leaders locaux dans les différentes provinces de France. À la rentrée d'automne, l'organisation parisienne est cloisonnée par secteurs d'arrondissements, afin d'encourager l'éclosion de cadres aptes à animer quelque chose qui puisse se rapprocher d'une structure de parti. Le siège, déménagé sur la rive droite, cesse d'être le forum non-stop des militants pour se borner à un rôle de centrale administrative. Bientôt, l'action va être presque entièrement dominée par

la participation au Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam, créé et dirigé par Roger Holeindre - le seul « national » qui n'ait jamais baissé les bras durant le long interrègne qui va de la fin du Comité TV à la création du Front National.

Ce Front Uni, constitué en janvier 1968, représente à plus d'un titre un banc d'essai du futur Front National. Outre les amis d'Holeindre, anciens d'Indochine et d'Algérie, et Occident, qui y apporte le gros des forces militantes, s'y agrègent plusieurs organisations mineures, dont le groupe Militant, qui regroupe le dernier carré du MNP et du REL, et le MJR. Le mot d'ordre de soutien au Sud-Vietnam est susceptible de ratisser large. Occident est très à l'aise avec ce thème qui lui est familier. L'opération lui permet dans une large mesure de sortir de son isolement.

Le 7 février 1968, le Front Uni tient un meeting dans la grande salle de la Mutualité. Mais, à l'extérieur, les maoïstes de l'UJC(ml) réussissent une contre-manifestation d'une inquiétante ampleur.

Les gauchistes, de plus en plus nombreux, s'enhardissent jusqu'à distribuer des tracts, vendre des journaux et coller des affiches entre le carrefour de l'Odéon et la Seine, au cœur de ce qu'Occident considère comme son périmètre sacré. Des actions toujours plus brutales sont menées pour assainir le quartier, en vain. L'extrême gauche est sur une pente ascendante. Rien ne l'arrête. La tension monte, lentement, sûrement.

À Nanterre, où le Mouvement du 22 Mars de Daniel Cohn-Bendit a pris la réalité du pouvoir, on enregistre de nouvelles ratonnades contre les « fascistes ». Occident lance des opérations de représailles au quartier Latin, mais le sanctuaire rouge reste inviolé.

Cela n'empêche pas le Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam, le 30 mars, de faire un défilé réunissant plus d'un millier de manifestants sur le boulevard Malesherbes. Mao Tsé-Toung est brûlé en effigie et une motion est déposée au consulat de la république du Vietnam tout proche. C'est, depuis des années, la première manifestation de la droite nationale à être autorisée. Elle se déroule dans le calme, ne serait-ce lors de la dispersion

quelques échauffourées opposant des marginaux d'Occident aux policiers, avec qui ils considèrent avoir un lourd contentieux. Le lendemain, des dépôts de gerbes seront effectués par Roger et ses amis devant divers monuments de la capitale, dont la tombe du Soldat inconnu.

Mais les militants étudiants ont l'esprit ailleurs. La situation dans l'université s'aggrave de jour en jour.



Affiche du Front Uni de Soutien au Sud Vietnam. L'opposition nationale est alors seule à dénoncer l'expansionnisme rouge dans le Sud-Est asiatique. La mansuétude dont témoigne le régime gaulliste envers l'agitation pro vietcong de l'ultra-gauche est une des causes directes de mai 68.



La manifestation du 30 mars. Le portrait de Mao Zedong (Mao Tsé-Toung, selon la graphie alors en vigueur) est livré au feu purificateur.



ASSEZ !

Depuis plusieurs mois, RUDI DUTSCHKE et ses compagnons entretenaient à Berlin, dernière citadelle du monde libre en zone Est, une agitation Pro-Communiste.

Tandis que, sur le Mur de la Honte, des patriotes tombaient sous les balles des Vopos, les communistes du S.D.S. manifestaient avec la complicité de la Social-Démocratie. Déjà au mois de Mars, la population de Berlin-Ouest avait réagi en masse et exprimé sa juste indignation.

"RUDI LE ROUGE", un jour ou l'autre devait tomber victime de ses provocations.

Les activités du S.D.S. en Allemagne de l'Ouest se rattachent au travail de subversion accompli par les groupuscules Marxistes en Europe.

- Hier les magasins INNO flambent à Bruxelles ;
- A Paris, les plasticages se succèdent ;
- En Allemagne, le "Front Rouge" est-il pour demain ?

LES IMITATEURS DE RUDI LE ROUGE TROUVERONT EN FACE D'EUX LES MILITANTS DU MOUVEMENT OCCIDENT RESOLUS A BARRER LA ROUTE A LA SUBVERSION.

Mouvement OCCIDENT - 2, rue Monge PARIS 5ème.
BULLETIN D'ADHESION

NOM PROFESSION
ADRESSE
TELEPHONE DATE DE NAISSANCE
A retourner à : MOUVEMENT OCCIDENT 2, rue Monge PARIS 5ème

Tract établi après la tentative d'assassinat du leader gauchiste allemand Rudi Dutschke (avril 1968). La fièvre monte dans toute l'Europe. L'accumulation des causes de tension mènera à la déflagration de mai 68.

Puisque les gauchistes tiennent des meetings quotidiens à Nanterre, pourquoi pas les nationalistes ? A la suite de ce courrier, c'est Gilles Néret-Minet qui, au nom d'Occident, demandera – et obtiendra – l'autorisation d'organiser une réunion le 3 mai 1968.

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
92 - NANTERRE
TEL. : 204.34.32
204.29.87 à 29.91
204.39.87 à 39.91
Référence à rappeler
N°.....
Monsieur,
Vous avez demandé le bénéfice de l'utilisation de la salle E 1 pour le groupement "Mouvement Occident" que vous représentez.
Nous n'avons pas trouvé votre nom dans la liste des étudiants actuellement inscrits à la Faculté des Lettres ; si vous maintenez votre demande, il est nécessaire que votre Organisation soit représentée par un étudiant de notre Faculté.
La réunion initiale, au cours de laquelle seront définies les modalités d'emploi de cette salle, aura lieu Mercredi 24 Avril à 17 heures (salle E 1) ; il est souhaitable que vous puissiez désigner un étudiant de la Faculté des Lettres pour y représenter votre groupement.
Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.
Jean BEAUJEU,
Assesseur du Doyen.
Monsieur Philippe ASSELIN

VERS MAI 68

L'extrême gauche a entrepris de liquider l'aile droitiste du syndicalisme étudiant. Le 21 avril, à l'assemblée générale de l'UNEF, elle tente d'expulser par la force les « modérés » de la FEP, les accusant sans vraiment se tromper d'avoir partie liée avec Occident. Le coup était prévu : une quarantaine de militants interviennent immédiatement, l'AG se transforme en sanglante bataille rangée. L'ère de l'UNEF pluraliste est close.

Le 23 avril, à Nanterre, les gauchistes ameutent leurs troupes contre Occident, donnent l'assaut au local des corpos FNEF, brutalisent sauvagement les militants isolés, menaces de mort à l'appui. Pendant ce temps, à Paris, Occident envahit les bureaux du Comité Vietnam National contrôlé par la JCR de Krivine, jette par les fenêtres mobilier, matériel, documents, et en fait un feu de joie sur le trottoir. Les gauchistes trouvés sur place sont toutefois épargnés.

Le soir même, à Paris et dans plusieurs villes de province, des projections du film pro-Vietcong *17e Parallèle* sont interrompues par des fumigènes, au cri de « Occident vaincra ! ». L'agitation devient non-stop.

Le 26 avril, à Toulouse, plusieurs centaines de gauchistes qui se sont emparés d'un amphi pour tenir un meeting, se retrouvent assiégés par des étudiants droitistes, menés par Occident et la FEN. La police s'interpose, expulse tout le monde, mais la bagarre recommence à l'extérieur de la fac, et à la barre de fer.

À Nanterre, dès avant Pâques, a été officiellement reconnu le droit de tenir des réunions politiques dans les locaux universitaires. Occident demande à bénéficier de cette possibilité.

Le 26 avril, le doyen Pierre Grappin accorde l'autorisation en bonne et due forme ! Date prévue pour le meeting : 3 mai 1968...

À Occident, on s'interroge. Pourquoi Grappin prend-il ce risque ? Le plus vraisemblable est qu'il cherche un prétexte pour fermer son campus, devenu ingérable. Donc : il faut prendre de vitesse les gauchistes.

Ceux-ci vont agir encore plus vite.

Le lendemain, samedi 27 avril, Cohn-Bendit est entendu par la police pour s'expliquer sur ses responsabilités dans le lynchage quelques jours plus tôt d'un militant d'Occident de Nanterre. Le chef anarchiste ne sera pas inquiété outre mesure, mais la tension monte encore d'un cran.

Le même jour débute une exposition organisée au 44 rue de Rennes par le Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam. Elle doit se poursuivre tout le week-end. Vu l'ambiance de plus en plus chaude au quartier Latin, une solide protection serait souhaitable. Mais Holeindre ne veut pas de S.O. ostentatoire, et escompte que la police fera son travail.

Le dimanche 28 avril, à l'heure creuse du déjeuner, intervient un commando de plus d'une centaine de cogneurs de l'UJC(ml). Ils détruisent tout, s'acharnent avec un rare sadisme sur les quelques militants présents. Roger Holeindre n'a pas été loin de finir pendu par sa cravate. L'opération a été menée comme à la parade. Les quelques flics présents devant l'entrée se sont esquivés.

Fou de rage, Occident publie un communiqué horrifique, immédiatement répercuté par toutes les radios : le mouvement décrète la « mobilisation générale de ses militants... Étant donné la carence de la police, celle-ci n'aura plus qu'à ramasser les gauchistes blessés qui ne vont pas tarder à s'allonger dans les rues du quartier Latin »...

En fait, ce n'est pas au quartier Latin que les nationalistes entendent répliquer. Des messagers diffusent dans tout Paris la consigne : rendez-vous aux Tuileries mardi 30 avril au matin. Objectif : Nanterre !

En prenant ainsi l'ennemi à contre-pied, trois jours avant la date du meeting prévu, et en spéculant sur le fait que les gauchistes seront absorbés par la préparation du 1^{er} mai, il paraît faisable d'obtenir sur Nanterre-la-Rouge la revanche attendue depuis si longtemps tout en vengeant le carnage de la rue de Rennes. Le ban et l'arrière-ban sont convoqués, y compris parmi les amis de Holeindre. Certains d'entre eux, déjà, oscillent entre l'ACUF (Anciens Combattants de l'Union Française) et le SAC. C'est multiplier le risque de fuites.

De fait, l'opération doit être annulée *in extremis*, le lieu de rendez-vous étant investi par les flics.

Maigre vengeance, à la Sorbonne, le local des gauchistes de la FGEL (Fédération des Groupes d'Études de Lettres) est saccagé et incendié au petit matin du 2 mai. Les auteurs laissent pour signature une croix celtique sur le mur. Entre-temps, les tracts d'Occident appelant au meeting du 3 mai ont commencé à circuler. Aussitôt, les maoïstes, en plein délire, transforment Nanterre en véritable camp retranché, fortifient les abords de la faculté, installent sur les toits des postes d'observation, des stocks de pavés et de bouteilles d'essence, et étendent à l'entrée du campus une banderole proclamant « Fascistes qui avez échappé à Diên Biên Phû, vous n'échapperez pas à Nanterre ».

Comme on s'y attendait, le doyen Grappin ferme sa fac *sine die*, le soir du 2 mai.

Le lendemain, les gauchistes de Nanterre affluent à la Sorbonne, tandis que les droitistes d'Occident convergent sur le centre Assas. Que vont-ils faire de cette journée ?

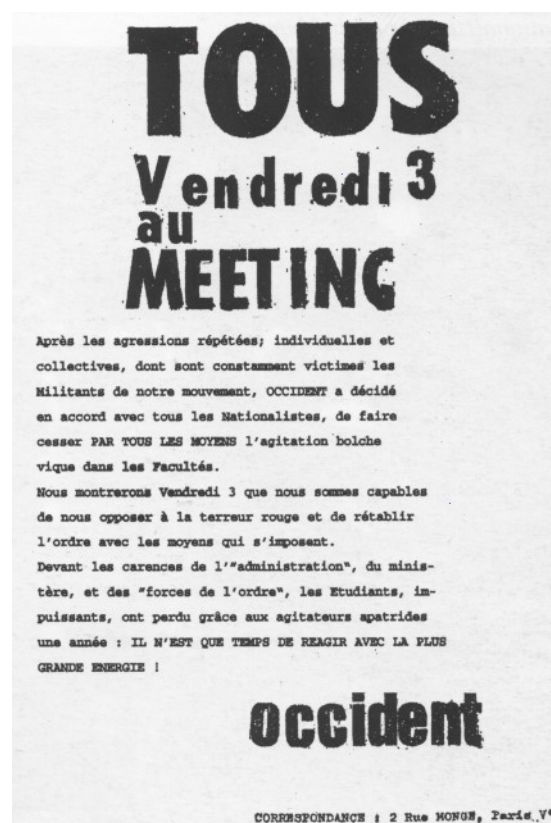
Les premiers tiennent un meeting permanent dans la cour de la Sorbonne, alignent les tirades enflammées contre Occident.

Les autres, dans le hall d'Assas, s'ennuient. Histoire de se dire qu'ils ne se sont pas dérangés pour rien, ils traversent le jardin du Luxembourg, se regroupent vers 15 heures place Edmond-Rostand, et entreprennent de descendre le boulevard Saint-Michel. Ces manifestants sont deux cents à trois cents, quelques-uns sont armés. Il y en a même qui portent un casque de moto (encore une innovation : jusque-là, on combattait tête nue). Ils scandent « Occident vaincra ! », et même « Occident au pouvoir ! », s'attendent à trouver le chemin de la Sorbonne



Après le carnage de la rue de Rennes, Roger Holeindre montre les dégâts (treize blessés dont trois graves). Maintenant l'heure est à la vengeance. On s'achemine vers une atmosphère de guerre civile.

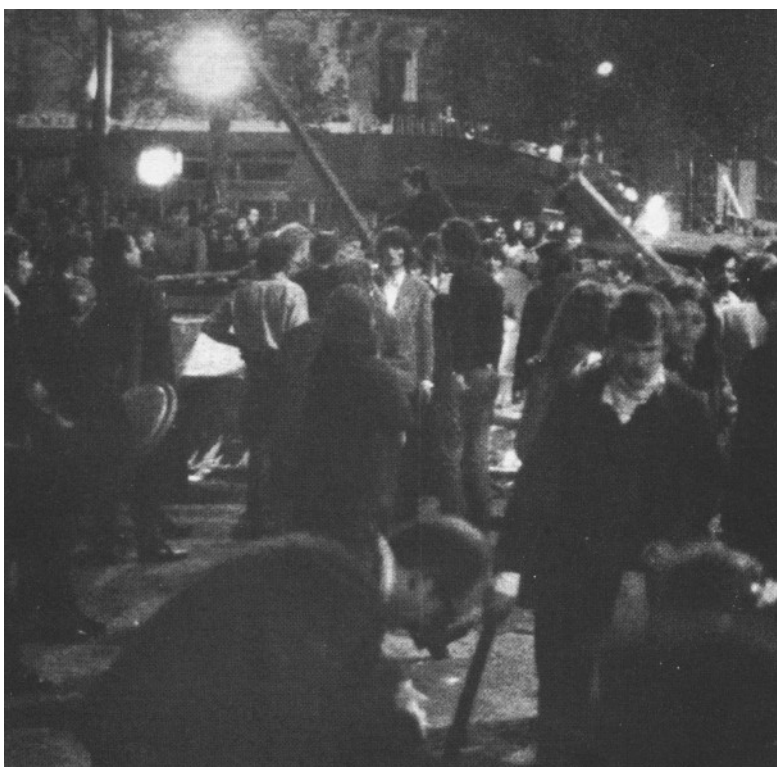
Le tract qui allait mettre le feu à la poudrière du Quartier Latin. Occident ne comptait pas tenir ce meeting, mais venir la veille infliger une raclée aux rouges de Nanterre.





*L'insurrection tant attendue de la jeunesse !
Mais sans les nationalistes, et contre eux. Et sans croix
celtique sur le drapeau noir, hélas...*

*La nuit du 24 mai sera la plus violente du mois. Elle
fera un mort, un nationaliste très probablement.*



barré par la police, comptent rejouer le scénario de la soirée du 9 mai 1967. Ils pourront de la sorte se livrer à une bonne émeute fraîche et joyeuse, puis auront beau jeu d'accuser le régime de protéger les gauchistes sous ses ailes de poulets.

A défaut, c'est bien le diable s'ils ne trouvent pas du bolcho à se mettre sous la dent dans le quartier.

Rien ne se passe comme prévu. Pas un policier le long du boulevard. Au cri vigoureusement rythmé de « Ho-Ho-Occident - Ho-Ho-Occident ! », la manifestation improvisée accélère, effectuée au pas de course les derniers mètres jusqu'à la rue des Écoles. Toujours pas un flic en vue. C'est incroyable. Un instant de flottement et Occident fonce sur la Sorbonne. Une porte est grande ouverte et il n'y a pas l'ombre d'un S.O. gauchiste pour la défendre... Tout cela a l'air irréal. Nouveau temps d'arrêt. Les militants ont une folle envie de se précipiter dans le bâtiment. Les leaders hésitent, crient quelques ordres.

Et soudain déboule de presque tous les côtés une horde compacte de flics, dont l'intention évidente est de repousser les militants à l'intérieur de la Sorbonne. C'est un piège. Le S.O. balance une volée de grenades d'exercice (encore une innovation dans l'armement nationaliste). Interloqués, les flics reculent. Les militants en profitent pour s'égailler vers le boulevard Saint-Germain, par les petites rues restées libres. Une heure plus tard, les voilà regroupés sur le parvis d'Assas, brûlant d'un désir d'action frustré. Le groupe dirigeant, dans un coin, débat longuement sur la conduite à tenir. Finalement, Alain Robert explique aux chefs de secteurs : « Dites aux gars de rentrer chez eux. Il ne se passera plus rien aujourd'hui... »

Dispersion. Les militants vont se prélasser le long du boulevard Saint-Michel, notent que la Sorbonne est investie par la police, s'amusent à la vue des incidents qui se multiplient dans le quartier. Ils sont parmi les premiers à lancer des pavés contre les cars, mais trouvent que crier « CRS = SS ! », c'est bien de l'honneur leur faire.

La journée tire à sa fin, quelques dizaines de camarades traînent encore dans les parages du Relais-Odéon. Surgit Madelin, blême : « Eh ! Vous avez vu les proportions que ça prend ? »

Mai 68 vient d'éclater.

L'ANARCHIE PARTOUT

Les jeunes nationalistes ont sans doute mieux que quiconque vu venir les événements, mais s'avèrent incapables d'y faire face. La guérilla de trottoir qu'ils menaient contre leurs adversaires est en train de déboucher sur une crise majeure. Ils avaient rêvé d'un soulèvement unanime de la jeunesse contre le régime : celui-ci est en train de se produire, mais sans eux, et contre eux.

Occident réagit aux émeutes du 3 mai par un communiqué s'élevant contre l'intervention de la police qui l'a empêché de « manifester pour la liberté d'expression et de tenir

un meeting en Sorbonne », et appelle « tous les étudiants à se joindre à la manifestation qu'il organise avec le Front Uni de soutien au Sud-Vietnam, vendredi 10 mai au quartier Latin, pour opérer le nécessaire nettoyage de l'Université française ». De cette manifestation il ne sera plus question, la tournure des événements étant ce qu'elle sera.

Le lundi 6 mai, tandis que les gauchistes préparent une seconde soirée de barricades en protestation contre la répression censée les frapper, les radios annoncent qu'une dizaine de militants d'Occident ont été coffrés et perquisitionnés dans le cadre de l'enquête sur l'incendie du local de la FGEL. C'est à désespérer. La presse gaulliste va jusqu'à insinuer que les émeutiers rouges auraient été noyautés par des anciens de l'OAS. N'importe quoi.

Durant toute la « semaine rouge », du 6 au 11 mai, les querelles s'enveniment à Occident. Des utopistes envisagent l'unité d'action sur le terrain avec les gauchistes. D'autres sont d'avis qu'il faut aider la police à châtier la pègre bolchevique. Selon les uns, il aurait suffi de prendre dès le départ le commandement des émeutes pour que Paris se hérisse de croix celtiques au lieu de drapeaux rouges. Certains se réjouissent de voir De Gaulle, après tant de complaisances envers les marxistes, puni par où il a péché. Il y en a qui participent aux combats contre les CRS, par amour du sport, et il y en d'autres (ce sont parfois les mêmes) qui se livrent dans les coins sombres à de basses vengeance contre des bolchos isolés, choisis parmi les plus laids.

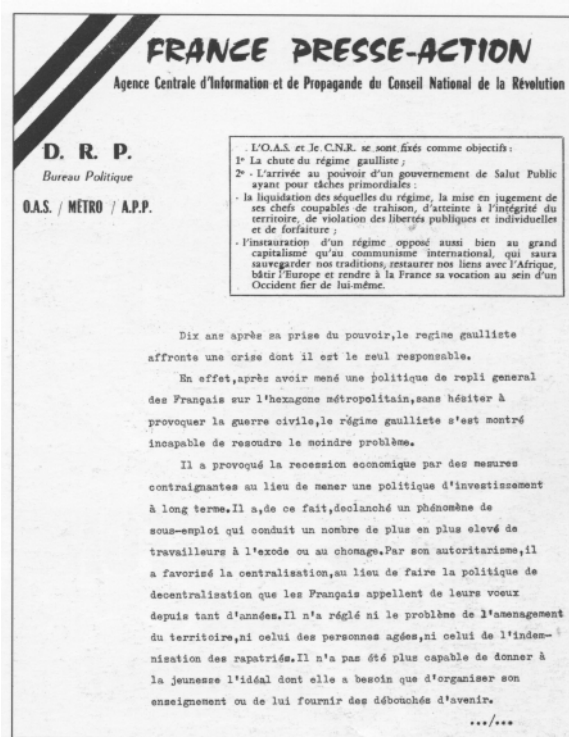
Déboussolés, les responsables eux-mêmes oscillent entre ces attitudes. Aucune unité de commandement. Pas de ligne fixée. Plus d'Occident. Ou plutôt, plusieurs.

La première réaction notable vient de Roger Holeindre, qui organise un rassemblement à l'Étoile en réparation de l'outrage fait au Soldat inconnu, dont la tombe a été compissée par des centaines de gauchistes. Les monarchistes de la Restauration Nationale se joignent au mouvement. Ainsi apparaît le « Comité de Vigilance de l'Étoile », qui annonce les défilés quotidiens au départ de l'Arc de Triomphe. Une partie d'Occident s'y joint. Le lundi 13 mai, tandis que la manifestation unitaire de la gauche réunit trois cent mille personnes à la Bastille, trois cents droitistes sont à l'Étoile...

La disproportion est décourageante, mais le nombre de participants va augmenter chaque jour. Le 14 mai, c'est un cortège plus étoffé qui descend l'avenue de Wagram et le boulevard Malesherbes. « Le communisme ne passera pas ! » Les mères de famille des beaux quartiers applaudissent de leur balcon.

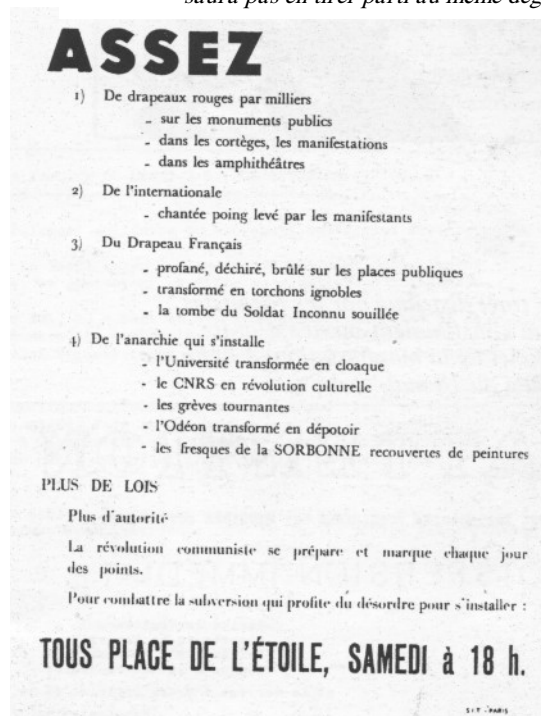
Le lendemain, un petit millier de minettes bien propres et de gentils garçons s'engage sur l'avenue de Friedland. Sur le trottoir, Alain Robert, approuvé par les durs du mouvement, déclare qu'Occident n'a pas à se mêler de cette chienlit réactionnaire et tourne les talons. Des militants de base passent outre, essaient de s'insinuer en tête du cortège. Des incidents éclatent avec le S.O. monarchiste.

Du coup, les 16 et 17 mai, la base d'Occident est présente en nombre, et prend sans coup férir le commandement des manifestations, en imposant ses slogans pour faire taire les « La police avec nous ! » des maurrassiens. On parle de reconquête du quartier Latin, d'aller occuper Assas, par exemple.



Tract édité par ce qui reste de l'OAS, et diffusé dans les derniers jours de mai 68 par les militants du Mouvement Jeune Revolution.

Tract de la Restauration Nationale. Durant la deuxième semaine de mai 68, les jeunes monarchistes investissent en force sur les manifestations anti-gauchistes organisées au départ de l'Étoile. Ces actions entraînent un sensible gonflement de leur base militante. Paralisé par ses contradictions, Occident ne saura pas en tirer parti au même degré.

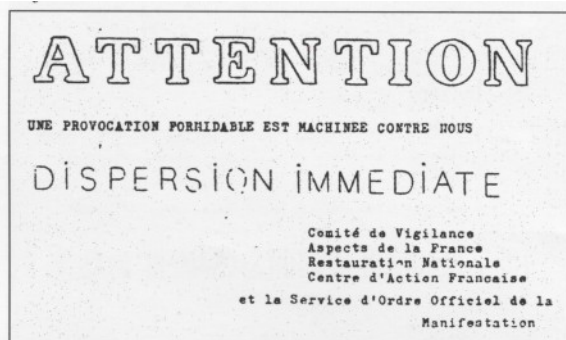




Occident, le mouvement politique le plus juvénile de son temps, abritait aussi une section pré-adolescente (ci-dessus : couverture du bulletin, lancé au début de 1968, des lycéens parisiens du mouvement).



Le tract distribué par les royalistes (qui s'instituaient service d'ordre officiel de la manifestation) à la fin du défilé du 18 mai.



Or, les jours passés, un embrouillamini de complots s'est tissé. Les « modérés » de la paisible Corpo Droit en sont à envisager de commanditer un incident grave – avec mort d'homme – pour donner à la police prétexte à intervenir à Assas et en chasser les gauchistes. Toutes les organisations d'extrême droite font l'objet d'appels du pied de la part du SAC et des polices parallèles pour mettre en scène une manière de contre-attaque populaire à la vague gauchiste étudiante. Ils proposent des moyens. Cela se sait. Qui serait d'accord ? Qui pourrait tenter ensuite de tirer la couverture à lui ? On est en plein poker menteur. Vu sa surface militante, c'est Occident qu'on suspecte le plus volontiers de pouvoir tirer parti de ce genre de plan. On ignore à quel point il est alors divisé.

De toutes façons, les services spéciaux ont bientôt d'autres chats à fouetter : les premières occupations d'usines ont commencé.

DÉROUTE À SCIENCES-PO, ÉCHEC À ASSAS

Le samedi 18 mai, ce sont six à sept mille personnes qui partent de l'Étoile. Dont, par force, énormément de gens qu'on n'a jamais vus. Dès le départ, des cris fusent

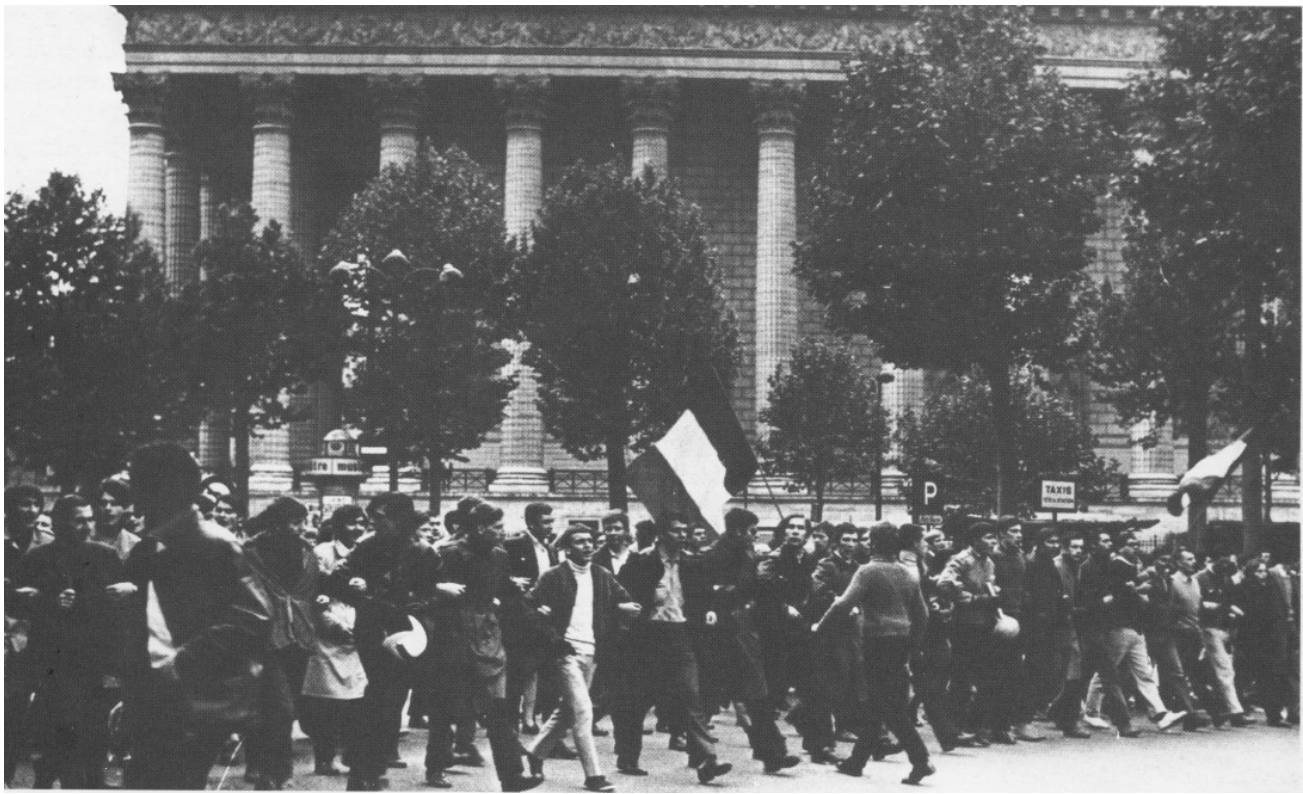
« Libérons la Sorbonne ! », « La Sorbonne aux Français ! » Ça sent le noyautage gaulliste. L'état d'esprit est celui d'une marche sur le quartier Latin. Les royalistes orientent le cortège dans une autre direction, celle de la place des Ternes. Mais il ne peuvent l'empêcher d'obliquer vers la Madeleine, et de là vers la Concorde. Va-t-on aller sur la rive gauche ? Les royalistes, qui ont senti venir le coup, distribuent en catastrophe des tracts faisant état d'une « provocation formidable », et appelant à la dispersion immédiate.

Les manifestants, Occident en tête, sont maintenant sur le quai, le long des Tuileries. Le S.O. des jeunes de la Restauration Nationale, mené par Patrice de Plunkett, fait la chaîne pour tenter de détourner la foule vers les jardins du Carrousel. Ils sont balayés. Plus loin, à hauteur du Louvre, la voie est barrée par des gardes mobiles en tenue de combat, mais un pont en aval reste libre, et Assas n'est qu'à un quart d'heure de marche... Occident, une fois de plus, se déchire sur la conduite à tenir. Flottement. On hésite. Derrière, la foule commence à se disperser. D'autant qu'il pleut à verse. Encore une occasion ratée.

La raison des hésitations du mouvement est que, la veille, il a décidé d'organiser pour le lundi suivant une opération purement Occident, afin de refaire son unité tout en se posant en unique recours militant anti-gauchiste.

Le plan est le suivant. A la première heure, on se retrouve à Assas pour prendre d'assaut Sciences-Po. Les radios diffusent la nouvelle, les sympathisants affluent. A 14 heures, toute l'opposition nationale, Tixier-Vignancour inclus, est conviée à un rassemblement à la Madeleine. Le cortège vient nous rejoindre. Dans la foulée, on reprend Assas et la croix celtique flotte sur deux bastions qui feront pièce aux bases gauchistes de la Sorbonne et de l'Odéon...

L'opération va lamentablement foirer. La grève des trans-

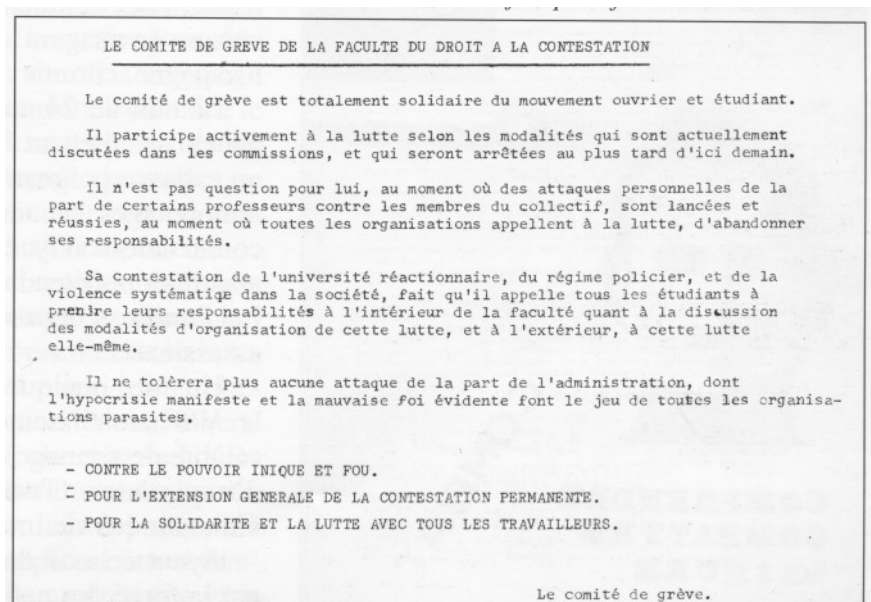


Manifestation Occident du 20 mai, avec la participation de J.-L. Tixier-Vignancour. Les jeunes nationalistes se consolent comme ils peuvent d'avoir été recalés le matin même à Sciences-Po, et d'être sortis plus vite que prévu de l'ENA.

On a peine à se l'imaginer aujourd'hui, mais tout au long de mai 68, Assas fut régi par un comité de grève entièrement autochtone, gauchiste bon teint, et suffisamment fort pour faire échec à Occident.

ports est devenue totale depuis le matin, des embouteillages dantesques bloquent la capitale. On comptait sur deux cents militants à 9 heures du matin à Assas – à 10 heures, ils sont à peine la moitié du chiffre, planqués dans une salle du cinquième étage, car les gauchistes grouillent dans la fac. Les maigres troupes partent discrètement, par petits paquets. Un groupe de choc s'empare sans problème de Sciences-Po, en expulse le S.O. gauchiste présent. Mais ce dernier reste dans la rue Saint-Guillaume, dissuade les autres militants d'accéder. Une cinquantaine seulement a pu s'infiltrer dans l'Institut. Il reste des nids de résistance dans les étages, tandis que des renforts gauchistes affluent de partout. La position est intenable. Au bout de dix minutes, on décide d'évacuer, via les cours intérieures menant à l'ENA, de l'autre côté du bloc. Une petite bagarre pour sortir, un baroud d'honneur rue Saint-Guillaume et Occident déguerpit, emportant un blessé grave (fracture du crâne) et abandonnant à l'ennemi un stock de vivres et d'armements. Il laisse aussi un prisonnier. Après avoir débattu s'il fallait le juger et le pendre, les gauchistes, renouant avec leurs vieilles habitudes, iront le livrer... au commissariat du quartier.

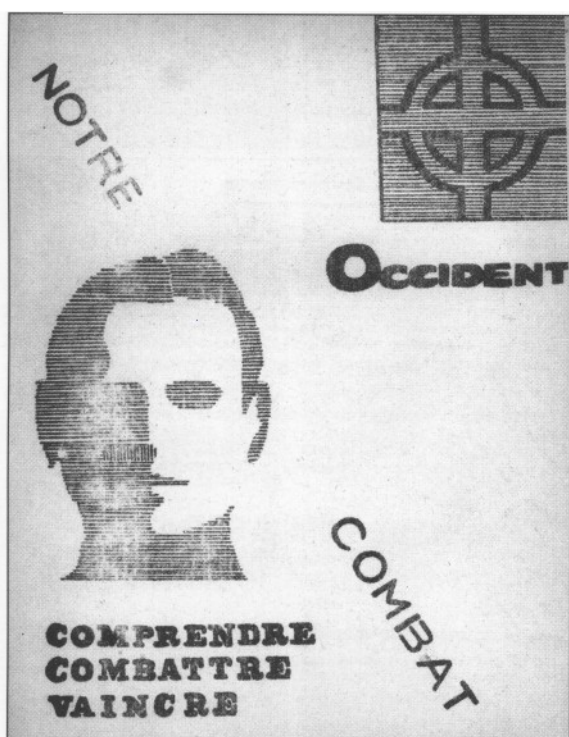
L'après-midi de ce lundi 20, Occident tente d'oublier son humiliation en menant une manifestation de la Madeleine à Saint-Lazare. Un millier de jeunes reprennent ses slogans. Vu le contexte, c'est une goutte d'eau dans l'océan, mais de bons contacts sont pris avec des éléments décidés. Dont beau-





22 mai ; après-midi agitée au pied du siège de l'Humanité, où se sont retranchés des militants communistes. Aussi symbolique soit-elle, cette action permet aux troupes d'Occident de retrouver un peu de tonus militant.

Couverture d'une plaquette doctrinale rédigée et diffusée par Michel Schneider, alors responsable Occident d'Aix-en-Provence.



coup de filles, ce qui est nouveau. Le 22 mai, une manifestation similaire se dirige vers le siège de *L'Humanité* : une bataille de projectiles divers s'engage avec les militants communistes qui, des fenêtres, répliquent avec des tuyaux d'arrosage, des bouteilles d'acide et des blocs de plomb. Il y aura des blessés.

La grève est maintenant générale dans le pays. Déserté par la police, le quartier Latin est devenu une zone de non-droit, ainsi qu'un supermarché de pièces de voitures volées. Occident campe au Relais-Opéra sans être importuné. Les nationalistes sont niés, oubliés. S'affrontent des forces qui les dépassent infiniment.

Le spectre d'une révolution marxiste commence à paniquer la bourgeoisie. Certains vieux camarades que leur antigaullisme viscéral faisait naguère jubiler devant le cours des choses envisagent de faire leur valise pour la Belgique ou l'Espagne, comme au temps de l'OAS.

La nuit du 24 au 25 mai est la plus violente du mois. Les gauchistes mettent Paris à feu et à sang. On retrouve au matin un cadavre poignardé, celui de Philippe Mathérion. Selon les témoignages recueillis auprès de gauchistes qui l'avaient connu dans son lycée, il était réputé être « un Occident » (cette appellation s'étendait indistinctement à tous les nationalistes). La famille s'opposera à toute exploitation politique de cet assassinat.

Un soir, quelques militants d'Occident en vadrouille dans le VI^e arrondissement reconnaissent au coin d'une rue un célèbre personnage et s'offrent le plaisir de lui botter les fesses d'importance. C'est François Mitterrand, qui croira toute sa vie avoir été victime de la hargne de l'ultra-gauche...

Ayant échoué dans leurs tentatives de marquer des points par la force, les nationalistes vont essayer la manière douce.

Puisque la Corpo reste tolérée à Assas, pourquoi pas eux ? Ils installent au fond du hall un stand, qui prend vite de monumentales dimensions. Des militants se rassemblent chaque jour plus nombreux autour. Le comité de grève qui régit la fac est décontenancé. Le mythe de l'invincibilité d'Occident fait encore réfléchir. L'étudiant moyen est surpris. Ces gens sont drôles, savent parler, ils ne sont pas comme on croyait...

Encore plus fort : une réunion publique est annoncée pour le 31 mai dans un amphi. Tous les camarades rappellent. Une équipe de la télévision hollandaise a même amené ses caméras. Alain Madelin tient le premier vrai meeting d'Occident. Le dernier, aussi.

Mais que pèsent alors les nationalistes ? des clopinettes. La veille, De Gaulle a fait surgir du pavé des Champs-Élysées un demi-million de manifestants anti-gauche. Des drapeaux à croix celtique auraient été vus dans le défilé...

Cette expérience de présence politique à Assas, qui constitue le prototype du futur GUD, ne durera que quelques jours. Le 5 juin, des heurts éclatent. Occident, qui a voulu aller trop vite en besogne, se fait proprement éjecter.

OCCIDENT, SUITE ET FIN

Tout l'été, les gauchistes ont répété : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! » et « Mai 68, début d'une lutte prolongée ». Dissous le 12 juin, les principaux mouvements gauchistes se sont reformés sans retard, avec les mêmes dirigeants, sous des étiquettes transparentes. Voix Ouvrière devient Lutte Ouvrière, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire devient la Ligue Communiste, etc.

Mais Occident n'a pas été dissous. C'est dire combien les nationalistes sont oubliés.

La rentrée promet d'être brûlante. Et elle commence tôt, les examens de juin ayant été reportés à septembre. Occident a conscience d'avoir fait bien des erreurs durant les journées historiques et tient à les rattraper au plus vite. Il a engrangé beaucoup d'adhésions. Et à la faveur de l'amnistie concédée le 12 juin, quelques anciens militants de Jeune Nation et de l'OAS, parmi les plus durs, emprisonnés depuis six années au pénitencier de l'île de Ré, sont venus apporter leur concours. Le mouvement se sent accéder à une dimension supérieure.

Il y a aussi des défections. Madelin laisse entendre qu'il n'y croit plus. Il s'éloigne, définitivement. Gérard Longuet, lui, restera longtemps encore l'indispensable conseiller technique, mais ne se mêle pas des affaires courantes. Le seul leader opérationnel sur le terrain demeure par conséquent Alain Robert.

Le mouvement démarre la rentrée en flèche. Sur le boulevard Saint-Michel, plus de cent militants distribuent des tracts. Les gauchistes, qui croyaient que le quartier leur appartenait à jamais, ne mouftent pas. Les nationalistes reprennent confiance. Et gardent aussi les vieilles habitudes. Ils rendent une visi-



La toute dernière affiche d'Occident, sortie de l'imprimerie juste avant la dissolution du mouvement. La plus grande part de ces affiches a été jetée à la Seine ; un petit nombre seulement a été conservé.

Un des derniers tracts d'Occident.



Notification de la dissolution d'Occident, telle qu'elle a été remise au président statuaire du mouvement, Jean-François Marot (ancien membre de la direction de Jeune Nation).

te musclée aux locaux du SNESup. Le 20 octobre, les locaux du quotidien gauchiste *Action* sont ravagés de fond en comble. Les gauchistes répliquent le 28 octobre en bombardant de cocktails Molotov le Relais-Odéon. Le soir même, une bombe détruit la librairie maoïste de la rue Gît-le-Coeur.

Une bombe de trop. Le pouvoir ne veut surtout pas voir se reproduire l'enchaînement de violences qui a mené à l'explosion de mai. Le 31 octobre, le Conseil des ministres prononce la dissolution d'Occident.

PRÉFECTURE DE POLICE

L'an mil neuf cent soixante huit

DIRECTION
de la
POLICE JUDICIAIRE

Le huit Novembre
à quinze heures

Nous Pierre, PARAUD, Officier de Police

Officier de Police Judiciaire,

Avons mandé et constatons que se présente

Monsieur,

M A R O T, Jean, François, Emmanuël, né le 11 Février 1926 à Paris (15°), fils des feus Alban, Bertr et LABROUSSE, Marcelle, Marie-Louise, assureur, employé à la Compagnie d'assurances dite "MUTUELLE GENERALE FRANCAISE" 7, RUE TRONCHET à Paris (8°), et demeurant personnellement 2, rue CLER à Paris (7°).

PROCÈS-VERBAL

(suite)

NOTIFICATION D'UN
décret de dissolution
du Mouvement dit :
"OCCIDENT".

Notifions à M. MAROT, en sa qualité de Président Administratif du mouvement "OCCIDENT" sis 90 rue de la Roquette à Paris (11°), un DECRET de M. le Président de la République en date du 31 Octobre 1968, prononçant la dissolution de l'association précitée, et dont la teneur suit:

"Le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

"Sur le rapport du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur,"

"Vu la Loi du 10 Janvier 1936 modifiée sur les groupes de combat et milices privées;

"Le Conseil des Ministres entendu,"

DECRET:

ART. 1^{ER}.

"Est et demeure dissoute l'association dénommée "OCCIDENTALE", dont le siège est situé 2, rue MONGE à Paris (5°).

ART. 2.

"Le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française".

Par le Président de la République:

LE PREMIER MINISTRE,
Maurice, COUVE de MURVILLE.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1968.

C. DE GAULLE.

Le MINISTRE DE L'INTERIEUR,
Raymond, Marcellin.

Afin qu'il n'en ignore et ait à s'y conformer, remettons à M. MAROT, une copie du Décret précité ainsi que de notre procès-verbal. M. MAROT, signe avec nous pour valoir notification et décharge.

L'OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.

Le GUD et Ordre Nouveau Croix noires et rats celtiques

GRANDES MANOEUVRES GROUPUSCULAIRES

Voilà donc Occident fauché en plein essor. Le coup était prévisible, mais il fait mal. Le mouvement n'avait pas de journal, pas de structure de repli, pas d'allié, pas un sou, rien. S'il avait été dissous en juin, il aurait pu profiter de l'été pour réfléchir aux inconvénients de l'activisme et trouver une solution de rechange. Cette dissolution arrive au pire moment.

La droite nationale, ou ce qu'il en reste, est plutôt satisfaite d'être débarrassée d'une bande de gêneurs. Ni fleurs ni couronnes sur la tombe d'Occident. Les crachats, eux, abondent. Et les ragots. On accusait autrefois le mouvement d'être manipulé par la police, on insinue maintenant que ses survivants sont sous la coupe d'organisations liées au régime.

Il est vrai que les apparences jouent contre Occident. Les relais dont il disposait dans les syndicats étudiants lorgnent désormais qui vers les giscardiens, qui vers les CDR (Comités de Défense de la République, liés au SAC gaulliste). La désertion de Madelin exerce un effet démoralisant. Il reste pourtant des centaines de jeunes résolus à poursuivre le combat.

Une grande part va se disperser entre les organisations déjà existantes, et celles qui se créent alors. L'année scolaire 1968/1969 sera celle des grandes manœuvres groupusculaires.

La Restauration Nationale, qui avait naguère dans les universités une implantation en peau de chagrin, touche les dividendes de ses contre-manifestations de mai. Elle prend un coup de jeune, apparaît comme un dynamique recours antimarxiste. Patrice de Plunkett est entouré de lieutenants brillants. La pensée de Maurras retrouve un lustre inattendu. Son attraction s'exerce alors aussi bien sur des chrétiens de gauche que sur des nationalistes bon teint, d'où les dissensions ultérieures.

L'Œuvre Française, fondée peu avant mai 1968, permet à Pierre Sidos de retrouver une certaine audience. Il parvient le 28 mai 1969 à réunir trois cent cinquante personnes dans la petite salle de la Mutualité mais échoue dans sa tentative de se présenter à l'élection présidentielle de juin. Le style particulier de son mouvement exerce peu d'attrait sur les jeunes. Quelques rescapés d'Occident y feront un petit tour et puis s'en iront.

Le MJR (Mouvement Jeune Révolution) a eu une histoire parallèle à celle d'Occident, mais ses racines sont tout autres. Elles se situent principalement dans l'aile catholique du milieu OAS, celle qui dénonce la croix celtique comme l'emblème de l'Antéchrist et que révolte le « réalisme biologique » d'Europe-Action. Fondé en décembre 1966 par trois anciens de l'OAS-Métropole Jeunes, Gérard Bouchet, Jean Caunes et

L'AF est puissante au lendemain de mai 68. Incapable de suivre une politique cohérente, elle gâchera consciencieusement ce potentiel.

AF

pour une riposte globale

1 - ECHEC DES C.A.L. : leur « journée nationale » du 13 novembre constitue un échec. Sur plusieurs dizaines de milliers de lycéens, 800 à peine ont participé au meeting en Sorbonne. La province a très peu suivi. **CONSCIENTS DE CETTE CHUTE DU TONUS ROUGE**, les C.A.L., appuyés par l'U.N.E.F. et les Comités d'action, tentent de reprendre la messe en main en agitant de nouveau l'épouvantail guerrier du Viet-Nam. **MAIS LE COUP FERA LONG FEU**. Jamais les marxistes n'auront l'hégémonie dans les lycées. La place est libre.

2 - OFFENSIVE GAULLISTE : « Kérénsky universitaire », Edgar Faure suscite un peu partout des comités-bidon contrôlés par le Régime. On cherche à faire passer la trop fameuse réforme pour un nouvel ordre. On compte sur l'aveuglement des « polars » pour aider à installer des structures quasi-parlementaires (fondées sur la discussion stérile). On met en place un « double pouvoir », une deuxième bourgeoisie de délégués élus. **ON ESPERE, PAR LE CANAL DES GROU-PUSCULES MODERES, ACHETER LES ELUS**. Vos députés seront donc **GAULLISTES ou MARXISTES** !

Comme la démocratie politique, la démocratie scolaire est une escroquerie.

3 - RIPOSTE GLOBALE, I.A.F. : tout le monde sait que les C.A.L. entendent investir les organismes créés depuis la rentrée, organiser la « révolution permanente », utiliser les thèmes électoraux pour mobiliser les lycéens sur des objectifs prétablés. Tout le monde sait aussi que les lycées, gérés par une République incapable de rétorquer les thèses marxistes, sont largement ouverts à l'agitation depuis la réforme Faure. Donc, les lycéens **HOSTILES A LA REVOLUTION MARXISTE** regardent **AVEC MEFIANCE LA V^e REPUBLIQUE**.

Leur place est à nos côtés.

Seuls les lycéens **NATIONALISTES INTEGRAUX DE LA RESTAURATION NATIONALE** :

- opposent au marxisme une stratégie sans concessions ;
- opposent au centralisme gaulliste un programme de libertés et d'ordre véritable ;
- opposent au système pourri de la démocratie élective une réponse scientifique et historique :

LE NATIONALISME D'ACTION FRANÇAISE

Remettre ce TALON-REPOSE à LA RESTAURATION NATIONALE, DECTEURS LYCEES, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, PARIS-1^{er}, pour recevoir une DOCUMENTATION SUR L'A.F. :

NOM, PRENOM :

ADRESSE :

ETABLISSEMENT :

ETUDES :

S.T.T. 12, Centre Vieux, PARIS-2^e

L'ANGOISSE D'UNE JEUNESSE

La dissolution de notre société de plus en plus abrutée, provoque une révolte de la jeunesse contre la civilisation du gadget. Il est normal que la jeunesse réagisse, car elle est la première à souffrir de la crise morale, de la crise intellectuelle, de la crise universitaire. Tout annonçait l'explosion du printemps.

Mais l'angoisse de la jeunesse risque de déboucher sur le nihilisme à moins que le marxisme ne la récupère pour la fourvoyer et la trahir.

Cependant la jeunesse veut que ses aspirations soient satisfaites et refuse les mensonges. L'Action française l'invite au dialogue et propose ses solutions.

INSTITUT DE POLITIQUE NATIONALE

5, rue Las-Cases (7^e)
métro Solférino

CONFÉRENCE-DÉBAT

avec
Jean-Pierre BOULOGNE

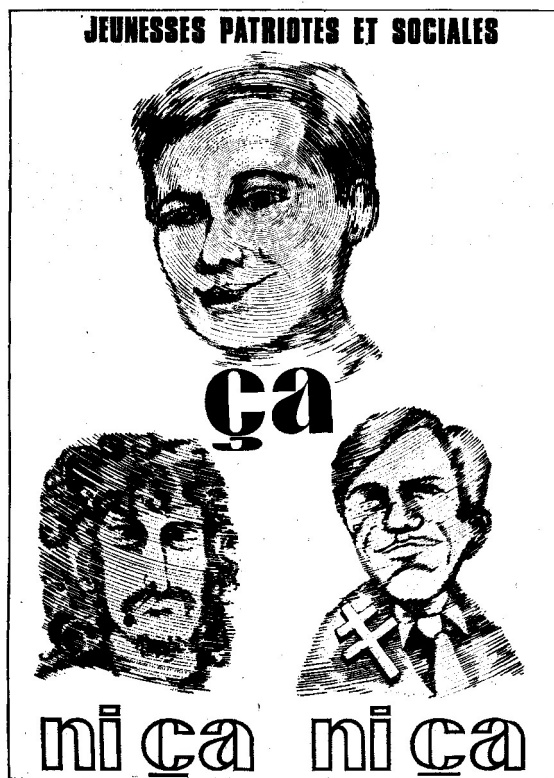
Jeudi
14
novembre
21 heures

L'Œuvre Française - 1968

Lire : "Aspects de la France" et "A. F. Université" Adhérer à la "Restauration Nationale"

LE CONTREPOISON

JOURNAL DE COMBAT DES JEUNESSES PATRIOTES ET SOCIALES
MARS 1969 - N° 1 Rédaction-Administration : 238, rue de Charenton - PARIS 12^e France



Page de couverture typique du journal des JPS de Roger Holeindre. Un positionnement relativement peu apte à séduire le milieu universitaire.

Entre autres talents, J.G. Malliarakis avait celui, resté rare, de publier un fanzine étudiant dépourvu de fautes d'orthographe.

L'ACTION NATIONALISTE
N° 47 Paris 6^e

Numéro 7 Lundi 24 novembre 69 Hebdomadaire 2 h

L'ACTION NATIONALISTE
N° 47 Paris 6^e

Numéro 20 Spécial mois d'août 70 Hebdomadaire 2h

CHOIX en la FRANCE, AUJOURD'HUI

Il est frappant de voir à quel point la Droite parle peu de la France, sinon pour rappeler qu'elle est une nation dé-
une admiration sans bornes pour l'histoire du Nord, la grande
ortique faite au parti communiste d'être ce qu'il est, un par-
ti étranger, à la dévotion de l'U.R.S.S.

Le nationalisme c'est le parti de la France, face aux
forces anglo-saxonnes, socialistes...

- POUR LIBÉRER LA FRANCE des Partis Etrangers....
- POUR LIBÉRER LA PRESSE des Puissances d'Argent

UN MILLIARD pour l'Action Nationaliste

BULLETIN DE SOUSCRIPTION
à adresser à **L'ACTION NATIONALISTE**, B.P. 47, PARIS-6^e
C.C.P. La Source 31.010-28

Je soussigné,

Nom Prénom

Adresse

VERSE la somme de F. par mandat, chèque bancaire,
chèque postal (1) à l'ordre de **L'Action Nationaliste**.

ACCEPTÉ que mon nom soit rendu public(1) — **DÉSIRE** garder l'anonymat(1)

Date et Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

Nicolas Kayanakis, le MJR recrute parmi les démobilisés du Comité Tixier, réunit des militants parmi lesquels on ne tardera pas à remarquer Francis Bergeron, Alain Boinet, Jean-Pierre Fabre, Philippe (et Sylviane) Lemoult, Olivier Morize, Jean-Pierre Stirbois. Au contraire d'Occident, le MJR dispose de nombreux relais dans la droite nationale (Bernard Antony, Christian Baeckeroot, Yves Gignac, etc.) et ses cadres feront preuve d'une remarquable continuité dans leur militantisme. Après s'être affirmé nationaliste, le MJR optera pour un « solidarisme » indistinct, « ni à droite ni à gauche », tout en se réclamant du parrainage du capitaine Sergent, le plus prestigieux des exilés de l'OAS. S'il est un peu tard pour défendre l'Algérie française, il prolonge cette thématique en plaidant pour l'« Eurafrique ». Le MJR ne comprend guère qu'une centaine d'adhérents, organisés en cellules cloisonnées et entretenus dans la croyance en l'existence d'une vaste organisation souterraine prête à passer à l'action lorsque sonnera l'heure H. Il n'exerce qu'une attraction pratiquement nulle sur les anciens d'Occident, qui n'ont que sarcasmes pour ces « conspirateurs thomistes », en qui ils voient une manœuvre de Georges Bidault, voire, suprême injure, une « secte soustelliennne ». Les deux mouvements ont coopéré dans le cadre du Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam, non sans se tirer abondamment dans les pattes.

Les Jeunesses Patriotes et Sociales (JPS), fondées par Roger Holeindre au lendemain de mai 68, exploitent le filon des déçus du tixiérisme. Le mouvement dispose d'un journal, de l'appui d'une équipe d'adultes et du support logistique qu'offrent les locaux du Cercle du Panthéon, rue Quincampoix. Le bar, où Jean-Marie Le Pen vient régulièrement régaler l'assistance de commentaires goguenards sur l'actualité politique, est le principal rendez-vous des nationaux à Paris. La ligne des JPS est celle d'un patriotisme sans complication, rigidement antigauilliste et anticomuniste. Son simplisme rebute les étudiants.

Le groupe Militant, lancé au lendemain de l'échec du REL, poursuit imperturbablement la tradition du MNP, mais ne groupe que des adultes. Parmi les jeunes restés jusqu'au bout fidèles à la ligne Europe-Action, les intellectuels ne vont pas tarder à se retrouver au GRECS, dont la séduction s'exercera bientôt sur des ex-Occident revenus de l'activisme et de la politique en général.

En fait, les jeunes d'Occident vont essentiellement affluer vers les quatre organisations suivantes.

L'Action Nationaliste est une création de Jean-Gilles Malliarakis, qui montrera toujours une certaine vocation à assurer l'intérim durant les périodes creuses. Organisé autour d'une équipe basée à Sciences-Po, ce groupement apparaît initialement en mesure de recueillir l'héritage d'Occident, notamment grâce aux talents de plume et de tribune de son leader, qui publie un petit hebdomadaire bien trousse et à son sens de la provocation, illustré par la célébration tonitruante du cinquantième anniversaire de la fondation par Mussolini des *Fasci Italiani di Combattimento*. Toutefois, l'orientation idéologique de Malliarakis (elle se ramène alors à un maurrassisme non royaliste), analogue à celle de Sidos qu'il a fréquenté vers 1966-67, limite l'impact. L'Action Nationaliste ne

rassemblera jamais que quelques douzaines de militants.

L'Élite Européenne est une revue mensuelle, appuyée sur des comités de diffusion. La rédaction est dominée par des anciens d'Occident, à commencer par Philippe Asselin et Xavier Raufer. Les thèmes abordés se situent dans la droite ligne du mouvement. Les hommages rendus à Brasillach et José Antonio sont des mots de passe que le public nationaliste comprend au quart de tour. La croix celtique est mise en avant, et Ph. Asselin publie en feuilleton une histoire du mouvement Occident. En province particulièrement, *L'Élite* est accueillie comme la légitime héritière du courant nationaliste.

Jeune Europe (Denis Daude, Patrick Saint-Bertais, Yann Beuzec, Jean-Pierre Richaudeau, Gérard Rouquié, Nicolas Tandler) reprend le nom de la structure lancée naguère en Belgique par Jean Thiriart et qui a surtout connu le succès en Italie où elle vient de briller de ses derniers feux. Ce mouvement rallie celle des tendances d'Occident restée la plus directement influencée par Europe-Action. Sa doctrine est un ethnisme très *völkisch* du meilleur aloi. Nonobstant sa prédilection pour tout ce qui est celtique, Jeune Europe sera la première organisation nationaliste en France à nouer des relations significatives en Italie, avec les jeunes du MSI. De là viennent ses affiches en style néo-réaliste, démarquées de modèles transalpins. Une autre importation italienne dont Jeune Europe a eu l'initiative est le slogan « Europe, Jeunesse, Révolution ! », destiné à faire longtemps fureur.

Tous les groupes ci-dessus énumérés ont à cœur de publier un journal dont ils attendent qu'il consacre leur supériorité intellectuelle et organisationnelle : *Le Soleil* de Pierre Sidos, *Jeune Révolution*, *Le Contrepoison* des JPS, *Militant*, *L'Action Nationaliste*, *L'Élite Européenne*, *Pour une Jeune Europe*, etc. Sans oublier *Action Nouvelle* (J. Reimbold), *Les Cahiers de la Lanterne* (H. Biucchi), *Le Défi* (Cl. Joubert, P. Sergent), *Notre Europe* (M. Fredriksen)... Jamais l'extrême droite n'a eu une presse aussi riche. Et comme, à travers les transfuges, les fichiers circulent d'un mouvement à l'autre, les boîtes à lettres des nationalistes débordent de spécimens de prospection.

Cet effort éditorial, sans rapport avec la dimension du marché visé, ne fera qu'épuiser les faibles moyens des groupuscules.

Reste encore à présenter un sous-groupuscule : le GUD. Contrairement aux autres mouvements, il ne se préoccupe pas de remobiliser cette extrême droite plus exsangue que jamais, mais va s'attacher en premier lieu à toucher des couches nouvelles.

ÉCLOSION DU GUD

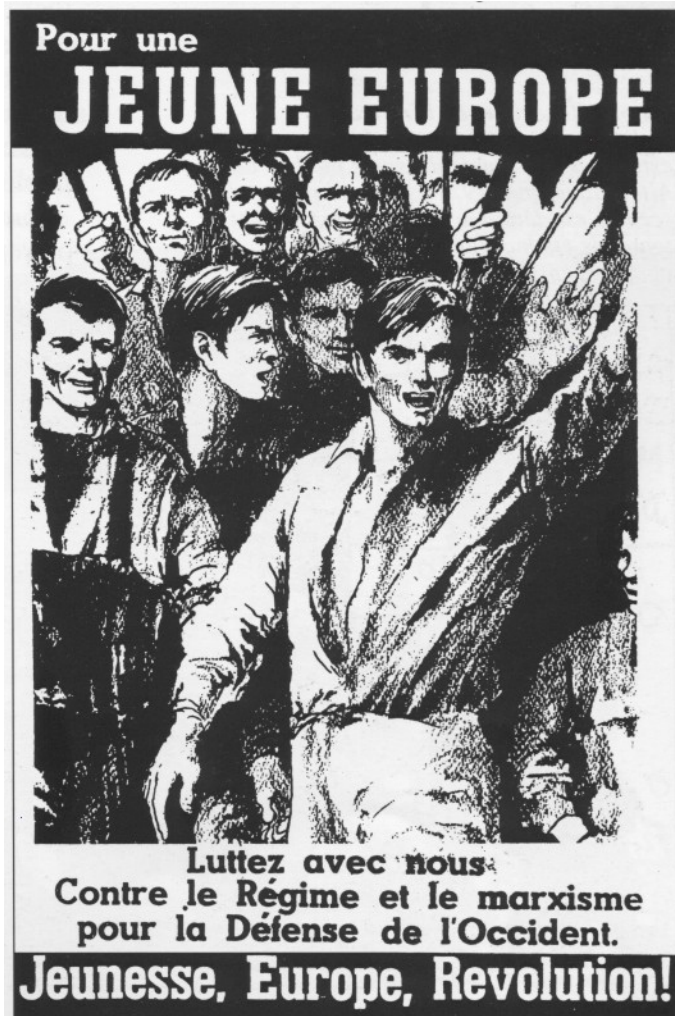
Le GUD naît d'une initiative d'Alain Robert et d'un double constat

- La loi d'orientation dite Edgar Faure prévoit la mise en place de conseils élus dans les universités. Le multipartisme va s'y introduire : c'est toute la donne syndicale traditionnelle qui est chamboulée. Les magouilles au sein de l' UNEF et de la FNEF, c'est fini.



L'Élite Européenne, initialement placée dans le sillage d'Occident, fut quelques mois durant l'organe officieux avant de prendre ses distances.

Jeune Europe : des affiches latines pour un mouvement nettement germano-celtisant.



L'un des premiers programmes imprimés du GUD, au temps où celui-ci était encore l'Union Droit. Une tartine de texte dont le but était de faire ennuyeux, donc sérieux.



Vision allégorique de l'intrusion de l'Union Droit au centre Assas, extraite d'une bande dessinée publiée dans Alternative (mai 1974). Dans la réalité, la scène s'est déroulée en automne. Celui ci a toutefois été marqué par des chutes de neige exceptionnellement précoces.



- Mieux vaut quelques militants concentrés sur un bastion sûr que des centaines d'adhérents éparpillés. Il faut créer un nid de résistance nationaliste. Ce Nanterre à l'envers ne peut être qu'Assas, où la situation est la moins défavorable.

Le flou juridique dans lequel se met en place la réforme des universités fait que n'importe qui, en cet automne 1968, peut s'emparer d'un panneau dans le hall et y placarder ses thèses. Ce que fait Alain Robert, escorté d'un noyau de fidèles. L'appellation retenue est « Union Droit » : dans le genre insipide, c'est insurpassable. Gérard Longuet, qui manie comme personne le jargon technocratique, pond une plate-forme syndicale sans couleur ni odeur. S'y trouvent quelques expressions connotées au nationalisme, mais il faut les chercher à la loupe.

Déjà concurrencée par de nouveaux groupements centristes et gaullistes, la Corpo Droit regarde d'un oeil suspicieux cette compétition inattendue sur le terrain de l'apolitisme non-gauchiste. Le paradoxe est que cette Corpo est en grande part contrôlée par des anciens d'Occident. Il est bien connu que le régime des partis divise ce qui aurait vocation à être uni.

Une vingtaine d'ex-Occident rallient Alain Robert, dont Robert Allo, Marie-Françoise David, Gérard Ecorcheville, Hugues Leclère, Jack Marchal, Jean-Noël Prade. Ce groupe est en liaison avec des jeunes militants du XV^e arrondissement, organisés de façon autonome, à l'écart des groupuscules. Le tout constitue ce qu'on appelle la « bande à Robert ». En dehors d'Alain Robert, dont l'assiduité aux TD n'est pas marquante, la majorité de la bande n'est même pas inscrite à Assas ! Beaucoup ne sont pas étudiants, ou pas encore. Qu'importe, peu à peu, des militants dispersés viennent se retrouver dans le hall de la lac, tandis que l'Union Droit enregistre des adhésions sur place et commence à se créer un public propre.

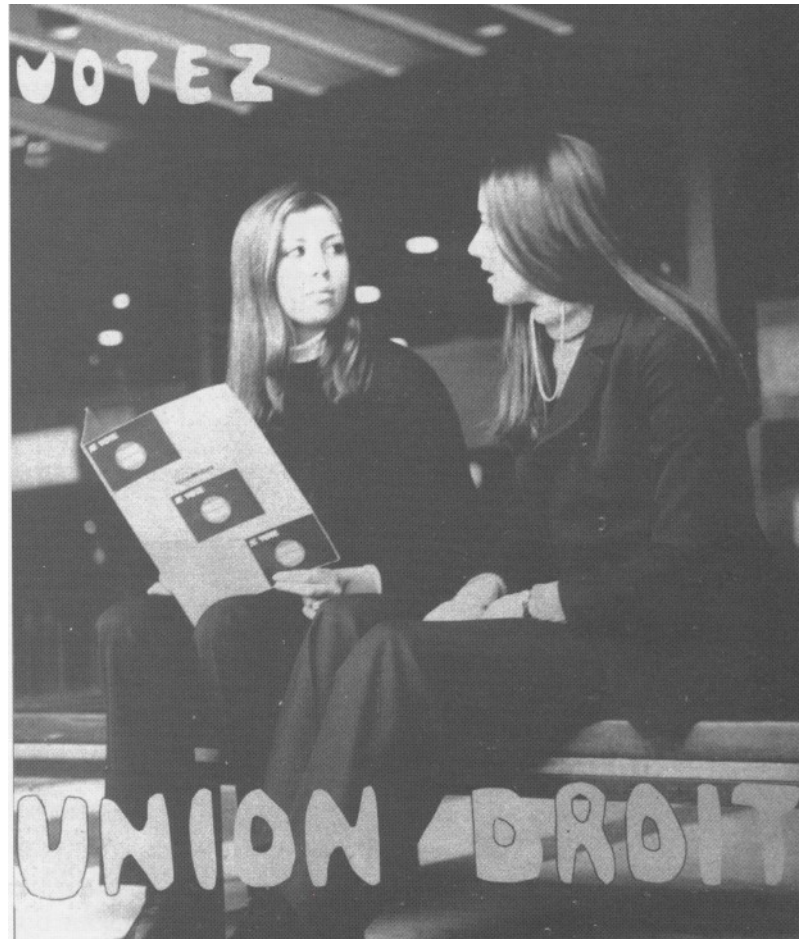
Les groupuscules droitistes, Jeune Europe en premier, ne se privent pas d'ironiser : ce pauvre Alain Robert en est réduit à

monter une sous-corporo, faut-il qu'il soit tombé bien bas... Qui parierait un fifrelin sur l'avenir de l'Union Droit ? Des militants parmi les plus fidèles de la bande se demandent aussi à quoi rime ce manège pseudosyndical. Lequel ne passe pas inaperçu des groupes de gauche et d'extrême gauche, encore puissants sur place. Ils reconnaissent autour du stand de l'Union Droit des visages qui leur évoquent des choses pas toujours agréables et le font savoir. Se mettent à fleurir des affiches dénonçant un nouvel avatar de l'hydre fasciste dans ce que les gauchistes appellent avec mépris « le groupe Union Droit ». Selon des témoins de l'époque, c'est l'UNEF-Renouveau, contrôlée par MEC, qui, avec la dextérité bien connue des communistes dans le maniement des sigles (exemple: CME = « capitalisme monopolistique d'état ») aurait pris l'initiative d'abréger le concept en « G.U.D. ».

GUD ? La syllabe sonne bien. L'appellation est vite adoptée par les intéressés. Hommage soit rendu au communiste inconnu à qui nous la devons.

On est alors dans les derniers jours de la campagne électorale universitaire. Le GUD met le paquet pour populariser le sigle Union Droit : affiches, banderoles, ballons roses, badges. Une vraie campagne à l'américaine, qui tranche avec la propagande tristounette des concurrents. Les militants agglutinent autour du stand les plus remarquables des minettes de leur connaissance.

Les dénonciations de l'adversaire sur la vraie nature du GUD ne sont pas sans effets. Bientôt, la cause est entendue



L'Union Droit ne recule devant rien pour appâter le chaland. La bête immonde, ça ?...

La veille des premières élections universitaires à Assas. L'Union Droit (qui est juste en train de devenir le GUD) ne passe pas inaperçue.



LES RATS MAUDITS



La journée du 25 février 1969, telle que fidèlement résumée dans le journal *Alternative* cinq ans plus tard. Ci-dessous : les suites des incidents post-électorales. Le GUD fait son entrée dans la rubrique "Agitation".

BAGARRE ENTRE ÉTUDIANTS DE DROITE ET DE GAUCHE

Un vif incident a opposé mercredi, vers 16 heures, dans le hall de la faculté de droit de Paris, rue d'Assas, deux groupes d'étudiants, l'un réunissant environ soixante-dix personnes appartenant à l'extrême gauche (le mouvement Panthéon-Assas-Nanterre ou PAN) et l'autre à l'extrême droite (Union-Droit). La bagarre a éclaté à la suite d'une vive discussion sur des incidents qui s'étaient produits au cours de la nuit précédente, les membres du PAN accusant leurs adversaires d'avoir démolí leur stand. Les deux camps se sont affrontés à coups de morceaux de bois et de projectiles divers. Les étudiants de droite, moins nombreux, ont été expulsés du hall. La bagarre, qui s'est déroulée sous les yeux d'un millier d'étudiants, a duré moins d'un quart d'heure. Cependant, les vitres des portes de la faculté ont été brisées par des projectiles.

l'Union Droit, c'est Occident reconstitué. D'honnêtes apolitiques se plaignent d'avoir été grossièrement abusés et se retirent des listes de candidats sur lesquelles ils avaient accepté de figurer. Il faut boucher des trous en catastrophe. On commence à redouter le désastre. Au moment de la clôture des listes, un retrait de dernière minute risque d'écarter le GUD d'une UER où il nourrissait de gros espoirs. Un responsable fonce solliciter une entrevue avec le professeur Maurice Duverger, qui préside la commission de contrôle des élections. Duverger convient qu'il serait regrettable d'invalider la liste et écrase l'affaire. À l'énorme surprise de son interlocuteur, il se répand en compliments sur le GUD, apprécie en connaisseur l'originalité de sa campagne, félicite Occident pour sa capacité à apporter du neuf et prédit un score situé entre 12 et 18 % des voix...

25 février 1969, le jour des élections est arrivé. Une forte tension règne dans le hall d'Assas, où une bruyante campagne pour le boycottage du scrutin est menée par les royalistes d'une part, les gauchistes de l'autre. Ces derniers, au nombre d'une centaine, seraient bien capables de saboter de vive force les opérations de dépouillement. Duverger réunit discrètement le GUD, déclare tout de go qu'il compte sur lui pour que les choses se passent dans l'ordre et affuble les militants de badges « Commission Électorale » dûment tamponnés. Pour prix de leur coopération, il les ravitaille en sandwiches et en canettes de bière aux frais de l'administration.

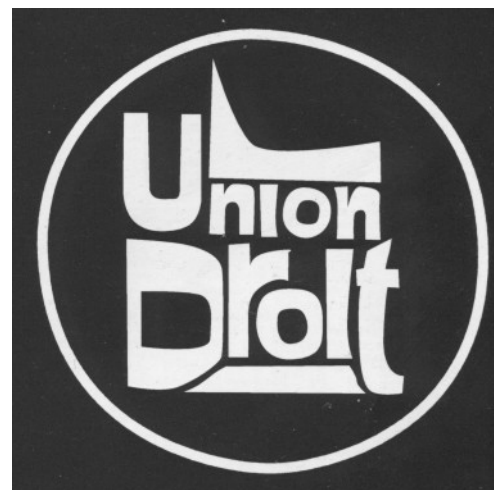
Le dépouillement se passera sans l'ombre d'un incident. Il en ira autrement juste après. Euphorisés par leurs quelque 15 % de voix, les militants redescendent dans le hall, se jettent avec des cris sauvages sur les gauchistes du CA-PAN-UNEF (Comité d'Action Panthéon-Assas-Nanterre), démolissent leur panneau.

Retour de bâton le lendemain: en milieu d'après-midi, une centaine de gauchistes font irruption dans le hall et sortent leurs triques pour venger l'affront de la veille. Les quelques nationalistes présents résistent comme ils peuvent, mais se font refouler sur le parvis. Le GUD répliquera peu après. Les gauches également. Etc. Assas entre dans la routine des incidents GUD-gauchistes.

Le GUD a beau tenir sa légitimité démocratique, sa position reste militairement fragile à Assas. Les gauchistes ont encore une nette supériorité numérique et sont en mesure quand bon leur semble de remplir le hall de la fac avec leurs amis de Censier et des lycées voisins. Auréolés de la légende de mai, ils peuvent tout se permettre, les autorités universitaires et la police se gardant de toute action répressive qui risquerait d'enflammer à nouveau les facs.

Toutefois, l'atmosphère évolue. Ces gauchistes, qui ne parlent que de mettre l'imagination au pouvoir pour jouir sans entraves, se révèlent aux yeux des étudiants non-alignés pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des doctrinaires braillards, brutaux et sans humour, juste bons à énoncer des slogans ineptes. Le GUD, lui, ne rate jamais une occasion de mettre les rieurs de son côté. Il garde encore sa croix celtique en poche, mais incarne le refus de tous les conformismes. Et puis, il a des alliés potentiels parmi tous ceux que le gauchisme dérange. Une division du travail s'est ouvertement instaurée avec la Corpo : à elle les adeptes des traditions et du bon genre, au GUD les éléments politisés plus turbulents. Les modérés apprécient de l'avoir pour fusible. Les communistes de l'UNEF-Renouveau, qui sont arrivés en tête aux élections à égalité avec la Corpo et veulent se poser en force d'ordre, ne sont pas fâchés de voir leurs challengers gauchistes tomber sur un os.

Bref, le GUD n'est pas encore poisson dans l'eau, mais il sent l'aquarium se remplir. Et déjà, ses dirigeants portent le regard au-delà de l'université.

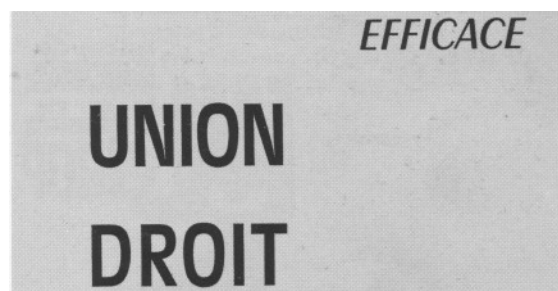


Le tout premier logo de l'Union Droit, qui deviendra obsolète dès lors que se sera imposée la dénomination GUD.

LE FAUX DÉPART DE MAI 1969

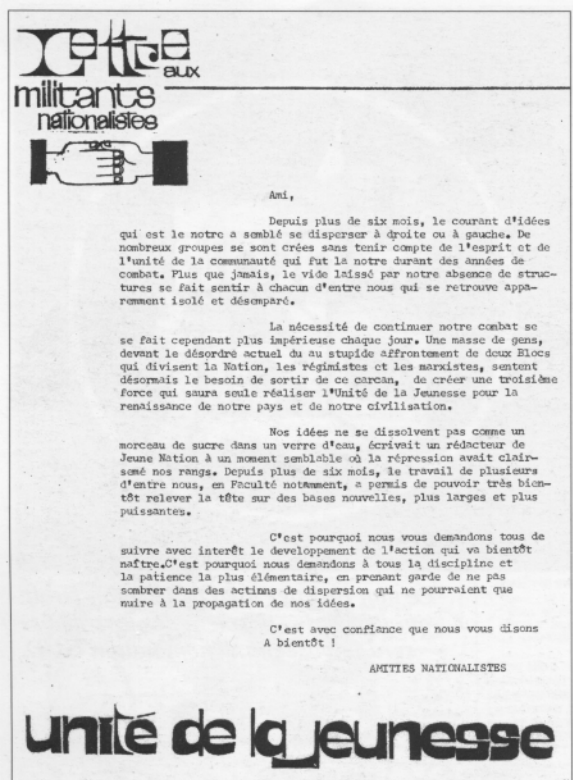
Au début du printemps, des contacts sont pris en vue d'organiser une riposte d'envergure à l'emprise de l'ultra-gauche dans la jeunesse. L'objectif est de faire un grand meeting le 6 mai 1969 à Assas, sur le thème: « Un an de gauchisme, c'est un an de trop ! » Outre le GUD, sont d'accord pour marcher dans le projet, Malliarakis et son Action Nationaliste et Holeindre et ses JPS. La Corpo accorde son soutien. Les groupuscules qui se veulent révolutionnaires objectent qu'une campagne antigauchiste revient à se faire l'allié objectif du régime gaulliste - air connu ; on se passe d'eux.

Ci dessous, un des autocollants de la campagne électorale. Pas très original !



L'incrustation du GUD au centre Assas eut pour effet d'inciter le gratin gauchiste à y rendre des visites fréquentes, généralement de courte durée.





Copie de la circulaire reçue début avril 1969 par tous les anciens adhérents d'Occident.



22 mai 1969 : évacuation par la police d'un sit-in installé rue Saint-Guillaume pour protéger les grévistes de la faim retranchés à l'Institut d'Etudes Politiques.



La campagne doit démarrer au lendemain du référendum du 27 avril. Or, mince détail insuffisamment envisagé au départ, De Gaulle est mis en minorité, et démissionne le soir même. Le meeting va donc tomber en pleine pré-campagne présidentielle.

De toutes façons, la machine est lancée. Les militants ne sont que quelques dizaines, mais chacun se démène comme dix. Paris ne tarde pas à être couvert d'affiches dont le graphisme (hérité de l'école Occident) ne passe pas inaperçu. Y figure, en bas, le slogan « Unité de la Jeunesse » : c'est le nom du mouvement que le GUD compte lancer en jouant sur la dynamique lancée par le meeting. Les gauchistes croyaient ne plus jamais revoir les nationalistes au quartier Latin : des tractages massifs les détrompent.

Ainsi, le 2 mai en fin de matinée, une trentaine de militants sont postés devant le lycée Louis-le-Grand, qui est alors la pire pétaudière gauchiste de Paris. Des incidents éclatent. Des élèves du lycée assurent que des nationalistes seraient retenus prisonniers par les maoïstes. Les militants pénètrent dans l'établissement et sont salués par une explosion : un responsable gauchiste vient de se faire sauter la moitié d'une main avec une grenade artisanale. Dans la confusion qui suit, les militants prennent la fuite, laissant aux mains des gauchistes Jean-Gilles Malliarakis.

Les médias se déchaînent, et ne connaissent qu'une seule version des incidents : les fascistes osent grenader d'innocents lycéens. Malliarakis est écroué, Holeindre également. La police rafle tout ce qu'elle trouve. Plusieurs jours durant, le quai des Orfèvres va être un rendez-vous nationaliste très couru. Il va sans dire que le meeting est interdit.

Le 5 mai, Assas est investi par un millier de gauchistes. Le 6, la fac est fermée. Le GUD s'est replié sur Sciences-Po, dont la façade s'orne d'une banderole « Libérez Malliarakis ! ». Des mini-manifestations et des sit-in se succèdent sur ce thème. A peine réouvert, le 7 mai, le centre Assas est de nouveau envahi de gauchistes.

Le 14 mai, Holeindre est relâché, tandis que Malliarakis est maintenu en détention. vingt militants s'enchaînent le 22 mai à Sciences-Po pour entamer une grève de la faim. Délogés par la police et mis en garde à vue, à peine sont-ils relâchés qu'ils s'installent à Assas, d'où ils sont expulsés derechef... Autant le dire, cette protestation itinérante passe inaperçue. Le 27 mai, Malliarakis est enfin libéré. L'enquête mettra en lumière les responsabilités des artificiers gauchistes de Louis-le-Grand dans l'affaire, classée sans suite.

DU SYNDICALISME À LA POLITIQUE

La rentrée d'automne 1969 s'annonce pour le GUD dans des conditions optimales. Une nouvelle génération de nationalistes est en train de se cristalliser autour de lui. Sa seule présence à Assas a fait éclore bien des vocations de juristes et d'économistes. Nombreux sont les nouveaux bacheliers qui, ayant subi un an de conditionnement marxiste dans leur lycée, ne veulent pas revivre ça et affluent à Paris II. Ce qui motive leur adhésion au nationalisme est avant tout la volonté de voir respectées les libertés élémentaires, à commencer par la liberté de pensée. Revendiquer celle-ci étant tenu alors par les marxistes comme une manifestation de fascisme, le GUD de l'automne 1969 est volontiers tenté, par provocation, de vouer un culte à Benito Mussolini. Ainsi prend forme ce qu'on peut appeler un fascisme libertaire, à la fois ludique et terriblement sérieux. Cet état d'esprit, où le romantisme révolutionnaire se colore d'humour au troisième degré, restera une caractéristique permanente du GUD.

Ces nouvelles générations adhèrent à un nationalisme sans concession, inspiré par la légende d'Occident, qui est déjà de l'histoire ancienne et par la volonté de faire pièce au conformisme marxiste et à la veulerie des libéraux. Ces militants ont l'énergie des néophytes et sont nombreux. Si les gauchistes d'Assas bougent, ils trouveront à qui parler.

La notoriété naissante du GUD lui permet déjà d'essaimer dans d'autres facultés de droit, y compris à Nanterre. Des noyaux se créent spontanément en province. Mais politiquement, le mouvement est ramené à la case départ. L'équipée avortée d'Unité de la Jeunesse s'est achevée sur une cordiale mésentente entre les étudiants et Holeindre, qui préfère dorénavant se tourner vers les adultes, s'allie au groupe Militant pour créer le PNP (Parti National-Populaire), lequel s'unira début 1971 à une dissidence de l'ARLP pour former le PUF (Parti de l'Unité Française) mort-né. Tout cela ne débouche sur rien, car les choses se passent chez les jeunes. C'est l'époque qui veut ça.

Depuis Nanterre, depuis Rouen, depuis la rue de Rennes, depuis leurs échecs de mai 68, les nationalistes se sentaient poursuivis par la poisse. L'affaire de Louis-le-Grand était de nature à les décourager pour de bon. Mais le succès qu'obtient le GUD modifie radicalement leur état d'esprit. Pour la première fois depuis deux ans, ils sont en présence d'un progrès tangible, fût-il localisé. Les étudiants de la bande à Robert retrouvent un moral de gagnants.

C'est dans cette euphorie qu'ils mettent sur sa rampe de lancement, courant octobre 1969, le mouvement Ordre Nouveau. Cette fois, plus question de perdre son temps en discussions stériles avec des notables nationaux. Ils ne veulent compter que sur leurs propres forces. Quelles sont-elles ? Un état-major d'une quinzaine d'ex-Occident, entourés d'une centaine de blancs-becs du GUD et de militants du XVe arrondissement. C'est rien et c'est énorme.



Affiche d'un mouvement virtuel annonçant un meeting qui n'eut jamais lieu. Son graphisme fut recyclé pour la toute dernière affiche d'Ordre Nouveau ("Halte à l'immigration sauvage"), et contribua indirectement à sa dissolution. La main noire porterait-elle malheur ?

Affiche inaugurale d'Ordre Nouveau. Pas d'adresse mentionnée : le mouvement n'a pas même de boîte postale à ce moment.





Affiche sérigraphiée apposée dans le XV^e peu avant l'attentat contre le cinéma Saint-Lambert. Les jeunes nationalistes n'ont pas manqué de s'identifier au touchant petit rat que menace l'impitoyable semelle gauchiste.

Autre affiche sérigraphiée, collée par Ordre Nouveau en réponse à la précédente.



Ils disposent aussi, grâce au GUD, d'un local à Assas et d'une ligne téléphonique qu'ils utilisent sans vergogne pour contacter leurs sympathisants par télégrammes, aux frais de l'administration.

Ils trouvent un porte-parole qui se sent en phase avec eux

Me Jean-François Galvaire. Il a 32 ans et militait déjà quand il en avait 17. Il a longtemps été au service de Tixier-Vignancour, avec qui il vient de rompre, outré de le voir prendre fait et cause pour Pompidou lors de l'élection présidentielle de juin 1969.

Et c'est parti.

La première affiche donne le ton : « France réveille-toi ! Face au marxisme, face au régime, camarade au combat pour un ordre nouveau ! » Une autre affiche annonce la tenue d'un meeting dans un petit cinéma de quartier, le *Saint-Lambert*, dans le XV^e. Il doit se tenir le 10 décembre 1969.

Les gauchistes réagissent vite. L'avant-veille, à 2 h du matin, une bombe détruit l'entrée de la salle. Le soir du 10 décembre, deux cents à trois cents personnes se rassemblent devant le trou béant causé par l'explosion pour écouter Jean-François Galvaire, accroché à la grille du square voisin, qui annonce d'un ton grave que le combat vient de recommencer, qu'il sera long et difficile, mais que les nationalistes ne renonceront pas.

« EUROPE LIBÈRE-TOI ! »

Lorsque François Duprat, attablé dans le restaurant où il a ses habitudes, a vu venir vers lui Alain Robert, il s'est demandé si son ex-camarade n'avait pas l'intention de lui faire un mauvais parti. C'est peu de dire que Duprat est mal vu des nationalistes : il est excommunié. La FEN avait autrefois jeté l'interdit sur lui, Occident a fait de même en 1967. Depuis lors, Duprat a entre autres activités animé un Comité Palestine, et donné à des responsables gaullistes des conférences d'information sur le milieu gauchiste en se révélant maîtriser le sujet bien mieux que les policiers censés travailler dessus à plein temps. D'ailleurs, il a même milité un temps dans un mouvement trotskiste, l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme). Par conviction, par curiosité ? Nul ne saura jamais. Si Duprat garde des relations dans les journaux de droite qu'il ravitaille en précieuses informations, le milieu militant lui est fermé.

Alain Robert n'est pas venu régler des comptes, mais faire des propositions : « On oublie tout et tu viens avec nous. On a besoin de toi. »

Lors du démarrage d'Ordre Nouveau, il a été entendu que l'objectif était de construire un vrai parti structuré et discipliné, assuré de la durée, sur le modèle du MSI italien. Les responsables tiennent à rompre avec l'activisme anarchique d'Occident, ont pour ambition de réussir là où Europe-Action avait échoué. Aussi ont-ils potassé leurs classiques, en particulier Qu'est-ce que le nationalisme ?, de Dominique Venner. Ils ont aussi découvert avec enthousiasme Hitler pour mille ans de Léon Degrelle, que vient d'éditer la Table Ronde. Allier la rigueur lucide de Venner au romantisme crépitant de Degrelle, ce serait la formule idéale. Il faudrait pour cela un

personnel dirigeant à la hauteur. Or, la défection de Madelin n'a pas été compensée. Longuet accepte de donner des conseils, de loin, et de temps en temps un coup de main, sans plus. Galvaire a beau être un magnifique orateur, il lui reste tout à apprendre du maniement d'un mouvement de jeunes nationaux-révolutionnaires. Robert a des dons pour l'organisation, n'a pas son pareil pour galvaniser les énergies et flairer les opportunités tactiques, mais il connaît ses limites. Il n'a pas encore la culture politique voulue, n'est pas fait et ne sera jamais fait pour les grandes visions doctrinales et stratégiques.

N'importe lequel des groupuscules concurrents est alors bien supérieur à Ordre Nouveau en puissance de feu intellectuelle. Duprat est donc indispensable. Il est d'accord, marché conclu.

A peine arrivé, Duprat imprime sa « patte » aux orientations d'Ordre Nouveau. Il convainc ses camarades de désigner un ennemi principal et un seul : l'ultra-gauche. A ceux qui objectent que c'est faire le jeu du gouvernement, il répond

« A qui ferons-nous croire que nous sommes de force à affronter l'appareil d'État si nous ne sommes même pas capables de nous mesurer aux bolches ! Eux chercheront de toutes façons à nous écrabouiller. C'est eux ou nous. » Donc, pas de révolutionnarisme de salon, péché mignon des groupuscules.

C'est également sous l'influence de Duprat qu'Ordre Nouveau modifie son plan initial, qui était de faire des petites réunions successivement dans tous les quartiers de Paris, pour passer directement à la seconde phase : un meeting à la Mutualité. Le thème suggéré par Duprat est provocateur en diable : « Europe libère-toi », en solidarité avec le MSI italien, le NPD allemand, le Nysvenska Rörelsen (mouvement néo-suédois) de Per Engdahl, les indépendantistes croates, l'União Nacional portugaise, une semi-mythique Phalange de gauche espagnole... En dehors du MSI, des Croates, et de Per Engdahl qui ne représente que lui-même, Ordre Nouveau n'a guère de relations avec les organisations précitées. L'essentiel est de donner consistance au spectre de l'Internationale noire, succès promotionnel garanti !

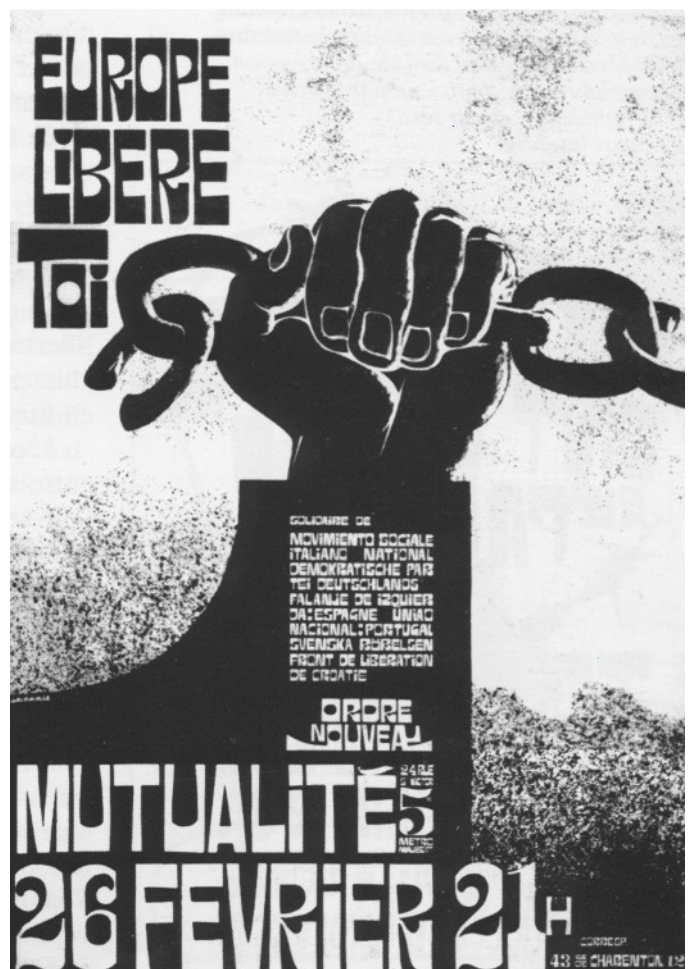
Ordre Nouveau fait imprimer une énorme quantité d'immenses affiches (120 x 180 cm), mobilise des équipes de dix à quinze militants qui sillonnent Paris toute la nuit en camionnettes. On est en pleine ère de rénovation urbaine et de gaullisme immobilier, les palissades de chantier abondent. En quelques jours, on n'y voit plus que les affiches d'Ordre Nouveau. Leur apparition soulève un concert de hurlements dans les formations politiques agréées par la conscience universelle. Les intellectuels pétitionnaires s'émouvent, les associations reconnues d'utilité publique hurlent à la mort, les gauchistes astiquent leurs barres de fer... Enorme publicité gratuite - d'autant plus gratuite que les huissiers chercheront longtemps à localiser la mystérieuse association qu'a passé commande des affiches et prétend être domiciliée au 92 rue d'Assas.

Le meeting est interdit, une semaine et demie avant la date prévue. Qu'à cela ne tienne, le 17 février, un « Comité pour la Défense de la Liberté d'Expression » retient immédiatement la grande salle de la Mutualité



Autre déclinaison du thème de la vermine.
Sérigraphie de décembre 1969.

Dès ses débuts, Ordre Nouveau s'est fait remarquer par un visuel extrêmement soigné, en rupture avec le laissez-aller graphique de l'école soixante-huitarde. Celle-ci est certainement la plus chiadée des affiches nationalistes de l'époque moderne.





Au début des années 70, le mot "Vermine" revient avec une fréquence obsessionnelle chaque fois qu'il s'agit du GUD et d'Ordre Nouveau. Le groupe ultra-stalinien l'Humanité Rouge a été la première organisation gauchiste à tenter d'éradiquer le GUD par la force.

Ordre Nouveau fait la preuve de sa capacité à réagir vite : à peine est interdit le meeting du 26 février qu'est organisée une réunion de remplacement, annoncée par affiches sérigraphiées – et qui sera elle aussi interdite.



pour la même date. Deux jours après, de nouvelles affiches libellées « Les nationalistes ont droit à la parole ! » garnissent par milliers les murs de la capitale. Les militants ont monté à cette fin un atelier de sérigraphie qui va tourner non-stop pendant cinq jours, tandis que l'état-major du mouvement passe son temps au téléphone pour faire le siège des agences et des rédactions, et contacter un maximum de personnalités nationales pour qu'elles joignent leur signature à la pétition dénonçant l'arbitraire qui frappe Ordre Nouveau.

Le second meeting du 26 février est à son tour interdit.

Reste qu'en quelques semaines, Ordre Nouveau s'est imposé comme la référence centrale du camp nationaliste. Sa notoriété est au moins aussi grande que si le meeting s'était tenu. Des dizaines de nouveaux militants l'ont rejoint, et forment une communauté monolithique, soudée par l'enthousiasme et l'abnégation.

« ASSAS NE SERA PAS NANTERRE ! »

Et dans les facultés, pendant ce temps ? À Assas, le GUD profite à plein des retombées de l'ascension médiatique d'Ordre Nouveau. Les gauchistes locaux, dont le stand est dressé juste à côté du sien, sont marginalisés. Il leur est signifié qu'il ne seront tolérés qu'à condition de rester sages.

Non seulement le GUD-Assas n'a plus besoin de soutien extérieur pour tenir sa faculté, mais il se sent assez fort maintenant pour aller aider des camarades à implanter des GUD ailleurs. En premier lieu à Nanterre-Droit, où des élections doivent avoir lieu au printemps. La juxtaposition sur ce campus d'un centre juridique et d'une fac de Lettres offre des conditions favorables, non exemptes de dangers toutefois.

Courant janvier 1970, le ton monte à Nanterre. Des groupes armés venus des départements de Sciences humaines font régner en Droit un terrorisme quotidien. Le GUD local tient vaille que vaille, mais doit se faire épauler par des camarades d'Assas. Où, par mesure de rétorsion, le CA-PAN-UNEF est poliment mais fermement invité à se faire oublier tant que la liberté d'expression ne sera pas garantie à Nanterre. Les gauchistes décident de régler le problème Assas par la violence, en faisant appel à des commandos venus de l'extérieur.

L'escalade s'enclenche. Elle va être attisée par les rivalités entre les différents mouvements d'ultra-gauche, chacun voulant se donner la gloire d'avoir dératé Assas. Tour à tour, tous attaqueront, et tous se casseront les dents.

Le 24 janvier, afin de prévenir un assaut gauchiste contre Assas, le GUD mobilise tout son effectif, lève des groupes d'autodéfense, occupe le hall. Le mot d'ordre : « Assas ne sera pas Nanterre ! » L'administration menace de fermer la fac pour prétendument « rétablir l'exercice des libertés publiques », bien que celles-ci n'aient à aucun moment été menacées. Il est à remarquer que dans les autres facs, où les étudiants (voire les enseignants) antimarxistes sont couramment envoyés à l'hôpital, jamais le rectorat n'a songé à prendre la moindre mesure. Tout autant que le terrorisme rouge, la lâcheté des autorités universitaires va être un trait permanent de la vie étudiante des années 70.

29 janvier : une centaine de brutes de L'Humanité Rouge, la plus stalinienne des sectes maoïstes, bousculent le frêle contrôle de cartes établi à l'entrée d'Assas et matraquent à tort et à travers tous les étudiants soupçonnés d'être nationalistes. Or, à cette époque, rien ne ressemble plus à un étudiant moyen qu'un militant du GUD, si ce n'est que ce dernier a souvent les cheveux plus longs... Les intrus parlent de faire un « meeting antifasciste », ne réussissent qu'à soulever la colère de tous les étudiants présents, et se retirent sous les huées. Dans un document interne confisqué par le GUD, L'Humanité Rouge admet que « la situation politique à la faculté est entièrement entre les mains des fascistes ».

Le lendemain, c'est l' UNEF gauchiste au grand complet qui s' imagine pouvoir tenir un meeting à Assas, à grand renfort d'éléments extérieurs. Ceux-ci n'iront pas plus loin que le parvis, car le GUD les attend de pied ferme de l'autre côté des portes.

Chaque jour amène son lot d'incidents, qui se résolvent en autant de victoires morales pour le GUD. Les militants étudiants alternent collages de nuit pour le meeting du 26 février, mobilisations au petit matin à Assas, excursions à Nanterre, tractages en ville, trouvent comme ils peuvent le temps d'aller en TD, accumulent les nuits blanches, ne vivent plus que sur l'adrénaline. De tout le premier trimestre 1970, ils ne se déferont guère de leur casque et de leur barre de fer. Cet équipement est tellement entré dans les mœurs d' Assas qu'il n'y choque plus personne.

Le panneau du GUD affiche en permanence un commentaire ironique des événements à mesure qu'ils se produisent. Cette chronique, très suivie du tout-Assas, devient bientôt illustrée. C'est alors que Gérard Ecorcheville et Jack Marchal ont l'idée de la présenter sous forme de bandes dessinées, en figurant le GUD sous l'aspect d'une horde de rats. Les militants se reconnaissent immédiatement en ces charmants rongeurs, aussi remuants que prolifiques. Le rat noir devient à jamais le symbole du GUD.

Le 6 février, le hall de la fac se trouve orné de portraits de Robert Brasillach qui soulèvent les ululements des assistants marxistes du SNESup. Ceux-ci, de concert avec les mouvements de gauche d'Assas, annoncent une grève pour le lundi 9 février, pour exiger à la fois la répression de la propagande nationaliste dans la lac et l'annulation d'un examen partiel en troisième année. Or, cette annulation a été réclamée par tous les syndicats, le GUD en premier: la grève projetée est exclusivement politique et anti-GUD.

Le matin du 9 février, les gauchistes, venus en nombre, ten-



Les gauchistes de Nanterre-Lettres, hégémoniques dans le département de sciences-humaines, n'ont que cent-cinquante mètres à parcourir pour se rendre à Nanterre-Droit, où nombreux sont les droitistes. D'où des heurts fréquents et graves. Ci dessus le 29

janvier 1970, en fin de matinée, deux cents gauchistes attaquent les anti-marxistes de la faculté de droit, alors en pleine campagne électorale.

Page de couverture d'un dépliant GUD diffusé lors de la campagne pour les élections universitaires du début de 1970.

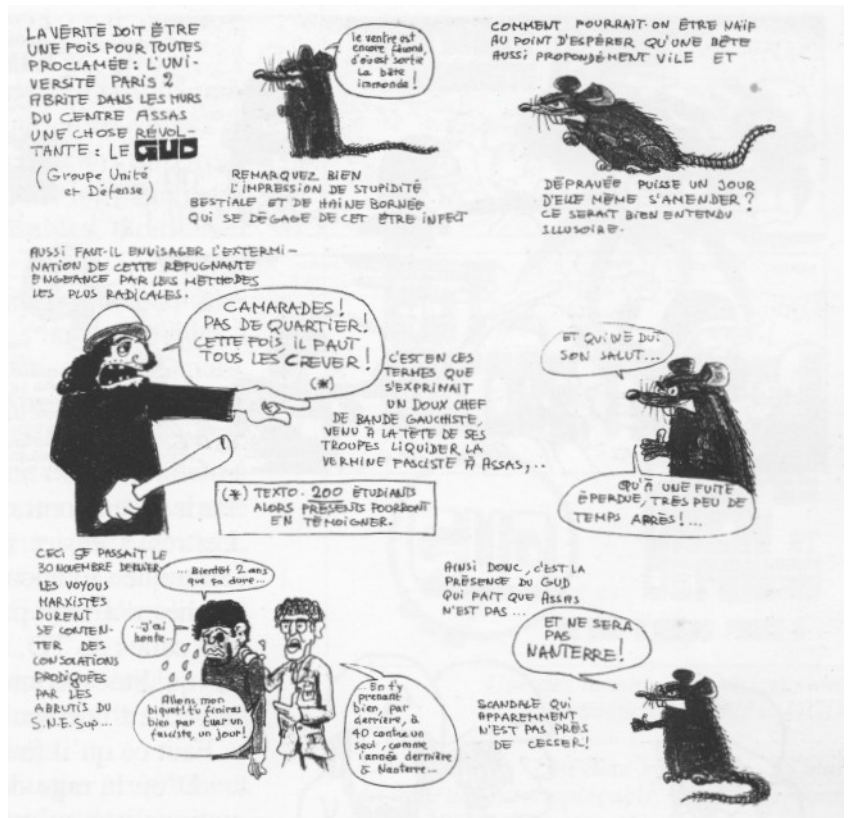


client leur collusion avec des envahisseurs armés.

Si le GUD ne se cache pas de recourir à la violence quand nécessaire, il ne la conçoit que défensive. Les nationalistes sont bien conscients qu'ils ne peuvent attendre du pouvoir qu'il témoigne à leur endroit de la mansuétude dont jouit l'extrême gauche. La tactique du GUD consiste par conséquent à se donner le beau rôle en poussant l'adversaire à la faute. Dans une interview, M. Passet admet que « l'extrême droite s'est beaucoup renforcée au cours des derniers mois ; il est sûr que les maladresses des gauchistes lui ont facilité la tâche »...

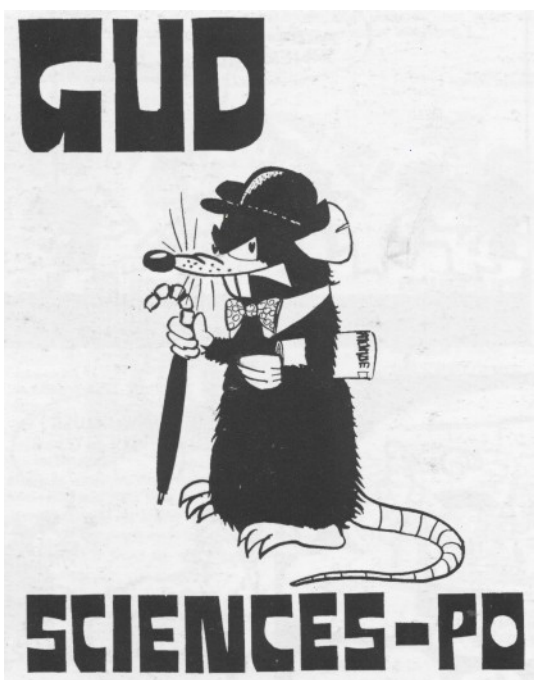
Durant plusieurs semaines, la situation à Assas fait les titres de la presse. Le GUD et Ordre Nouveau bénéficient quasiment d'une page hebdomadaire dans *L'Express*, où Jacques Derogy décrit la nouvelle vague nationaliste comme des « aristocrates ruinés, demi-soldes, petits bourgeois en rupture de fortune ou d'ascension », non sans noter toutefois que « Ordre Nouveau ne se confond pas avec la douzaine de mouvements folkloriques qui réunissent une cinquantaine de diminués physiques et mentaux. Ils portent, eux aussi, le cheveu long, le col roulé et le blouson, et rien ne les distingue apparemment de leurs ennemis héréditaires ».

La consécration médiatique est atteinte le 13 février 1970 en une du *Monde*, avec l'article de Maurice Duverger (encore lui !) intitulé « Un contre-mai ». Le phénomène GUD y est pris très au sérieux, et crédité de « meneurs de valeur, exerçant un certain attrait intellectuel ».



Extraits de la chronique quotidienne telle qu'elle était affichée sur le panneau du GUD (à droite au début du hall) à l'automne 1970.





Le GUD a eu à Sciences-Po une implantation assez intermittente.

Cependant, les multiples analyses publiées à cette époque se gardent de mettre en avant ce qui est la conséquence la plus évidente de la présence du GUD à Assas, à savoir l'exceptionnelle tolérance qui y règne. Hormis de brèves périodes où les gauchistes sont temporairement interdits d'affichage en punition de leurs exactions, Assas reste l'unique centre universitaire parisien où la totalité des sensibilités syndicales et politiques peuvent s'exprimer. L'ordre et la propreté règnent à Paris II, en contraste avec les porcheries marxistes de Nanterre Lettres, Censier ou Vincennes. De cela, l'administration du centre ne sait aucun gré au GUD. Au contraire, elle s'émeut des caches d'armes par destination que recèlent les faux-plafonds des salles de TD, feint d'ignorer que l'autodéfense étudiante et la qualité reconnue des enseignements d'Assas sont deux aspects d'une seule et même réalité. Comme on dit au GUD : « Faut ce qu'il faut, mais faut de l'ordre ».

D'où la rage des gauchistes, impatients de briser la vitrine nationaliste qu'est devenue Assas. Ils lancent ce qu'ils croient être l'offensive finale. Le 2 mars, à Nanterre-Droit, ils se livrent à une chasse impitoyable aux opposants, blessent notamment cinq membres du GUD.

Enhardis par ce succès, l'ultra-gauche fait converger ses forces sur Assas, où le GUD décrète l'état d'alerte, sans pour autant se livrer à des représailles. Le matin du vendredi 6 mars, les gauchistes d'Assas annoncent leur intention d'« éliminer physiquement les fascistes » et de tenir un meeting anti-GUD, et se mettent à entasser toutes les chaises du hall devant leur stand. Les nationalistes ne répliquent pas encore, mais se regroupent pour faire face à l'irruption prévisible des commandos extérieurs. La Corpo, et le noyau MJR de la fac se rallient à l'autodéfense étudiante. Chacun est conscient de l'enjeu capital de la bataille qui se prépare. Il en va de la préservation des libertés à Assas.

Vers 11 h 30, quelque deux cents gauchistes armés s'engouffrent dans le hall. Leurs complices de l'intérieur de la fac commencent alors à bombarder de chaises les nationalistes. Devant l'évidence de l'agression, des étudiants non-alignés prennent l'initiative de balancer du haut de la galerie en surplomb des tables sur les intrus. En bas, un corps à

LE 13 MAI NATIONALISTE

Ces mêmes jours à Nanterre, malgré les intimidations perpétuelles, les agressions physiques, les bulletins volés, le GUD réussit à prendre 13 % des voix aux élections en Droit. Mais avant même la proclamation des résultats, les gauchistes s'emparent d'un de ses principaux responsables, Jean-Noël Prade et manquent de le tuer.

Reste que la victoire du 6 mars libère les jeunes nationalistes d'un gros souci. Ils se savent désormais inexpugnables à Assas. Du coup, ils se laissent aller à une bêtise. Le 24 mars, ils débarquent à une cinquantaine au théâtre de l'Épée-de-Bois, interrompent une représentation d'*Eva Peron*, pièce de Copi qui prétend tourner en ridicule l'héroïne du justicialisme argentin, adressent au travesti qui interprète le rôle d'Eva une gifle amplement méritée. L'action, du plus pur style Occident, est revendiquée au nom d'Ordre Nouveau, ce qui n'est pas très malin. Qui plus est, un camarade est identifié par la police et emprisonné.

La leçon portera ses fruits. Ordre Nouveau passera le reste de son existence à refouler les tentations agressives de ses militants et se bornera à des actions défensives.

Il est temps de renouer avec l'action politique proprement dite. Ordre Nouveau annonce pour le 13 mai 1970 un meeting à la Mutualité : après le 13 mai 1958 gaulliste et le 13 mai 1968 gauchiste, un 13 mai 1970 nationaliste ! L'affiche est frappée de la croix celtique, qu' O.N. n'avait pas osé réintroduire jusque là. Elle s'avère un efficace talisman : cette fois, il n'y a pas d'attentat à la bombe ou d'interdiction préfectorale pour empêcher la réunion, qui revêt le caractère d'une grand-messe unitaire. La tribune est surmontée d'un calicot proclamant « La France ne sera pas une nation d'esclaves ! » (le slogan est de Jacques Doriot). La salle est bourrée à craquer, l'ambiance est torride. Outre Jean-François Galvaire et le jeune avocat Paul Léandri, qui parlent au nom d'Ordre Nouveau, François Duprat y représente *Défense de l'Occident* (la revue de Maurice Bardèche), Alain Robert le GUD, Philippe Asselin *L'Élite Européenne*, Patrig Saint-Bertais Jeune Europe, Jean-Gilles Malliarakis L'Action Nationaliste. Sont présents également Massimo Anderson, secrétaire général du Fronte della Gioventù (jeunesses du MSI italien), et le Suédois Per Engdahl. Enfin, la tribune comprend deux orateurs exceptionnels, qui sont parmi les plus respectées des plumes de la droite nationale, Camille Galic de Rivarol et François Brigneau de *Minute*.

Dès lors, les groupuscules extérieurs à Ordre Nouveau perdent toute substance. Les troupes de l'Action Nationaliste et l'équipe



Une des nombreuses sérigraphies confectionnées par le GUD.

Une date symbole, le 13 mai. Et un fétiche irremplaçable, la croix celtique.





Vue partielle de la très encombrée tribune de la Mutualité, le 13 mai 1970 (au micro : François Duprat). Marquée par des outrances verbales manifestes, cette réunion a été une des plus bordéliques jamais vues, mais a laissé à ses participants le sentiment qu'enfin quelque chose de sérieux se mettait en place. Pour les nationalistes, le temps des humiliations a pris fin.

La presse amie (?) semble avoir pris prétexte de certains p'opos insuffisamment pesés pour prêter au rat des vues qui ne sont sans doute pas forcément les siennes.

de *L'Élite Européenne* se fondent dans le mouvement. Quelques responsables de Jeune Europe voudront retirer leurs billes un peu plus tard, prétextant la pureté révolutionnaire, mais il ne restera bientôt plus rien de leur organisation.

Le ralliement le plus spectaculaire est celui de François Brigneau, qui aura souvent l'occasion de répéter cette phrase dans ses discours : « Un mouvement de jeunes qui par son sérieux suscite un mouvement d'adultes : le cas est peu commun, et mérite qu'on s'y arrête. » Le prestigieux éditorialiste et écrivain restera jusqu'au bout d'une exemplaire fidélité à Ordre Nouveau.

Le nationalisme français se confond désormais avec le mouvement. Les étudiants qui ont été à son origine ont quelques raisons d'être fiers d'eux.

Absorbé par la préparation du meeting, le GUD a eu aussi à faire face à une série de provocations. La plus belle intervient le matin même du 13 mai, lorsque une nuée de cogneurs gauchistes venus de Censier et de Nanterre fait une descente à Assas. Des assistants du SNESup les emmènent saccager le local du GUD et les aident à voler le matériel de bureau qui s'y trouve ! Malgré leur respect inné du corps professoral, des gudards ne pourront s'empêcher, l'après-midi même, de malmenier quelques-uns de ces voyous enseignants.

Le lendemain du meeting, Ordre Nouveau tient son congrès constitutif, élit un Conseil national de quarante-cinq membres.

Quelques jours plus tard, Jean-François Galvaire, qui est le porte-parole le plus en vue du mouvement, affirme dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Minute* qu'Ordre Nouveau aurait eu l'occasion de collaborer avec le Bétar lequel Bétar réplique évidemment par un démenti cinglant. Cette affaire jette un petit malaise à la direction du mouvement. On représente à Galvaire que moyennant un minimum



de concertation, on aurait pu faire l'économie de cet impair, et qu'il vaudrait mieux à l'avenir s'en tenir aux strictes règles de collégialité afin que le mouvement puisse parler d'une seule voix. Galvaire démissionne. Contrairement aux espoirs de la grande presse, ce départ n'entraîne aucune crise.

Peu après, O.N. profite d'une élection législative partielle dans le XII^e arrondissement de Paris pour tester son écho dans la population. Sa candidate obtient 3,12 % des voix. Le mouvement, qui tablait sur 2 %, considère ce résultat comme excellent, et estime qu'il représente un seuil minimal susceptible d'être sans peine dépassé.

Cette idée devra être révisée. Au cours de l'été, une autre législative partielle oppose à Bordeaux deux grosses pointures, Jacques Chaban-Delmas et Jean-Jacques Servan-Schreiber. O.N. présente Hugues Leclère, et dépêche une escouade de jeunes militants pour animer cette campagne qui sera, effectivement, très animée. L'énergie toute gudarde avec laquelle les représentants d'O.N. vont porter la contradiction chez les autres est peu appréciée de l'électorat local, qui n'accorde que 0,5 % aux nationalistes.

O.N. va consacrer le reste de l'été à digérer l'acquis (le mouvement, à la rentrée d'automne 1970, compte déjà près d'un millier d'adhérents, plus qu'Occident n'en a jamais eu) et à aménager son siège parisien au cœur du quartier des Halles, au 8 de la rue des Lombards. Aussi étonnant cela puisse-t-il paraître, le mouvement n'avait jusque-là ni local ni journal et devait se contenter pour adresse de la boîte postale concédée par ses partenaires transitoires de Jeune Europe.

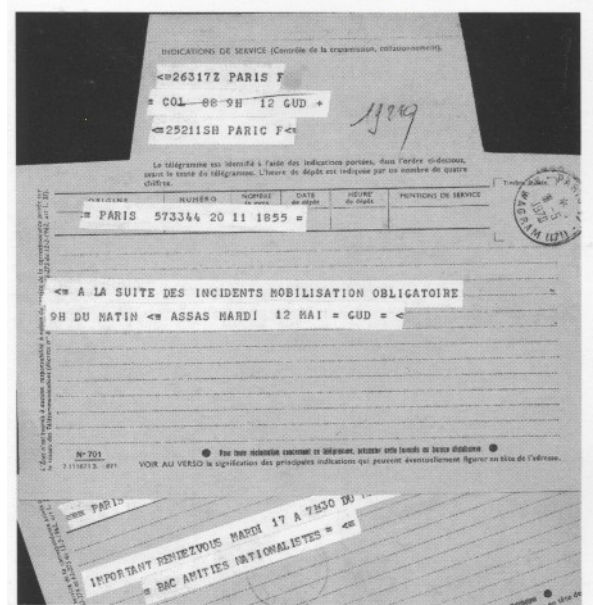
ORDRE NOUVEAU, C'ÉTAIT COMMENT ?

Malgré sa prétention à se poser comme un « vrai » parti politique ayant vocation à rassembler des adultes, Ordre Nouveau ne peut cacher qu'il est, avant tout, un mouvement de jeunes. Les plus de 30 ans feront toujours un peu figure d'exceptions au mouvement. Son ossature est faite d'étudiants, et même, de plus en plus, de lycéens.

L'afflux d'éléments très jeunes amène la création de l'Union Lycéenne de Paris (ULP), qui réussit à former de gros noyaux dans plusieurs établissements de la capitale et connaît une vie propre, avec ses meetings, ses assemblées générales, ses journaux spécifiques de lycées... et aussi ses bagarres sans pitié. Aussi instables soient-ils, ces groupements d'adolescents livreront chaque année de nouvelles et remuantes promotions de militants aux GUD parisiens.

L'irruption des lycéens dans la vie militante n'est pas spécifique à O.N. Le gauchisme connaît le même phénomène.

Souvent évoquée, la symétrie entre extrême gauche et ON est alors un fait bien réel. Les lycéens et étudiants qui viennent au nationalisme en réaction contre le bourrage de crâne marxiste en gardent malgré tout l'empreinte. Nombreux sont les soixante-huitards qui, tout bien considéré, se sentent plus à l'aise du côté de la croix celtique que de l'étoile rouge. Ces transfuges important à ON des recettes militantes, des façons d'être, un certain langage. L'influence de François Duprat fait le reste. C'est lui qui introduit à ON la pratique de l'autocri-



Grâce à la ligne téléphonique du GUD-Assas, les militants sont contactés par télégrammes pour les mobilisations, aux frais de la fac.



La première expérience électorale d'Ordre Nouveau : 3,12 % des voix dans la législative partielle du XII^e arrondissement de Paris.



Petit tract de l'ULP (Union des Lycéens de Paris) qui deviendra par la suite l'ULN (Union des Lycéens Nationalistes). Maladroit, mais inscrit dans une certaine tradition.



Exemple de la façon don't le GUD-Assas, sur le panneau de son stand, traitait l'actualité et maltraitait ses têtes de turc. Un rassemblement eut lieu dans le hall d'Assas à cette époque (décembre 1970) pour signifier à Foyer qu'il n'y était pas le bienvenu.

Manifestation improvisée le 21 décembre 1970, essentiellement sur mobilisation interne, pour soutenir la revendication d'indépendance de la Pologne. De dos les deux leaders, Alain Robert (en ciré noir) et François Duprat (en imperméable blanc).



tique, à un degré inconnu jusqu'alors chez les nationalistes.

Si, vis-à-vis de l'extérieur, la propagande d'ON se ramène à une autoglorification à outrance, les analyses diffusées en interne sont sans complaisance. Le bulletin intérieur du mouvement commente en ces termes le meeting du 13 mai 1970

« Il est certain que la plupart des interventions ont été beaucoup trop passéistes. Il n'était en effet peut-être pas utile de faire le martyrologue durant quarante minutes des épurés de 1945, de même que l'histoire des tribunaux d'exception de 1962. Mais il y a plus grave : certaines outrances verbales, certains appels à la violence, voire au meurtre, étaient inutiles sinon dangereux. Les orateurs étaient trop nombreux et certains ont parlé trop longtemps. Le meeting a été trop long (il s'est terminé à 0 h 30). »

Intéressante également, cette note communiquée aux chefs de secteurs après les manifestations organisées en décembre 1970 à Paris en protestation contre la répression des soulèvements ouvriers qui se produisent alors en Pologne. Réunies par bouche à oreille, elles sont un beau succès : « La manifestation de vendredi 19 a rassemblé trois cents personnes du mouvement + cent extras. On pouvait estimer à sept cents les personnes qui participaient à celle de lundi 21. Il y avait *une trop grande proportion de jeunes dans la manifestation*. » Si l'Occident considérait la jeunesse de ses effectifs comme une chance, ON a plutôt tendance à la subir comme une malédiction.

S'il peut espérer voir ce handicap s'amoinrir au fil des années, il en est un autre contre lequel le temps ne peut rien

la catastrophique image qu'en donnent les médias. Le démarrage foudroyant d'ON doit beaucoup à la charge provocatrice que recèle son sigle, mais passé un certain stade, cette image deviendra un handicap. La façon dont la presse présente le mouvement aboutit à attirer une catégorie particulière de jeunes révoltés, qui ne sont pas du genre à trop se formaliser d'être traités de fascistes. Inévitablement, le reflet médiatique du mouvement tend à déteindre sur sa réalité même. En

d'autres termes, Ordre Nouveau est un GUD dilaté qui se mêle de vouloir faire de la politique.

Jusqu'en juin 1972, le mouvement restera obstinément attaché au principe de collégialité. Les puissantes personnalités de François Duprat et Alain Robert dominant dans la gestion des affaires courantes, mais il ne saurait être question qu'une décision d'importance soit prise sans consulter les vieux sages du bureau politique, François Brigneau et Gabriel Jeantet (qui fut l'un des parrains de Mitterrand pour l'attribution de la francisque).

Les tendances n'ont pas droit de cité à ON. On y discute beaucoup, on y confronte les points de vue, parfois durement, mais la ligne générale doit s'appliquer à tous (chez les communistes, cela s'appelle le centralisme démocratique).

Le monolithisme du mouvement et le soin avec lequel il affirme sa différence se traduisent par un visuel d'une cohérence poussée à l'extrême. Affiches, tracts, titres de journaux et banderoles se signalent par un graphisme très spécial, qui sera repris par les mouvements nationaux-révolutionnaires de toute l'Europe.

Toute organisation se ressent des conditions qui ont donné lieu à sa naissance. Ce sont les commencements qui décident de tout. ON portera tout au long de ses presque quatre années d'existence les stigmates de l'après-68 - grandiloquence révolutionnaire, manie des slogans simplificateurs. Nombreux sont les adhérents qui acceptent de sacrifier études ou carrière pour se vouer à la vie militante. Les nationalistes du début des années 70 partagent la certitude enivrante d'appartenir à un mouvement promis à une ascension sans fin. La révolution est une perspective qui reste vraisemblable.

En même temps, un héritage spécifiquement GUD tempère ce romantisme échevelé d'une forte capacité d'humour. Les militants d'ON cultivent volontiers l'autodérision. C'est une autre forme d'autocritique - qui, elle, s'oppose du tout au tout à la hargne austère et butée des gauchistes.

LES TEMPS PAROXYSTIQUES

La rentrée d'automne 1970 voit Ordre Nouveau poursuivre son développement. Des sections se sont créées dans toute la France, relayées dans les universités par des implantations GUD qui désormais débordent des centres juridiques. Si bien que de Groupe Union Droit, il devient Groupe Union & Défense.

Autre changement : pour parer au risque de confusions regrettables, les militants du GUD adoptent le casque noir pour signe de reconnaissance. Ils introduisent à la même époque l'usage du nunchaku qui, une fois replié dans un élégant étui similicuir, s'avère plus discret que la barre de fer, mais tout aussi efficace lorsqu'on a maîtrisé le maniement de ce sympathique outil.

D'ores et déjà, O.N. est en droit de se considérer comme le plus important mouvement nationaliste apparu en France depuis... (depuis longtemps). Les dirigeants lui impriment un rythme degrellien : puisqu'une Mutualité a été réussie, voyons plus grand, entreprenons un Palais des Sports. La salle n'est



Couverture de Jeune Ordre, publication de l'Union des Lycéens Nationalistes.

Ci-dessous : quelques unes des invitations à des réunions envoyées par Ordre Nouveau durant l'hiver 1970/1971.



Affaire Blumenthal : affiche sérigraphiée collée dans tout le XVIII^e arrondissement à la suite d'une tentative d'assassinat commise contre des militants d'Ordre Nouveau au marché des Abbesses.



Robert Allo sur son lit d'hôpital en mars 1971, après une trépanation et une semaine de coma suite à une agression gauchiste. Dans les années 60, Allo assurait les bons offices entre Occident et la mouvance Europe-Action. Il était toujours, trente ans après, au centre des réseaux d'amitié réunissant toutes les générations de nationalistes. Il est mort assassiné, dans des conditions toujours non-élucidées, dans la nuit du 24 au 25 mars 1994.



disponible qu'en période électorale ? ON prendra part aux municipales parisiennes de mars 1971. Tout le mouvement est mobilisé en fonction de ce double objectif. Afin de roder les secteurs de la capitale à l'effort requis, chacun reçoit l'ordre d'organiser un meeting de quartier. Frustrés de réunions publiques depuis des années, les nationalistes en auront durant l'hiver 1970/71 une par semaine, ou peu s'en faut.

On entre dans une période de militantisme hyperactif. Ultra-violent aussi. Les marchés parisiens du dimanche voient se produire des incidents de plus en plus graves.

Dans le XVIII^e, arrondissement, c'est un certain Blumenthal qui surgit revolver en main, braque sur un militant son arme - qui s'enraye. L'individu est maîtrisé et remis à la police. Au marché Convention, un commando de cogneurs gauchistes s'acharne à la barre de fer sur un militant : fracture du crâne.

Début 1971, notre camarade Robert Allo, qui passait par Assas un soir que s'y tenait un meeting de soutien aux Black Panthers américains, est reconnu par des gauchistes et sauvagement triqué. Sa voiture ayant été détruite dans l'aventure, il se fait emmener par des amis au local d'ON. Une chance pour lui, car atteint d'un grave traumatisme crânien, il est bientôt pris de malaise et sombre dans le coma. Transporté au plus vite dans un hôpital, il échappe de peu à la mort.

Un meeting de quartier est attaqué par des brutes de la Ligue Communiste, qui réussissent à se saisir du responsable du service d'ordre d'ON, l'immobilisent sur une voiture et lui brisent les poignets à coups de barre de fer.

C'est miracle que la violence politique n'ait pas alors laissé de cadavres sur le carreau. Le meeting du Palais des Sports, prévu pour le 9 mars, s'annonce extrêmement chaud.

Sa préparation est un modèle du genre. Durant plus d'un mois, les militants consomment deux cents mille tracts, cent mille autocollants, vingt mille affiches grand format. Cinq mille invitations sont expédiées. Pour l'équipement du service d'ordre, ON monte un atelier de découpe de barres de fer

trois modèles différents, de respectivement 2,50 m (pour les lancers de première ligne), 1,50 m (barres à deux mains pour les voltigeurs) et 90 cm. Des boucliers (en contreplaqué épais, avec fenêtre de visibilité grillagée) sont fabriqués à la chaîne.

La veille du meeting, l'élite du S.O. prend position dans le Palais des Sports pour contrôler toutes les approches du bâtiment. Les pouvoirs publics n'ont donné que de vagues assurances quant à la protection du meeting, que les gauchistes ne font pas mystère de vouloir empêcher par la force. Eux aussi se sont lourdement armés. On sait que dans les facultés qu'ils tiennent, les cocktails Molotov sont élaborés en séries industrielles.

L'après-midi du 9 mars, les membres du S.O. affluent au Palais. Ils sont rejoints par des bonnes volontés inattendues, notamment trois des principaux leaders royalistes étudiants, Patrice de Plunkett, Bernard Lugan et Alain Potier (ultérieurement connu sous le nom de Sanders), qui ont peint leurs casques en noir. Ce geste est dicté par la volonté de faire pièce à la déviation gauchisante, féroce et hostile à ON, qui sévit alors chez les monarchistes et va donner lieu peu après à la scission de la NAF (Nouvelle Action Française, qui deviendra plus tard la NAR). C'est l'union sacrée contre la pègre rouge !

On attendait quatre cents



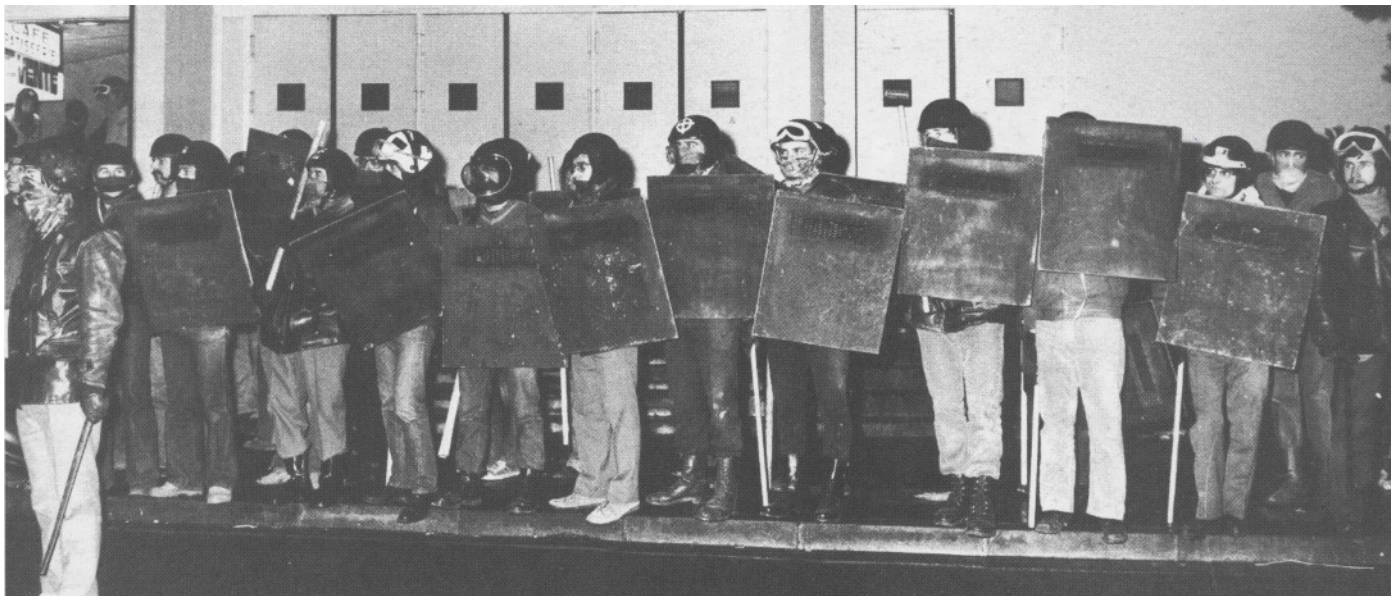
Les lanciers montent en ligne, armés de tubes de 2,50 mètres de long.





Flics et gauchistes. Pourquoi tant de haine ?



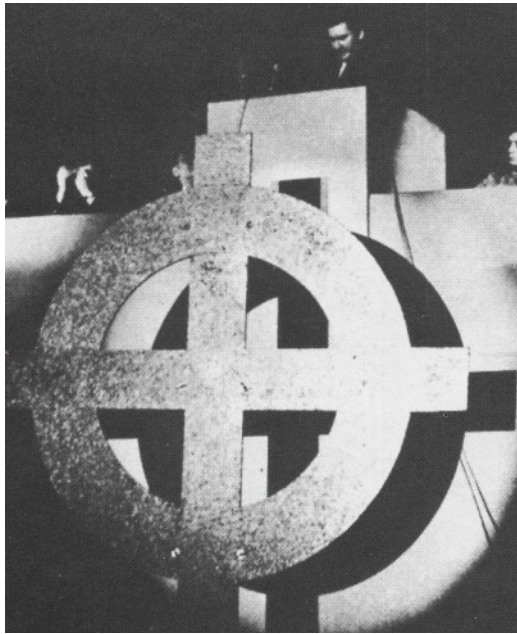


S.O. nationaliste. Pourquoi tant d'O.N. ?



Du cuir, du métal, des treillis et des casques. Un S.O. comme jamais les nationalistes n'en avaient eu.





Tribune du Palais des Sports. Au micro : François Brigneau. Mise en scène hiératique et crescendo dramatique des événements au dehors de la salle. Ordre Nouveau entre ce soir là dans la légende.

membres du S.O. : ils sont pratiquement cinq cents. Bien équipés et commandés, ils doivent à plusieurs reprises, sous des rafales de pavés et de boulons, effectuer des sorties pour dégager les groupes compacts de gauchistes agglomérés de l'autre côté de la porte de Versailles et permettre aux spectateurs d'atteindre la salle. Des combats d'une violence incroyable s'engagent. Les blessés s'accumulent de part et d'autre. La police laisse faire. Elle ne daignera intervenir qu'au dernier moment, lorsque accourt la troupe de choc de la Ligue Communiste.

Parce que leurs responsables n'avaient pas su (ou voulu ?) prévoir ce qui était parfaitement prévisible, les forces de l'ordre vont compter aussi des dizaines de blessés.

Les affrontements sanglants qui se déroulent à l'extérieur du Palais des Sports éclipsent ce qui se passe dans la salle. Malgré les émeutes, entre quatre mille et cinq mille participants ont pu y accéder pour écouter François Brigneau, François Duprat et Alain Robert. L'impressionnante mise en scène de la réunion, les projecteurs braqués sur la croix celtique dressée devant l'estrade, la rumeur des combats à l'extérieur, la crainte qu'il y ait des morts, tout cela donne à ce meeting une atmosphère unique de majesté dramatique et sacrée.

En regard, l'enjeu des élections municipales apparaît bien dérisoire. Ordre Nouveau est alors bien davantage qu'un projet politique : c'est une mystique.

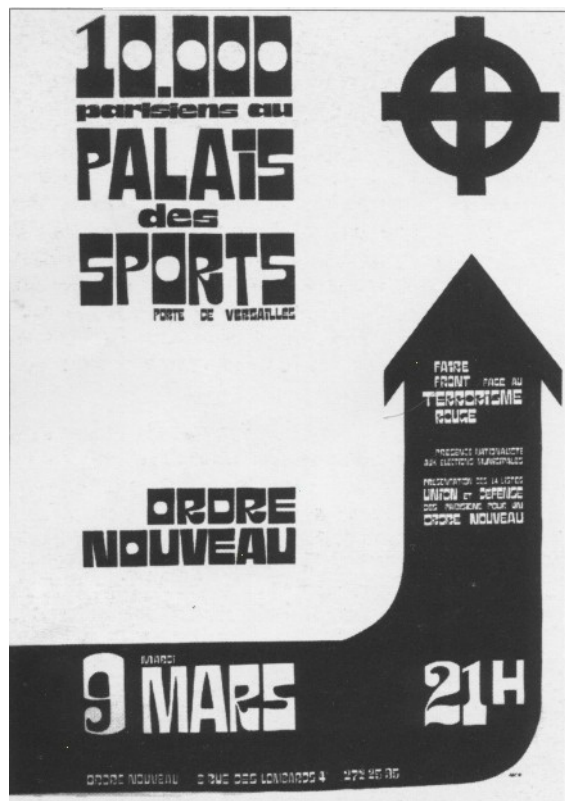
Mais on a conscience qu'un point limite a été atteint.

Le lendemain, tollé unanime dans les médias : les nazis sont de retour, les loups sont entrés dans Paris, etc. Confiants dans l'inépuisable imbécillité des journalistes de la grande presse, les organisateurs de la réunion avaient malicieusement choisi de diffuser de la musique de Prokofiev en ouverture et en clôture du meeting. Gagné : France-Soir est sûr d'avoir entendu du Wagner.

Les autorités ordonnent une perquisition au local d'ON. Le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin pose complaisamment devant un stock de barres et de boucliers saisis. Et après ? Ce n'était que le matériel nécessaire pour défendre la salle, sans lequel ON n'aurait même pas pu avoir le droit de tenir sa réunion. Vous parlez d'une affaire...

Le dimanche suivant ont lieu les élections municipales. Les listes « Union et Défense des Parisiens pour un Ordre Nouveau » recueillent 2,6 % des voix. Le résultat est considéré comme satisfaisant. Les dirigeants d'ON estiment que sans le déchaînement des moyens d'informations contre le mouvement, le pourcentage aurait pu être de moitié supérieur.

Or, ils se trompent. Cette illusion sera à la base de déconvenues ultérieures.



Affiche appelant au meeting du 9 mars 1971 au Palais des Sports de Paris, Porte de Versailles.



Marcellin entraîné de manipuler du métal ferreux.

Ordre Nouveau, la fin du rêve Grandeurs et servitudes militantes

O.N., DU MOUVEMENT AU PARTI

Dans le numéro de juillet 1971 du mensuel *Pour un Ordre Nouveau*, François Duprat appelle à « travailler avec continuité pour supporter la crise de croissance, le passage du stade de mouvement à celui de parti que nous subissons à l'heure actuelle ». Il s'agit de « sortir du carcan universitaire pour participer pleinement à la vie politique du pays. Le virage que nous devons prendre doit se faire sans scission, avec la compréhension de tous et l'explication donnée à tous ».

Le mouvement aborde en effet un tournant délicat au printemps 1971. Le meeting et les émeutes du 9 mars ont marqué l'apogée d'Ordre Nouveau première manière. Une époque s'achève, celle du groupe de jeunes exclusivement préoccupés de lutte antigauchiste. Comment passer au stade supérieur ?

« La prochaine fois, on essaie le Parc des Princes ! », dit Alain Robert, en ne plaisantant qu'à demi.

Duprat, stratège comme toujours, observe que les conditions qui ont d'elles-mêmes permis l'expansion du mouvement ne dureront pas toujours. En Allemagne et en Italie, le gauchisme se décompose déjà entre terrorisme et liquéfaction baba-cool. Ordre Nouveau doit se préparer à rebondir sur d'autres thèmes. Ce ne sera pas facile. Si le pouvoir n'est guère chagriné que les trublions d'ultra-gauche soient contrés dans les facs, il en va autrement dès lors que les nationalistes se servent de ce tremplin pour déboucher au niveau politique. D'où la relative tolérance dont peut jouir le GUD et les interdictions répétées qui frappent Ordre Nouveau.

Pour ce qui est de la structuration en parti, il y a urgence. En dehors de Paris, O.N. n'a pu participer qu'aux élections municipales de Lille (2,2 % des voix) et à celles de Calais, où grâce à une entente avec des notables a été obtenu le score étonnant de 22 %. Ailleurs, tout reste à faire.

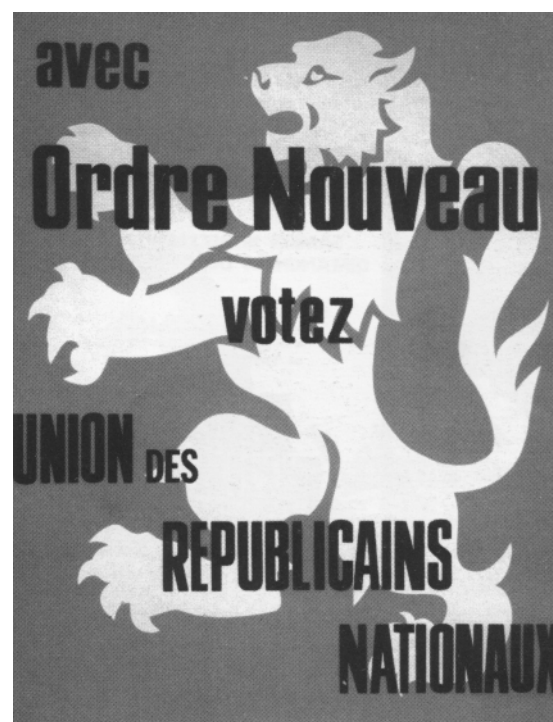
Des réunions commencent à se tenir en province. Voire des meetings quand par hasard ils ne sont pas interdits. Une administration digne de ce nom se met en place. Le recouvrement des cotisations se fait plus serré. Le mouvement se dote enfin d'un journal mensuel, *Pour un Ordre Nouveau*. Dans le numéro 0, François Duprat indique la direction à suivre sous le titre : « Pour un front national ». Longtemps avant d'être une marque déposée, la formule a été à O.N. une expression générique désignant le rassemblement de toutes les personnalités et organisations nationales disposées à coopérer avec lui.

Aussi, dans la période qui va suivre, O.N. va-t-il alterner les actions destinées à satisfaire sa base, et celles visant à tou-



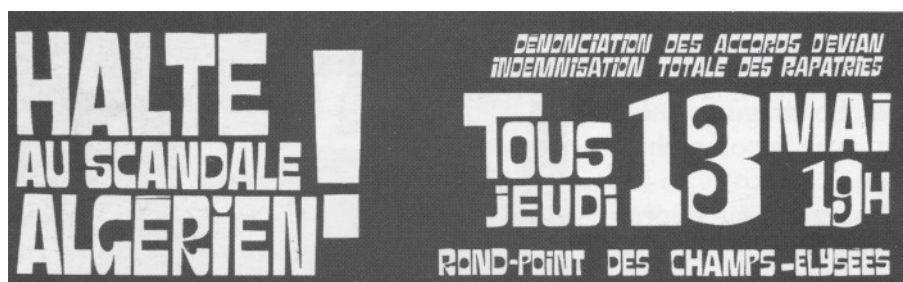
Ce n'est qu'en juin 1971 qu'Ordre Nouveau se dote d'un journal imprimé. Le mouvement a attendu d'être suffisamment fort pour être sûr que sa presse puisse s'autofinancer. Jusque-là, il se contentait d'un sporadique bulletin ronéotypé. Les ventes à la criée de Pour un Ordre Nouveau deviennent alors une des principales activités militantes. Le journal sera bientôt vendu également en kiosque.

Affiche de l'« Union des Républicains Nationaux », lancée par la section Ordre Nouveau de Lille pour les élections municipales de mars 1971.





Meeting de l'ULN (Union Lycéenne Nationaliste), tenu le 4 mai 1972 à Paris, en présence de plus de trois cents participants. La relève est assurée.



À l'appel du président B..., les caciques nationaux et les chefs d'associations de rapatriés ont dit oui à l'interdiction de la manif ! Ordre Nouveau y est donc allé tout seul, sans demander la permission à personne.



Peu avant Noël 1971, Ordre Nouveau s'offre pour le deuxième anniversaire de sa fondation deux jours d'exposition permanente au quartier Latin, à l'endroit même où une exposition organisée par Roger Holeindre avait été détruite de sanglante façon par les gauchistes, en avril 1968.

cher les éléments constitutif du front national envisagé. Parfois, les deux objectifs se superposent.

SUR LE PAVÉ

Ainsi, la crise qui survient en avril 1971 dans les relations franco-algériennes est l'occasion de toucher les milieux ex-Algérie française pour leur proposer une manifestation exigeant la dénonciation des accords d'Évian. Le projet rencontre un large accord, jusqu'à Georges Bidault inclus. Date prévue : 13 mai.

La manifestation, comme tout ce que fait alors O.N., est interdite. Georges Bidault et les notables qui l'entourent s'inclinent respectueusement. Pas O.N. Les policiers vont jusqu'à assiéger le local du mouvement pour tenter de se saisir des dirigeants et les prier, sous menace des rigueurs de la loi, de passer un communiqué annulant la manifestation. Arguant de la collégialité de la direction, les responsables gagnent du temps, n'acceptent de diffuser le communiqué qu'au dernier moment. Et à l'heure dite, malgré les charges de police, un millier de personnes convergent sur les Champs-Élysées pour montrer qu'O.N. entend envers et contre tout être présent dans la rue.

Quelques jours plus tard, les locaux du journal *Minute*, avenue Marceau, sont l'objet d'un attentat à la bombe. En quarante-huit heures, O.N. monte sans publicité aucune un rassemblement de protestation, afin de tester sa capacité de mobilisation interne. Le 18 mai, quatre cents militants se retrouvent au pied de l'immeuble avec banderoles et drapeaux. Des forces de police accourent, cognent sur tout ce qui bouge.

Brutale ou insidieuse, la répression est alors permanente.

Le 8 mai 1971, lors d'un tractage du GUD-Sciences devant la faculté de la Halle-aux-Vins, les rouges attaquent, font un prisonnier qu'ils blessent gravement. Les rescapés alertent Assas, des renforts arrivent pour tenter de délivrer le camarade. Dans la mêlée, deux agresseurs gauchistes sont touchés. Ceux-ci portent plainte auprès de la justice bourgeoise qu'ils sont censés haïr, si bien que quatre nationalistes sont arrêtés. L'un d'entre eux fera neuf mois de prison ferme.

À l'exception du pistolero Blumenthal (qui n'écopera que de six mois), aucune des innombrables violences commises contre les nationalistes ne sera sanctionnée par la justice. Robert Allo aura beau, grâce à des témoignages, identifier son principal agresseur, celui-ci bénéficiera d'un non-lieu, et les témoins manqueront de peu d'être poursuivis. Il faut aux militants des nerfs d'acier pour ne pas céder à la tentation de faire justice eux-mêmes.

Cependant, apparaîtront en marge du GUD et d'O.N. de mystérieux commandos de vengeurs masqués, baptisés GIN



(Groupes d'Intervention Nationalistes), qui, dans les années 1972 et 1973, régleront les contentieux à coups de cocktails Molotov. Voir à coups de marteau.

*Rassemblement devant le siège de Minute (dans quelques instants, Les flics vont attaquer).
Les croix celtiques font référence à l'image mythique de Jeune Nation à Alger.*

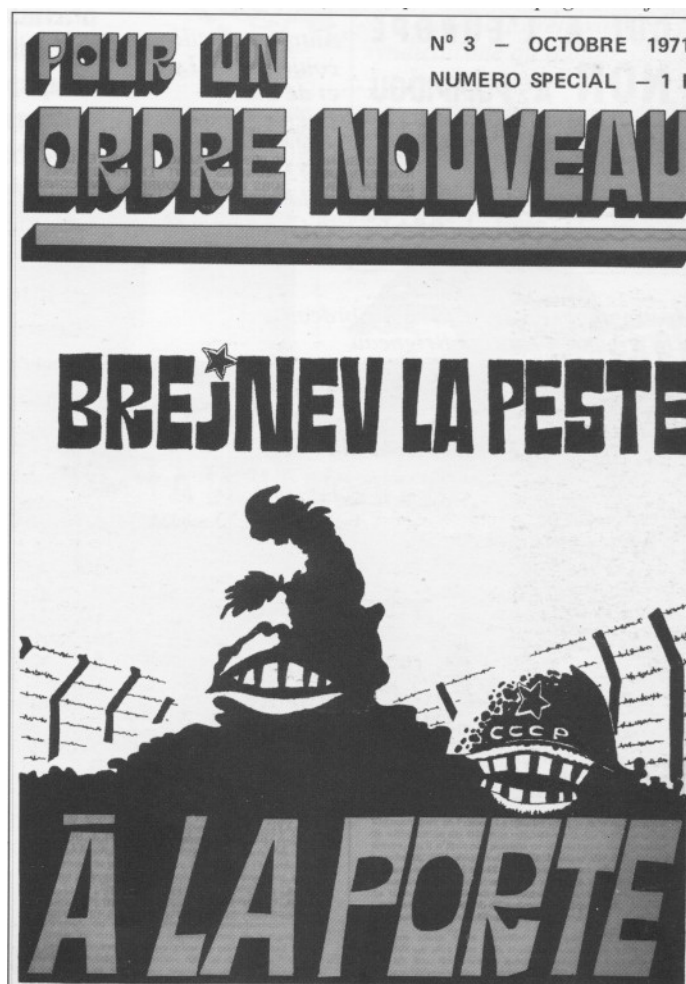
D'UNE MANIF L'AUTRE

Pour protester contre la présence à Paris de Leonid Brejnev, secrétaire général du Parti Communiste Soviétique, O.N. annonce pour le 25 octobre 1971 une manifestation place de l'Étoile, et commande en Italie un gros stock d'affiches grand format, et en quadrichromie, luxe rare. La manifestation est interdite, comme d'habitude. Et les affiches saisies par les douanes. Les militants n'en sont que plus enragés pour brûler par dizaines les drapeaux rouges ornant les Champs-Élysées, où la circulation est interrompue et pour contrer les charges de police en se servant des barrières métalliques disposées le long de l'avenue. Des manifestations similaires animent les grandes villes de province.

Devant l'accumulation des scandales immobiliers mettant en cause des personnalités proches du régime et la révélation de la feuille d'impôts extrêmement légère du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, les nationalistes passent à la vitesse supérieure en mettant en chantier une campagne sur ces thèmes. Sans vouloir refaire un 6 février 1934, O.N. espère toucher des couches plus larges en s'imposant auprès de l'opinion comme le mouvement anti-corruption.

Une première manifestation dénonçant les scandales est organisée pour le 27 janvier 1972. Toutes les polices de la région parisienne sont requises pour

Édition spéciale du journal, sortie pour la campagne Brejnev.



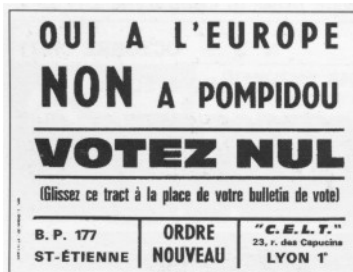


La manifestation la plus autiste de tous les temps : celle du 27 janvier 1972, reléguée par la police sur la morne avenue René-Coty. Elle a été vue par cinq ou six passants, et par guère plus de riverains...

Ci-contre, tract édité par les sections Rhône-Alpes pour la campagne Chaban.



Autre production conjointe de Lyon et de Saint-Étienne, pour le référendum de 1972, sur l'élargissement de la Communauté Européenne.



Meeting tenu en avril 1972 à Bordeaux. À la tribune, François Brigneau.



décoller les affiches et interpeller ceux qui les placardent. Les nationalistes constatent qu'ils touchent le pouvoir à un point sensible. La manifestation n'est pas interdite, mais la police intime à la dernière minute l'ordre de transférer le point de rassemblement de Vavin à Denfert-Rochereau. Là, sous la menace de bulldozers anti-barricades, elle canalise les quelques centaines de militants présents vers une avenue quasi déserte, dans l'obscurité glaciale d'un soir d'hiver...

Une seconde manifestation est annoncée pour le 1^{er} mars. Deux inspecteurs de police se pointent au siège d'O.N. pour signifier son interdiction. Les militants présents voient rouge. Excédés, ils signifient aux argousins qu'on a trop joué avec la patience des nationalistes. Ils retiennent les deux inspecteurs en garde à vue et en informent radios et agences de presse ! Séquestration de représentants de la force publique, voilà qui peut coûter cher... Les reporters accourent, O.N. passe à l'antenne et relâche ses deux hôtes avant que l'affaire tourne au vinaigre : la police allait donner l'assaut au local.

Interdiction ou pas, la manifestation du 1^{er} mars aura lieu au quartier Latin. Des centaines de militants harcèlent les forces de l'ordre, avec une hargne décuplée.

DÉBUT DU FRONT NATIONAL... ET DU GAJ

Le virage amorcé un an plus tôt par O.N. devient officiel lors du 2e Congrès national du mouvement, les 10 et 11 juin 1972. Le premier, qui avait eu lieu au lendemain du 13 mai 1970, n'avait été qu'une assemblée constitutive à laquelle prenait part qui voulait. Le mouvement a considérablement grandi entre temps, s'est durci dans l'action, ses militants se comptent par milliers. Les dirigeants sont avides de prendre la température de cette base qu'au fond ils connaissent mal, aussi la préparation du congrès est-elle un modèle de démocratie interne. Mais ils ont une certaine expérience des scissions, et savent que le virage annoncé depuis un an risque de susciter des grincements.

Informées au préalable des thèmes dont doit traiter le congrès, les sections sont invitées à en débattre et à élire leurs délégués à raison d'un mandat pour dix adhérents à jour de cotisation. Ce mode de sélection, qui sur-représente les sections constituées au détriment des éléments isolés, vise à dépister d'éventuelles oppositions organisées au sein du mouvement.

On ne sera pas déçu du voyage.

Le congrès se tient les 10 et 11 juin 1972 au *Grand Hôtel*, près de l'Opéra de Paris. Les documents préparatoires indiquaient qu'O.N. participerait aux législatives de mars 1973 sous l'étiquette « Front National pour un Ordre Nouveau ». Or, la commission élections fait valoir que ce nom n'est pas très « rassembleur », et charge son rapporteur François Brigneau de proposer au congrès

« Front National » tout court, en spécifiant qu'il s'agit de créer autour d'O.N. une structure dotée d'une vie propre. Après un long débat, la motion est mise aux voix 215 pour, 52 contre, 8 abstentions.

La minorité pèse plus lourd qu'il y paraît : elle groupe des responsables de secteurs parisiens et sections de province parmi les plus actifs, et la majorité du GUD.

En même temps que son congrès, O.N. a préparé un meeting pour le 18 juin à la Mutualité, sur le thème de la solidarité avec le Sud-Vietnam. Meeting interdit, une fois de plus. Du coup, les militants quittent leurs habits de congressistes cravatés pour réenfiler leur cuir et aller occuper la rédaction du *Figaro*, où ils ont la surprise de tomber sur un nid de gauchistes particulièrement offensifs. Ils déploient néanmoins des banderoles sur la façade.

Début septembre 1972, une délégation de dirigeants d'O.N., conduite par Pascal Gauchon et Alain Robert, est invitée à l'université d'été du Fronte della Gioventù italien, à Montesilvano, près de Pescara. C'est pour elle l'occasion de s'entretenir avec Giorgio Almirante, secrétaire général du MSI, de se frotter à une structure de parti en comparaison de laquelle O.N. n'est qu'un « gros groupuscule », et aussi de donner le bon à tirer du logo du futur Front National, qui n'est autre que la flamme du MSI adaptée aux couleurs françaises.

Avec qui le constituer, ce Front National ? Les dirigeants d'O.N. s'étaient plus à envisager l'hypothèse maximale, c'est-



2e congrès national d'O.N. Alain Robert (debout), François Brigneau et José Bruneau de la Salle. En rupture avec la tradition d'anonymat et de collégialité égalitaire à la tête du mouvement, Alain Robert se fait élire secrétaire général.



Emblème de l'UGT. On y voit une flamme d'origine italienne qui allait faire son chemin en France. L'UGT, qui se voulait organisation syndicale, s'est davantage livrée à la réflexion sur le syndicalisme qu'autre chose.

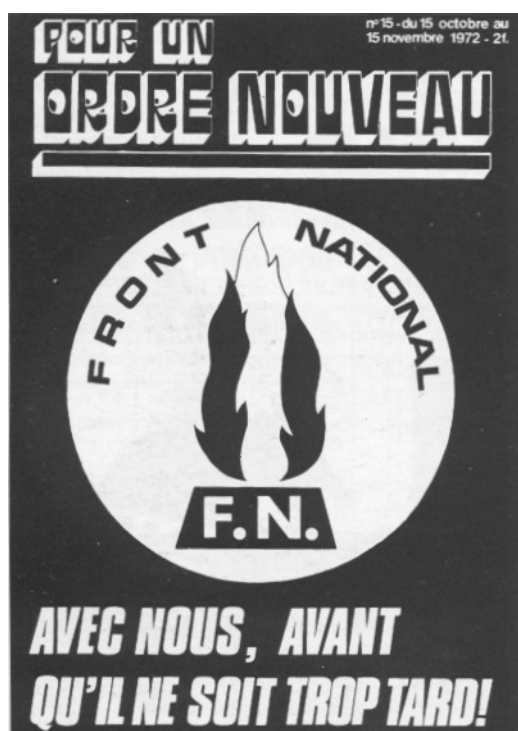
Vue de la salle du Congrès. Ordre Nouveau en costume et cravate, c'était inattendu.



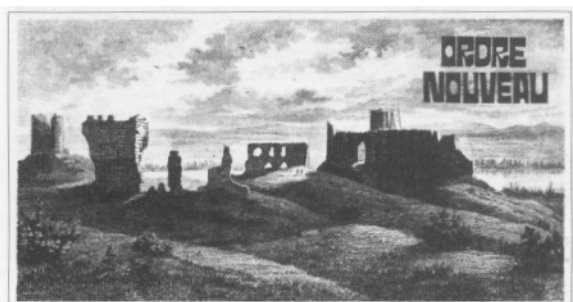
L'opinion de l'hebdo trotskyste Rouge.



Occupation du siège du Figaro (alors Rond-Point des Champs-Élysées). Ce quotidien s'était signalé par ses positions pro-communistes sur le Vietnam.



Recto de l'invitation à la soirée militante tenue le 23 septembre près de Château-Gaillard. L'Ordre Nouveau ne serait-il qu'un champ de ruines ?...



à-dire fédérer un pôle nationaliste incluant l'ancienne mouvance Europe-Action (ils s'imaginent que pour elle le GRECE est une solution d'attente avant le grand retour à la politique active), un pôle national autour de Jean-Marie Le Pen, et un pôle de centre-droit d'opposition autour de Georges Bidault.

Bien vite, il apparaît que ce Front va se réduire à un face à face entre O.N. et Le Pen, qui compare non sans justesse sa situation à celle de François Mitterrand vis-à-vis des communistes : d'un côté les réseaux d'amitiés tissés autour d'un leader naturel, de l'autre la cohérence, d'un parti qui se veut dur et discipliné (on notera que dans les deux cas, c'est le charisme qui l'a emporté contre l'organisation monolithique).

Le 23 septembre, Jean-Marie Le Pen est invité par les nationalistes à une soirée champêtre aux Andelys dans le cadre du séminaire de rentrée des cadres d'Ile-de-France et de Normandie. O.N. est comme une jeune fille qui se produit pour la première fois dans le monde au bras de son fiancé. Le courant passe, mais il y a des absences remarquées parmi les figures du GUD.

Le 5 octobre, la constitution du Front National est officiellement proclamée lors d'une réunion salle des Horticulteurs. Jean-Marie Le Pen en est le président, O.N. détient le tiers des postes dirigeants, mais fournit la grande majorité des effectifs militants et assure la totalité des prestations techniques (journaux, affiches, tracts, etc.).

Dans l'université, la vie continue. Le 27 septembre 1972 à la Sorbonne, une cérémonie d'hommage à Léon Blum est perturbée par des jeunes militants non identifiés.

Le GUD tel qu'il se présente à la rentrée d'automne 1972 n'est plus celui des années précédentes. Il exprime une génération formée depuis deux ans, qui n'a guère de passé politique en dehors d'O.N., et qui se méfie – le mot est faible – du risque de dilution de l'idéal national-révolutionnaire que fait peser à ses yeux la politique de Front National. La cassure avec O.N. est d'autant plus nette que les étudiants restés fidèles à la ligne officielle participent au lancement du Front

et ne stationnent plus à Assas. La tendance anti-F.N. y a le champ libre. Elle est menée par Patrice Janeau, responsable du GUD parisien depuis un an.

Le divorce est effectif lors du meeting organisé le 28 novembre à Assas pour dénoncer les poursuites (au demeurant parfaitement scandaleuses) intentées par l'administration contre Patrice Janeau. Invité à cette réunion, François Brigneau prononce un discours replaçant les luttes étudiantes dans le contexte politique général et célèbre l'action entreprise sous l'égide du F.N. En phrases cinglantes, Janeau réplique que la cause nationaliste n'a rien à attendre d'un conglomérat de réactionnaires.

Ce que voyant, O.N. charge une équipe d'étudiants loyalistes, menée par Bernard Houdin, de ne pas se désintéresser d'Assas et de veiller au grain. Il y a de la normalisation dans l'air, comme on dit alors à Prague. Commentaire de Janeau : « Alain Robert nous envoie ses chars ! »

Peu après, Janeau et son lieutenant Michel Bodin claquent la porte, suivis par nombre d'étudiants et de lycéens. Rejoints par Jean-Claude Nourry, militant de la première heure d'O.N. qu'il avait quitté l'année précédente, ils créent le GAJ (Groupe Action Jeunesse) et s'associent avec les solidaristes, qui pensent alors entendre leur heure sonner.

ÉMERGENCE DES SOLIDARISTES

Ce qu'on appelle le courant solidariste en est encore à chercher ses marques. Incarné d'abord par le MJR, il a végété dans l'ombre successivement d'Occident, du GUD et d'O.N. Il espérait trouver le chef capable de le sortir de l'ornière en Pierre Sergent – qui décline l'offre, par peur du ridicule. En 1971, le MJR se transforme en Mouvement Solidariste Français, avec le Dr Cassagneau pour président, Gérard Bouchet pour secrétaire général, les autres dirigeants étant Michel Boinet, Philippe Lemoult, François Martin et Jean-Pierre Stirbois.

Théoriquement héritiers en ligne directe de l'OAS, ces solidaristes de la première époque en ont gardé un langage maximaliste au-dessus de leurs moyens et un penchant pour les réseaux discrets, que ce soient ceux de Français exilés au Portugal (Aginter-Press), de Russes exilés en Allemagne (NTS), ou de la Cité Catholique. Mais cet atavisme leur inspire aussi des actions symboliques menées avec panache. Plusieurs membres du MSF sont ainsi allés distribuer des tracts anticomunistes sur le sol même de l'URSS, en se faisant chaque fois vite coffrer et expulser (Jacques Arnoult, Francis Bergeron, Anne-Marie Denis, Olivier Morize). Les autorités soviétiques grognent à la provocation, procurant au MSF une publicité dont il n'a malheureusement guère les moyens de tirer profit.

Tout change avec le ralliement du GAJ. En lui, le MSF trouve une base militante. Il triple ses effectifs, et le voilà qui devient le pôle de regroupement de l'extrême-droite anti-FN. Sous l'appellation circonstancielle d'Action Populaire, il se lance dans des opérations d'éclat, par exemple bombarder le ministère de la Justice de grenades fumigènes pour protester contre l'étouffement de scandales financiers.



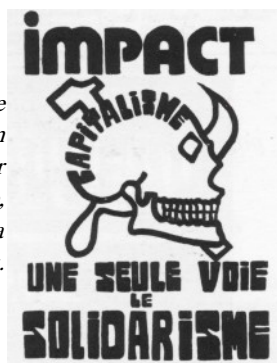
Patrice Janeau, responsable du GUD dans les années 1971/1972. Exclu de Paris I pour avoir déployé des banderoles antisoviétiques à Assas, lors de la campagne Brejnev. Un scandale sans nom, quand on pense que d'autres facs servaient alors de dépôts d'armes, de libres-services de stupéfiants et de marchés aux voleurs sans que nul gauchiste ne soit inquiété.



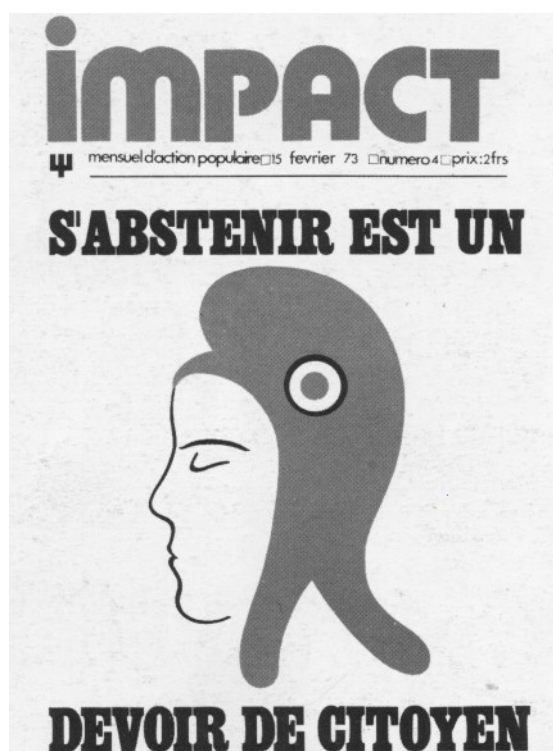


Les affiches solidaristes ne sont pas toujours très lisibles au premier abord. Mais le message de celle-ci se mémorise sans difficulté. Le « gajman » de 1973-1974 est le Mad Max du quartier Latin

Affiche sérigraphiée d'Impact. Une façon plus policée, et par conséquent plus banale, de se dire contre la réaction et les rouges.



Les solidaristes font campagne pour l'abstention. Un article de Michel Schneider explicite cette position dans le numéro d'Impact de février 1973.



Pendant ce temps, le GAJ multiplie les descentes contre les gauchistes, et ne dédaigne pas de jouer des tours pendables à la police. Alors que le GUD, bridé par le contexte électoral, s'en tient plus que jamais à l'autodéfense, le GAJ prend l'initiative d'attaques audacieuses, se rend populaire chez les jeunes tentés par l'activisme, en particulier les lycéens, que la préparation des législatives concerne peu. Face à la dégénérescence électoraliste prêtée à O.N., les « gajmen » mettent en avant un slogan sans ambiguïté : « Seule la force paie ! ». Dans la presse solidariste, Patrice Janeau dénonce la droite nationale, « qui pue comme une vieille dent creuse ».

Bref, le GAJ rejoue contre O.N. les plans qui avaient si bien réussi à Occident, d'abord face à la FEN puis vis-à-vis du Comité Tixier. Alain Robert apprécie en connaisseur, mais avec inquiétude.

L'émergence de ce solidarisme new-look est accompagnée du lancement en novembre 1972, sous l'égide de l'Action Populaire, du mensuel *Impact*, animé par Joël Freymond (ancien responsable de *L'Élite Européenne*, qui après la déconfiture de cette publication s'était éloigné d'O.N.). Techniquement bien fait, *Impact* suit une ligne attrape-tout assez peu déchiffrable, si ce n'est qu'elle dénigre le F.N. en anticipant sur les déceptions qui ne manqueront pas de survenir après le scrutin. A la veille des élections de 1973, le journal appelle à l'abstention.

LENDEMAINS DE FETE

En lançant le Front National, Ordre Nouveau a brûlé ses vaisseaux et n'a plus d'autre choix que de persévérer dans cette ligne. Le mouvement s'investit à fond dans la campagne. Toute l'activité est transférée au siège que le F.N. vient d'ouvrir rue de Surène (à deux pas de l'Elysée). Le local O.N. de la rue des Lombards est pratiquement déserté, ne serait-ce, certains soirs, les « séances de confessionnal » : c'est ainsi que sont appelées les auditions des cadres d'O.N. ou du GUD suspects de tiédeur envers le F.N., et qui sont priés de s'expliquer sur leurs états d'âmes devant un aréopage de dirigeants. C'est marche ou crève, le nationalisme à visage stalinien.

La campagne des législatives progresse, le F.N. réussit à présenter 104 candidats (une performance, sachant qu'en 1967 l'ARLP de Tixier-Vignancour n'en avait aligné que 39, et le REL pas plus de 23), dont près des deux tiers de militants d'O.N. Bernard Houdin, devenu premier porte-parole du GUD, entre en lice contre le secrétaire général du P.C., Georges Marchais soi-même.

O.N. est entré en léthargie, stoppe même la parution de sa presse (il publiait alors, outre son mensuel, un hebdomadaire imprimé), car toutes les énergies disponibles sont requises rue de Surène et dans les circonscriptions. La collaboration avec les éléments purement F.N. est sans nuage.

Un premier accroc se produit le 22 février. La veille, *Le Canard Enchaîné* a publié un article qui insinue que des tractations auraient lieu entre les milieux gouvernementaux et François Duprat. Jean-Marie Le Pen se fâche. Voilà Duprat exclu, et la position morale d'O.N. fragilisée.

Le 4 mars 1973, le premier tour des législatives accorde

une moyenne de 2,3 % des suffrages aux candidats F.N. Les nationalistes jugent ce résultat somme toute décent, encore qu'à Paris la progression par rapport aux municipales de 1971 soit mince et qu'aux avancées obtenus dans les arrondissements les plus huppés correspondent des reculs dans les quartiers populaires.

Mais chez les partenaires nationaux, c'est la consternation. Certains se voyaient déjà prendre part à des triangulaires au second tour. De-ci, de-là, on murmure que c'est O.N. qui a, par son image un peu rude, fait fuir l'électeur.

Les 24 et 25 mars, O.N. réunit un conseil national restreint pour débattre de la conduite à tenir : faut-il oui ou non dissoudre le mouvement à l'intérieur du F.N. ? Quelques voix (José Bruneau de la Salle, Alain Renault) plaident pour une fusion immédiate, certaines se prononcent en faveur d'une fusion à terme, ou conditionnelle, d'autres estiment préférable de maintenir une structure distincte à l'intérieur du F.N., ou à côté, etc. On finit par s'entendre sur une position moyenne qui n'est évidemment qu'une cote mal taillée cousue de vœux pieux : s'intégrer au F.N. en tant que tendance constituée, en contrôlant autant que possible la majorité de l'appareil et en se réservant la gestion des organisations de jeunesse.

VENDREDI NOIR A ASSAS, DEROUTE A DUROC

Entre-temps, l'agitation gauchiste connaît une brusque flambée attisée par la loi Debré qui limite les possibilités consenties aux étudiants de sursis d'incorporation. A la suite de heurts violents ayant opposé au Panthéon des éléments trotskistes à une délégation du GUD conduite par ses élus, l'adversaire conçoit à nouveau le projet de prendre Assas de force. Le 22 mars, tandis qu'étudiants et lycéens de gauche défilent par dizaines de milliers dans la capitale, le GUD protège les abords d'Assas et anime une A.G. dans le hall. Le lendemain, les nationalistes se mobilisent dès 7 heures du matin pour occuper préventivement le centre.

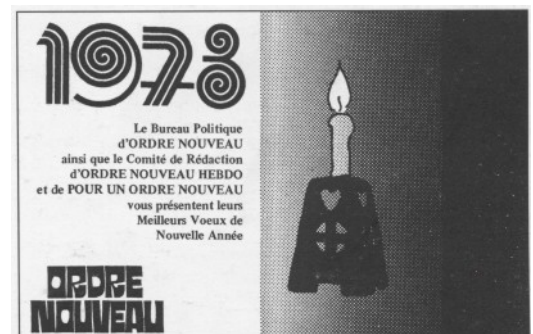
Le lundi suivant, le 26 mars, les étudiants d'Assas trouvent de bon matin leur fac occupée par une horde de gauchistes qui se croient en terrain définitivement conquis. Le GUD ameute les antimarxistes et voilà les intrus bientôt réduits à l'état d'assiégés. Il faut l'intervention de la police pour les tirer du piège où ils se sont jetés.

C'est désormais la course à qui sera le plus tôt arrivé à Assas. On croit revivre les plus chaudes journées de février-mars 1970. Le lendemain, le GUD double de justesse l'adversaire. Des bagarres éclatent aux abords du centre. Les autorités de Paris I et II en prennent prétexte pour annoncer la fermeture d'Assas, alors que le plus grand calme a régné pendant ce temps à la fac. Une conférence réunit les autorités du centre et les représentants de tous les groupes étudiants, gauchistes compris : chacun s'engage à respecter la liberté d'expression de tous dans le cadre des règlements en vigueur.

La désescalade paraissant acquise, Assas est rouvert le jeudi 29. Mais les gauchistes, incorrigibles, tentent à nouveau de prendre d'assaut le centre. Ils sont refoulés sans douceur jusqu'à la rue Vavin, filent se mettre à l'abri derrière un cor-



*Couverture du premier programme du F.N.
On y reconnaît l'inimitable plume de Gérard
Longuet, qui démentira l'avoir rédigé.*



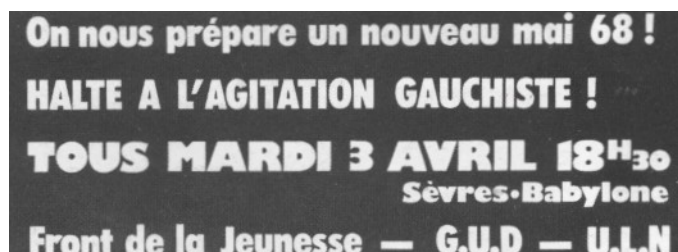
*Ordre Nouveau stoppe ses parutions en janvier
1973. La reprise en avril indique que le mouvement
entend continuer à exister en dehors du F.N.*





Extraits d'un dépliant électoral GUD

Affiche annonçant une manif maudite des dieux.



don de CRS. L'après-midi, le GUD tient un meeting dans un amphi et appelle tous les étudiants à se mobiliser le lendemain pour défendre leur fac.

Mais voilà. Les gauchistes, ayant fini par comprendre (ils leur arrive de faire preuve de raisonnement) que les assauts frontaux contre Assas ne faisaient qu'amplifier les réactions de rejet, ont changé de tactique. Ils ne cherchent plus que la vengeance. À l'aube du vendredi 30, ils se répandent par groupes dans tout le quartier, guettent l'arrivée des gudards isolés. Dès 7 heures du matin, Bernard Houdin tombe dans une embuscade. Il est bon pour l'hôpital, et son Austin Mini pour le garagiste. En son absence, c'est Roland Poynard qui organise la défense du centre, mis en alerte permanente. La direction d'Assas, qui les jours passés n'a cessé de chercher des poux dans la tête du GUD, décide de fermer le centre. Les nationalistes, scandalisés, font valoir que cette mesure risque de les jeter dans un traquenard, vu la quantité de gauchistes à l'affût alentour. Les autorités policières se portent garantes de la sécurité de tous. Sur ces bonnes paroles, Assas est évacué. Un fort groupe de militants du GUD rejoint la station de métro Vavin. Et il arrive ce qui devait arriver : sur le quai, ils sont assaillis par une meute de gauchistes armés de barres de fer contre lesquelles ils n'ont rien à opposer. Deux des principaux responsables, Benoît André et Jean-Pierre Leteneur, sont gravement touchés. Une demi-douzaine de militants sont hospitalisés à Necker. Les flics, qui montrent peu de zèle pour enquêter sur les agresseurs, cherchent noise à Houdin au sujet des barres de fer que les gauchistes ont abandonnées dans le coffre de sa voiture.

Cette journée du 30 mars restera dans la mémoire collective du GUD comme le « vendredi noir ».

Des éléments du GIN que l'on dira proches du GUD vont se livrer à d'énergiques représailles, revendiquées au nom du groupe « Vendredi Noir ». Dès le samedi 31 mars au matin, au marché Convention, un militant de la Ligue Communiste se fracture sottement le crâne en se précipitant tête la première contre le tube métallique que brandissait un passant masqué.

Dès le début de cette période d'agitation, O.N. a lancé le Front de la Jeunesse, conçu pour chapeauter le GUD, l'ULN (Union des Lycéens Nationalistes) et les jeunes travailleurs du mouvement – l'arrière-pensée étant bien entendu d'y attirer les éventuels jeunes adhérents du F.N.

En accord avec le F.N., le F.J. nouveau-né annonce une manifestation pour le 3 avril. Il est entendu que le cortège doit avoir un style plus F.N. que GUD. Donc, pas de S.O. apparent, pas trop de cuir, pas de croix celtiques, et surtout pas d'armes.

La manifestation est autorisée. Elle doit démarrer à Sèvres-Babylone. Au dernier moment, la préfecture de police, fidèle à ses vilaines habitudes, exige que la concentration se fasse au carrefour Duroc. Les organisateurs s'inclinent, canalisent les manifestants à mesure qu'il affluent. On abandonne les retardataires à leur sort et le cortège s'ébranle. A peine s'est-il étiré que jaillissent de la bouche du métro une centaine de gauchistes en armes. Ils se ruent sur les traîneurs, les frappent sauvagement. Devant, c'est la panique. Le F.J. inaugure son existence par un sprint éperdu.



Son coup fait, l'agresseur disparaît vers Montparnasse. Plusieurs blessés gisent dans leur sang sur le pavé. Les policiers ont contemplé la scène sans descendre de leurs cars.

Le soir, tout O.N. converge sur la rue des Lombards. Les militants sont ivres de rage contre les gauchistes, contre la police, mais aussi contre leurs propres dirigeants, qu'ils accusent de s'être ramollis au contact du F.N. La cote de ce dernier tombe bas. Le sentiment général est qu'il porte la poisse.

La direction d' O.N. a fort à faire pour inciter ses troupes à faire de la présence au congrès du F.N., qui se tient à l'hôtel *PLM Saint-Jacques* les 28 et 29 avril. Les militants qui y assistent ont alors la mauvaise surprise d'entendre un membre de la direction du F.N. les accuser de s'être fort peu investis dans la campagne des législatives et insinuer que l'échec électoral leur est imputable.

À la tribune, Alain Robert, abasourdi par cette provocation, ne pipe mot. Bien que constituant la majorité dans la salle, les représentants d'O.N. restent cois. On leur a appris à endurer stoïquement les sautes d'humeur des nationaux. Mais à la sortie, ils ne font pas mystère de leur sentiment : le F.N., ils n'y reviendront qu'aux prochaines élections. D'ici là, plus rien ne compte pour eux qu'O.N. sinon, ce sera le GAJ.

Le S.O. est réactivé. Les justiciers anonymes de « Vendredi Noir » ne chôment pas.

C'est dans ce contexte qu'O.N. se relance.

Duroc. En haut : quelques instant avant l'irruption des gauches. En bas : quelques instants après.



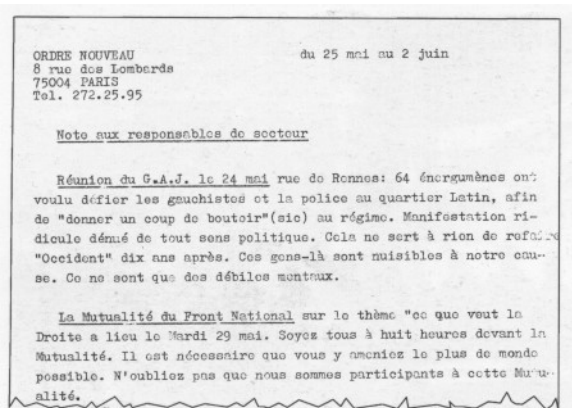
Holeindre et des rescapés de Duroc se regroupent à Montparnasse, armés de bois de chantier.

« LES RISQUES EXISTENT... »

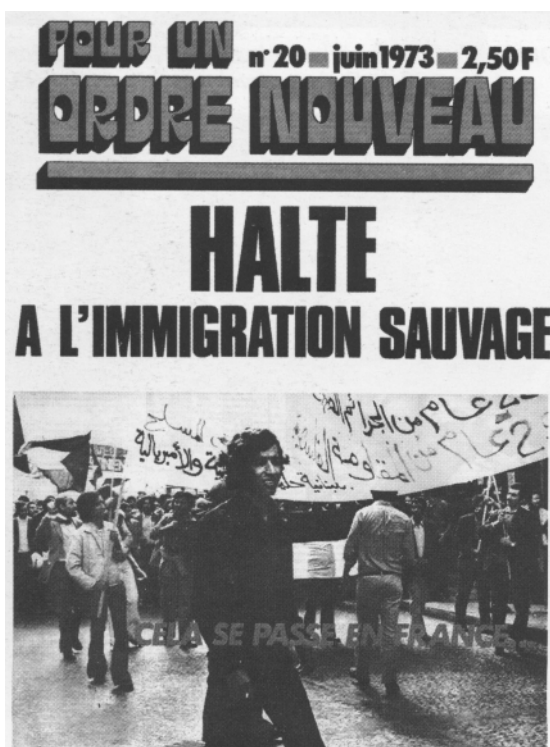
Un thème de campagne s'impose à ce moment-là aux nationalistes : l'immigration. La préoccupation n'est pas neuve, mais l'actualité lui confère une brusque acuité. Un seuil est franchi au printemps. Des grèves-bouchons, menées par des manoeuvres africains, paralysent Renault. *Le Camp des Saints*, le roman de Jean Raspail, accède à la notoriété. Dans les médias, on parle moins des « travailleurs étrangers » et de plus en plus des « immigrés ». « Immigration sauvage », le terme se met à fleurir.

On lit, dans l'éditorial du numéro de juin 1973 de *Pour un Ordre Nouveau*: « Quelque chose vient de se





Extrait d'un document interne d'O.N. On prie les militants de venir en nombre au meeting F.N. du 29 mai : c'est donc que la chose ne va pas de soi.



Alain Robert au congrès de 1973.

passer dans la conscience française. Il s'agit pour nous maintenant de transformer cette petite étincelle en flamme, d'expliquer pourquoi l'immigration clandestine, l'immigration sauvage est tolérée et même organisée, de dire tout haut qui exploite cette masse, et qui s'en sert. Qui d'autre que nous pourrait, enfin, dénoncer le scandale permanent que constitue l'importation massive de ce sous-prolétariat, masse de manœuvre des gauchistes et armée de réserve du capital ? »

Et de conclure : « Les risques existent. Ils sont même considérables. Mais ils méritent d'être pris. »

Au temps où il dirigeait la propagande d'O.N., François Duprat freinait des quatre fers chaque fois qu'il était question d'immigration. Selon lui, ce thème ne pouvait que déboucher sur une démagogie anti-arabe propre à réveiller les tendances pro-sionistes des nationaux. C'était aussi la position de Jean-Gilles Malliarakis. Mais Duprat n'est plus là. Quant à Malliarakis, il s'est éloigné du mouvement dès 1972, en désaccord avec la politique de Front National.

O.N. a donc choisi de prendre ses risques. Les angles d'attaque choisis pour cette campagne sont pourtant plutôt modérés. Les arguments économiques sont mis en avant. Distribué à des centaines de milliers d'exemplaires, le texte de la pétition lancée par le mouvement ne demande même pas l'arrêt de l'immigration, mais « l'installation aux frontières d'un triple contrôle judiciaire, sanitaire et de qualification professionnelle ». Pas de quoi fouetter un rat. Mais la campagne se déroule dans le style O.N. : bruyant, et très voyant.

En même temps, le mouvement a préparé son 3e Congrès. Il dure trois jours pleins, du 9 au 11 juin 1973, au *Novotel* de Bagnolet. On se doute que le plat de résistance sera la définition des relations avec le Front National. Le mouvement a édité dans les semaines précédentes une masse de documents (dont un livre entier) pour expliciter les thèses de ses dirigeants. Ils proposent de transformer O.N. en une centrale politique animant une série d'organisations sectorielles (UGT, EL, GUD, ULN, etc.) et participant sans s'y fonder au F.N. L'intention est de déléguer à ce dernier la gestion des campagnes électorales et de l'utiliser comme structure de liaison avec les différentes mouvances de droite qui refusent de discuter directement avec O.N. (on pense alors à l'A.F., aux catholiques traditionalistes).

La motion centrale présentée par la commission de politique générale précise que Jean-Marie Le Pen est « le meilleur fédérateur que la droite nationale pouvait trouver. C'est pourquoi O.N. entend rester au F.N. Le fédérateur que constitue le Front se doit donc aujourd'hui, avec notre appui, de tendre la



main à ceux de notre famille politique qui ne l'ont pas encore rejointe ». Mais, « l'unité n'est pas la confusion ; O.N. se réaffirme comme parti nationaliste-révolutionnaire et est conscient de ne représenter qu'une partie, forte certes mais non exclusive, de la droite nationale. C'est dans cet esprit qu'O.N. considère que l'unité est faisable, en cherchant à additionner et non pas à diluer les forces déjà existantes ». Sur près de trois cents congressistes, vingt-neuf seulement votent contre ou s'abstiennent, en général parce qu'ils trouvent que ce texte fait encore la part trop belle au F.N. Les délégués favorables à une dissolution immédiate au sein du F.N. se comptent sur les doigts d'une main. Parmi eux, François Brigneau.

Voilà donc O.N. libre d'être lui-même, de s'assumer comme mouvement de jeunes. C'est presque un retour aux sources. Alain Robert exprime ce sentiment en clôture du congrès, dans un discours qui fait une intense impression sur les militants : « Nous représentons la jeunesse, la joie de vivre de ce pays, qui a un peu oublié ce que c'est. Nous ne sommes pas des conformistes. Notre petit côté spontanéiste, nous ne le renions pas. Cet état d'esprit est assez unique, nous devons le garder ! Retrouvons la vertu d'insolence : nous voulons être hargneux, teigneux ! Nous n'avons aucune honte de ce que nous sommes, de ce que nous pensons, nous n'éprouvons aucune culpabilité ! Nous savons d'où nous venons, nous avons des héros, des martyrs – nous ne les renions pas. Notre sigle est la croix celtique – ça peut ne pas plaire, mais ça nous plaît ! Ordre Nouveau peut faire peur – mais pas à nous ! Nos vertus sont l'orgueil, l'insolence, et la jeunesse ! Nous avons du temps, précisément parce que nous sommes jeunes, mais nous avons une immense impatience ! »

ÉPILOGUE INATTENDU

21 juin, soir de solstice : O.N. tient à la Mutualité son meeting contre l'immigration sauvage.

Plutôt que de chercher l'attaque frontale, comme lors du 9 mars 1971, les gauchistes ont choisi de lancer des commandos contre les forces de l'ordre dans tout le quartier Latin, et jusque sur la rive droite. Complètement dépassés par la tactique de l'adversaire, les flics comptent plus de soixante-dix blessés.

Un détachement de la Ligue Communiste surgit devant le local d'O.N., enfonce la



21 juin : Alain Robert parlant au meeting d'Ordre Nouveau contre l'immigration sauvage.

21 juin 1973 : détachement de la Ligue Communiste en route pour son secteur d'opérations. Les trotskistes ont ce soir-là stupéfié les observateurs par la perfection de leur logistique et de leur tactique. Noter les gros pieds-de-biche.





Scène typique du 21 juin : un commando surprend sur ses arrières une colonne de cars de CRS et l'attaque au cocktail Molotov. Grâce à leur remarquable organisation, quelques centaines de trotskistes sont parvenus à mettre Paris à feu et à sang des heures durant. Techniquement, du très beau travail.



À la sortie du meeting. Alain Robert presse les militants de quitter rapidement le quartier, en restant groupés. L'ennemi rôde.



porte. La serrure cède, mais il reste une chaîne faisant entrebâilleur. Une main se faufile pour tenter de la libérer de son crochet : elle est immédiatement désintégrée par une décharge de plomb. Car un peu plus loin, l'accès aux bureaux est barré par une massive porte en acier et un mur de béton percé de meurtrières, derrière lesquelles se sont postés deux volontaires d'O.N. armés de fusils de chasse. Celui qui a tiré n'a que 14 ans. Les deux militants évacuent en hâte le local par une lucarne donnant sur l'arrière de l'immeuble. Les gauchistes se répandent dans l'entrée, mais ne peuvent dépasser la porte blindée.

Les émeutes créent une intense émotion dans l'opinion. La Ligue Communiste revendique ouvertement des actes de guerre civile. Sa dissolution apparaît inévitable.

Mais de jour en jour, la presse concentre ses attaques sur O.N. Bien que les orateurs du meeting aient été d'une grande prudence (le ministre de l'Intérieur avoue que ses inspecteurs présents sur place n'ont pu relever de propos délictueux), les médias rivalisent dans le délire antinationaliste. De *L'Humanité* au *Figaro*, c'est à qui sera le plus haineux, le plus menteur. Les partis politiques officiels emboîtent le pas. On en appelle à l'esprit de la sainte Résistance. Les pétitionnaires se déchaînent. On trouve toutes les excuses aux agresseurs gauchistes, et aucune aux agressés.

Le 28 juin 1973, le conseil des ministres déclare dissoute la Ligue Communiste. Et commet la forfaiture de dissoudre aussi Ordre Nouveau.

Le GUD à travers ses métamorphoses

La traversée des années Giscard

CRISES DE NERFS ET DÉCHIREMENTS

En apprenant la nouvelle de la dissolution d'Ordre Nouveau, des militants ont éclaté en larmes, tellement était fort le lien affectif qui les attachait au mouvement. Les dirigeants, veufs de leur organisation, s'accrochent au fol espoir qu'un recours devant le Conseil d'État viendra corriger l'injustice dont ils se sentent victimes. Sinon, toute la stratégie qu'ils avaient imaginée tombe par terre.

Tout n'est pas perdu. Le GUD et le Front de la Jeunesse sont toujours là. Et il reste le Front National, maison commune de la famille. On leur prodigue des paroles de réconfort. Mais les sinistrés d'O.N. ne sont plus en position de faire les farauds. Il est convenu qu'on se reverra après les vacances pour faire le point.

Les responsables d'O.N. vont avoir besoin d'amis dans la période qui s'ouvre. Ils ont renoué dès le lendemain de la dissolution avec Me Galvaire. Ils sortent un journal pour protester contre l'interdiction de leur mouvement et sauvegarder la cohésion de la communauté militante. Il lui donnent un titre de circonstance, *Faire Face*. Cruelle coïncidence, l'organe d'une association de handicapés moteurs porte déjà ce nom. L'édition suivante s'appellera *Faire Front*.

Un conseil national restreint tenu près de Roanne le 9 septembre est l'occasion de constater que les sections de province sont intactes. Les survivants d'O.N. en sortent ragaillardis, se croient en mesure de peser de tout leur poids dans le F.N.

Trois jours plus tard, à Paris, au premier comité directeur de rentrée, c'est la douche. Les ex-O.N. comptaient renforcer leur position au bureau politique ; Jean-Marie Le Pen répond qu'il a besoin d'un bureau homogène, sans représentation de tendances – donc sans eux. Une seconde réunion est l'occasion de longues variations sur le canevas « Qui t'a fait comte ? – Qui t'a fait roi ? ».

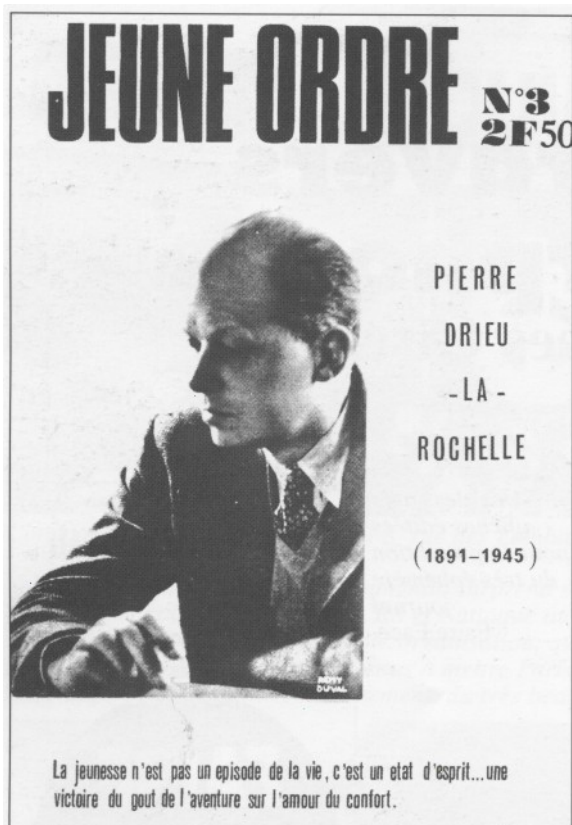
Le troisième comité directeur ne fait que durcir les positions. Plus rien n'est négociable. On s'accuse mutuellement de débauchage, O.N. exige un congrès extraordinaire dans les trois mois, les autres rétorquent que le comité directeur a pouvoir de modifier la composition du bureau politique, on en appelle de tous côtés au règlement intérieur, aux statuts... On se croirait dans une A.G. étudiante de la haute époque, quand la Corpo Droit de Paris bataillait contre la direction de la FNEF. Le Pen dispose dans ce domaine d'une expérience à

*Une des rares
affiches éditées
pour la promotion
du très éphémère
journal
Faire Face.*



Un exemple d'affichette artisanale que concevaient eux-mêmes les militants des comités Faire Front.





Un des premiers numéros de l'ULN (Union des Lycéens Nationalistes).

Pour les ex-militants d'Ordre Nouveau, c'est une époque de crises de nerfs et de paranoïa



Ce numéro de Faire Front a été saisi pour utilisation abusive de l'appellation « Journal du Front National ».



laquelle il est risqué de se mesurer. Il motive par une métaphore maritime son refus de reconduire les naufragés d'O.N. à des postes de responsabilité : « Vous avez mené votre propre barque sur les rochers ! Comment pourrais-je désormais vous confier un commandement ? »

Le lendemain 25 septembre, a lieu dans une salle de l'Hôtel Moderne, place de la République, l'assemblée générale des adhérents du F.N. de Paris. Deux cents personnes s'y retrouvent, dont par force une grosse majorité d'ex-O.N. Dans son exposé de politique générale, Jean-Marie Le Pen, au détour d'une période sur l'immigration, adresse ses félicitations à l'auteur d'une tribune libre consacrée à ce sujet, parue l'après-midi même dans *Le Monde* sous la signature de Jack Marchal, qui y résume la position d'O.N. et de Faire Front. Un jeune adhérent d' O.N. s'écrie « Récupération ! », suivi de dix, de cent autres, qui se lèvent en hurlant... Devant l'inférel chahut, Le Pen et ses amis quittent la tribune en emportant le micro.

O.N. a fait son gros caprice. La rupture est consommée.

On ne sait pas bien comment on en est arrivé là.

Mais on y est.

UN AUTOMNE POURRI

Sinistre fin d'année 1973. *Faire Front* a cru intelligent de se donner pour sous-titre « Journal de Front National », ce qui ne lui rapporte qu'une saisie ordonnée par le tribunal des référés à la demande du Front National. Pour comble, le mouvement doit faire son deuil du matériel, deux duplicateurs notamment, dont Ordre Nouveau avait fait apport au F.N. Ces équipements servent désormais à ronéotyper de violentes attaques contre leurs ex-propriétaires. Car François Duprat, après s'être effacé huit mois durant, vient de refaire surface – il a été réintégré au F.N., où son génie longtemps bridé de la polémique se donne maintenant libre cours contre ses ex-camarades d'O.N.

Faire Front, le mouvement nouvellement constitué, compte se lancer en appliquant un plan de bataille déjà testé du temps d'O.N. : une série de réunions locales dans tous les quartiers de Paris, puis un grand meeting central. L'actualité livre un thème provocateur à souhait : le Chili, où le putsch du général Pinochet, avec le soutien d'une majorité de la population, vient de faire imploser le régime socialo-communiste de Salvador Allende. Mais à peu d'exceptions près, les treize réunions programmées sont interdites. Quelques jours avant le meeting prévu pour le 19 décembre à la Mutualité, la direction de la salle fait savoir que celle-ci sera inopinément en travaux à cette date-là. En remplacement, *Faire Front* veut organiser ce même jour une manifestation de soutien au nouveau régime chilien : interdite elle aussi. Même chose pour les meetings planifiés en province. À se taper la tête contre les murs.

En désespoir de cause, le mouvement organise une série d'actions symboliques de protestation. À Paris, un groupe de militants occupe le siège de la Ligue des Droits de l'Homme et envoie, de la part et aux frais d'icelle, un télégramme de congratulations à Son Excellence le général Pinochet. D'autres s'installent sans façon dans les locaux de *L'Unité*,

l'hebdomadaire du PS, et prie son directeur Claude Estier de rester pour leur tenir compagnie. Le téléphone sonne : c'est François Mitterrand, à qui il est répondu que « c'est occupé », et que « Monsieur Estier n'est pas libre ». A Marseille, des militants s'enchaînent dans les studios de *Sud-Radio*. Des manifestations similaires ont lieu dans une douzaine de villes de province.

Si elle n'a pas entraîné d'hémorragie militante, la rupture avec le F.N. a éloigné de *Faire Front* beaucoup d'adultes. Bizarrement, en dépit de son manque de notoriété et de son isolement, *Faire Front* recrute beaucoup à cette époque, surtout en province, singulièrement dans l'Est. Il touche une clientèle neuve, qui trouvait auparavant l'Ordre Nouveau trop répulsif et juge à tort ou à raison le Front National trop vieillot. Cette observation amènera les dirigeants de *Faire Front* à estimer qu'il existe un espace pour un nationalisme moderniste, rigoureux dans la théorie mais flexible dans la pratique : c'est ce qui conduira un an plus tard à la création du PFN. Mais nous n'en sommes pas là.

Pour l'heure, ce sont surtout des éléments très jeunes qui rejoignent le mouvement. Tout le travail fait depuis deux ans pour extraire le nationalisme de sa classe d'âge originelle est réduit à néant.

Il y a cependant un endroit où les jeunes manquent, et dramatiquement : Assas.

MAIS OÙ EST PASSÉ LE GUD

À la rentrée 1973, le GUD est en état de coma dépassé. Encéphalogramme plat. Il reste bien quelques pionniers de la grande époque 1970/1972, comme Roland Poynard, qui approchent du terme de leurs études ; ils ont passé l'âge de faire de l'agitation quotidienne en-dessous du DEUG. Il n'y a guère que Jean-Yves Bouvier et Philippe Pénière pour accueillir deux débutants de première année, Olivier Carré et Jean-François Santacroce, auparavant militants lycéens d'O.N.

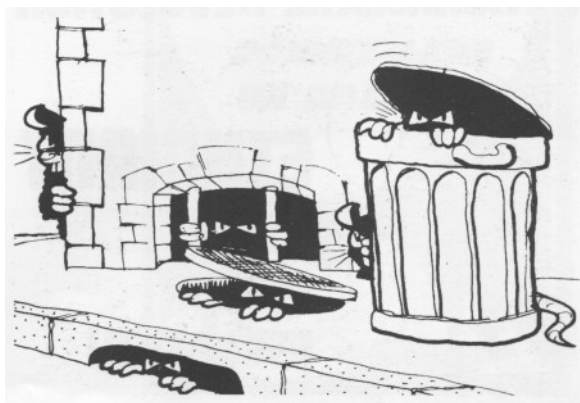
En face, il y a le GAJ, qui regroupe jusqu'à une trentaine de militants à Assas, où il s'est constitué en syndicat sous l'étiquette FEN (Front des Étudiants Nationalistes), qui fait référence à une prestigieuse tradition. Bruyants, mobiles, sûrs d'eux et dominateurs, les fiers gajmen paraissent avoir recueilli et fait fructifier tout l'héritage du GUD des années de gloire. Le hall résonne de leur rumeur. Leurs expéditions audacieuses, sanctionnées par un nombre respectable de nuits de garde à vue et d'inculpations, leur confèrent l'aura de bandits d'honneur, mais ils entretiennent aussi une équipe d'intel-



27 février 1974 : assemblée générale des comités Faire Front de la région parisienne. Ce mouvement persiste encore à se réclamer du Front National, dont il se considère comme la substance militante. De gauche à droite Pascal Gauchon, Gabriel Jeantet, François Brigneau, Roger Charbonneau et le docteur Nathalie Navarre.



1^{er} mars 1974 : le responsable du GUD Roland Poynard prend la parole lors d'une réunion du comité Faire Front de Paris. Sa coupe de cheveux correspond aux canons gudistes du début des années 70. On voit que du temps a passé depuis... De gauche à droite Eric Delcroix, Jean Silve de Ventavon, Roland Poynard, Alain Robert.





Olivier Carré (Autoportrait au fusain), figure clef du redémarrage du GUD à la fin de 1973. Mort accidentellement le 31 août 1994.

Le rat noir est entré dans le patrimoine commun à tous les nationalistes étudiants.



lectuels telle que le GUD n'en avait jamais eue. D'ailleurs, ils contrôlent aussi une association culturelle, le Cercle Henry de Montherlant.

Les trois pelés du GUD font en regard bien pâle figure. On se gausse cruellement de ces attardés d'O.N., dissous par Marcellin, bernés par Le Pen, cocus, battus, compromis avec cet infortuné mouvement *Faire Front* qui n'arrive pas à se dépêtrer de l'étouffoir, et que les tracts du GAJ qualifient de « groupuscule réformiste »...

Un trimestre plus tard, changement complet. C'est devant le panneau du GUD que s'amassent les foules. Un essaim de minettes vibronne autour des beaux gudards. Et des gudards, la fac en est à nouveau pleine. Le GUD est redevenu le mouvement à la mode, celui qu'il est chic de fréquenter, en compagnie duquel on n'est jamais ridicule, que le contexte soit ludique, mondain, ou belliqueux.

Que s'est-il passé ? L'infime noyau de départ a fait preuve d'intelligence tactique, en développant une propagande adaptée et en se donnant le style qui sied à l'époque. Le panneau du GUD est redevenu le plus suivi. Olivier Carré est un dessinateur surdoué et un humoriste mordant.

Reste que cette résurrection du GUD constitue une des plus grandes énigmes de cette histoire. Un mystère absolu. On est tenté d'y voir l'intervention de facteurs magiques. À juste titre, car c'est bien de cela qu'il s'agit : il y a une magie GUD. Elle n'est accessible qu'aux responsables en exercice du GUD. Elle est l'incommunicable secret du Rat noir.

CASQUES NOIRS CONTRE CASQUES ROUGES

Forts de leur savoir-faire, des militants du GUD iront jusqu'à draguer (non sans succès) le cheptel féminin des frères ennemis du FEN-GAJ. Ce qui n'arrangera pas les relations déjà tendues entre les deux tribus rivales.

Assas demeure le village d'Astérix qui seul résiste à la domination de la gauche, mais l'épisode qu'on y joue à cette époque est *La Zizanie*. Des heurts violents avaient déjà opposé gudards et gajmen début mars 1973 ; les offensives gauchistes des semaines suivantes étaient venues à point reconstituer l'unité du front antimarxiste. Mais en cet hiver 1973/1974, l'ennemi a le malheur de se tenir tranquille. Les antagonismes GUD-GAJ vont donc pouvoir se déchaîner en toute quiétude, sous l'oeil ironique des étudiants démocrates.

Afin de prévenir toute confusion avec les casques noirs du GUD, les gajmen ont adopté des casques rouges (plus tard, le S.O. du Front National de la Jeunesse se distinguera par des casques bleus). Face à la croix celtique à laquelle le GUD reste obstinément fidèle, le GAJ arbore le trident, transmis par le MJR, le MSF et l'Action Populaire. L'emblème est supposé signifier l'union des paysans, des ouvriers et des intellectuels les gudards, par dérision, l'ont baptisé la « fourchette ».

D'injures en pugilats, de guets-apens en rixes caractérisées, les incidents vont prendre un tour aigu. Le 21 février 1974, une trentaine de gajmen attaquent au cocktail Molotov le local du GUD à Assas. La police et les pompiers doivent intervenir pour dégager les gudards pris au piège ! Le local du GUD à

Sceaux subit peu après le même sort. De nouveaux affrontements graves se déroulent dans le hall d'Assas les 4 et 5 mars. Alain Robert lui-même, qui affectait depuis des années de se désintéresser des histoires d'étudiants, rameute l'arrière-ban de *Faire Front* pour rétablir la situation à Assas.

Une paix armée va enfin s'instaurer entre les deux bandes antagonistes. Qui finissent par se rendre compte, il était temps, que question connerie, tous les records ont été battus. A l'hostilité ouverte va succéder la concurrence, avec des surenchères dont les gauchistes feront fréquemment les frais. Faute de venir à Assas, Assas viendra souvent à eux dans cette période. La meilleure auto-défense se révèle alors être l'attaque.

Cette opposition GUD-GAJ permet de voir comment deux traditions issues du GUD originel ont évolué différemment. Le GAJ de 1974 poursuit dans le style doctrinaire et militarisé du GUD de 1970 ; il en a conservé un révolutionnarisme verbal qui commence à dater (en réalité, il recrute surtout dans les élites sociales), mais a quelque peu laissé en route le cynisme facétieux des débuts.

Avec le nouveau GUD de 1973, cet esprit de dérision va atteindre des sommets – mais allié, comme toujours, à un sens de l'efficacité dont on ne soupçonnera jamais l'implacable dureté.

L'ÉVOLUTION DE LA CULTURE GUDISTE

C'est dans ce contexte qu'apparaît, en, décembre 1973, le premier numéro du mensuel *Alternative*. L'idée était dans l'air depuis longtemps déjà. À ses deux derniers congrès, Ordre Nouveau avait débattu d'un projet de journal satirique. Sachant que les nationalistes sont bien plus doués de fantaisie et d'humour que n'importe qui, comment se faisait-il que leurs journaux soient si maussades ? Les urgences de l'action quotidienne n'avaient pas permis jusque-là de concrétiser l'idée.

Avec la dissolution d'O.N., l'autonomisation de ses composantes et le besoin qu'éprouvent les militants de marquer leur différence aussi bien vis-à-vis des nationaux que des néo-solidaristes du GAJ, le projet va refaire surface. Roland Poynard fait jaillir l'étincelle en unissant les talents d'Olivier Carré (GUD), d'Yves Van Ghele (Front de la Jeunesse), de Jack Marchal (*Faire Front*) et d'une équipe de normaliens anciens d'O.N., dont Thierry Buron et Pascal Gauchon. Leur plan est d'une divine simplicité : ils veulent faire rire de ce qui les fait eux-mêmes rire, et écrire ce qu'ils pensent comme ils le disent.

La saga d'*Alternative* est lancée. Le journal se réfère explicitement à la quintessence de l'esprit du GUD, bien que ce dernier ne soit que minoritairement impliqué dans sa conception. Mais il est entendu que le GUD, même quand il cesse presque d'exister, demeure le noyau dur de tout le mouvement nationaliste, sa souche-mère. Sans GUD, pas d'O.N., pas de F.N., pas de GAJ... Tout procède du Rat noir.

Le premier numéro d'*Alternative*, rédigé et dessiné dans une ambiance de fiévreux bricolage, donne le ton avec sa couverture restée célèbre. Bien qu'on ne se fasse guère d'illusion sur la vraie nature de Pinochet, bel exemple de ganache



Alternative est le miroir de la sensibilité spécifique propre au GUD et au FJ durant l'interrègne provoqué par la dissolution d'Ordre Nouveau et la rupture des liens avec le Front National. Ce légendaire fanzine cessera de paraître à l'automne 1979, considérant avoir épuisé sa fonction.





Conférence à Assas du Cercle Défense de l'Occident.
De gauche à droite : Pascal Gauchon, Pierre-Marie
Diudonnat et Maurice Bardèche.

bureaucratique, il fait figure de mascotte. D'ailleurs, il porte un nom français, rigolo au surplus. Le Chili est une source de gags d'autant plus désopilants qu'ils mettent en rage les adversaires. Durant plusieurs années, une plaque libellée « Parc Salvador-Allende », dérobée sur le territoire d'une municipalité communiste, ornera le mur de la salle 417, local du GUD à Assas, retouchée en « Porc Salvador-Allende ».

Cependant, ne l'oublions pas, le GUD n'est jamais aussi sérieux que lorsqu'il s'amuse. À Assas, la direction bicéphale du mouvement, Philippe Péninque et Jean-François Santacroce, prend des mesures afin de renforcer le niveau de formation politique de ses nombreuses

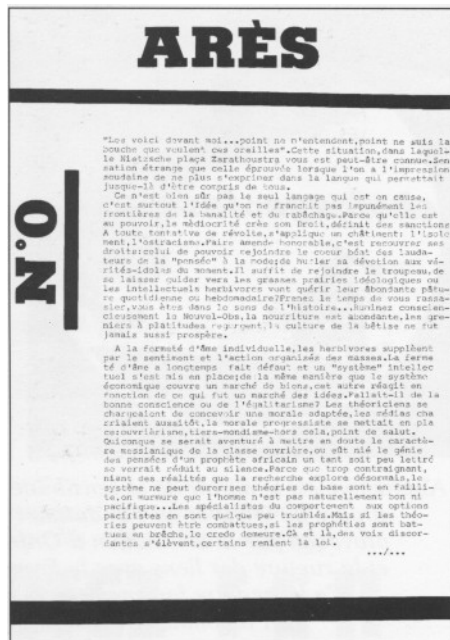
nouvelles recrues, venues au GUD plus pour l'ambiance (super) et l'image de marque (excellente) que mues par une réelle démarche politique. Ils créent des cercles de réflexion chargés d'organiser des cycles de conférences, le Cercle Défense de l'Occident, dont le maître à penser obligé est Maurice Bardèche et le Cercle Oswald Spengler, qui éditera une revue théorique des plus pointues, *Arès*.

La formation et l'encadrement des activités des lycéens ne sont pas négligés. UULN, Union des Lycéens Nationalistes, qui existait déjà sous O.N., se maintient et se transforme en UDL, Union et Défense des Lycéens. En septembre 1974, Gilles Soulas, responsable GUD-F.J. de Paris, crée les CDL, Comités de Défense des Lycéens, moins marqués politiquement que l'UDL afin de recruter plus largement dans les lycées et faire venir au nationalisme ceux qui s'effarouchent à la vue d'une croix celtique. Les résultats de cette tentative seront loin d'être négligeables.

ON VIT UNE DROLE D'ÉPOQUE

La disparition de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, provoque une élection présidentielle anticipée. Trois grands candidats sont en lice : François Mitterrand, Jacques Chaban-Delmas, et Valéry Giscard d'Estaing. Les organisations de la droite catholique soutiennent le très pudibond Jean Royer, le Philippe de Villiers de l'époque. L'extrême droite « laïque » soutient plutôt Giscard, dans l'espoir qu'il lèvera les équivoques léguées par le gaullisme. L'hebdomadaire *Minute* pousse en ce sens. Dans ces conditions, la candidature de Jean-Marie Le Pen, pour courageuse qu'elle soit, apparaît d'avance marginalisée.

Giscard a un problème : il a des moyens, mais pas de militants. *Faire Front* a des militants, et des dettes... Or, les ex-nationalistes qui font carrière chez Giscard se livrent à un débauchage insensé auprès des jeunes du GUD et du F.J. Plutôt que de subir le mouvement, *Faire Front* préfère l'accompagner, et met son S.O. à la disposition des giscardiens, moyennant rétribution. Durant toute la tournée de Giscard en province, un



Le premier des cinq numéros d'*Arès*, revue
de théorie politique éditée par le Cercle
Oswald Spengler (GUD).



Extrait d'*Alternative*, qui reflète l'état d'esprit des
militants-mercenaires qui ont participé à la campagne
de VGE pour l'élection présidentielle.

car peuplé d'une cinquantaine de militants suit le futur président à la trace. Des équipes supplémentaires viennent renforcer les effectifs lors des grands meetings. Mille francs de l'époque par jour et par personne pour préserver Giscard de la colère du peuple de gauche, telle est la somme rondelette que le service d'ordre fait entrer à parts égales dans les caisses du mouvement et les poches des militants, qui ne peuvent s'empêcher de trouver bien des charmes au mercenariat.

Ce S.O. aura parfois fort à faire, comme au meeting de Rennes, attaqué par les gauchistes. Les nationalistes se piquent au jeu, se défendent à l'aide de haches et de lances à incendie. On verra même un gudar brandir une scie égoïne. Le GAJ tire également profit de la campagne Giscard, d'où certains dilemmes déontologiques, les relations avec le GUD restant encore fraîches. Lorsque des militants des deux groupes se croisent au hasard des étapes de la tournée, ils n'échangent pas un mot, sinon pour se traiter mutuellement de « vendus ». On vit une drôle d'époque.

Jean Royer suscite autour de lui un quasi-œcuménisme : ses réunions sont protégées aussi bien par les catholiques traditionalistes que par des monarchistes, des associations pétainistes et l'Œuvre Française; GUD et GAJ seront également de la partie.

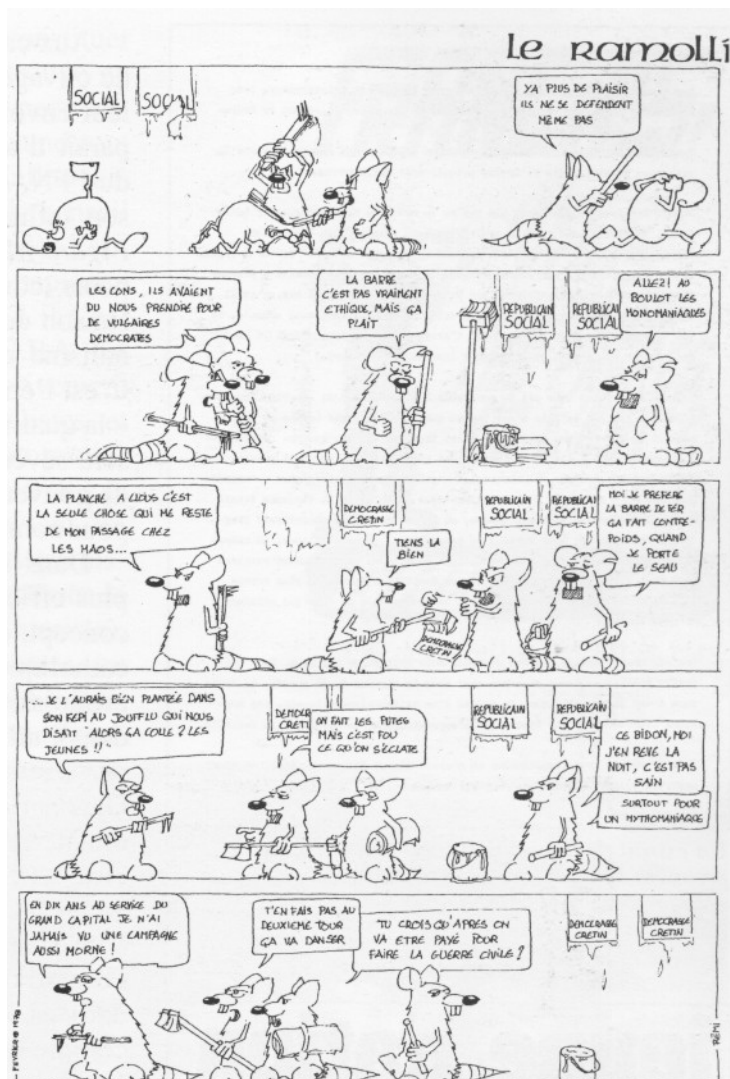
ÉTAT DES LIEUX

On ne va pas s'ennuyer, pendant les années Giscard. La chronique des événements courants sera fertile, agitée, pleine d'imprévus et de rebondissements.

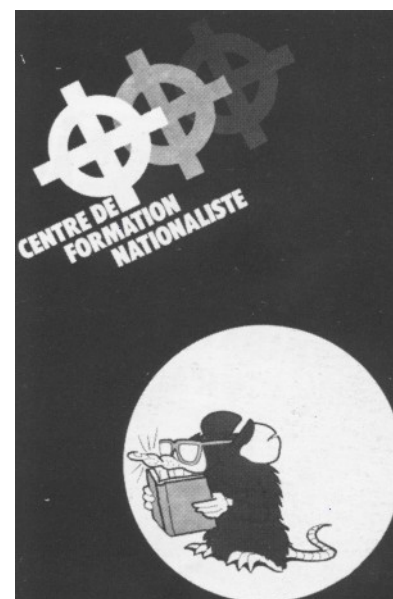
Mais vues en perspective, ces années 1974/1981 apparaissent comme une ère de glaciation. Le mouvement nationaliste terminera ces années comme il les a commencées : actif dans la rue, mais politiquement inexistant, car divisé.

Comme chacun sait, *Faire Front* allait à l'automne 1974 fonder le PFN, Parti des Forces Nouvelles. La force de celui-ci sera son équipe dirigeante en grande part issue d'O.N. (François Brigneau, Pascal Gauchon, Alain Robert), renforcée d'éléments venus du Front National (Roland Gaucher, Jean-Claude Jacquard), mais surtout sa base très active, reposant essentiellement sur les jeunes du GUD et du F.J. En face, le Front National compensera son handicap militant par le fait d'avoir à sa tête une « bête » politique de grand format. L'équilibre des forces qui en résulte va consacrer pour près de dix ans la division du camp national, et son impuissance politique.

Dans l'université, c'est l'antagonisme GUD-GAJ qui empêchera le mouvement nationaliste de percer. Encore début 1972, le GUD s'imaginait en passe de réaliser autour de lui l'unité des étudiants non-marxistes. Deux ans plus tard, il lui faudra prendre acte de ce que la scission du GAJ et les chamailleries qui en ont résulté ont permis pendant ce temps à l'UNI de prendre la place qu'il convoitait.



Bande dessinée tirée du numéro de février 1978, de Balder (journal du GUD-F.J. de Rouen). Croquis d'ambiance évoquant les états d'âme des mercenaires enrôlés dans la campagne présidentielle de 1974.



Le F.J. se dote d'une structure de formation des militants.



Un extrait de la circulaire qui officialise la première rupture entre les solidaristes « historiques » et le GAI.



Dès avril 1975, Impact sera remplacé par le journal Jeune Garde Nationaliste, qui deviendra en juin 1977 Jeune Nation Solidariste.

Aux causes de divisions sus-évoquées va s'ajouter une ligne de clivage déterminée par les « métapolitiques » qui prennent leur envol durant ces années Giscard. L'ascension du GRECE paraît d'abord irrésistible. La première brochure idéologique du PFN, *Propositions pour une Nation nouvelle*, se ressent de son influence. Le GRECE réussira un temps à contrôler *Le Figaro Magazine*. Le néo-paganisme intello paraît alors s'imposer comme l'idéologie officielle du conservatisme laïc ! Raison de plus pour le PFN de considérer qu'entre son nationalisme et la droite gouvernementale, le fossé est comblé. C'est l'époque où le PFN conçoit le projet utopique de devenir « la quatrième composante de la majorité » ! Le retour de bâton sera sévère. À la fin des années 70, il apparaîtra que la droite de gouvernement, plutôt que le gourou Alain de Benoist, a pris pour conscience morale Simone Weil.

Dans le camp national, une autre métapolitique, d'autant plus efficace qu'elle n'a pas la naïveté de mettre en avant le concept, monte en puissance durant l'ère Giscard : celle des catholiques, de plus en plus traditionalistes. Leur ralliement progressif au Front National jouera un rôle non négligeable dans l'affaiblissement du PFN vers la fin des années 70, avec par exemple le retour de François Brigneau et de Roland Gaucher au bercail FN. *Le Figaro Magazine*, encore lui, sera touché par cette vague chrétienne, venant après celle « greciste » (il y en a quand même un qui est parvenu à surfer d'une vague à l'autre sans choir de sa planche : Patrice de Plunkett).

Ces métapolitiques opposées ont dès avant la campagne Giscard ouvert une fracture dans le camp solidariste. Les solidaristes « historiques » issus du MJR et du MSF se rendent compte qu'ils sont marginalisés au sein de leur propre mouvement. Ils ont servi de porte-greffe à quelque chose qui est en train de les vampiriser. Ils n'ont aucune influence idéologique sur les nouveaux-venus du GAI. C'est au contraire ce dernier qui infecte leurs rangs d'un esprit hérité de l'école GUD. Les gajmen n'en font qu'à leur tête, boycottent la diffusion d'Impact, qui cesse de paraître au printemps 1974. À Assas, leur Cercle Henry de Montherlant va jusqu'à inviter des conférenciers du GRECE. Du solidarisme, ils n'ont retenu que le trident, dans lequel certains disent voir un symbole de la tripartition fonctionnelle indo-européenne, voire une forme de rune de la vie... Et comme le projet de supplanter le GUD grâce au GAI a échoué, les « historiques » en viennent à juger que le jeu n'en vaut plus la chandelle. La cassure est consacrée par une circulaire adressée aux vieux routiers du MJR-MSF. Co-signée par plusieurs responsables solidaristes historiques, elle affirme : « Force est de constater l'échec global », et rappelle : « Le solidarisme s'appuie sur la philosophie intégraliste, et n'a donc rien à voir avec le matérialisme, quels que soient son qualificatif et son élégance. En particulier, le matérialisme dit "biologique", relais du matérialisme dialectique, est opposé totalement au solidarisme. »

Le reclassement qui s'ensuit ne sera pas sans conséquences.

La plus immédiate est, durant l'année universitaire 1974/1975, un provisoire rapprochement entre GUD et GAI, matérialisé par la présentation de listes communes à Assas, sous l'étiquette « Rassemblement pour un Ordre Nouveau ».

Certains solidaristes « historiques » tentent de reconstituer un MSF, d'autres restent avec le GAJ. Et on se retrouve en 1975 avec deux demi-groupuscules atones, sans perspectives. Et qu'arrive-t-il dans les périodes de basses eaux, quand tout est bloqué de tous côtés ? Parbleu : Jean-Gilles Malliarakis revient faire don de sa personne à la cause. Membre du conseil national d'Ordre Nouveau en 1970, il s'était fait rare dès l'année suivante, se limitant à donner de loin en loin des papiers à *Pour un Ordre Nouveau*. À partir du printemps 1972, il s'esquive. Et le revoilà trois ans plus tard qui lance une O.P.A. sur le GAJ tombé en déshérence et lui imprime progressivement une ligne nettement inspirée des idéologies socialistes et nationales françaises début de siècle, où se combinent proudhonisme et barrésisme. Cette évolution va mener en 1978 à la création du MNR, dont il sera question au chapitre suivant. En attendant, elle provoque le départ des derniers solidaristes historiques, comme Alain Boinet, qui s'efforce de perpétuer la tradition du MSF avec le GAS (Groupe Action Solidariste), jusqu'à l'extinction de ce dernier début 1978. D'autres, en totale contradiction avec la raison d'être initiale du GAJ, finiront par passer au Front National (Michel Collinot, Jean Claude Nourry, Jean-Pierre Stirbois).

Cette longue parenthèse faite, revenons au propos essentiel du présent ouvrage, dont le caractère gudocentrique aura déjà sauté aux yeux du lecteur, nous n'en doutons pas.

LE GUD, FER DE LANCE DU PFN

L'été 1974, quelque quatre-vingt militants du GUD et du F.J. prennent part à un camp-école en Corse. Le site se trouve le long d'une petite route parcourue par des transports de troupes, car l'armée est mobilisée contre les incendies qui ravagent la région. Le hasard a voulu qu'un de ces détachements soit mené par un ex-gudard récemment appelé sous les drapeaux, le sergent Joël Dupuy. Chaque matin et chaque soir, celui-ci ordonne à ses hommes, lorsqu'ils passent devant le camp, de saluer comme il doit l'être le beau drapeau noir à croix celtique qui flotte dans l'azur. On peut tout demander au soldat français, c'est prouvé.

La renommée du sergent Dupuy va dépasser le niveau anecdotique avec la campagne antimilitariste qui éclate à l'automne 1974. Les gauchistes ont créé des Comités de Soldats dans les casernes et lancé le manifeste « Appel des 100 », véritable incitation à la mutinerie. Parmi les signataires, Joël Dupuy, qui affirme avoir été mouillé à



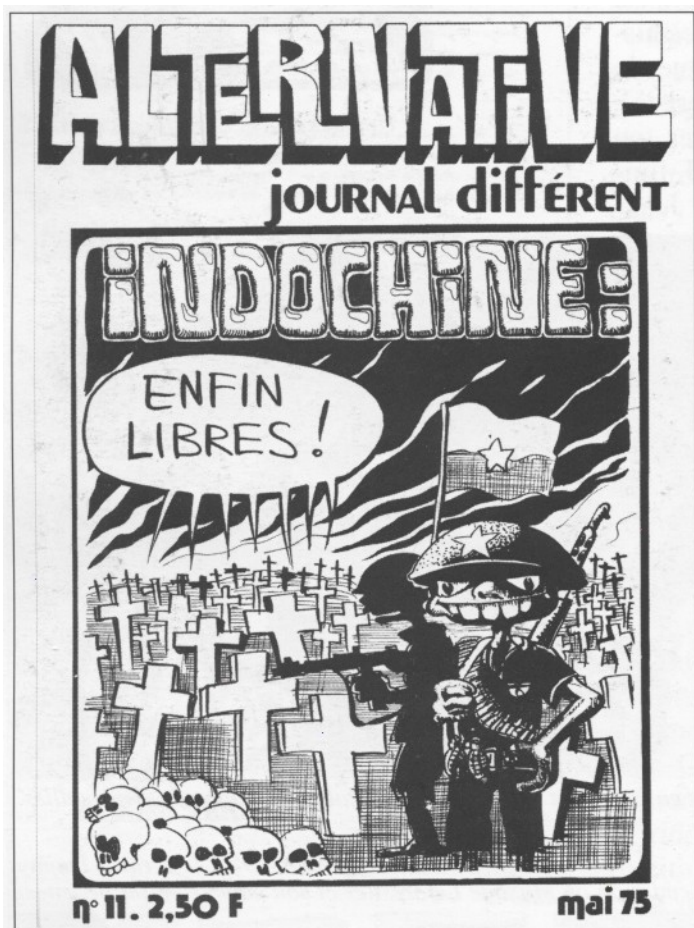
Une des dernières affiches du GAS.



Camp FJ. 74 Les garçons font des pompes pour faire les malins devant les filles.

10 septembre 1975, le sergent Dupuy s'invite à une émission où Maxime Leforestier et son chien sont les vedettes.





Couverture très grinçante à l'occasion de la chute de Saïgon, le 30 avril 1975. Pour la même raison, ci-dessous, des militants du GUD-Nice occupent le restaurant universitaire.



Meeting de la Mutualité du 9 décembre 1975, apothéose d'une série de cinquante réunions tenues dans toute la France par le Comité de Soutien à l'Armée

son insu. Il en fait tout un foin médiatique et lance dans la foulée un contre-appel, et une structure : le CSA, Comité de Soutien à l'Armée.

Celui-ci va recueillir une série de soutiens pour le plus grand bénéfice du PFN et multiplier tout au long de l'année 1975 les actions d'éclat dont le fer de lance est le GUD : intervention en direct sur le plateau de la populaire émission de télévision « Les Dossiers de l'Ecran », au cours d'un débat consacré à l'armée auquel participait Krivine (qui s'enfuit) ; occupation des studios d'Europe 1, où une émission réunissant Maxime Leforestier, son chien, Régis Debray encore auréolé de son amitié avec feu le Che, et Claude Manceron, historien personnel de François Mitterrand, est transformée de façon impromptue en tribune du CSA ; meeting unitaire (au sens large, puisque réunissant jusqu'à des militants de l'UNI, Eric Raoult en tête) tenu à la Mutualité.

Il n'y a pas que des réussites à cette époque. Il y a aussi des fiascos exemplaires. Ainsi, l'épisode de la « pizza infernale ». Le PFN avait organisé en mars 1975 un week-end d'exposition et de débats, appelé Forum de la Nouvelle Droite, à la Tour Olivier-de-Serres, dans le XV^e arrondissement. Opération fort positive, si ce n'est que des gauchistes rôdaient dans le quartier à la recherche du nationaliste isolé. L'un d'eux se fait bastonner et dépouiller, abandonnant dans l'aventure le calepin où étaient notés le lieu et la date d'un prochain rendez-vous du GUD. Le camarade omet de signaler ce détail à ses supérieurs. Quelques jours plus tard, à la sortie d'une pizzeria où ils avaient festoyé, les gudards un peu éméchés s'apprêtent à rentrer chez eux, sans se méfier. Surprise ! Une centaine de gauchistes armés et casqués les attendent. C'est le carnage. Quinze militants seront blessés, dont certains gravement. Alain Robert lui-même dut recevoir des soins à l'hôpital. Voilà où mène la négligence.

Jusqu'en avril 1975, les gudards, par souci des convenances démocratiques, ont sauf circonstances exceptionnelles toléré l'extrême gauche à Assas, qui demeure depuis 1968 l'unique centre universitaire où toutes les sensibilités peuvent s'exprimer. L'UNEF et l'UEC y ont donc leurs locaux et leurs panneaux. Mais dès la chute de Saïgon, des mesures de rétorsion sont prises : le GUD se voit contraint de signifier aux gauchistes qu'ils n'ont plus droit de cité à Assas tant qu'ils n'auront pas rendu l'Indochine. Ils ne feront plus qu'une petite incursion le 24 janvier 1976, où très courageusement, un samedi matin à 8 heures, ils mettront en miettes le local du GUD.



AU COUDE À COUDE, SANS SE MÉLANGER

Les militants d'Ordre Nouveau, à ses débuts, et ceux du GUD étaient souvent les mêmes. Tous ou presque appartenaient à la même tranche d'âge.

Du temps a passé. Une stratification par générations commence à se manifester dans la mouvance PFN. Alors que le GUD de 1974-1975 est surtout composé de bac + 1 qui ont au plus vingt ans, les cadres purement PFN en ont généralement vingt-cinq et plus. Entre les deux, il n'y a rien dans les facs (si : le GAJ). Cet écart fait que les relations entre dirigeants du GUD et du PFN sont parfois marquées d'incompréhensions réciproques. Les premiers sont portés à se plaindre de ce que les seconds ont oublié : à savoir les contingences de la vie universitaire. Au PFN, on s'étonnera que la courroie de transmission universitaire grippe si souvent. Pas plus qu'Ordre Nouveau, le PFN ne réussira à devenir un vrai parti d'adultes (il passera son temps à perdre des adultes et à recruter des très jeunes), mais il connaîtra des problèmes de relations entre générations.

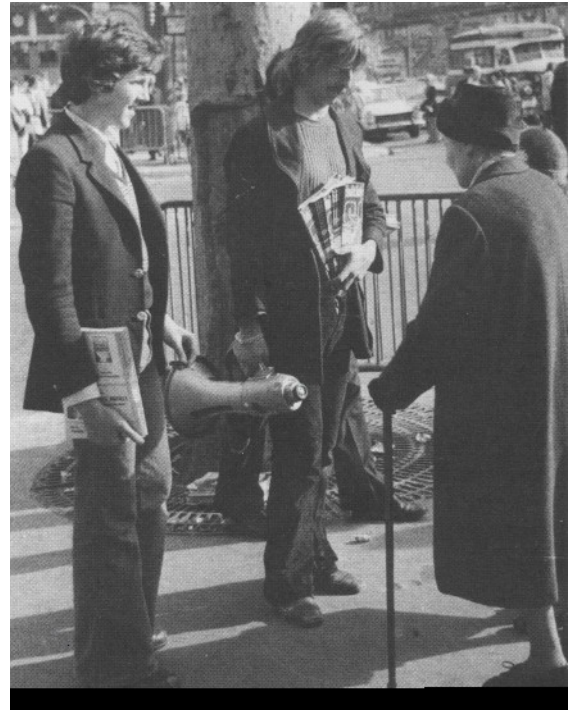
Il y a aussi le Front de la Jeunesse, qui coiffe les organisations lycéennes du PFN, les jeunes travailleurs et – assez théoriquement – le GUD.

Dans les villes de province, la section locale des jeunes du PFN peut aussi bien arborer l'étiquette GUD que F.J., selon la personnalité des dirigeants locaux, leur qualité d'étudiants ou non, ou encore leurs préférences personnelles. Mais à Paris, on est soit GUD, soit F.J., rarement les deux à la fois. Chacune des deux organisations possède son propre S.O.

Le microcosme d'Assas se distingue par des critères hautement symboliques. Les gudards, plus bourgeois dans les aspirations sinon dans les origines, endossent volontiers un grand imperméable vert dit « Montgomery », et dans là mesure où leurs moyens le leur permettent enveloppent leurs pieds de très chics chaussures Weston. Cette déplorable dérive anglo-saxonne, si elle n'épargne pas les militants du F.J. revêt chez eux un aspect plus rock'n roll, matérialisé par les Perfectos et les Santiags (en clair, blouson de cuir et bottes mexicaines). Les flight jackets, blousons d'aviateurs appelés en français moderne « flights », ne deviendront l'uniforme incontournable de l'activiste nationaliste qu'à partir de 1976.

Autre particularité des gudards d'Assas : certains se livrent de temps à autre à des actions dont le sens politique n'est pas toujours très clair. Le summum dans le genre a été atteint avec le Groupe Action Ray Ban (GARB), créé dans l'urgence torride de l'été 1975 sur la Côte d'Azur. Les activités terroristes de cette nébuleuse recrutée au sein du courant « mort aux pauvres » d'Assas ont consisté à bomber sur les murs des campings populaires des slogans tels que : « Prolos, cocos, salauds ! », « Campeurs pue-la-sueur, hors de la côte d'Azur ! ».

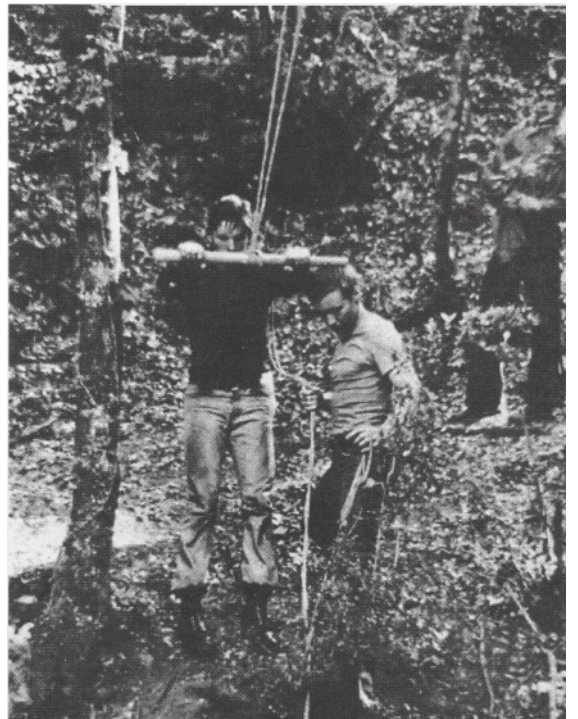
Parmi les initiatives dont la culture nationaliste reste redevable au GUD, on peut citer le groupe de rock'n roll « Johnny et les Bœufs », mis sur pied au printemps 1975 par Jean-Pierre Émié, le très respecté chef du S.O. du GUD-Assas. De ce groupe, l'histoire doit retenir qu'il s'est réuni au moins une fois, même pas au complet, mais suffisamment équipé en amplificateurs pour gâcher le week-end des riverains d'une malheureuse rue de Levallois-Perret.



Vente à la criée d'Initiative, le journal dit PFN lancé en mars 1975. Contrairement aux apparences, il s'agit bien de militants du FJ



L'état-major du FJ en meeting.





6 février 1975 : rassemblement du PFN devant la tombe de Robert Brasillach au cimetière de Charonne. Au premier plan, Henri Charbonneau.

Le Front de la Jeunesse inaugure son nouveau siège le 24 mai 1975 au 26, rue des Vertus dans le 3^e arrondissement de Paris. L'été venu, il tient un camp au cœur des montagnes corses, le plus beau qu'on ait vu de mémoire de nationaliste, avec pas moins de cent-trente participants, dont une nombreuse équipe de filles. Ces demoiselles allaient faire des leurs, plusieurs d'entre elles menaçant de se mutiner pour faire respecter leurs droits... Le féminisme révolutionnaire sous le drapeau à croix celtique, mais où va-t-on ? Du jamais vu (et jamais revu depuis, heureusement).

GUD IS GOOD FOR YOU



Gauchistes lors des émeutes sur les Champs-Élysées. Ci-dessous, le PFN : droite qui se veut moderniste, « design », mais casqué si nécessaire

En Espagne plusieurs terroristes de l'ETA ont été exécutés, ce qui déclenche de véritables émeutes antifranquistes à Paris sur les Champs-Élysées. En réponse, le 3 novembre 1975, une manifestation organisée par le PFN et le GUD rassemble à Paris tous ceux qui tiennent à rendre hommage aux victimes du terrorisme en Espagne. Seule la présence d'un S.O. imposant et casqué de noir (comme il se doit) dissuade les gauchistes, qui la suivent, d'attaquer la manifestation abondamment filmée par les télévisions françaises et espagnoles. Le général Franco disparaît le 20 novembre 1975 ce qui est l'occasion pour le GUD d'imposer une journée de deuil à Assas.

Au milieu des années 70, le GUD et les organisations juives s'évitent soigneusement. Au printemps 1972, le Bétar



avait lynché plusieurs lycéens de l'ULN à Paris, mais par la suite un *modus vivendi* s'était implicitement instauré, chacun ignorant l'autre. Or, voilà que le 14 novembre 1975, rue des Saints-Pères, des heurts opposent devant la fac de Médecine le GUD à des militants sionistes. Problème ! Une semaine plus tard, les gudards voient s'engouffrer dans le hall d'Assas une tête de barbouze, lunettes fumées, l'air mystérieux : c'est le fameux Nataf, responsable des groupes activistes juifs de l'époque. Une entrevue digne des mauvais films d'espionnage a lieu peu après, dans une voiture, entre Nataf et le responsable du GUD. Le pacte tacite de non-agression est reconduit.

Le GUD peut donc se consacrer entièrement à la préparation des élections qui doivent se tenir au mois de janvier 1976. Dès la rentrée universitaire il déclenche une opération séduction à Assas. Il ne néglige rien pour se faire remarquer. Le 6 novembre 1975, les militants organisent une exposition canine peu avant la fin du cours de Roger-Gérard Schwarzenberg, près de cinq cents spectateurs envahissent le grand amphithéâtre pour voir défiler une trentaine de chiens et leurs propriétaires, accompagnés de sonneries de trompes de chasse. Les lauréats se verront remettre des lots allant du vieil os au non moins vieux disque de Sheila. *Gud is good for you.*

Ce genre d'action aura un effet très positif sur les résultats des élections.

Le jour du scrutin, le 27 janvier 1976, Pierre Juquin, qui passe alors pour l'homme d'ouverture du Parti Communiste, a annoncé sa venue à Assas pour présider une manifestation de l'UNEF dont le but est de protester contre la « terreur fasciste » du GUD. Juquin s'étant dégonflé, c'est Henri Fiszbin qui le remplace. Dès l'arrivée du cortège, une centaine de nationalistes à l'affût foncent sur les communistes qui détalent comme des lapins. Les étudiants d'Assas ont apprécié le spectacle et plébiscitent le GUD qui rafle neuf sièges, le GAJ en obtenant six. Dans les autres facultés le GUD fait une percée remarquable en recueillant 15 % à Saint-Maur et un siège à Dauphine.

Devant un tel succès, les gudards estiment qu'ils ont bien mérité une petite récompense. Ça tombe bien, le film *Le Triomphe de la Volonté* de Leni Riefenstahl est programmé le 13 février 1976 à la cinémathèque du Palais de Chaillot. Les quelques cinéphiles venus là par pure curiosité historique se souviendront de cette séance. Dans l'obscurité complice, le film est bientôt salué d'ovations et de commentaires dépassant sûrement la pensée de leurs auteurs...



Défilé en hommage aux victimes du terrorisme en Espagne.

Ci-dessous, un autre aspect du soutien apporté par le PFN à l'Espagne : après la mort de Franco, messe traditionaliste célébrée en présence de M^r Galvaire et Roland Gaucher.



En 1976, aux élections dans ses bastions parisiens, le GUD obtient de très bons résultats, qui seront confirmés l'année suivante.





Dessin de Mathieu paru dans la revue L'Étudiant.



Manifestation menée par le GUD, le 28 avril 1976.
Ci-dessous, l'affiche collée à Rennes pour protester contre les agressions gauchistes.



OFFENSIVE GAUCHISTE

La période de détente est de courte durée car l'emploi du temps du GUD est chargé. Tractages dans les lycées et les universités, ventes de journaux (*Alternative*, *Agir*), descentes sur les réunions de gauchistes aussi bien en province qu'à Paris, puis ripostes, parades, règlements de comptes et enfin l'activité la plus prisée : harcèlement des vendeurs de journaux adverses, *Rouge* à la gare du Luxembourg et *Lutte Ouvrière* à la gare de Lyon. Les gauchistes se souviennent certainement encore de la descente du 7 mars 1976 sur le marché de Saint-Quentin, près de la gare de l'Est, où une vingtaine de vendeurs de *Rouge* ont subi l'assaut de soixante-dix gudards en furie avides de venger une récente agression.

Début avril 1976, la réforme Saulnier-Séité met le monde universitaire en effervescence. Le GUD combat cette réforme mais refuse de s'associer au mouvement de grève piloté par la gauche. Pour contrer la tentative de mainmise de l'UNEF sur les facultés, le GUD prend le contrôle des comités anti-grève tièdement dirigés par les giscardiens, et durcit le mouvement. Le 28 avril, à l'appel du GUD, près de deux mille étudiants défilent à Paris pour proclamer leur détermination à refuser les directives de l'UNEF communiste. Ce succès, sans précédent depuis 1968, donne lieu à une grande campagne de dénigrement de la part de journaux tels que *Le Monde* (« Juridisme contre nunchaku ») et *Le Nouvel Observateur* (« Les petits chevaliers d'Assas »). Mais le nombre impressionnant d'étudiants qui cherchent à quitter Nanterre pour s'inscrire à Assas coupe court aux arguments de ces pleurnichards. Comme le dira un de ces articles : « Il règne à Assas une auto-discipline de fer, certes, mais librement consentie. »

Entre-temps, les gauchistes ont fait parler d'eux. Le 7 avril 1976, le responsable GUD-F.J. d'Aix-en-Provence, Jacques Marandat, est poignardé par les gauchistes. Il échappe à la mort de justesse. Le 9 avril, un meeting de protestation est organisé à Assas. Plusieurs centaines de militants viennent exprimer leur rage et l'espoir de s'affronter aux gauchistes qui ont annoncé leur venue. Mais l'adversaire se dégonfle et se contente lâchement d'agresser des gudards isolés sur le boulevard du Montparnasse.

La série noire continue. Le 22 mai 1976, Jean Fuseau, responsable F.J. de Bretagne, est assailli devant le lycée Jean-Macé, à Rennes, par une bande de l'UNCAL (organisation communiste lycéenne). Il circulait à moto lorsqu'il est jeté à bas de son engin puis roué de coups. Après plusieurs jours de coma, il doit subir diverses opérations dont l'ablation d'un rein et de la rate. La police refuse d'enregistrer la plainte, classe l'affaire dans la rubrique « accidents de la circulation ». Une cinquantaine de gudards et de membres du Front de la Jeunesse ne l'entendent pas de cette oreille. Ils affrètent un car pour la capitale bretonne, embarquent avec armes et bagages. Deux jours et deux nuits durant, les rues de Rennes sont envahies par une horde dévastatrice qui a pour mot d'ordre de secouer tout ce qui ressemble à un gauchiste et de ravager les locaux des organisations qui leur déplaisent. Du jamais vu dans l'Ille-et-Vilaine ! La police rafle les uns après les autres ces Barbares déchaînés. Au terme de la garde à vue, une double haie de CRS encadre le



9 avril 1976 : meeting de solidarité avec Philippe Marandat. Le GUD-Assas a réuni son S. O. des grands jours.





Certains soirs le GUD délaisse l'élégance britannique pour une tenue mieux adaptée aux circonstances et qui s'inscrit dans l'immuable tradition léguée par Ordre Nouveau.

MOURIR A BEYROUTH

C'EST en attaquant, avec les milices, le camp retranché de Tell El Zatar, enclave palestinienne en territoire chrétien, que Stéphane Zanetacci, Français, 22 ans, est tombé le 19 juillet, tué par une grenade.

Voilà trois semaines que cet étudiant parisien était arrivé au Liban et prenait part aux combats. Il ne s'y trouvait pas seul. Depuis plusieurs mois, une trentaine de jeunes Français participent aux côtés des forces chrétiennes à la lutte contre les islamo-progressistes. Plusieurs ont été blessés déjà. Stéphane Zanetacci, dernier arrivé, est le premier des volontaires français à être mort à Beyrouth.

Par quel étrange itinéraire ce garçon, qui ne connaissait pas le Proche-Orient, est-il venu y mourir en combattant ? Issu d'un milieu très modeste, il avait toujours vécu à Bagneux dans une de ces H.L.M. de la banlieue qui sont le bouillon de culture du parti communiste. Pourtant, ce n'est pas le marxisme qui attira Stéphane, mais très tôt, le nationalisme.

Il constate que le P.C. ment aux ouvriers et les exploite. Lycéen à Châtenay-Malabry, il voit quel terrorisme intellectuel et physique les gauchistes font peser sur l'enseignement. Stéphane est d'origine corse. Il a le sang chaud et ne peut rester neutre. A moins de 16 ans il adhère à l'Union des lycéens nationalistes, groupe d'Ordre Nouveau et de pair avec ses études, il va mener contre les gauchistes le combat d'un militant. Il y a quatre ans, il avait quitté « Ordre Nouveau » pour adhérer au « Groupe Action Jeunesse », une formation plus « radicale ». Ses camarades se souviennent de lui comme d'un garçon enthousiaste, généreux, avide de faire partager sa foi et d'un courage physique intrépide.

Deux fois il fut blessé au crâne sévèrement au lycée Buffon et à la faculté d'Asas. C'est là qu'il s'était inscrit pour faire son droit. Mais, dénué de ressources (sa mère, séparée d'avec son père, est employée dans un

grand magasin), il lui fallait travailler pour poursuivre ses études. Stéphane aimait la plongée sous-marine qu'il pratiquait un peu en Corse, chez son père, aux vacances. Mais il aurait voulu en faire son métier et avait commencé à travailler pour une société de forage de Marseille, il y a quelques mois.

Pour importants qu'ils fussent, ses études et son métier passaient après son engagement politique. La victoire communiste au Vietnam avait bouleversé Stéphane Zanetacci. Plus encore, il avait souffert de son impuissance à aider les Sud-Vietnamiens : « Si je pouvais, j'irais me battre pour Saigon, mais c'est impossible », disait-il à ses camarades au printemps 1975, dans les dernières semaines de la lutte. Lorsque la guerre civile éclata au Liban, ce nationaliste passionné ne put y être indifférent.

La lutte des Libanais pour la survie de leur pays devint vite la sienne. Il n'y avait pas pour ce garçon, de différence entre ce Liban chrétien francophone menacé de destruction par les gauches islamiques et marxistes, et la France, le pays où il est né et que les mêmes dangers guettent. Le Liban, c'était plus près que le Vietnam et là on acceptait les volontaires.

Plusieurs des camarades de Stéphane Zanetacci, que Dominique Jamet a rencontrés à leur retour du Liban (cf. L'Aurore du 31 mai) lui avaient raconté leur guerre là-bas. Ils lui avaient indiqué la « filière » à emprunter pour gagner Beyrouth par Chypre. Bien sûr, Stéphane, pas plus que ses camarades n'était un mercenaire. Seul le voyage (aller) était offert. Son idéal, la gloire de servir, lui suffisait largement : il partirait.

La veille de son départ,

Stéphane rencontra pour la dernière fois Brigitte, sa fiancée. Pas plus que quiconque il ne la mit dans la confidence. La jeune fille a compris maintenant pourquoi Stéphane était « tellement ému ». Entre sa foi exigeante de militant et une vie tranquille, Stéphane Zanetacci avait choisi. Il vient de le prouver en mourant à Beyrouth, pour une liberté à ses yeux plus précieuse que la vie.

CAMP F.J.-GUD 1976 : AU LIBAN

Dès le début de l'année 1976, quelques nationalistes français partent combattre aux côtés des milices chrétiennes.

Leurs motivations sont diverses. Certains y vont pour soutenir la population maronite libanaise lâchée par la France, d'autres y voient seulement l'occasion d'aller découvrir de nouvelles sensations fortes. À Paris, alors que le camp d'été GUD-F.J. s'organise, des militants se laissent séduire par les récits d'un de leurs camarades de retour de Beyrouth. Leur décision est vite prise : c'est là qu'ils passeront leurs vacances. À la fin du mois de mai ils sont une vingtaine à débarquer au Liban. La population leur fait un accueil enthousiaste, croyant voir arriver l'avant-garde du contingent français. Ils sont bientôt une trentaine à participer au côté des Phalanges chrétiennes à de nombreux assauts. C'est au cours de celui de Tell-el-Zaatar que Stéphane Zanetacci, ancien militant d'Ordre Nouveau puis du GAJ, est tué, criblé d'éclats d'obus et de grenades. S'adaptant aux techniques de la guerre urbaine pratiquées sur place, les gudards n'oublient pas pour autant les bonnes vieilles recettes apprises dans les rues de Paris contre les

départ du groupe, directement des cellules vers le car, direction la frontière du département.

Le 30 avril 1976, les gudards célèbrent à leur façon le premier anniversaire de la chute de Saigon. Une fanfare communiste a la mauvaise idée de donner une aubade devant la FNAC Montparnasse, rue de Rennes. Des militants se rendent sur place et interrompent les festivités en balançant un cocktail Molotov au beau milieu des musiciens. Interruption du son.

gauchistes. Gênés pendant plusieurs semaines par un tireur isolé qui, juché sur le toit d'un immeuble, augmente jour après jour son tableau de chasse, les gudards vont finir par décider d'incendier le bâtiment à coups de cocktails Molotov. Dès lors, le sniper cessera définitivement de sévir.

Une troisième vague de militants, la plus nombreuse, arrive à Beyrouth fin 1976, portant à près d'une centaine le nombre de volontaires français partis se battre au Liban.

NOVEMBRE 1976 : LA CASSURE

À la fin de l'année 1976, les relations entre le GUD et l'appareil du PFN sont tendues.

Sur le papier tout va pour le mieux. Le 9 mai 1976, le Comité Directeur des Jeunes du PFN est réélu. Il est composé de : Philippe Cuignache ; Jean-François Santacroce, responsable du GUD-Assas ; Jean-François Michaux ; Benoît André, un des fondateurs du GUD ; Gilles Soulas, responsable GUD-F.J. Paris ; Patrice Mouilleseaux, trésorier et J. Mondoloni, rédacteur à *Agir* et aux *Cahiers d'Agir*, responsable des cours de formation.

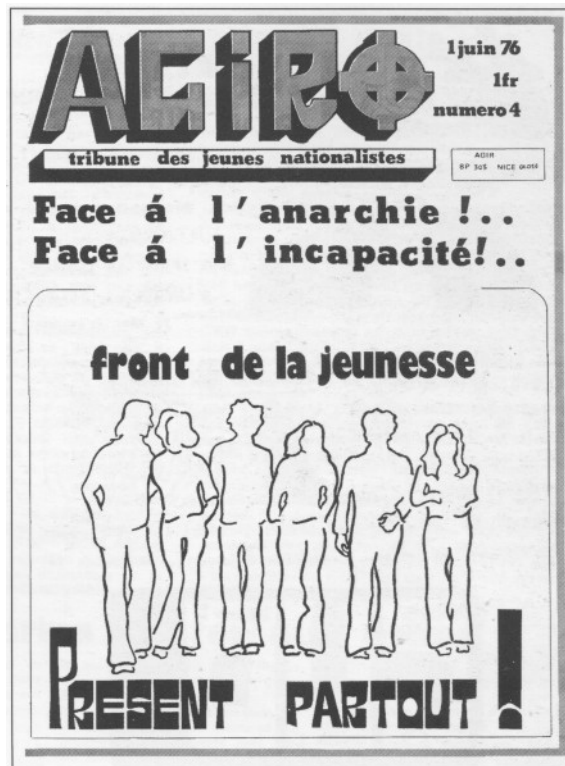
Pourtant, sur le terrain, il en va différemment. Le GUD-Assas est discipliné et prend part sans sourciller à toutes les actions qui lui sont assignées. Mais dès lors qu'il s'agit d'Assas, il tient à agir en toute autonomie, sans rendre compte à qui que ce soit. L'équipe dirigeante estime être compétente pour juger seule de l'opportunité de ce qu'elle a à faire dans l'université. N'a-t-elle pas recréé le GUD de toutes pièces à l'automne 1973, sans l'aide de quiconque ?

Les dirigeants du PFN s'agacent de ces prétentions.

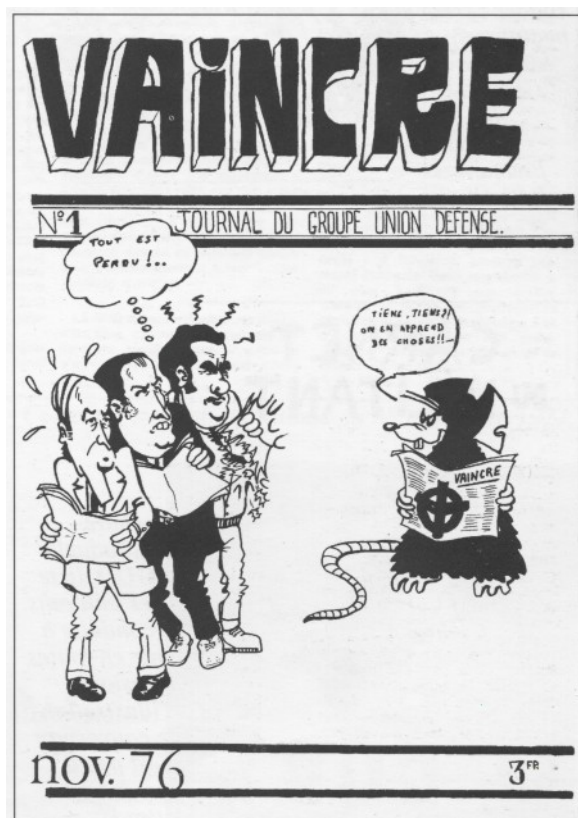
En novembre 1976, l'épreuve de force est engagée. C'est alors que sort le premier numéro de *Vaincre*, journal du GUD. Le PFN voit d'un mauvais oeil cette marque d'indépendance et en fait interdire la vente à Assas. La tension monte d'un cran. Les responsables du GUD se concertent. Ils savent qu'ils arrivent à la fin de leur cursus universitaire et qu'ils ne seront plus présents à Assas l'année suivante.

Devant la rupture inévitable, ils refusent d'entrer dans une logique d'affrontement et raccrochent les gants. Une grosse partie des militants les suit. Le GUD se retrouve quasiment au même point qu'en 1973. Toutefois, une nouvelle équipe fidèle au PFN se met en place avec Philippe Cuignache et Serge Rep.

C'est au début de l'année 1977 qu'intervient la mort tragique d'un camarade. Le 10 février 1977, Alain Escoffier, jeune militant de 27 ans, s'immole par le feu au siège de l'Aéroflot à Paris, avenue des Champs-Élysées, en signe de protestation contre l'oppression communiste en Europe de l'Est et la complicité de l'Occident avec la tyrannie soviétique. Il trouvera la force, dans d'atroces souffrances, de crier « Communistes assassins ! ». Alain Escoffier, qui militait tour à tour chez les solidaristes et au PFN, a signé plusieurs dessins dans les derniers numéros d'*Alternative*. Quelques jours après sa mort, une tentative de dépôt de gerbe sur le lieu de son martyre mettra aux prises des membres du GAS avec la police qui, décidément bien soucieuse de la bonne marche de l'Aéroflot, procédera à des arrestations.

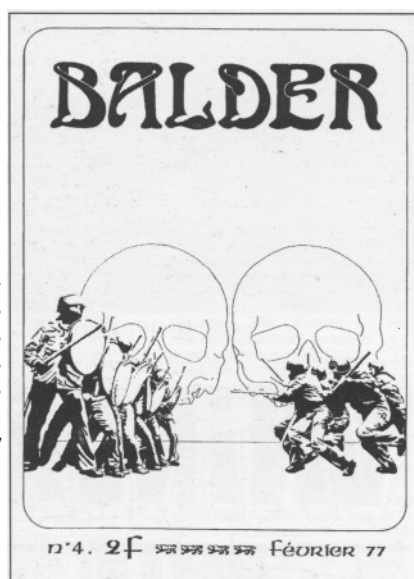


Séance d'entraînement du S. O. du F.J.





Tract distribué à Assas à la rentrée de 1977.



Balder : très beau fanzine édité par le GUD et le F.J. de Rouen. Emmanuel Ratier y fit ses débuts.



Brochure dans laquelle le GUD dicte à ses militants la conduite à tenir en toutes occasions. L'illustration de couverture n'est pas à prendre à la lettre !

À ce moment, les activités tournent au ralenti à Assas. Le centre de gravité de l'agitation gudarde s'est déplacé rue Saint-Guillaume. Le 16 février, les militants du GUD de Sciences-Po, aidés par le Cercle des Étudiants de Droite, envahissent bruyamment l'amphithéâtre où Pierre Juquin tient une réunion. Des slogans et des jets d'endives interrompent le dirigeant communiste avant qu'un militant spécialement audacieux se dirige vers la tribune. Il monte sur la table de Juquin et se dresse debout devant lui. À la stupeur de la salle, il sort un couteau qu'il utilise pour tranquillement couper le fil du micro. À la suite de cet incident, les trois responsables du GUD seront mis à pied pour une semaine.

Un mois plus tard, c'est au tour de Jean-Pierre Chevènement d'être invité à l'I.E.P. Le C.E.D. et le GUD organisent à nouveau un comité d'accueil. Chevènement, outré par le chahut incessant, lance aux perturbateurs une phrase qu'il croit assassine : « Vous n'êtes que les descendants des bourgeois français qui proclamaient "plutôt Hitler que le Front Populaire" ! » Les personnes visées lui offrent alors une des plus belles ovations qu'il ait jamais reçues.

Malheureusement, toutes les opérations militantes de cette époque ne sont pas des réussites. Le 9 mars 1977, une centaine de militants du GUD se proposent de faire une descente sur la faculté de Dauphine. Alors qu'ils se rassemblent sur le quai de la station de métro, une horde de policiers déboule du couloir et embarque le maximum de monde avant que la moindre action ait pu avoir lieu. Des militants arriveront à s'échapper par le tunnel. Pour sa première sortie, l'équipe Rep-Cuignache entre dans le livre des records du GUD avec plus de soixante-dix interpellations. Du côté des anciens on ironise.

Mais d'un mal peut toujours sortir un bien : en mai 1977 pour la première et hélas ! la dernière fois de son histoire, le GUD réussit à susciter en sa faveur une pétition d'intellectuels de droite pour la libération de militants emprisonnés. Ainsi le linguiste Robert Beauvais, l'auteur dramatique Françoise Dorin, les écrivains et académiciens Michel Droit et Thierry Maulnier, le chansonnier Pierre-Jean Vaillard apposent leur signature au bas d'un texte rappelant que des actes de violence « se produisent constamment contre les nationalistes dans les facultés contrôlées par la gauche sans qu'aucune sanction n'ait jamais été prise contre leurs auteurs ».

L'arrestation et l'incarcération en France, fin 1977, de l'avocat complice des terroristes de la bande à Baader, Klaus Croissant, déclenche l'indignation de l'extrême gauche qui décide de tenir meeting à la Mutualité le 26 octobre. Voilà qui inspire une riposte inédite au PFN : après s'être fait interdire un rassemblement de protestation, celui-ci lance contre la Mutualité deux à trois cents jeunes gens qui, à défaut d'atteindre leur objectif, défendu conjointement par un S.O. gauchiste et d'importantes forces de police, vont faire beaucoup de bruit et de désordre au quartier Latin. Pour la première fois les nationalistes ont rendu la monnaie de leur pièce aux gauchistes en attaquant un de leurs meetings. Et l'on verra la police giscardienne raccompagner chez lui un orateur d'extrême gauche, quatre policiers allant même jusqu'à passer la nuit chez lui.

RETOUR A LA MAISON PFN

Les 25 et 26 novembre 1977, le GUD tient congrès à Paris. Ce sera celui de l'acte d'allégeance au PFN et du mea culpa quant aux actions dures, officiellement décrites comme des erreurs de jeunesse.

Près de cent cinquante cadres du GUD, venus de plus de quarante universités, ont exprimé la volonté du mouvement d'apparaître comme une organisation syndicale respectueuse des lois. Serge Rep, principal animateur de ce congrès, annonce aux journalistes présents la fin de la politique de la terreur. Le GUD cherche désormais à calquer son fonctionnement sur celui du PFN auquel il s'est affilié. Jack Marchal tient quand même à rappeler aux participants que les bastions du GUD ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan du gauchisme, et que le combat entrepris doit être à tout prix poursuivi.

De nouvelles structures sont créées. Un bureau politique de trois membres est constitué avec Éric Constant, Philippe Cuignache et Serge Rep. Le GUD se dote aussi d'un bureau des responsables : Bernard Carayon prend la direction de *Vaincre*, Bernard Berbin coordonnera les GUD parisiens et Philippe Koutousis les GUD provinciaux. Jérôme Popelin est en charge de la trésorerie, Antoine de Lacoste-Lareymondie des rapports avec la presse et Véronique Villain de l'administration. L'imminence d'un procès mettant en cause au même moment trois militants de l'ancienne équipe du GUD n'est pas étrangère à ce revirement. Le 23 juin 1976, Jean-François Santacrose, Jean-Pierre Émié et Michel Pinchart-Deny étaient passés en jugement, inculpés de coups et blessures volontaires et violence avec préméditation pour avoir secoué de bon cœur trois étudiants de gauche quelques semaines auparavant. La première audience s'était déroulée dans une ambiance explosive. Cent cinquante à deux cents gauchistes étaient venus soutenir leurs camarades. Au café situé en face du Palais de Justice, une vingtaine de rats noirs attendait, au cas où. Puis, lorsque les gauchistes étaient sortis du Palais, les gudards avaient eu un coup de sang et chargé sans sommation. L'effet de surprise allait semer une effroyable panique chez l'ennemi, pourchassé jusque sur le pont Saint-Michel. Là, les assaillants avaient rebroussé chemin pour ne pas risquer de tomber sur un S.O. gauchiste. Sage décision, car S.O. il y avait, mais stationné plus loin, beaucoup trop loin, les adversaires n'ayant jamais imaginé que les gudards auraient le culot d'attaquer si vite, et si près du Palais.

L'audience suivante de ce procès a lieu le 28 novembre

MOUVEMENT ÉTUDIANT D'EXTRÊME DROITE

Le GUD veut désormais se présenter comme un syndicat

Une centaine de militants ont participé, les 25 et 26 novembre, au centre universitaire de la rue d'Assas à Paris, au premier congrès du Groupe Union Défense (GUD). Deux jours durant, ce mouvement étudiant d'extrême droite, qui s'est forgé par la violence une image de marque très « musclée », a manifesté sa volonté d'apparaître comme une organisation syndicale respectueuse des lois, plus soucieuse désormais d'assurer son implantation par des moyens politiques et électoraux que par les interventions brutales de son « service d'ordre ».

Plus habitué à une semi-clandestinité, les membres du GUD présents ce week-end à Assas étaient visiblement satisfaits de se montrer au grand jour et d'accueillir la presse, à l'occasion d'un premier congrès qui survient après huit années d'une histoire mouvementée. Les délégués, en très grande majorité des garçons, constituent probablement une nouvelle génération du GUD. « Voici venu le temps du fascisme à visage humain », commentait en souriant un militant.

Durant le congrès, le GUD a défini ses objectifs revendicatifs. Il s'est déclaré hostile à la loi d'orientation de 1968 qui a permis la « sur-représentation de l'UNEF » et se dit, en revanche, favorable à la sélection à l'université. M. Serge Rep, principal animateur de la nouvelle direction, a cependant expliqué que

son mouvement s'opposait « à tout système universitaire basé sur des privilèges ». « Il faut que la sélection sanctionne la valeur de l'individu », a-t-il déclaré, et « favorise l'élaboration d'une élite ».

Malgré une présence physique incontestable à Assas, sans doute le GUD a-t-il senti que la « politique de la terreur », mode d'expression qu'il avait jusqu'ici privilégié, lui apportait peu de succès dans les autres universités. M. Serge Rep ne cache pas non plus qu'en cas de victoire de la gauche en mars 1978, un ministre de l'intérieur socialiste pourrait aisément dissoudre le GUD. Ses animateurs espèrent qu'une telle décision deviendrait plus difficilement applicable si leur mouvement obtient entre-temps une reconnaissance de fait de l'opinion par une action plus syndicale.

Il est normal, enfin, que le GUD cherche à calquer son fonctionnement sur celui du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), auquel il est lié et qui s'efforce depuis plusieurs mois de « populariser » son message idéologique. Plusieurs membres du P.F.N., dont M. Pascal Gauchon, membre de la direction de ce parti, ont pris la parole. Un des fondateurs du GUD, M. Jack Marchal (ancien militant d'Ordre nouveau), a demandé aux participants de « poursuivre le combat entrepris » et de ne pas oublier que « les bastions du GUD » ne sont qu'« une goutte d'eau dans l'océan du gauchisme ».

Les barres de fer aux orties

Faudra-t-il parler désormais du « nouveau GUD » ? Les anges noirs qui assimilent l'action militante aux commandos fascistes et à l'entraînement para-militaire sont-ils en train de perdre leur sinistre couleur ? La nouvelle équipe nationale, en place depuis le début de l'année, présente assez peu l'air d'une troupe de choc : M. Serge Rep, étudiant en droit, principal animateur, se veut un dirigeant syndical et politique. Il regrette vivement les « erreurs passées » de son mouvement. M. Antoine de Lacoste, le chrétien intégriste du groupe, étudiant à Sciences-po, reconnaissait, après une manifestation organisée jeudi 24 novembre à l'appel du P.F.N., ne pas avoir l'habitude des « affrontements durs avec les forces de l'ordre ». M. Philippe Cuignache affirme que son organisation « veut sortir de son ghetto ». Il admet que l'intervention violente du GUD, l'an dernier, à l'université Paris-IX (Dauphine), était « une faute tactique », et explique que ses camarades n'auraient jamais dû être pris par la police sur le quai d'une station de métro.

28 novembre, à Paris, le procès de trois militants du GUD — MM. Jean-François Santacrose, Jean-Pierre Émié et Michel Pinchart-Deny — inculpés de coups et blessures volontaires et de violence avec préméditation pour avoir frappé trois étudiants de gauche. « La ligne Santa-Croce, c'est terminée », affirme Antoine de Lacoste. « Ces trois garçons n'appartiennent plus au GUD. » Lors de la première audience du procès — 23 juin, — une bande d'individus casqués et armés de barres de fer avaient chargé les étudiants venus soutenir les plaignants. La réponse vient, nette : « Ce n'était pas le GUD. » L'extrême droite française a toujours procédé ainsi, excluant ou délaissant ceux de ses membres qui avaient commis l'erreur de se faire prendre.

Serge Rep et son équipe promettent que le GUD n'interviendra pas pour la suite du procès, et que, si charge il y a, elle sera le fait d'« éléments extérieurs ». La nouvelle équipe assure avoir procédé à de nombreuses exclusions cette année.

des forces de l'ordre, comme jeudi dernier. « N'importe qui aurait pu nous attaquer, le congrès n'est protégé par aucun service d'ordre », disait-on samedi au centre Assas.

Pour maintenir cette ligne nouvelle, le GUD entend aller loin dans la démonstration. Présent dans quelques universités parisiennes (comme Dauphine, Sévres ou Maïakoff) et de province (Strasbourg, Rennes, Rouen, Besançon, Aix-Marseille), il doit, pour s'implanter, présenter une autre image. Lors des prochaines élections universitaires, ses militants assurent vouloir présenter des candidats et faire campagne « comme les autres organisations ». « Nous pensons, explique encore Serge Rep, qu'à côté de l'UNEF il y a place pour un syndicat fort, qui proposerait aux étudiants une autre alternative que les organisations traditionnelles de droite ou les corps.

Une campagne dans les règles — et seulement les règles — n'est pas indispensable au centre Assas. Le GUD y est tout-puissant. Depuis plusieurs années, il impose ce qu'un de ses militants appelle « une auto-défense de fait librement consentie » aux étudiants et interdit à l'UNEF une existence normale. Plusieurs étudiants déclarés « gauchistes » sont toujours interdits de séjour par le GUD et doivent suivre leurs cours par correspondance. La section de l'UNEF, qui ne peut plus occuper son local, se réunit à la Sorbonne... Cette méthode a porté ses fruits, puisque le GUD a obtenu la majorité des sièges étudiants aux dernières élections universitaires.

Les dirigeants sont cependant persuadés, désormais, que ce qui réussit à Assas n'est pas forcément applicable ailleurs. L'an dernier, par exemple, le GUD a fait une « descente » à Dauphine, blessant plusieurs étudiants. Cette intervention a eu pour principale conséquence d'alerter le public de Dauphine, de renforcer le comité antifasciste et d'amener M. Jean-Paul Gilli, président de l'université, à demander la dissolution du GUD.

« La ligne Santa-Croce »

Etrange congrès. Etranges déclarations de bonnes intentions, légalistes et inoffensives, de désir de changement et de rédemption. Les cheveux sont toujours rasés courts, mais les costumes ont remplacé la tenue mercenaire. Les blousons de cuir sont peu nombreux, les croix celtiques plus rares encore. En somme, une assemblée d'étudiants comme il faut. Ils ne sont pas racistes : « Nous avons parmi nous des Israélites et des Marocains, explique Serge Rep, et Antoine de Lacoste montre du doigt un militant martiniquais à côté d'un étudiant blond. Ils ne sont pas non plus rancuniers : M. Pascal Gauchon, ancien membre du GUD à l'Ecole normale supérieure, estime qu'il pourrait conserver de bonnes relations avec certains maoïstes.

Au surlendemain de ce congrès paisible, devait se tenir, ce lundi

Dans un premier temps, disent les dirigeants du GUD, les « vrais fascistes » se sont repliés sur le GAJ (Groupe action jeunesse, solidariste), mais le GUD affirme que ce mouvement, considéré comme le plus « dur », a presque disparu. Où sont alors passés les soldats perdus ? « Parfois dans des groupes officieux », dit Philippe Cuignache. Bien que dans une mesure moindre au problème que rencontre actuellement la Ligue communiste, nous risquons également d'avoir nos autonomes. » A cette différence près que ces « autonomes » — là seront peut-être davantage tentés de s'attaquer aux étudiants de gauche d'Assas ou de Dauphine que de se retourner contre ceux qui s'apparentent à leur famille politique d'origine.

Le GUD assure se présenter désormais sans casques ni barres de fer dans les manifestations, « quitte à s'offrir plus facilement aux coups

Ci-dessus : extrait du Monde du 28 novembre 1977.



Manifestation contre la venue de Brejnev (mai 1977).

Incidents hier après-midi à Paris

LE G.U.D. charge devant les grilles du palais de justice

Le procès de trois militants d'extrême droite a été repoussé et fixé au 28 novembre

Paris. Il y avait foule, hier mardi, à la porte de la 10^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, pour assister au procès de trois militants du GUD (extrême-droite), accusés d'avoir, voilà un an, agressé trois militants du comité antifasciste d'Assas, membres de l'UNEF. Les amis des agresseurs sont là, par petits groupes, et déambulent le long du Palais de justice en attendant l'heure du procès tandis que les camarades des victimes entrent en groupe dans le couloir menant aux salles d'audience. Les trois inculpés, Pinchart-Deny, Emié et Santa-Croce paraded devant leurs avocats, sachant déjà que le procès est renvoyé à une date ultérieure. Le président s'en expliquera aisément en insistant sur le minutage des débats. En tout, le procès devrait durer près de six heures, le tribunal venait « l'hériter » d'une histoire de détupe et il lui était impossible de débattre aujourd'hui. Après accord des parties, l'audience a été renvoyée au 28 novembre, le

président expliquant que cette fois-ci, il serait tout ouïe.

Par mesure de sécurité, il était prévu que les amis des trois plaignants sortent en groupe du palais, afin d'éviter la ratonnade. La foule, forte d'environ cent cinquante personnes, se regroupe donc et commence la remontée du boulevard longeant l'entrée principale du Palais de justice. Des militants de droite épient le groupe, de l'autre côté de la rue, puis chargent, brutalement, sortant de leur blouson un petit matériel efficace. Si les antifascistes s'attendaient à une attaque, ils la pensaient venir de front et au dehors du périmètre de l'île de la Cité, elle est malheureusement arrivée de dos et devant les grilles du Palais de justice. Incontrôlable, ce fut la panique, la vingtaine de militants d'extrême-droite n'en revenant pas encore, il a fallu attendre quelques longues secondes avant qu'un semblant de riposte s'organise, à mains nues. Il est trop tard, les attaquants sont

repartis comme ils étaient venus et la petite foule égaillée peut compter ses blessés.

Quelques minutes plus tard, des gens reconnaissent un assaillant et le maintiennent en demandant à un policier de faction de relever son nom, le policier écarte le groupe, remet le nazillon sur sa moto et protège sa fuite. « Nous sommes là pour le Palais, pour rien d'autre » devait affirmer un garde à ceux qui n'avaient pas encore compris tandis que peu après, un car de police refusait d'emmener au poste de police un autre agresseur reconnu. « Nous, on est pour Brejnev ».

Tout cela s'est passé très vite et seulement une heure après, les militants du GUD paradaient devant l'Hôtel de ville en poussant des slogans hostiles à la venue de Brejnev.

Pour nous, c'est une leçon, pour eux cela n'a été qu'un incident, une brouille.

S. DUROC

Libération, 22 juin 1977. Surtout faire attention à la conclusion de l'article.



24 novembre 1977: manifestation du PFN pour réclamer la libération des otages du Polisario. La police utilise des gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

1977, le surlendemain de la clôture du congrès du GUD. Le jour même, *Le Monde* publie un article dans lequel il fait dire aux nouveaux dirigeants que « la ligne Santacroce, c'est terminé ». On imagine avec quel plaisir la partie adverse utilisera cette malheureuse déclaration, qui tend à montrer que le GUD désavoue les excès attribués à ses ex-responsables. Et on comprend sans mal pourquoi ce congrès de novembre 1977 laissera aux inculpés l'amère impression d'un coup de poignard dans le dos.

A la fin de l'année 1977, Jean-Marie Le Pen entreprend de tenir une réunion au centre Assas, dans le fief même d'un GUD redevenu courroie étudiante du PFN. Or, ce dernier supporte moins que jamais la concurrence du Front National. Des incidents ont même déjà opposé des équipes de colleurs des deux partis, fait sans précédent. Le rôle de François Duprat, alors idéologue du F.N., dans cette dérive ne doit pas être sous-estimé : dans son bulletin confidentiel, *Les Cahiers Européens*, n'attaque-t-il pas chaque semaine les dirigeants du PFN-F.J.-GUD, en les accusant d'être vendus au pouvoir giscardien ? Les militants du GUD sont eux-mêmes directement la cible de Duprat qui ironise notamment sur les « révolutionnaires en flight-jacket à 800 francs pièce ». Tout ça ne crée pas des liens.

Le 14 décembre donc, vers 20 heures, Le Pen accompagné de ses fidèles traverse le hall d'Assas et se dirige vers l'amphi 1 000. Mauvaise surprise, la salle n'est pas utilisable, elle a été enfumée et gazée par une main malfaisante. Le Pen et ses amis font demi-tour, se retrouvent nez à nez avec le GUD au grand complet, qui lui barre la route. Le F.J. est là aussi, et Alain Robert, et Roland Gaucher. Un houleux dialogue s'engage. Chacun se dit (se crie) ses quatre vérités, ce qui va prendre deux bonnes heures, après quoi tout le monde rentre chez soi. On n'est pas gaulois pour rien, mais la violence a été évitée.

Il n'est pas sûr que cette soirée ait beaucoup fait avancer la cause nationaliste. Dans l'immédiat, les deux parties ont surtout été confirmées dans la mauvaise opinion qu'elles pouvaient avoir l'une de l'autre. Ainsi, les gens du F.N. ne s'attendaient pas à découvrir parmi les troupes du F.J. une équipe de punks des plus horribles, avec crêtes décolorées, chaînes, tout l'attirail... Oui, cela a existé.

Le Pen et le F.N. vont connaître bientôt une épreuve autrement plus grave avec la disparition tragique de François Duprat dont nous empruntons le récit au livre d'Emmanuel Ratier, *Les Guerriers d'Israël*

« Le 18 mars 1978, François Duprat, enseignant, écrivain prolixe, journaliste à *Rivarol* et au *National*, directeur des *Cahiers Européens* et de la *Revue d'Histoire du Fascisme*, vice-président du Front National, est tué dans l'explosion de sa voiture, peu après avoir quitté son domicile, au Trait (Seine-Maritime). Déclenchée à distance, la bombe est suffisamment sophistiquée pour provoquer sa mort et blesser grièvement son épouse. L'attentat est revendiqué par le Commando des Fils et Filles du Souvenir. L'enquête n'aboutira jamais. L'adresse personnelle de Duprat avait été publiée quelques mois auparavant dans *Dossier Néonazisme* (Ramsay), de l'escroc Patrice Chairhoff (alias Yvan Calzi) préfacé par Beate Klarsfeld et Simon Wiesenthal. »

Accessoirement, la mort de Duprat entraîne le départ du F.N. de la tendance nationaliste-révolutionnaire qu'il avait suscitée, avec notamment quelques jeunes des Groupes Nationalistes Révolutionnaires de Base (G.N.R.B.).

Le PFN connaît une nouvelle heure de gloire avec la constitution de l'Eurodroite, officiellement annoncée le 20 avril 1978 à Rome, au cours de son premier Congrès. L'idée a été inspirée aux dirigeants du PFN par le succès médiatique de l'Eurocommunisme qui, quelques années plus tôt, a provisoirement réuni communistes français et italiens. Le MSI italien, Fuerza Nueva d'Espagne et le PFN y participent, représentés par Giorgio Almirante, Blas Pinar et Pascal Gauchon. Par la suite, le Front National portugais, les Forces Nouvelles belges et le Rassemblement National grec s'y joindront. Les composantes de l'Eurodroite, créée dans la perspective des premières élections européennes du 10 juin 1979, organisent des meetings dont les plus grandioses ont lieu à Naples, Rome, Catane et Madrid. En France, la première réunion a lieu à la Mutualité le 27 juin 1978. Près de deux mille personnes applaudissent les orateurs dans une ambiance électrique, due en grande partie à une importante manifestation antifasciste défilant à l'extérieur.

Un meeting est organisé à Marseille. Malgré la campagne de haine déclenchée par les gauchistes et le Parti Communiste, appuyés par le maire de Marseille, Gaston Déferre, les militants du Front de la Jeunesse, du GUD et du PFN réussissent à tapisser la ville de milliers d'affiches. Les distributions de tracts et les collages se déroulent dans des conditions extrêmement difficiles, la police multipliant les contrôles et les interpellations. Et pourtant, malgré les interdictions, illégales, de Déferre, obligeant les responsables à changer très régulièrement le lieu du meeting, le travail militant porte ses fruits. La réunion se déroule dans une



François Duprat, assassiné le 18 mars 1978.

Janvier 1978 : dîner-débat de l'Eurodroite dans le restaurant du premier étage de la tour Eiffel.



Numéro d'Initiative Nationale, officialisant la naissance de l'Eurodroite, qui fit le bonheur des militants à la recherche de photographies inédites.





Manifestation du PFN à Paris, contre l'ayatollah Khomeini (26 novembre 1979).

LES ANNÉES 80: TERRORISME ET SIONISME

L'année 1979 et le début de l'année 1980 resteront pour les nationalistes français et européens celles de la désinformation et de la répression préventive, prétextées par la multiplication des attentats terroristes aveugles.

Dans le milieu universitaire, l'année scolaire 80 avait pourtant bien commencé. D'abord le GUD se dote d'un nouveau journal (encore un !), mix approximatif de *Vaincre*, d'*Agir* et d'*Alternative* : *Oxydant*, qui n'aura que deux numéros.

Le 27 novembre 1980, un commando disperse, à Tolbiac, à coups de poings, de grenades fumigènes et surtout de barres de fer, une réunion de l'Union des Étudiants Communistes consacrée à « expliquer » l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée Rouge.

Le 1^{er} décembre de cette même année, des militants sionistes du Bétar, venus distribuer des tracts provocateurs sur le parvis d'Assas, sont chassés à coups de cocktails Molotov. L'air de rien, une époque – gauchiste – s'achève, une autre commence, caractérisée par la montée en puissance des organisations de jeunes sionistes. Cette évolution s'inscrit dans un contexte général de rejudaïsation et de radicalisation de la communauté juive de France. La reprise d'un terrorisme antisioniste d'origine proche-orientale (une bombe a explosé dans un restaurant universitaire juif parisien fin 1979) et les provocations néonazies attribuées à la FANE de Marc Fredriksen, en 1979/1980, font monter la pression. Mais le pire reste à venir

le 3 octobre 1980, un attentat sanglant commis près de la synagogue de la rue Copernic déclenche la première des grandes fièvres politico-médiatiques d'inspiration antifasciste qui vont agiter régulièrement la société française jusqu'à nos jours.



Un des trop rares numéros de la revue Oxydant.

À Paris, pour la première fois depuis la guerre des Six-Jours, les organisations sionistes, rejointes par les partis de gauche, jettent des dizaines de milliers de manifestants dans la rue. Les groupes activistes, style FEJ (Front des Étudiants Juifs), Bétar, OJD (Organisation Juive de Défense) ou U.J.F. (Union des Juifs de France), se réconcilient au-delà de leurs divergences pour traquer le « fasciste » dans la rue. Pendant des mois, dans la plus totale impunité, ces messieurs pratiquent la chasse au faciès : malheur à qui a les cheveux courts, trop blonds, ou arbore un blouson kaki. De nombreux bidasses en feront l'amère expérience.

Oui, il y a vraiment un avant et un après Copernic.

Le 15 décembre 1980, après s'être donnés rendez-vous au métro Europe, puis Villiers, puis Étoile, une quarantaine de jeunes militants du GUD et du FEN, insoucieux de ce nouveau climat, arrivent à Nanterre par le RER pour procéder à un classique tractage. À deux exceptions près, ils sont extérieurs à ce campus, car dévoiler des idées nationalistes à Nanterre demeure suicidaire.

Les tracts ne sont pas plus polémiques que d'habitude. Celui rédigé par le FEN réclame la création d'une université nationaliste et la constitution du mouvement de la Jeunesse Nationaliste Révolutionnaire. Le tract du GUD réclame l'extension du système des bourses, des TD moins chargés, de véritables diplômes, une faculté propre et la disparition des gauchistes.

Les militants distribuent dans le hall de droit, non pas dans les amphis comme le prétendent les journaux. Tous sont correctement vêtus, selon la consigne des chefs, sans casques ni armes. Une demi-heure après le début du tractage, une bande armée jaillit d'un amphi et charge. Plus tard, on apprendra par les journaux que ce sont cinq ou six étudiants juifs, membres de l'OJD, constamment sur le qui-vive depuis l'attentat de la rue Copernic, qui ont rameuté les gauchistes de l'UNEF et les ont incités à massacrer les nationalistes.

Ceux-ci tentent de se défendre comme ils peuvent, subissent plusieurs charges. Des groupes armés surgissent de partout, les poursuivent jusqu'à la gare du RER. Les fuyards croient trouver un abri dans un wagon qui reste à quai.

C'est alors que les gauchistes se déchaînent, lapidant les occupants de la voiture avec des projectiles prélevés sur le ballast. Parmi les assiégés se trouvaient, outre les nationalistes, des personnes âgées, de « vrais » étudiants de Nanterre, et un photographe du Point qui se gardera bien de témoigner par la suite. C'est à ce moment que ce sont déroulées les scènes les plus révoltantes. Un jeune du GUD, âgé de 16 ans, est happé par les assaillants et roué de coups. Le crâne fracturé, il passera plusieurs jours dans le coma, et survivra à une défaillance cardiaque. On annoncera même son décès, heureusement démenti peu après.

Des étudiants apolitiques essaient de s'interposer pour contenir la folie meurtrière des gauchistes avant que la scène ne tourne à la tuerie. C'est seulement après trois quarts d'heure que les flics et le SAMU viennent dégager les assiégés. Dix militants doivent recevoir sur place des soins d'ur



Le mannequin de Marchais prélevé au musée Grevin et retrouvé dans la fosse aux ours

pour combattre le communisme,
pour abattre le libéralisme,

**POUR
L'EUROPE
DE LA
JEUNESSE**

MEETING
Jeudi 20 mars 20 h 30
Centre Assas métro: N.-D.-des-Champs
92 rue d'Assas

GUD / FRONT DE LA JEUNESSE
Renseignements: Tél: 320.12.24 - poste 267

Assas, meeting du 20 mars 1980.



10

L'EVENEMENT

25 décembre 1980

Trois des 27 inculpés restent incarcérés après les six mises en liberté décidées hier par le juge d'instruction

Après l'intervention d'une quarantaine de militants d'extrême droite à l'université de Nanterre (voir le *Matin* du 16 décembre), vingt-sept personnes ont été inculpées au titre de la loi antiracistes pour « action concertée à force ouverte ». Elles sont membres ou sympathisants du Groupe Union Défense (GUD) ou du Front des étudiants nationalistes (FEN).

Les responsables du GUD cherchent à démontrer

qu'en l'affaire ils ne sont pas les agresseurs, mais les agressés. Qu'ils sont venus les mains nues, ce que contreditent tous les témoignages. En tout cas, après qu'on lui a reproché la mollesse au lendemain de l'attentat de la rue Copernic, le gouvernement semble vouloir cette fois faire preuve pour le moins de fermeté : le parquet avait en effet requis vingt-sept mandats de dépôt. Le juge d'instruction Thierry de Bonnefon avait réduit ce

nombre à neuf, et hier six d'entre eux ont été mis en liberté sous contrôle judiciaire. Il reste donc trois militants d'extrême droite incarcérés.

Nous avons rencontré deux de ces inculpés, Charles Henry, vingt-deux ans, membre du GUD, qui reprend le discours de son organisation. Et Patrick Labourque, qui, par contre, paraît être le « paumé de l'histoire », n'ayant rien à voir, affirme-t-il, avec l'extrême droite.

Charles Henry, dix-neuf ans, affirme qu'il était allé à Nanterre avec ses camarades « pour réclamer la liberté d'expression ».

ÉTUDIANTS

Le fascisme ne passera pas : l'antique slogan retentit dans l'université après les incidents de Nanterre. Mais cette fervescence cache un malaise plus aigu.

D'habitude, les manifs, je n'y vais pas. Mais vraiment, ce qui s'est passé à Nanterre, pas possible... » Solidement emmité dans un pari, le coiffeur

défense (le GUD) — branche estudiantine du Parti des forces nouvelles du candidat à l'élection présidentielle Pascal Gauchon — se retrouvent sur la

Donnons, une fois n'est pas coutume, la parole à un « fasciste ». Voici Charles-Henri, dix-neuf ans, étudiant en Droit à Assas, et membre du G.u.d. (pour ceux qui ne le sauraient pas encore — mais il faudrait qu'ils y eussent

hostilité à la pure curiosité, leur fuite, les gaudissements des étalages du « sous-bois » tend le long du grand boulevard, donne à Nanterre cette atmosphère de course au trésor, de course au marché aux jours surprenant pour

— Au commissariat de Nantes raconte Charles-Henri, on nous entassés dans deux cellules 3 m sur 3, et on nous a laissés

CHERS CAMARADES, l'ACTUELLE
CONJONCTURE POLITIQUE, DONT
VOUS N'IGNEZ PAS LES ASPECTS
PROFONDEMENT CHIANTS, NOUS A
CONTRAINS À PROCÉDER À UNE
RIGOUREUSE ÉPURATION. PASSEZ-

DANS CET ESPRIT, NOUS AVONS EXCLU DE NOTRE COMMUNAUTÉ TOUS CEUX QUI POUVAIENT VÉHICULER LES GERMES CONTAGIEUX ET DÉLÉTÈRES DU NÉO NAZISME, ET NOTAMMENT LES PATRIOTES CHAUVINS, DONC FASCISTES, ET LES

... JE REDOUTE QU'IL N'Y
AIT PARMI VOUS DES
SUPPÔTS DE L'IMPERIALIS-
ME AMÉRICAIN, AINSI
QUE DE TRISTES SÛRES
DONT L'ANTI-AMÉRICANISME

EVOCQUE MÊME CELUI DE
MONSIEUR HITLER...

(HORRESCO
REFERENS)



LES UNS SONT PRIÉS
DE PRENDRE LA PORTE
COMME LES AUTRES !

GALEMENT EXCLUS LES
SIONISTES (QUI NE SONT
S ANTI-SÉMITES DÉGUISES)
PARTISANS DU SIONISME
E DE RACISME CONDAMNÉE
UNIL, L'UNESCO ET AUTRES
TARIÈRES ASSÉCRÉÉES.

DES VALEURS JUDéo-CHRÉTIENNES
CONSTITUTIVE DU Néo-NAZISME,
TI-CHRÉTIENS SONT VIRÉS!
AUX CHRÉTIENS, QU'ILS
ENT LEURS CLIQUES AVANT DE
ENDRE
IAQUES!



PAS J
NOSTALG
DE L'INI
ET DE
POGRO
CHEZ

FASCISTES NÉGATEURS DU DROIT À
L'ÉMANCIPATION DES FEMMES, LES
ADVERSAIRES DE L'AVORTEMENT
SONT LOURDES !

IDEM POUR

VOUS LES NAZISTES, RETOULÉS
PAR DÉFINITION, PUCEAUX OU
MAL BAISÉES, DÉGAGEZ !
... ET LES NACHOS
PHALLOCRATES FASCIS-
TES ET

CE QUI NE SIGNIFIE PAS POUR
TANT QUE LES AMATEURS
AMITIÉS VIRILES FAÇON WAFEN
OU NATZ NEFF-MONTERHLANT
SONT AUTORISÉS À RESTER !

CEUX QUI
ADMETTENT
CETTE
ŒUVRE DE
MORT,
DIGNES
ÉMULES DE
MONSIEUR
LE DOCTEUR
MÉGELE ! *

LIBIDINEUX,
JE NE
VEUX
PLUS
VOUS
VOIR
ICI !
...

LE PÉRIODIQUE EST ACHÉVÉ:
DES VOIS QUE RESTENT LES
RARES ÉLÉMENTS QUI NE
PENSENT NI NE SONT
QUOI QUE CE SOIT !

PRÉTENDRE QUE
L'EXTRÊME-DROITE VISE
À LA SÉLECTION DES
ÉLITES, C'EST VRAIMENT

A VOS ORDRES, CHEF

ON SAIT PAS, MAIS À VOS ORDRES, CHEF

OUI, CHEF

ON EST DES BÊTES, CHEF

OUI, CHEF

CHEF, RDRES,

CHEF, RDRES,

VOUS ÊTES TOUS VIRÉS ET MOI AVEC !

ON VOUS ECOUTE, CHEF.

A VOS ORDRES...

Les autres sont embarqués par la police. Trois chanceux parviennent à s'évader du panier à salade, à un feu rouge. Vingt-trois militants du GUD et du FEN, ayant reçu des soins primaires, sont enfermés avec des délinquants de droit commun et inculpés au titre de la loi anticasseurs et sur les groupes armés. Neuf des interpellés seront écroués, dont Patrick Klein, Michel Paolantonacci et Jean-Christian Cassagne, qui vont passer un mois en prison. Leurs camarades leur envoient des cartes reproduisant le poème « Noël en taule » de Robert Brasillach.

À la suite de ce sanglant incident, les cours sont interrompus toute la journée sur le campus. Deux mille étudiants se rendent à la préfecture de Nanterre pour protester contre une agression imaginaire. Sous le même prétexte, plus d'un millier d'étudiants de Nanterre et de Jussieu défilent le lendemain en direction du ministère de l'Intérieur. Les journaux se répandent plus que jamais en affabulations contre le GUD. On est entré dans l'ère de l'antifascisme fantasmatique, dans une vague de délire collectif qui culminera avec l'affaire de Carpentras.

Du moins les médias s'intéressent-ils de nouveau au GUD. *Paris-Match* ouvre ses colonnes à un de ses responsables, Charles-Henri Varaut, qui donne sa parole que les actes de sauvagerie commis à Nanterre ne donneront pas lieu à représailles.

L'enquête policière met peu à peu en évidence l'innocence des emprisonnés, mais aboutira à faire inculper (sur leurs propres déclarations !) trois des meneurs du lynchage

Frédéric Auréal, Frédéric Kohen et Michel Badinter, propre neveu de Me Robert Badinter, futur ministre socialiste de la Justice. Tous trois auraient fait partie de l'OJD. L'affaire s'éteindra en mai 1981, à la faveur de l'amnistie accordée par François Mitterrand après son élection à la présidence.

Conclusion pratique de ce flagrant échec militaire : les organisateurs auraient dû prévoir le matériel apte à arrêter une foule hostile.

En 1979, Pierre Versini, qui dirigeait pour le compte du GUD un tractage organisé dans des conditions similaires, avait eu la judicieuse idée, pour refroidir l'ardeur des gauchistes, de brandir deux bâtons de dynamite.

Cette planche de Jack Marchal (publiée dans Oxydant daté de janvier 1981) a été dessinée entre l'attentat de la rue Copernic et le carnage de Nanterre. Elle entend illustrer la difficulté d'être giscard en un temps où quoi qu'il fasse ou qu'il dise, le nationaliste a toujours tort.

Un nationalisme « immense et rouge » ?

1981-1988 : agir pour survivre

ASSAS MORNE PLAINE

Les esprits bien-pensants échauffés par les manifestations qui ont suivi la « chasse aux fachos » du 15 décembre 1980 à Nanterre ne se sont pas tout à fait refroidis durant les vacances d'hiver.

L'ère Giscard vit alors ses derniers mois. Cette agitation a pour but de fragiliser le régime, de dénoncer une pseudo collusion droite-extrême droite qui passerait, entre autres, par *Le Figaro-Magazine* et la Nouvelle Droite. Comme disent les manifestants de gauche : « Ils couvrent les fascistes, expulsent les immigrés, Giscard, Barre, complices des assassins ! »

Le 14 janvier 1981, les amphithéâtres d'Assas sont envahis et les cours interrompus par des éléments extérieurs à la faculté, encadrés par l'UNEF et venus imposer aux étudiants un mouvement de grève.

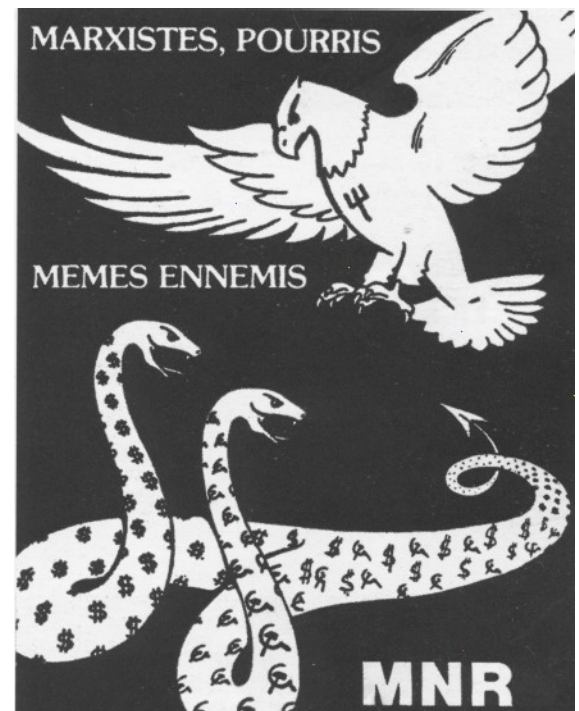
Le lendemain, les militants du GUD organisent un référendum interne à Assas. La reprise des cours est décidée.

Le GUD demeure le seul syndicat étudiant à s'opposer aux consignes de grève dictées par les gauchistes et le seul capable de faire respecter la liberté d'étudier.

Voilà, du moins, le discours officiel du mouvement.

En réalité, se retrouvant au *Lufac*, le café historique des fafs au croisement Assas-Vavin, certains militants commencent à trouver pénible d'être toujours du côté des bons élèves. Le GAJ a disparu mais sa structure étudiante, le Front des Étudiants Nationalistes (FEN), a survécu. Ses membres forment à Assas le gros des troupes du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR). Le FEN commence à faire de l'ombre au GUD. Il dispose à Assas d'une quarantaine de militants et sympathisants et cultive un discours plus « révolutionnaire » qui fait des émules.

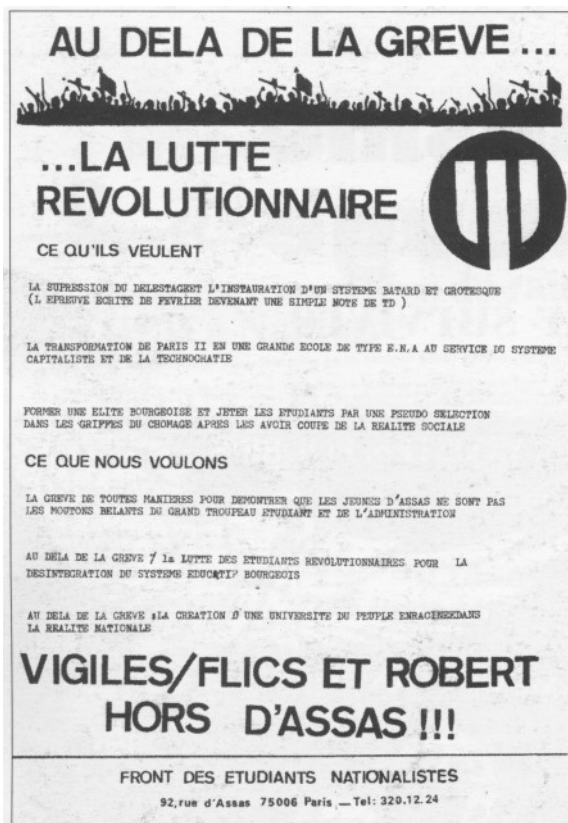
Les jeunes Italiens de Terza Posizione, dont certains sont en cavale en France après la terrible vague de répression qui les a frappés dans leur pays, participent à cette prise de conscience, aux antipodes de la ligne PFN qui persiste à affirmer : « Nous sommes la quatrième composante de la majorité. » Moins surveillé que le GUD par des adultes soucieux de respectabilité, le FEN multiplie les coups de main qui lui bâtissent une solide réputation.



L'esthétique et le discours radical du MNR attirent de nombreux jeunes militants.

*Carte de vœux envoyée par les nationalistes italiens en cavale à leurs camarades emprisonnés.
« Il faut boire l'amer calice jusqu'à la lie, pour ensuite rebondir jusqu'aux étoiles ».*





FAC EN GRÈVE

Au mois d'avril 1981, pour la première fois depuis douze ans, Assas-la-sage se met en grève. Une véritable révolution culturelle ! Motif : la suppression par l'administration d'un examen dit de délestage, qui se déroule chaque année au mois de février et permet aux étudiants ayant eu plus de 12 de moyenne d'être dispensés de l'épreuve de juin. Le thème de la lutte est donc réellement syndical et les divers mouvements étudiants, sur fond de campagne présidentielle, se lancent dans une concurrence souterraine. Lors de l'Assemblée Générale du 17 avril, la grève est votée à 82 %. C'est beau la démocratie !

À l'appel du GUD, du FEN, de la Corpo et de quelques autres groupes, les dates de la grève sont fixées pour les 28 et 29 avril.

Le 28 avril à 8 heures du matin, des piquets de grève et un comité de filtrage sont mis en place à l'entrée de la faculté.

Jacques Robert, président de Paris II, refuse le dialogue et tente de faire intervenir les vigiles. « J'en ai assez de ces malfrats qui font la loi », déclare-t-il. Les militants du FEN et du GUD sont renforcés par de nombreux lycéens heureux de servir à autre chose qu'à brûler les panneaux syndicaux du hall (les étudiants du centre répugnent à ces basses besognes, par crainte de répression administrative).

Ils vident manu militari tous les amphithéâtres des étudiants non-grévistes, en les invitant à rejoindre leurs camarades au moyen de pétards, de grenades lacrymos ou de jets d'œufs.

Une banderole « Assas en grève » est hissée sur le fronton de la fac. Vers 11 h 30, les « choufs », ces militants chargés de surveiller les abords, préviennent les piquets de grève : « Les flics prennent position dans le quartier ! » Alors que tout le monde est d'accord pour tenter de tenir la fac, les membres de l'UNI, selon une tactique depuis longtemps éprouvée, désertent. Les rats, eux ne quittent pas le navire.

Vers midi, après un vague ultimatum, Jacques Robert fait ouvrir les portes qui donnent sur la rue Notre-Dame-des-Champs et une compagnie entière de policiers en tenue investit le hall, en frappant sur les boucliers. Elle charge dans le hall. Ironie de l'histoire, les forces de l'ordre sont dirigées par un jeune commissaire... ancien du GUD et du groupe des volontaires au Liban.

Chassés de leur faculté, les nationalistes se regroupent sur le parvis, où ils se font à nouveau charger par une cinquantaine de gardes mobiles armés de bidules et de mousquetons. La mini-guérilla contre les forces de l'ordre va durer plusieurs heures.

Plus de peur que de mal, mais tout de même quelques blessés légers, dont le responsable du GUD Richard Rouget qui fait une sortie très théâtrale, porté sur les épaules d'un camarade.

Gilbert Dawed, l'un des responsables du FEN, est interpellé. Palestinien chrétien, ayant vécu à Rome où il fréquente les camarades italiens, c'est une figure du

Tract sans concessions dont les thèmes et la composition sont caractéristiques du FEN.



Les forces de l'ordre prennent position devant la fac après en avoir chassé violemment le piquet de grève.





Piquet de grève bloquant l'accès aux étages supérieurs d'Assas.

milieu d'Assas. Il est l'un des initiateurs de la mode du keffieh – alors diversement appréciée par les « éléments réactionnaires » – et du petit bonnet commando.

La période est très active car simultanément une grosse centaine de militants GUD et FEN, mêlés à de nombreux anciens, participe à la caravane Giscard, assurant le service d'ordre de l'ancien président comme leurs aînés l'avaient fait en 1974. Il leur arrive à l'occasion d'interdire l'accès des réunions... à des étudiants giscardiens !

L'esprit des lansquenets n'est pas mort et l'argent se fait moins rare...



Richard Rouget, responsable du GUD, explique à la presse le comportement irresponsable du président de la fac.



Après avoir vu son pare-brise voler en éclats et s'être fait subtiliser son képi, ce policier a sorti son arme de service, prêt à tirer.

Incidents à Assas

La police est intervenue pour ouvrir l'université parisienne bloquée par des étudiants d'extrême-droite

La police est intervenue plusieurs fois hier autour et à l'intérieur du centre universitaire d'Assas (Paris II) où tous les syndicats d'étudiants présents — « modérés » et extrême droite — avaient appelé à la grève (voir le *Matin* d'hier) en raison de modifications du contrôle des connaissances. Le président de cette université, Jacques Robert, a requis les forces de l'ordre car l'université était bloquée par des militants étrangers au centre. La grève qui n'était pas très suivie risque d'être relancée par l'intervention policière, d'autant que le responsable du GUD (extrême droite) pour Assas a été blessé lors d'une charge, de même que deux gardiens de la paix. Sept personnes ont été interpellées.

« J'en ai marre de ce tas de malfrats qui veulent faire la loi. J'ai eu suffisamment de patience... » Jacques Robert n'avait plus hier pour ses anges aux ailes noires les mêmes égards qu'autrefois. Il est vrai qu'avant « ils garantissaient le travail ». Alors qu'hier — entre les deux tours de l'élection où l'extrême-droite a été absente — ils tentaient de paralyser Assas. Leur fief, qualifié de « temple

du fascisme » par un « groupe juif d'action » qui a revendiqué un mitraillage de représailles effectué contre la façade pendant la nuit.

Au matin pourtant, tout avait commencé presque gentiment. Peu nombreux, les militants laissaient Jacques Robert se transformer, courageusement, en portier et « assurer la liberté du travail ». « On s'est fait mettre. » « On est des bleus », commentaient-ils, promenant à la main un mégaphone dont ils avaient oublié le micro...

Mais, au fil des heures et des interventions dans les cours, notamment sous l'impulsion de « nationalistes du FEN » qui veulent « la désintégration du système éducatif bourgeois », les choses se gâtaient. Apparut une faune étrange avec *flight* (cuir noir d'aviateur, bonnets bleus, jeans, tennis, et gants), beaucoup à la nuque rase et des airs de martiens pas toujours concernés par l'objet de la grève : la suppression d'une procédure facilitant le contrôle des connaissances.

Tous les étudiants semblaient contre cette suppression. Mais peu enclins pour autant à la grève. Alors il ne fut plus question de démocra-

tie : « Je lui pisse à la raie », dit l'un avant de lancer une table dans la direction d'un professeur, Jacques Cadart, qui, en toge, poursuivait son cours. Les étudiants muets devenaient « un tas de veaux ». Les filles rétives « des femmes qui n'avaient qu'à se taire ». « On est les plus forts, alors caltez, sinon ça va charcler... »

Jets d'œufs, bousculades, fumigènes, puis cordon sanitaire à l'entrée dont les concierges (quelques dizaines) étaient en grande partie extérieurs à l'Université : en fin de matinée, Jacques Robert décidait de faire évacuer le centre. Les mouvements « modérés » (UNI et Corpo) désapprouvaient les excès. La police était alors mandée par le président et intervenait dans le centre, allant jusqu'à « nettoyer les étages ». Mais c'est au cours d'une charge sur le parvis où les extrémistes sans armes s'étaient regroupés, soutenus cette fois par le tout venant, que le responsable du GUD fut blessé. « Il sera vengé », clamaient ses amis, promettant aujourd'hui grève mais aussi, pour certains, casques et barres de fer. Un second tour difficile...

Nicolas Domenach

Le *Matin* de Paris du 29 avril 1981.



Collage du Renouveau Nationaliste.

4 novembre 1981, célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'insurrection de Budapest. La première manifestation anti-gauche sous Mitterrand.



LE RENOUVEAU NATIONALISTE

En mai 1981, l'ensemble des mouvements nationalistes est en déliquescence. Il n'y a plus que quelques militants, dont les plus âgés ont vingt-deux ans. Malgré leurs efforts louables et le dévouement d'une minorité inaccessible au découragement, les effectifs resteront faibles jusqu'en 1983, période de l'émergence de Le Pen.

Peu après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, une dizaine de membres du PFN et du Front de la Jeunesse créent le Renouveau Nationaliste.

On craint une dissolution du FJ, voire du GUD, qui traînent tous deux quelques casseroles...

Le R.N. voit le jour dans un souci d'unité, tout en restant clairement lié au PFN. Certains mouvements refusent immédiatement d'y adhérer, en particulier l'Œuvre Française, le MNR et Militant.

La filiation Occident, GUD, O.N., Faire Front, Front de la Jeunesse et Renouveau Nationaliste est donc limpide. Hervé Denis, 22 ans, étudiant en droit, est nommé responsable national du R.N. en octobre 1981. Il est secondé puis remplacé par Arnaud Lutin, lycéen de 16 ans.

Le R.N. se dote d'un journal ronéotypé et



4 novembre 1981 :
en tête du cortège, les croix celtiques.

provisoire, *Pour un Renouveau Nationaliste*, qui utilise le graphisme Ordre Nouveau.

Alors que depuis 1976, les camps d'été avaient cessé, une trentaine de militants se retrouvent en Provence lors d'un camp GUD-R.N., qui se déroule du 25 au 31 juillet 1981. Des dizaines d'inscrits craintifs ont fait faux bond : Gaston Defferre vient d'être nommé ministre de l'Intérieur et l'on redoute à tout moment l'irruption des pandores.

Le 4 novembre 1981, les deux mouvements organisent en commun une manifestation pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'écrasement de la révolution hongroise de 1956. L'occasion est donnée de montrer ouvertement son aversion envers les quatre ministres communistes, complices des bourreaux soviétiques. C'est un succès, avec cinq cents personnes dans la rue, croix celtiques en tête. La peur du nouveau régime s'estompe.

En décembre 1981, l'état de siège est proclamé à Varsovie. Solidarnosc et Walesa sont dans tous les esprits. Pour ne pas laisser le pavé libre à la gauche, CFDT et PS en tête qui récupèrent l'événement en manifestant le jour même aux Invalides devant l'ambassade de Pologne, le R.N. mobilise immédiatement quelques dizaines de militants. Ceux qui refusent d'honorer les patriotes polonais en chantant *L'Internationale* se rassemblent. Plusieurs bagarres éclatent avec les manifestants de gauche.

Première affiche du Renouveau Nationaliste.





SCIENCES-PO : LES INTELLOS AUSSI

28 janvier 1982, soir d'inauguration du nouveau local PFN-R.N., boulevard de Sébastopol. Un coup de fil en provenance de Sciences-Po donne l'alerte. Plusieurs dizaines de gauchistes de l'UNEF Indépendante et Démocratique, épaulés par le service d'ordre de l'Organisation Communiste Internationaliste, bloquent les militants de l'Union des Étudiants des Droites dans les locaux de l'Institut d'Études Politiques.

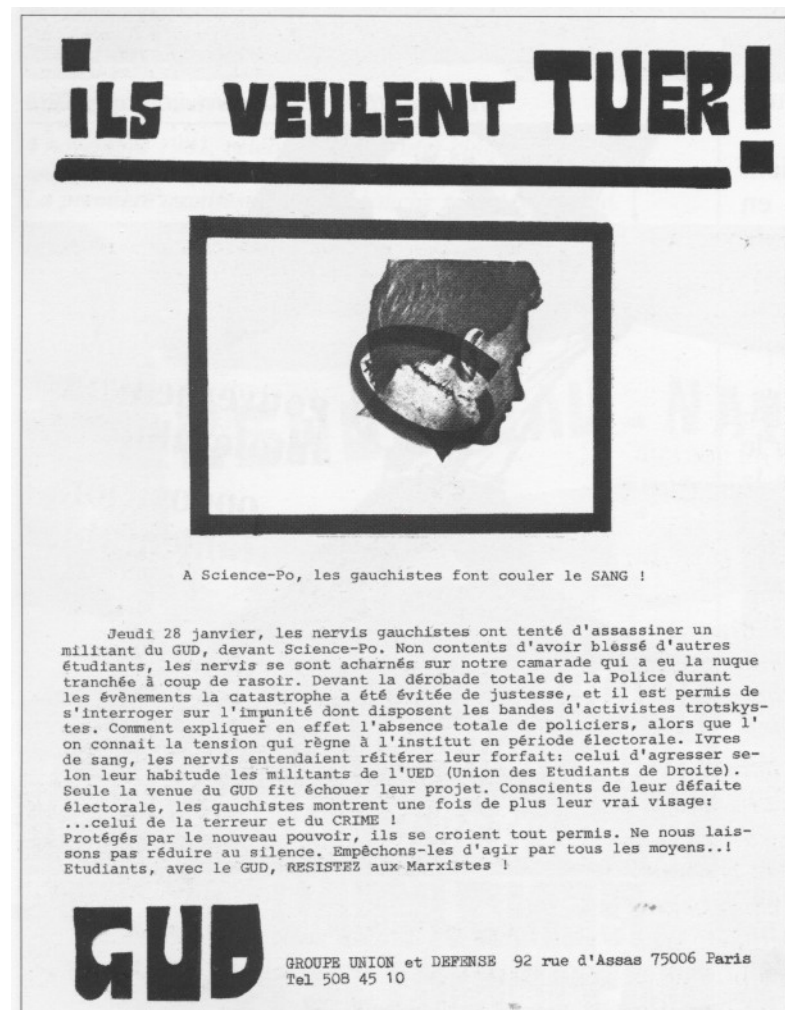
Créée en 1978, l'UED va incarner le nationalisme à Sciences-Po jusqu'en 1986. Elle est née de la volonté unitaire de nationalistes issus du GUD, du GAJ, du GRECE et même des deux linguistes du... Comité France-Allemagne (sic). L' UED, malgré l'origine radicale de ses fondateurs, joue électoralement la carte droitiste et antigauche. Et ça marche ! Elle conquiert une forte assise électorale, qui culminera en 1984 avec 17 % des suffrages. Plus « intello » que le GUD-Assas, l' UED cultive un humour et un sens de la provocation très « hard » que ne renient pas les cousins de Paris II. On compte dans ses rangs de futurs magistrats, financiers, députés, hauts fonctionnaires. Bref, du gratin facho.

Cette « Union des Droites » lance quelques composantes parallèles aux noms évocateurs: le Rassemblement Autonome et Total pour l'Ordre Nouveau (RATON), ou la Junte Universitaire d'Intervention Fasciste (JUIF).

L'UED n'hésite pas à diffuser des extraits de *L'École des Cadavres* de Céline et du *Camp des Saints* de Jean Raspail, sous forme de tract, ou à clamer « Gloire aux parachutistes français » quand les antimilitaristes se manifestent... Elle publie une excellente revue, *Réplique* (une cinquantaine de numéros parus, un record pour la littérature militante). Parmi ses rédacteurs, on trouve Emmanuel Ratier, qui fit ses premières armes avec *Balder*, le superbe fanzine du F.J. rouennais et s'est imposé depuis lors comme le digne successeur de Henry Coston.

Ce 28 janvier donc, une violente bagarre anime la rue Saint-Guillaume, habituée aux

Un numéro de Réplique, le bulletin de l'Union des Étudiants des Droites de Sciences-Po.



Tract dénonçant l'agression au cutter dont a été victime Gauthier Guillet, le 28 janvier 1982 devant Sciences-Po.

Même à Sciences-Po, l'argumentaire politique le plus basique est souvent le plus efficace.

débats plus feutrés. Les gauchistes déplorent plusieurs blessés. Dans l'autre camp, Gauthier Guillet reçoit un coup de cutter qui lui frôle la carotide. Une dizaine d'Iraniens du mouvement Azadegan (« Les Fils de la Liberté ») du général Aryana, partisans du Chah en exil, accompagnent nos militants. Certains sont armés, mais ils ne participent pas à l'affrontement. Le lendemain, on découvre sous une voiture le « matos » de l'OCI : des armes blanches et une pioche.

Durant toutes ces années, les rixes sont fréquentes à Sciences-Po, un des rares établissements où droitistes et gauchistes subsistent. UUED y organise ainsi un meeting antimarxiste le 9 décembre 1980. Une contre-manif est menée par Louis Mexandeau, député PS et futur ministre socialiste. Plusieurs des militants GUD-FJ attendent les ordres dans les cafés alentour, le casque noir dans un sac en plastique. À 16 h 45, une quarantaine d'autonomes tente, en vain, d'entrer en force. Laurent Greilsamer, journaliste du *Monde*, note dans les colonnes de son quotidien une phrase qui, selon lui, résume le discours de la réunion nationaliste : « Nous devons jouer le jeu démocratique puisque tout le monde le joue, mais seule la force paie. » Quelques mois auparavant, le 21 mars, l'UED et l'Association Europe-Afrique du Sud avaient tenu meeting sur un thème d'actualité : « Théorie et application de l'apartheid (ou développement séparé) », en présence d'un membre de l'ambassade de Pretoria.

La réunion fait scandale, surtout quand les étudiants des « droites libérales, autoritaires et monarchistes » (autodéfinition de l'UED) parlent de l'Afrique du Sud, « ce pays où il fait bon broyer du noir » ...

LES STAKHANOVISTES DE L'ACTION

Dimanche 14 février 1982, les jeunes du PFN frappent un petit coup, qui reçoit une médiatisation démesurée. Deux commandos masqués attaquent le ministère des Transports et par erreur celui de la Solidarité nationale, au lieu du ministère de la Santé voisin. Vitres brisées à coups de barres de fer et de pavés, jet de bouteilles d'encre rouge, une action classique menée tambour battant. Sauf que cette fois, elle touche l'Etat socialiste et non quelque obscure librairie de gauche. Pour marquer la première année du gouvernement de François Mitterrand et exiger la démission des ministres communistes, un meeting est organisé le 17 février. La publicité est assurée, même si l'affaire finit - temporairement - à la Brigade criminelle pour certains, interpellés au local du PFN. C'est le dur apprentissage de la vie militante...

Le 20 février, suite à la mort d'un légionnaire assassiné en Corse par le FLNC, le GUD et le R.N. défilent sur les Champs-Élysées pour exiger la démission de Gaston Defferre. La manif réunit les frères séparés du PFN et du Front National. Jean-Marie Le Pen a mis son béret vert, il ne fait pas encore l'unanimité. Parmi les chefs du FLNC fustigés ce jour-là figurent plusieurs anciens activistes qui ont fait leurs premières armes au GUD quelques années plus tôt. Mais les jeunes militants l'ignorent.

Le 19 mars 1982, le PFN, le GUD et le R.N. protestent avec

Le Monde, 11 décembre 1980.

Une réunion de l'Union des étudiants de droite

« Il nous faudra nettoyer d'autres facs »

« Nous sommes de droite. Nous devons jouer le jeu démocratique, puisque tout le monde le joue, mais seule la force paie. (...) Le jour n'est pas loin où le nationalisme chassera le gauchisme. Il nous faudra nettoyer d'autres facs. » Tel est — en gros — le discours que l'on a tenu dans un amphithéâtre de l'Institut des sciences politiques, mardi 9 décembre après-midi, rue Saint-Guillaume, à Paris (7^e). La réunion, de toute évidence, était réservée aux étudiants de l'Institut, conviés par l'Union des étudiants de droite (U.E.D.) à écouter leur bonne parole.

La direction de Sciences Po avait bien fait les choses. Une équipe de six vigiles a filtré en permanence les entrées, refusant d'ouvrir la porte, entre autres, aux anciens élèves et aux journalistes. La préfecture de police de Paris n'avait pas lésiné non plus : d'importantes forces de C.R.S. avaient pris place dans le quartier durant tout l'après-midi. Ainsi eut lieu cette « réunion d'information » à laquelle une soixantaine d'étudiants ont participé. Un militant monarchiste, tout droit débarqué d'Alençon-Provence, dit ce qu'il avait à dire. Un membre du Groupe union et défense (GUD), lié au Parti des forces nouvelles (P.F.N.) aussi. On remercia Sciences Po d'avoir eu le « courage » de prêter une salle à cette droite qui veut s'affirmer et qu'il faut bien qualifier d'extrême...

Les étudiants de l'Institut, ceux de gauche, ceux du camp « libéral », ne s'y sont pas trompés. Ils ont, à deux cents, organisé une petite manifestation de protestation sur le boulevard Saint-Germain, à l'appel de l'UNEF

indépendante et démocratique, du parti socialiste, représenté par M. Louis Mexandeau, député du Calvados, de la Ligue des droits de l'homme et de l'Organisation communiste internationaliste (O.C.I.). Ils ont crié ce que l'on crie dans ces occasions : « Le fascisme ne passera pas », « Union, action contre le racisme et l'antisémitisme »...

C'est que les « étudiants de droite », qui veulent se donner des airs « démocratiques », n'en ont pas moins attaqué, au centre universitaire Tolbiac, le 27 novembre, ces étudiants communistes, blessant cinq d'entre eux (le Monde du 29 novembre). Ils n'en ont pas moins brisé, jusqu'à preuve du contraire, plusieurs dents à M. Paul Blanzay, quarante ans, qui a eu le tort, le 1^{er} décembre, de passer devant le centre universitaire d'Assas (Paris-II), un kipka (la coiffure traditionnelle juive) sur la tête (le Monde du 5 décembre.)

Effet boomerang inévitable : une quarantaine d'autonomes se sont mis en tête de frapper. A 16 h. 45, ils tentaient ainsi une entrée en force dans l'Institut, entrée ratée. Ils récidivaient un peu plus tard, frappant, un « facho » de passage, projetant du gaz lacrymogène sur les vigiles et leur victime expiatoire. Pendant ce temps, dans un amphithéâtre de Sciences Po, on devisait banalement. Non ! Les étudiants de droite ne sont pas « anti-immigrés », mais pensent d'abord aux Français et aux Européens... Oui ! Coluche a bien raison lorsqu'il affirme : « Les Français n'ont rien à f... du Chili. »

LAURENT GREILSAMER.

Affichette demandant la démission du ministre communiste des Transports.



Fête de Jeanne d'Arc 1982, le Renouveau Nationaliste défile avec des drapeaux bleu-blanc-rouge.



Échauffourées lors du défilé de la FNACA le 19 mars 1982.



Le 20 novembre à Madrid : un classique.



Comité d'accueil du meeting du 27 octobre 1982, "pour en finir avec le socialisme".



vigueur contre la commémoration des accords d'Évian de 1962 organisée par la FNACA sur les Champs-Élysées. Manipulée par la gauche et spécialement par le PC, la FNACA (Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie) est dans le collimateur. En mars 1977, les ministres de la Défense et de l'Intérieur, MM. Bourges et Poniatowski, avaient interdit aux autorités civiles et militaires de participer aux célébrations du 19 mars orchestrées par la FNACA. Les temps ont changé. Comme ils le font depuis plusieurs années, les étudiants nationalistes perturbent la manifestation et détruisent la gerbe de la FNACA, qui, selon eux « constitue une injure aux soldats français morts en Algérie ». Et aux anciens militants de l'OAS.

Le 1er mai, les jeunes militants s'attaquent aux vendeurs de muguet du Parti Communiste sur les marchés et reviennent les bras chargés de bouquets pour leurs mamans. Le R.N. fait une apparition remarquée à la fête de Jeanne d'Arc rue de Rivoli.

L'année militante s'achève en fanfare. Au mois de novembre, sept camarades sont arrêtés durant trois jours à Madrid à la suite des manifestations - interdites, contrairement aux années précédentes organisées en hommage à José Antonio, fusillé en 1936, et à Franco, mort en 1975. Au Palais de Justice de Madrid, les phalangistes enseignent l'hymne *Cara al Sol* aux Français. Les voyages forment la jeunesse.

« ÉTUDIANTS EN COLÈRE ! »

À l'initiative d'Alain Savary, ministre socialiste de l'Éducation nationale, est présenté un projet de réforme de l'enseignement supérieur inspiré de la pire idéologie égalitaire : dévalorisation des diplômes, allongement stérile des études, sélection hypocrite par l'argent et la combine, bureaucratisation à outrance des universités. Cette loi déclenche une forte mobilisation étudiante, qui culmine au printemps 1983 avec des grèves et des manifestations animées par la « Coordination Nationale Étudiants-Enseignants contre la loi Savary », à laquelle participent l'UNI, la CNEF et le CELF. Les nationalistes sont souvent écartés des instances syndicales. Ils vont se rattraper dans la rue.

Les premiers à entrer en lice sont les étudiants en médecine, qui défilent à Paris le 12 avril. Puis c'est le tour des juristes. Une Coordination Nationale des Étudiants en Droit, créée à l'initiative des centres Assas et Malakoff, se réunit le 21 avril. Parmi ses membres, deux représentants du GUD côtoient ceux du CELF, de l'UNI et d'autres syndicats.

C'est alors que jaillit de sa boîte le R.E. (Renouveau Étudiant), structure inventée par Gauthier Guillet dans l'unique but de donner au GUD un siège supplémentaire dans ladite coordination. L'appellation créée initialement par les étudiants nationalistes de Bordeaux sera relancée par des jeunes du Front National dix ans plus tard.

La date de la manifestation des étudiants en droit est arrêtée : ce sera le mercredi 27 avril, place de la Concorde.

Le jour dit, sept mille d'entre eux se dirigent de la Concorde vers l'Assemblée nationale, dans une ambiance bon enfant. Mais devant le Palais-Bourbon, sans aucune raison, les forces de l'ordre chargent le cortège avec brutalité. La violence apparaît alors comme une autodéfense légitime, même parmi des étudiants modérés.



Dessin du gauchiste J.-F. Batellier fustigeant la conception de la sélection des étudiants d'Assas.



Autocollant largement diffusé lors des manifestations de mai 1983.



Des nationalistes défient les forces de l'ordre lors de la dispersion de la manifestation du 5 mai 1983.



L'esthétisme dans l'action.



Le 20 mai, après avoir séquestré le président de la faculté qui refusait de repousser la date des examens, les étudiants d'Assas sont évacués

La violence sera du reste présente dans tous les rassemblements, à Paris et en province. Selon la formule de Mao, les nationalistes sont alors comme des poissons dans l'eau au milieu d'une masse de manifestants parfois courageux mais inexpérimentés. Le mouvement s'amplifie et culmine le 24 mai lors d'une manifestation réunissant quinze mille personnes. Une gigantesque bagarre contre les forces de l'ordre démarre aux Invalides, sur le pont Alexandre III, et se termine tard dans la nuit au quartier Latin. On relève deux cent cinquante et un blessés, parmi lesquels de très nombreux CRS.

En province également, la sauce a pris, souvent avec plus de succès encore. Les responsables nationalistes parviennent à intégrer ou à contrôler les coordinations. À Toulouse, Strasbourg, Lyon, Aix-en-Provence, etc., ils tiennent le pavé.

Tous les observateurs en témoignent, les manifestations de mai 1983 ont été marquées par des violences policières insensées.

On y voit apparaître les trop fameux pelotons voltigeurs motocyclistes, qui se feront mieux connaître trois ans plus tard avec la mort de Malik Oussékine. Le Parti Socialiste, qui s'émeut si volontiers de ce style de répression, en use sans état d'âme lorsqu'il se trouve au pouvoir.

Le 23 mai, à 3 heures du matin, le siège parisien du PFN, au 71 du boulevard de Sébastopol, est détruit par une charge d'un kilo de plastic. Attentat revendiqué par la BARIL, Brigade Anti-Raciste d'Intervention de la Liberté.

Reconnu le soir du 24 mai par des militants nationalistes alors qu'il circulait en voiture à



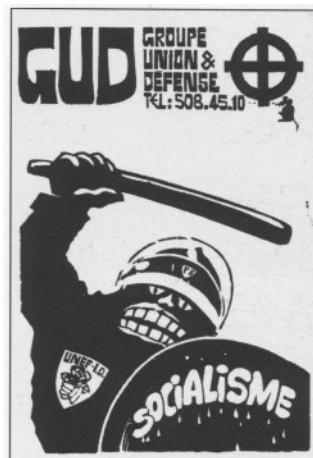
11 mai 1983, tous les moyens sont bons pour empêcher la progression des forces de l'ordre.

proximité de Montparnasse, le ministre de la Culture Jack Lang se soustrait de justesse aux demandes d'explications que les étudiants attendent de lui. L'intéressé en profite pour se monter un de ces coups de publicité mensongère dont il a le secret : « Il s'agissait de groupes fascistes utilisant des méthodes nazies » (à moins que ce ne soit l'inverse). Ce même soir du 24 mai, Laurent Fabius et Pierre Joxe, venus en curieux assister aux manifs, manquent passer un moment désagréable. Reconnus par des étudiants venus leur dire deux mots de la part des grévistes d'Assas, ils détalent comme des lièvres.

Au cours de ces semaines d'agitation le nom du GUD est cité des centaines de fois dans la presse. Tous les militants de France et de Navarre, plusieurs générations confondues, se retrouvent au coude à coude. En 1988, un roman de Thierry Marignac (*Fasciste*, édité chez Payot puis aux Presses Pocket) met en scène ces événements. Citation de l'auteur : « Mais ceux pour qui bat mon cœur, c'est Charles-Henri et les quatre bouilles de malfrats XVIe qui l'entourent, le cheveu court, tirés à quatre épingles, les mâchoires bloquées et l'invective facile : le GUD. Au milieu d'eux, Charles-Henri fait tache. Rondouillard, le sourire en réserve, cuir noir un peu crasseux, le foulard pas net prêt à l'usage, Charles-Henri ressemble à un loubard de banlieue. C'est un desperado. Il a l'aura des gens qui finissent mal. Je les ai vus, lui et ses paltoquets malades des nerfs, mettre en fuite à coups de ceinturon une cellule de Jeunes Communistes au grand complet, armés de pieds de table. Bref, je les respecte. »



Le 23 mai 1983 à 3 heures du matin. Le siège du PFN, boulevard de Sébastopol, est plastiqué.



« CRS = PS », l'affiche gauchiste de mai 1968 est détournée. Cette fois-ci ce sont les forces de l'ordre socialistes et non gaullistes qui sont fustigées.

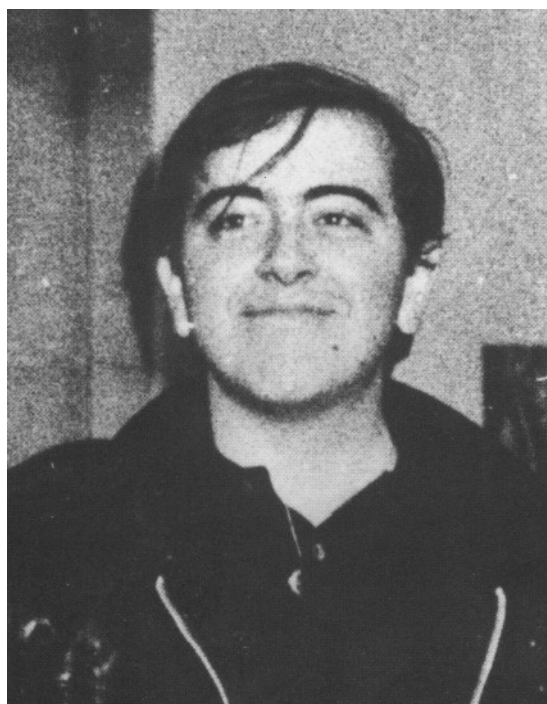
Le 24 mai 1983, Jack Lang se fait bousculer par des manifestants. Contrairement à sa version, les manifestants ne criaient pas « à mort » mais « à poil ». Perspective peu engageante...

**NOUVELLES
VIOLENCES
A PARIS**

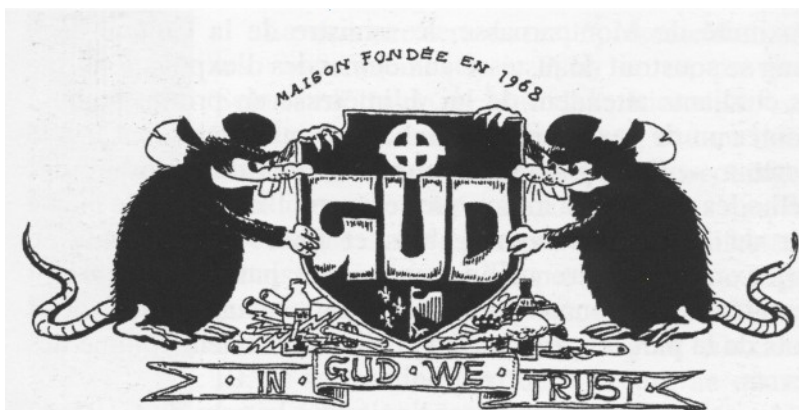
« On m'a attaqué avec l'intention de me blesser », affirme le ministre de la Culture

Lang : « Ce sont des fascistes utilisant des méthodes nazies »





Charles-Henri Varaut, photographié à la sortie d'un meeting du PFN à Saint-Germain-en-Laye, en 1982. Ancien militant du FJ, puis porte-parole du GUD en 1983, il contribue par sa façon de à populariser le mouvement.



Tout le monde aura reconnu Charles-Henri Varaut, porteparole du GUD dans cette période agitée.

Le GUD et le Renouveau Nationaliste tireront les leçons de ces manifestations au cours du camp d'été GUD-R.N. 1983.

Juillet 1983, les mythos sont de sortie, c'est la fête au Duce ! Une quarantaine de militants se retrouvent à Predappio, en Italie, pour participer au centenaire de la naissance de Benito Mussolini. Les hélicoptères des carabinieri survolent un cortège surexcité où les militants apprennent très vite à saluer comme leurs camarades transalpins. Surprise : chez eux, il y a même des filles !

Chianti, pasta, mandoline, exaltation de la lutte armée et soutien aux camarades emprisonnés : nostalgie, quand tu nous tiens...

LES VIEUX AU PLACARD !

Très virulent dans les années 82 et 83, le Renouveau Nationaliste a fourni de nouveaux cadres pour le GUD. Et les lycéens ont fini par devenir étudiants.

Le centre Assas se trouve replacé au cœur de la vie militante. L'implantation à Paris II de l'Union des Étudiants Juifs d'Assas provoque des accrochages. Parmi les sionistes vindicatifs, on recense Marc Bitton, futur responsable de SOS-Racisme, et Arno Klarsfeld, fils de son père.

Le MNR, qui tient un discours de « troisième voie », antisoviétique et anti-américain, anticomuniste et anticapitaliste, a alors le vent en poupe. Petit retour en arrière : l'équipe dirigeante du PFN a éclaté, Alain Robert a entraîné ses fidèles au CNI, Pascal Gauchon s'est retiré de la politique active depuis 1981, et les responsables qui demeurent attendent la première occasion de rallier le FN, qui après une longue stagnation est enfin en plein décollage. Les jeunes refusent de suivre.

Sous l'impulsion d'Arnaud Lutin et de Richard Rouget, ils se tournent vers Jean-Gilles Malliarakis. Infatigable dénonciateur de Yalta, pourvoyeur de la bonne (et libre) parole dans sa *Librairie Française* voisine d'Assas, il séduit ceux que rebute l'électoratisme. Un rapprochement GUD-MNR s'opère, suivi avec intérêt par plusieurs sections de province (Strasbourg, Orléans, Lyon, Perpignan, etc.). L'objectif est de lancer une nouvelle organisation nationaliste, radicale mais non passéiste, rompant avec la mentalité groupusculaire.

Lors de la fête de Jeanne d'Arc du 13 mai 1984, le cortège



L'effort graphique est manifeste, la référence artistique aussi (les peintres réalistes soviétiques s'en retournent dans leur tombe).



Fête de Jeanne d'Arc 1985. Belle démonstration de force du MNR. Il est certain que le décorum y est pour beaucoup.

du MNR, mené par une jeune fille à cheval brandissant un étendard noir au trident argenté, fait sensation.

Le 14 septembre 1984, Charles-Henri Varaut meurt accidentellement. Bertrand Grub lui rend un bel hommage dans *Jeune Nation Solidariste* d'octobre: « Il aurait voulu quitter la terre face au soleil, mais une société qui conjure le risque ne connaît que des morts stupides. Charles-Henri Varaut s'est tué à vingt-trois ans sur une route de Provence. La jeunesse nationaliste perd un camarade, pour beaucoup un ami fidèle et attachant. Au revoir Charles-Henri. Nous n'avons pas de passé mais une immense mémoire. Nous aurions aimé traverser le Rubicon avec toi et à chaque fois que nous franchirons le hall d'Assas, nous prierons les Dieux pour que tu ne trouves pas de vigiles dans l'éternité, mais les hauts tambours qui rythmaient ton cœur. »

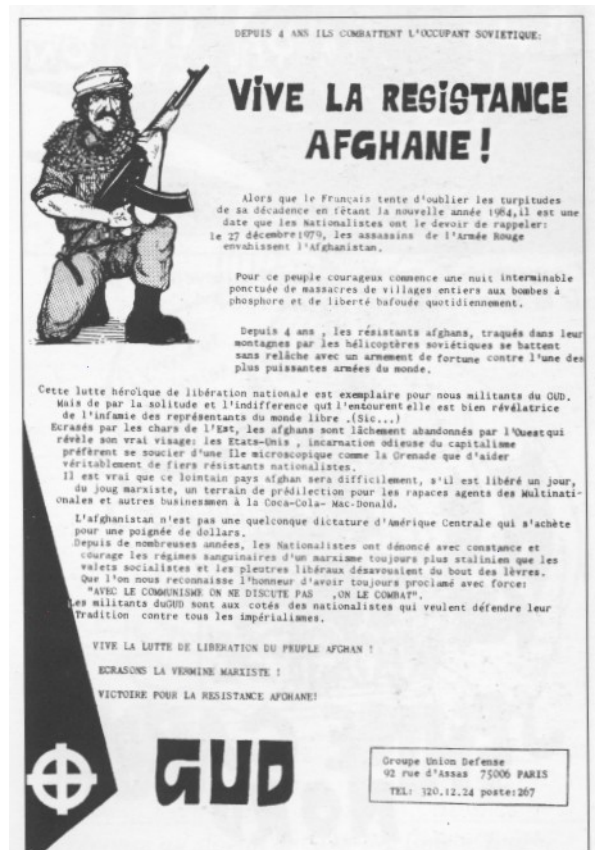


CHANGEMENT DE DISQUE

L'anticommunisme, qui était la raison de lutter de la plus grande partie des militants nationalistes, fait moins recette.

Il faut renouveler le discours et se démarquer des thèmes (immigration, insécurité, fiscalité) mis en avant par le FN. Le GRECE exerce alors une influence grandissante sur les jeunes cadres, qui ne souhaitent cependant pas délaissier l'action politique au profit du culturel.

Les dernières vraies actions anticommunistes se dérouleront en 1984. Sur fond de discours très pro-européen, le GUD affiche un soutien aux combats des peuples libres, avec une tonalité assez tiers-mondiste. On s'enflamme pour les Palestiniens, l'Irlande, les Peaux-Rouges ou les Afghans. Le langage droitier des années 70 s'estompe, le ton devient plus national-populaire. Le 10 novembre 1984, un meeting rassemble à l'appel du MNR sept cents personnes à la Mutualité sur le thème « Écrasons la vermine stalinienne » (voir l'affiche dans le cahier couleurs), en présence de Bertrand Grub, Serge de Beketch, Alain Lamotte et Jean-Gilles Malliarakis.



Le champ de vision des nationalistes français s'élargit en appelant à soutenir le combat de peuples non-européens.



Symbole de la Jeune Garde : sur fond rouge, une croix celtique traversée par la mouette blanche de l'éternelle jeunesse.



PRENEZ GARDE À LA JEUNE GARDE !

La stratégie de regroupement est concrétisée par les jeunes à l'origine du projet. La Jeune Garde a été lancée dès septembre 1984. L'idée et l'appellation se sont imposées lorsque *Jeune Nation Solidariste*, mensuel du MNR, titrait en couverture de son numéro de juin 1984: « Contre l'Europe des pourris, en avant la Jeune Garde ». La Tradition va de pair avec la Révolution : la Jeune Garde conserve la croix celtique, mais l'inscrit sur un drapeau à fond rouge et la complète d'une mouette blanche, symbole de « l'éternelle jeunesse du nationalisme ». Le premier responsable national de cette nouvelle structure est Philippe Dupouyet, fondateur de l'UJNO (Union des Jeunes Nationalistes Orléanais, créée en janvier 1983).

Le GUD décide officiellement de s'associer à la Jeune Garde lors des assises nationales de cette dernière, tenues le 11 mai 1985 à Paris.

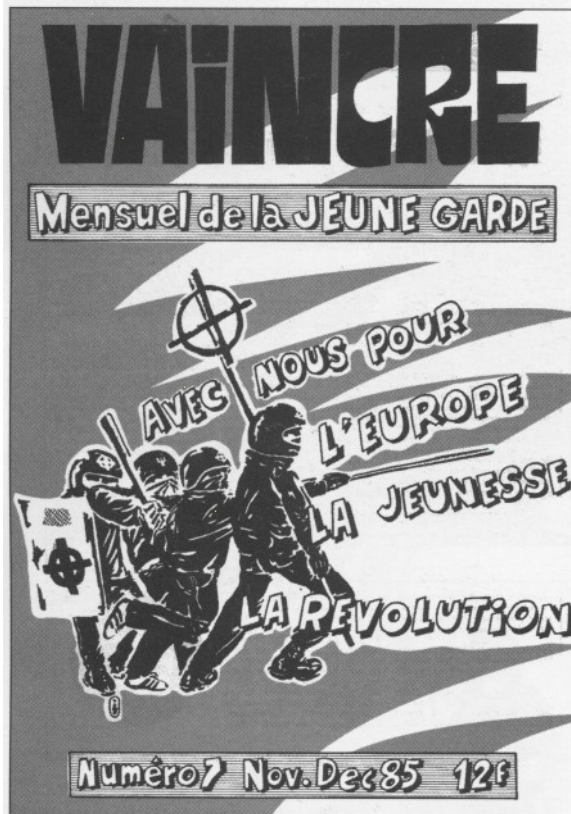
La Jeune Garde se dote aussitôt d'un mensuel, en récupérant le titre *Vaincre*, bien connu du milieu. Journal du GUD à l'origine, il est né en novembre 1976. Dès le numéro 3, en avril 1977, *Vaincre* devient le journal à la fois du GUD et du FJ, et paraîtra jusqu'en janvier 1979. En septembre 1984, Philippe Dupouyet en reprend le titre pour l'UJNO. Enfin, en février 1985, *Vaincre* devient le mensuel de la Jeune Garde pour une dizaine de numéros. C'est une sorte de fanzine, plutôt extrémiste et romantique.

À l'origine structure étudiante, la Jeune Garde deviendra la branche lycéenne de la future mouvance Troisième Voie, créée en novembre 1985.

LA TROISIÈME VOIE EST EN MARCHÉ

Après les réunions tenues à Strasbourg en décembre 1984 et juin 1985 et à Paris en septembre et novembre 1985, le mouvement Troisième Voie est porté sur les fonts baptismaux à Lyon, capitale des Gaules, le 9 novembre, sur les bases élaborées depuis plusieurs mois par des responsables du MNR et du-PFN « maintenu ».

Ce premier congrès de Troisième Voie, dont le nom évoque l'organisation interdite italienne Terza Posizione et la « tercera posicion » de Juan Peron est donc l'aboutissement d'un long processus unificateur et rénovateur. Le bureau politique initial est constitué à parité par trois militants du PFN et trois mili-



Couverture du mensuel *Vaincre* devenu le journal de la Jeune Garde en février 1984.

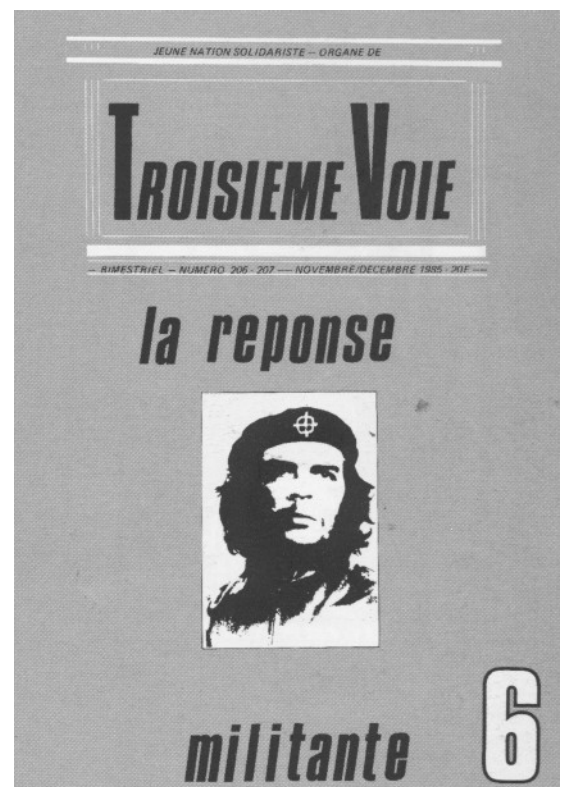
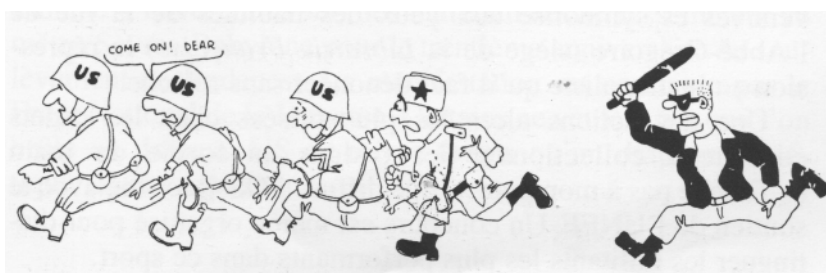


La section Jeune Garde du Nord ne fait pas dans la dentelle. Tous les symboles se côtoient dans la plus parfaite harmonie.



tants du MNR : Bertrand Aubier (Montpellier, responsable des relations européennes), Jean-Paul Baron (Nancy, responsable de la formation), Philippe Dupouyet (Orléans, porte-parole national de la Jeune Garde), Bruno Gayot (Valenciennes, responsable Nord-Pas-de-Calais), Didier Roche (Lyon, responsable Rhône-Alpes) et Jean-Gilles Malliarakis. De nombreux petits comités émergent ça et là. On remarque même un petit Groupe Charlotte Corday constitué d'éléments féminins.

Troisième Voie donne clairement priorité aux jeunes équipes militantes : la moyenne d'âge des cadres n'atteint pas 25 ans. Le mouvement est gouverné par un principe d'autogestion militante. Un système un peu bureaucratique qui commence déjà à peser à certains. Chaque année, les « tercéristes » (militants de Troisième Voie) élisent leurs responsables départementaux, qui siègent dans un Conseil national se réunissant tous les deux ans. Dès janvier 1986, ces bases organisatrices simples font l'objet de statuts précis et détaillés, accompagnant une actualisation des 19 points du MNR, publiés et adoptés en 1979. La pensée du mouvement est diffusée par le mensuel *Jeune Nation Solidariste*, qui devient tout simplement *Troisième Voie* en janvier 1985. Le 1er mars 1986, les nationalistes français découvrent pour la première fois le « bulletin téléphonique quotidien de TV ». Renouant avec la meilleure tradition radiophonique, Jean-Gilles Malliarakis – « Mallia » pour les amis, ou « le Commandeur » pour les groupies – commente l'actualité avec son lyrisme nationaliste-révolutionnaire, en concluant à chaque fois sur un tonitruant slogan qui fera florès : « L'Europe sortira du tombeau, la Troisième Voie est en marche ! »

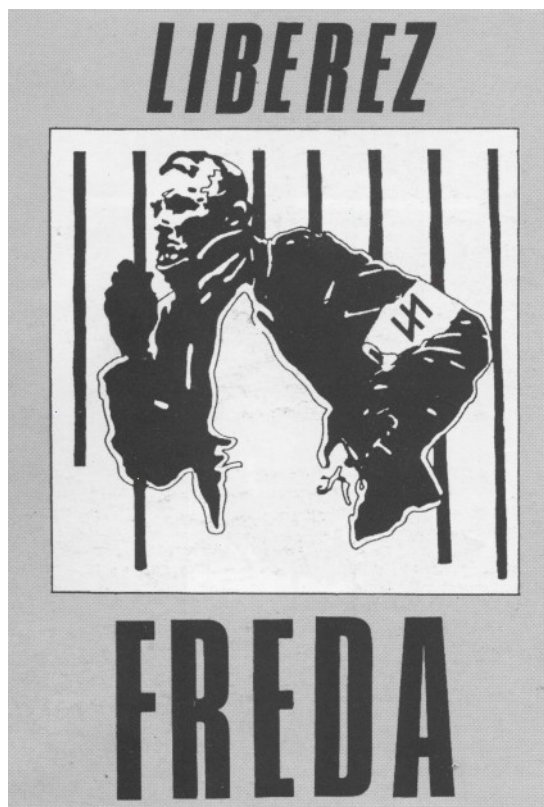


Couverture du numéro de Jeune Nation Solidariste qui officialise la création de Troisième Voie.



En réponse au slogan de SOS-Racisme « Touche pas à mon pote », Troisième Voie édite une affiche qui restera célèbre. Mais où est passé le discours métapolitique ?

Dessin extrait de Jeune Nation Solidariste, par Sergueï; un nouveau venu, qui s'inscrira dans la prestigieuse tradition des auteurs de rats noirs.



Campagne lancée par Troisième Voie en 1985 pour soutenir Giorgio Freda, éditeur italien emprisonné pour ses idées.



En Birmanie, la tombe de Jean-Philippe Courrèges, ancien militant du GUD, mort en combattant pour la cause du peuple karen.



UN KUBELWAGEN RUE DE RIVOLI

Les Assises nationales de la Jeune Garde s'étant tenues la veille, une forte délégation de jeune militants « N.-R. » (nationalistes-révolutionnaires) se rend le lendemain 12 mai à la traditionnelle fête de Jeanne d'Arc. Le cortège rassemble encore, à cette époque, le Front National et tous les autres mouvements nationalistes. Rompant avec le caractère routinier de cette journée qui se perpétue chaque année depuis 1909, la Jeune Garde fait forte impression. Son cortège bariolé de drapeaux rouges et noirs évoque de fortes connotations anarcho-fascisantes, provocatrices et humoristiques à la fois. Exemple des slogans qui remportent un succès d'estime : « Balavoine on t'a eu, Louis Chérid on t'aura ! », « Aujourd'hui Kaboul, demain mes boules », « Olélé, Olala, contre Mandela, on est toujours là ! », « Adolfo, Benito, Hiro-Hito ! », « Nous voulons, nous aurons, des crédits pour la lutte armée », « Ni trop tôt, ni trop tard, nitroglycérine ! » (repris des Autonomes dès 1983).

En tête, une jeune fille à cheval et un Kubelwagen, véhicule amphibie qui évoque des souvenirs aux badauds de la rue de Rivoli. Imaginez la tête des jeunes filles d'Action Française et des paroissiens de l'abbé de Nantes...

À cette occasion, un tract est distribué par le MNR, appelant les manifestants à se rendre à une réunion publique le 28 mai, organisée par le Comité Freda. Ce comité s'est fixé pour but de soutenir Giorgio Freda, intellectuel italien, directeur des Edizioni di Ar, idéologue de la « désintégration du système », persécuté depuis 1971 par « l'État-Mafia » italien.

Il a été condamné à quinze ans de prison pour idées subversives et symbolise aux yeux des habitués de la rue de l'Abbé-Grégoire (siège de la *Librairie Française*) la répression antinationaliste qu'il faut dénoncer sans relâche.

Une des actions alors les plus prisées chez les cadets consiste à collectionner les badges en forme de main (« Touche pas à mon pote ») que diffuse SOS-Racisme avec le soutien de l'UNEF. Un concours est même organisé pour distinguer les militants les plus performants dans ce sport.

Mais cette année 1985 s'achève sombrement. Trois militants nationalistes vont disparaître en quelques semaines.

Le 4 octobre, loin des nuits parisiennes qu'il passait naguère avec les bandes d'Assas au *Bus Palladium*, Jean-Philippe Courrèges, 28 ans, meurt au combat au fin fond d'une plaine birmane, où il soutenait la cause du peuple karen. Il avait reçu de ses compagnons de combat le surnom de « Lieutenant Bambou ».

Le 17 novembre, Pierre Bugny-Versini et Carlos da Silva, sont tués dans l'explosion de leur véhicule. Cet bombe est restée un mystère. Ancien lycéen d'Ordre Nouveau, volontaire au Liban en 1975, ancien parachutiste, responsable du Front de la Jeunesse, tout autant craint de l'adversaire que respecté des siens, Pierre Versini était l'idole des jeunes militants. Sa mort les plonge dans une profonde tristesse et soulève de nombreuses questions. A-t-on tué en lui l'ami d'Alain Orsoni, leader nationaliste corse du FLNC ?



Pierre Versini coiffé du béret rouge des paras. Une figure des activistes nationalistes, un chef de terrain hors pair.

« MADELIN PAYE TA COTISE ! »

Le 6 mai 1986, un mystérieux « Renouveau de la Jeunesse Nationaliste », formé d'une cinquantaine de militants lourdement armés, cagoulés et organisés militairement (pour une fois) investit la faculté de Nanterre. Titre du tract diffusé : « Au secours, les fachos reviennent ! »

Depuis la cuisante raclée de 1980, les rats noirs n'avaient pas remis les pieds à Nanterre. L'action est menée au sifflet et au chronomètre. Les cocktails Molotov ne serviront pas...

Quelques jours plus tard, trois cents militants du GUD et de la Jeune Garde ferment la marche du cortège nationaliste de la « Jeanne » 1986, isolés du reste du cortège par un cordon sanitaire et des voitures de police. De nombreux drapeaux à croix celtiques et des trident entourent une banderole portant un message à l'attention d'un nouveau ministre : « Madelin paye ta cotise ». Le clin d'œil n'est pas méchant, il est même teinté de fierté : « Un des nôtres a réussi ! »

Le journal *L'Humanité* analysera pourtant ce trait d'humour de la façon suivante : « Leur banderole rappelle à Alain Madelin, actuel ministre de l'Industrie, qu'il fût l'un des fondateurs du GUD. Avec Gérard Longuet, secrétaire d'État aux PTT, qui continue peut-être de cotiser puisque son nom n'apparaît pas au côté de celui de Madelin. » Sourires crispés chez les nationaux...

Deux belles manifestations vont ponctuer cette fin d'année 1986. Tout d'abord un meeting à la Mutualité sur le thème « Contre Moscou, sans Washington, Europe défends-toi », avec la participation de Jean-Gilles Malliarakis, Michael Walker, Robert Steuckers, Philippe Chiappini et Jack Marchal. Puis, le 4 novembre 1986, les nationalistes se rassemblent au métro Sèvres-Babylone pour le trentième anniversaire du soulèvement de Budapest. La manifestation est organisée par le Front National de la Jeunesse. Certains ne veulent pas que l'on brûle un drapeau US en même temps qu'un drapeau soviétique. Tant pis pour eux...

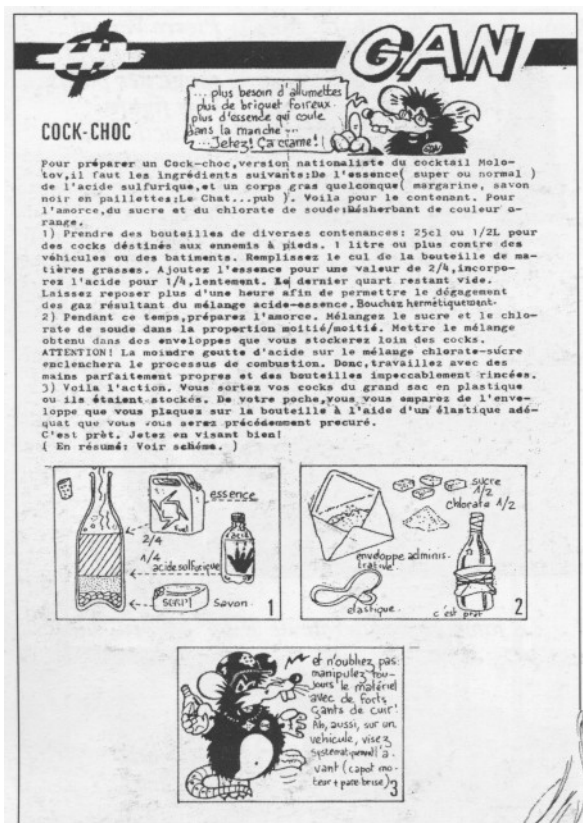
La fameuse banderole de 1986. Un vrai succès !



À nous la légion ! Rome au secours des Gaulois.

EUROPE DÉFENDS-TOI	
CONTRE MOSCOU SANS WASHINGTON	
MEETING	
MUTUALITÉ	
MERCREDI	
21 MAI	
20 h 45	
ORATEURS	
GÉNÉRAL J. VON LOHAUSEN - MICHAEL WALKER ROBERT STEUCKERS - PHILIPPE CHIAPPINI JACK MARCHAL - JEAN-GILLES MALLIARAKIS	
MOUVEMENT	
3^e VOIE	
40.26.15.15	

BASTON RUE BARA



Tract distribué pendant les manifs de 1986, signé par un mystérieux GAN.

Cette fois-ci, c'est la réforme de Devaquet, éminence maçonnique et ministre de Chirac, qui met en ébullition les universités et les collèges. La plate-forme UDF-RPR « Pour gouverner ensemble » comprenait un engagement relatif à l'abrogation de la loi Savary et par conséquent la mise en place d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur. Devaquet met au point un projet de loi qui reçoit l'avis favorable de l'UNI et du CELF.

L'UNEF-ID (socialo-gauchiste) et l'UNEF-SE (communiste) exigent le retrait du texte pour de multiples raisons mais surtout pour maintenir le système déjà existant, tel qu'élaboré par Faure puis par Savary. Après une période d'attente, l'UNEF-ID lance des grèves et des manifestations, qui rassemblent de très nombreux lycéens, plus des deux tiers des manifestants, alors que les étudiants se tiennent plutôt en retrait. La politisation à gauche du mouvement est immédiate. Elle s'accroît avec la mort de Malik Oussékine. La contestation contre le projet Devaquet se transforme en agitation antigouvernementale, téléguidée par les partis de gauche.

Assas donne sans détour son sentiment en arborant sur sa façade la banderole « Paris II, non à la grève ». Comme l'expliquera un responsable du GUD aux journalistes lors d'une conférence de presse du 5 décembre : « Nous sommes pour la sélection des élites, mais pas par l'argent. Nous ne voulons rien avoir à faire avec les syndicats barbouzards du genre UNI ou CELF, ces jaunes de Devaquet. Notre position c'est Assas, un point c'est tout. »

27 novembre 1986, rue d'Assas, face à face entre le GUD et les CRS.





La militants s'équipent...



Se mettent en ligne...



Et chargent...



La baston.

Les rats noirs d'Assas

« Nous sommes les vilains garnements de l'extrême-droite », disent les militants du GUD

« Paris-II, non à la grève. » La banderolette tendue au fronton d'Assas la semaine dernière nargue le déferlement encore joyeux des lycéens découvrant la rue. Parano. Des militants badgés « contre la grève politique PC-PS », casques frappés de la croix celtique, nunchakus et manches de pioche, s'apprêtent à défendre chèrement leur fac contre les hordes de « bolchos trotskards et gauchistes ». On les reverra en première ligne aux Invalides jeudi et dans la nuit brûlante de samedi au quartier Latin. « On est des Blancs ! On a des couilles ! On est intelligents ! » Le reportage de TF 1 les fera découvrir aux téléspectateurs médusés. Ce sont les mecs du GUD, dit-on, le Groupe Union Défense, les enfants d'Occident (1), les fachos d'Assas.

« Des couilles ! Jamais nous n'aurions dit ça. » Indigné, le GUD, qu'on lui attribue « un vocabulaire aussi pauvre ». Voilà Roland, Vibo, Thibaut, Giron (un pseudo, il n'aimerait pas que sa fiancée sache), étudiants en maîtrise d'économie ou de sciences po. « Des "Blancs" ! Stupide ! On n'est pas des racistes primaires. Voyez notre chef. » C'est Vibo, le Cambodgien, dont la photo, marquée « Wanted » est affichée à Tolbiac et à Nanterre. « On est des révolutionnaires, pas des démocrates mous. Pour la violence, oui, mais pas pour la brutalité. On ne va pas taper sur des lycéens pour le plaisir, comme les skins. »

Les heurts de jeudi dernier, les « provocateurs » de samedi, c'est le PSG, disent-ils, les skinheads du Paris-Saint-Germain. « Toutes les provocos de la semaine dernière, on nous les a mises sur le dos. Nous, quand on

agit, on le revendique. Ces provocos, ça a été organisé. — Par les flics ? — C'est pas exclu, loin de là. Nous, on est contre les flics et les gauchistes. »

Le GUD regroupe à Assas « soixante-dix militants actifs et une centaine de sympathisants ». Pour quoi faire ? « Pour rallier les étudiants à la cause nationaliste. » Leurs héros : le commandant afghan Massoud, Sandino, Eden Pastora, et le peuple palestinien. Ils ne sont pas internationalistes, disent-ils, pas égalitaristes et contre la lutte des classes qu'« divise la nation ». « Pas poujadistes, pas franchouillards, pas délire sécuritaire anti-bougnoles », élitistes « par la valeur et non par le fric ». « Notre emblème, c'est le Rat Noir, nous sommes les vilains garnements de l'extrême-droite. » Pasqua leur paraît « grotesque », son appel est ridicule. Ça pue le SAC. Occident a servi Marcellin, nous, on ne fera pas les sales besognes de Pasqua. Ni celles du Front national ? Horreur ! « Le Pen nous déçoit, il est vendu à l'impérialisme US [ils défendent l'Europe et citent Duménil], il est payé par la secte Moon. » Les « reagano-papistes » leur puent au nez autant que les « barbudos-recentrés ». Ils citent Mishima et Drieu la Rochelle, Montherlant, Céline et Proudhon, parlent de « solidarisme » et méprisent la solidarité, l'égalité et les « droits-de-l'hommeards individualistes et déracinés ».

Ils méprisent sec. Ils sont très purs et durs. Ils ont un idéal très Signe de Piste, menton levé soleil couchant. Ils sont braves.

Marie Muller

(1) Groupuscule d'extrême droite des années 60.

Cela n'empêche pas de se faire des petits plaisirs.

Le 26 novembre 1986, un commando d'une trentaine de gudards envahit le campus de Jussieu et attaque l'amphi où se tient l'AG des grévistes.

Le 27 novembre verra la fameuse baston de la rue Bara.

Vers 14 h 30, la manifestation contre la réforme Devaquet passe à quelques centaines de mètres de la faculté d'Assas, en direction de Montparnasse. Une centaine de militants du GUD, de Troisième Voie et divers autonomes attendent de pied ferme ce cortège dont les éléments les plus extrémistes ont menacé de venir imposer de force la grève à Assas. Le service d'ordre de la manif anti-Devaquet est fait de jeunes étudiants enrôlés pour la circonstance, mais aussi d'une faune bien connue de punks, beurs, redskins et d'autonomes libertaires ou révolutionnaires communistes. Ils portent des noms hétéroclites comme « les Bozo » ou « les Schtroumpfs ». Équipée ostensiblement de battes de base-hall, de barres de fer et de casques de motos, la troupe hostile se rassemble à l'angle de la rue Leverrier et de la rue Notre-Dame-des-Champs, à trois pâtés de maison des défenseurs d'Assas.

C'est alors la première charge des pseudo-manifestants, qui prennent l'initiative des affrontements. Échec. Les agresseurs fuient en courant se réfugier rue Bara. La situation est donc la suivante : d'un côté de la rue Bara, l'adversaire. De l'autre, à environ cent mètres, derrière une quarantaine de voitures et une école maternelle, les gudards en ligne. Quelques pistolets à grenaille sortent des blousons.

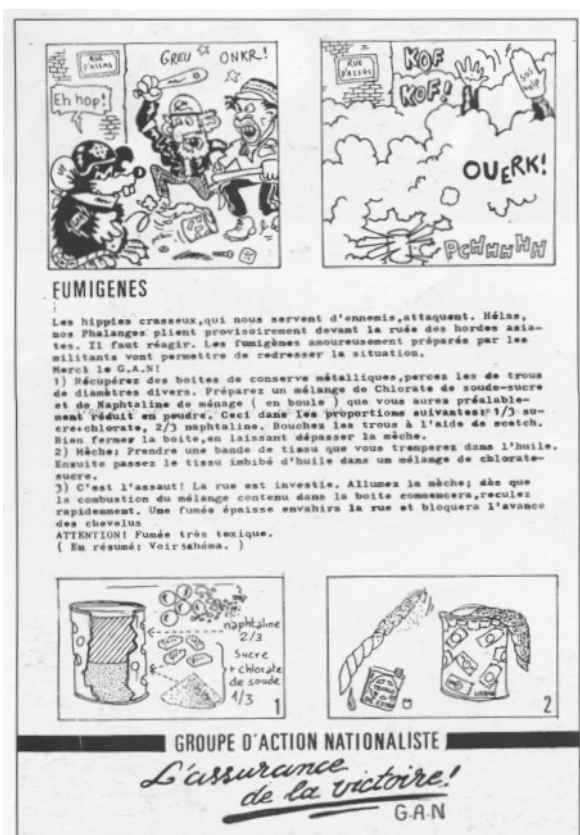
Le combat de rue va durer près d'une heure, d'attaques en assauts, de contre-attaques en replis stratégiques, avant que les CRS n'arrivent, en retard, pour séparer les belligérants. Un chantier voisin fournira pelles, pioches et râteaux et une supérette des projectiles divers aux gauchistes. Les nationalistes reçoivent une pluie de bouteilles de bière et de vodka. Mais pour une fois, les vapeurs sacrées sont modérément appréciées. La rue Bara n'est plus qu'un champ de bataille, jonché de tessons, de bouts de bois, de barres de fer, d'éclats de pare-brise et de cocktails Molotov, lancés parfois avec maladresse, qui continuent à brûler. Le tout dans une nuée de gaz lacrymogène qui met en larmes tout le quartier. Bilan : quelques dizaines de blessés, assez légers. Assas a tenu bon et a redoré son blason guerrier. Mais le rat noir a senti le vent du boulet.

La presse nationale donnera un écho démesuré et bien évidemment tronqué de l'événement, en prenant soin d'invertir les rôles des agresseurs et des agressés.

Bernard Langlois, journaliste au *Matin*, se fend d'une « Lettre ouverte aux membres du GUD », tout à fait croustillante. Morceau choisi : « Grâce à vous, et à vos arguments frappants, ils vont très vite ouvrir les yeux sur ce que vous représentez : les cohortes avancées de la droite au front de bœuf, les légions de l'Ordre noir que notre bonne vieille bourgeoisie réactionnaire réchauffe en son sein mou. »

Le 2 décembre, quelques jours après la rue Bara, les militants du GUD d'Assas prennent la liberté de se rendre à la Sorbonne pour secouer les piquets de grève mis en place par les gauchistes.

Article du Nouvel Observateur du 12 décembre 1986.
Jolie conclusion.



Encore un de ces fameux tracts du G.A.N.
« L'assurance de la victoire ».



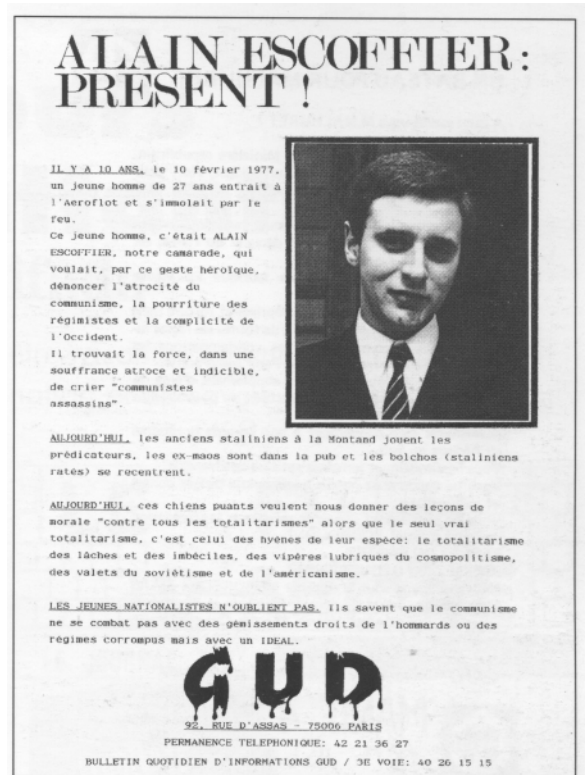
LA RUE APPARTIENT À CELUI QUI Y DESCEND

Troisième Voie a réussi à s'imposer comme la structure fédératrice qui regroupe en son sein la Jeune Garde pour les lycéens et le GUD pour les étudiants. Pour être plus clair, tout membre de Troisième Voie adhère à la « mouvance » soit en qualité de militant (membre actif), soit en qualité d'adhérent simple. C'est le cas des jeunes qui adhèrent au GUD ou à la Jeune Garde sans se définir comme militants de Troisième Voie. Leur carte porte alors un tampon GUD de telle faculté, ou Jeune Garde de telle ville. Le GUD participe donc à la mouvance tercériste, mais garde son identité propre. Chaque mouvement organise ses propres activités et tous se retrouvent pour des manifestations unitaires, comme celle organisée le 10 février 1987 à Paris avec le FNJ sur les Champs-Élysées, en mémoire d'Alain Escoffier. Ou encore lors d'une réunion publique le 2 février, rue Las Cases à Paris, sur le thème de la dénonciation de l'affaire du Carrefour du Développement : « Nucci, pourri, en Haute Cour ».

Une section GUD se recrée à Sciences-Po en janvier 1987 sous le nom de GNAR (Groupe Nationaliste d'Action Révolutionnaire) et tente de reprendre le flambeau de l'UED.

À partir du mois de mai 1987, un formidable matraquage médiatique va s'abattre sur les milieux nationalistes. Le procès de Klaus Barbie, les accusations extravagantes de liens entre nationalistes français et terroristes proche-orientaux, enfin l'affaire du « point de détail » reprochée à Jean-Marie Le Pen, mettent le feu aux poudres. Comme d'habitude, contrairement à l'effet recherché, ce harcèlement donne un nouveau dynamisme au militantisme nationaliste. À Lyon, une équipe d'une cinquantaine de nationalistes indépendants des groupes parisiens fait parler d'elle : le CLAN (Comité Lyonnais d'Action Nationaliste). Assez teinté de catholicisme traditionaliste, le CLAN organisera à Lyon une messe à la mémoire des combattants français du front de l'Est. L'église sera investie par les activistes sionistes.

La fête de Jeanne d'Arc du 10 mai 1987 est très réussie. Elle a le goût savoureux du pied de nez à tous les détracteurs du nationalisme, toutes tendances confondues



Fête de Jeanne d'Arc 1987



UN BATEAU POUR MALHURET



A quoi servez-vous M.MALHURET ?

Depuis 1986, vous disposez d'un Ministère républicain, du traitement correspondant, d'un budget, etc... pour défendre les droits de l'Homme.

Le 10 Février, vous étiez au premier rang pour entendre le barriste François Poncet déclarer qu'Israël est une démocratie exemplaire.

Cette «démocratie exemplaire» fabrique ses avions LAVI en Afrique du Sud.

Cette «démocratie exemplaire» réprime et torture dans les territoires occupés au mépris de toutes les règles internationales encourageant ainsi les condamnations les plus fermes par exemple celle du Pape Jean-Paul II: M.Malhuret, ministre de Chirac, supplément d'âme du barisme, bonne conscience antisioniste du pouvoir vous êtes singulièrement silencieux.

M.Malhuret vous condamnez à bon compte le racisme en Afrique du Sud.

Vous ne condamnez jamais le racisme antiraciste.

Vous ne condamnez jamais les attentats dirigés contre les nationalistes:

Vous ne condamnez jamais le racisme et la ségrégation de l'Etat d'Israël. POURQUOI ?

PARLEZ OU PARTEZ

AGISSEZ OU DEGUERPISEZ

Nous viendrons vous le signifier **VENDREDI 4 MARS à 18 Heures** Point de départ: Parvis de la Faculté de Droit 92 Rue d'Assas Métros ND des Champs, Vavin Port Royal et Luxembourg

GUD Jeune Garde JNR Troisième Voie



MANIF 4 MARS
18^H ASSAS

Intimidation sioniste pour empêcher la manifestation du 4 mars 87. Le GUD attend toujours le 2e avis

PREMIER AVIS

Le Front des Etudiants Juifs lance un premier avertissement aux mouvements fantoches du GUD s'appretant à manifester vendredi 4 mars sous un motif qui lui est totalement étranger.

G.U.D. Attention !

N'ajoutez point d'autres raisons au Front des Etudiants Juifs de **vous corriger comme il se doit** ! Votre antisémitisme n'est déjà pas tolérable, votre antisionisme peut vous rendre insupportables !

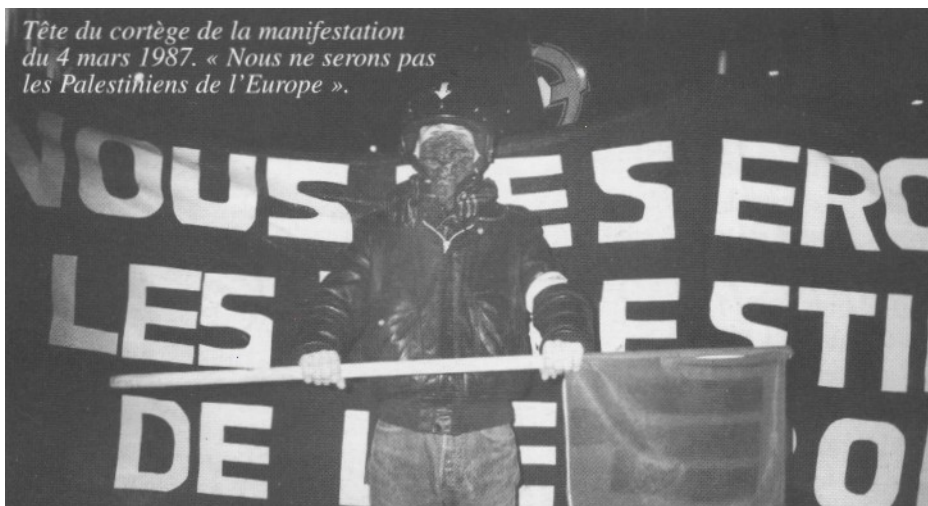
A bon entendeur, Salut !



Le Front des

Etudiants Juifs

Tête du cortège de la manifestation du 4 mars 1987. « Nous ne serons pas les Palestiniens de l'Europe ».



Alors que SOS-Racisme entend célébrer le premier anniversaire du mouvement étudiant qui a fait reculer Chirac en novembre-décembre 1986 et manifester contre le nouveau Code de la nationalité, les nationalistes réagissent.

Le 27 novembre à Assas, à l'appel du GUD, une grande manifestation unitaire rassemble les militants pour protester contre cette provocation du lobby immigrationniste et affirmer l'identité française et européenne. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le pavé du quartier Latin appartient sans conteste aux jeunes nationalistes.

La manifestation démarre sur le parvis d'Assas, motos en tête, à la lueur des torches des militants. Derrière la banderole de tête « Ni droite, ni gauche, Troisième Voie », flottent des bannières aux effigies de Nietzsche, Mishima et même Che Guevara. À la fin de la manifestation, devant la statue de Danton située au carrefour de l'Odéon, Jean-Gilles Malliarakis harangue les troupes. Un drapeau soviéto-américain est brûlé devant tous, et il s'en faut de peu qu'un militant obsédé par *Yalta ou la naissance des blocs*, ouvrage de référence de « Mallia », ne réussisse à incinérer un drapeau britannique. Certains anglophiles l'en dissuadent : *In GUD we trust !*

Suite à la réussite de cette manifestation, les tercéristes profitent de l'occasion d'un meeting le 4 décembre 1987 pour lancer une pétition pour l'identité européenne.

La dynamique de la fin de l'année 1987 se poursuit en 1988.

Le 4 mars, à l'appel du GUD, de la Jeune Garde et des Jeunesses Nationalistes-Révolutionnaires (JNR), mouvement fondé à l'automne 1987 par Batskin qui a rejoint la mouvance Troisième Voie, une manifestation est organisée à Paris sur le thème : « Nous ne serons pas les Palestiniens de l'Europe. »

Près de six cents militants quittent Assas en direction du secrétariat d'État aux Droits de l'Homme pour dénoncer le silence de Claude Malhuret sur la répression israélienne dans les territoires occupés de Palestine.

La manifestation prend ouvertement pour cible Israël. C'est une première dans l'histoire des mouvements nationalistes français.

Le 19 mars 1988, les gudards se mobilisent en masse pour protester contre le défilé annuel de la FNACA sur les Champs-Élysées. Le cortège de ces anciens combattants d'Algérie qui défilent pour commémorer la défaite française en Algérie est copieusement arrosé de tracts du GUD, de grenades lacrymogènes et autres projectiles.

Par la suite, les nationalistes se désintéresseront de ce défilé. L'Algérie Française est entrée dans les combats de l'Histoire.

Il est temps de tourner la page.

Le parcours des combattants

Les années Intifada

Ce chapitre est fort délicat. Certains faits ne pourront être racontés qu'une fois intervenue la prescription. Le lecteur est prié de faire preuve d'imagination et de savoir lire entre les lignes.

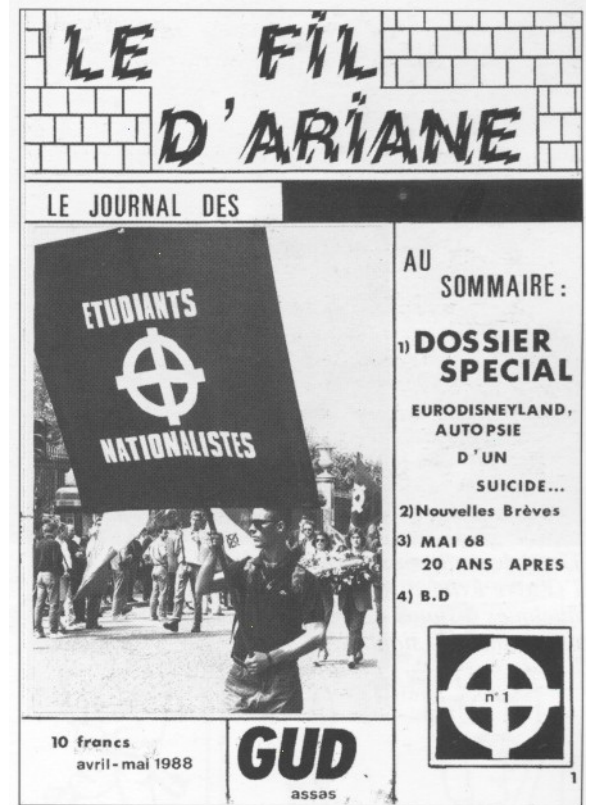
AUTONOMIE

Après trois années de coopération avec le courant nationaliste-révolutionnaire, dans le cadre de la Jeune Garde depuis mai 1985 puis du mouvement Troisième Voie, le GUD décide de reprendre son autonomie. Plusieurs facteurs motivent ce tournant. Tout d'abord la réussite de la manifestation du 4 mars 1987, « Nous ne serons pas les Palestiniens de l'Europe », qui a réuni autour du GUD beaucoup d'éléments neufs. Puis, dans la foulée, l'action anti-FNACA, dont l'activisme ludique a séduit une autre catégorie de jeunes droitistes. Le besoin se fait alors sentir de remonter un journal typiquement GUD, renouant avec l'esprit de dérision et de provocation potache que le sérieux par trop doctrinaire de *Vaincre* avait presque fait oublier. D'où la naissance du *Fil d'Ariane*, qui deviendra *Rebelle* en novembre 1988.

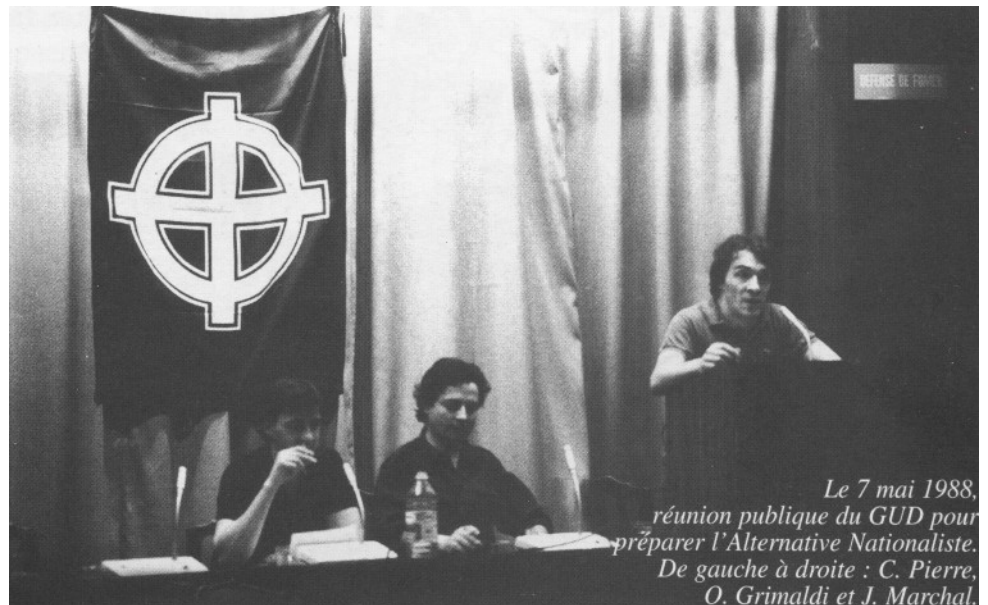
Plus profondément, les gudards estiment, contrairement à Troisième Voie, que se livrer à une critique systématique du F.N. est stérile. A cela s'ajoutent des litiges tenant à certains comportements de gestion interne de Troisième Voie, comme la fameuse rubrique « Les Poubelles de l'histoire », qui, dans chaque bulletin interne de l'organisation, donne les noms des adhérents exclus pour « contacts avec la réaction » (c'est-à-dire le F.N.) ou « provocation » (lisez : autonomisme gudard).

Le divorce est officialisé le 7 mai 1988 lors d'une réunion publique tenue salle des Agriculteurs à Paris sur un thème ambitieux, « Préparons l'alternative nationaliste ».

Le responsable du GUD, Christophe Pierre et les représentants de deux générations antérieures de gudards, Jack Marchal et Olivier Grimaldi (par ailleurs président du Cercle Franco-Hispanique), annoncent que le GUD vole à nouveau de ses propres ailes, et se donne pour mission d'organiser la jeunesse nationaliste en renouant avec sa tradition originelle de militantisme sans concession.



Ci-dessus le n° 1 du Fil d'Ariane, qui marque la rupture entre le GUD et Troisième Voie : adieu trident, re-bonjour la croix celtique.



Le 7 mai 1988, réunion publique du GUD pour préparer l'Alternative Nationaliste. De gauche à droite : C. Pierre, O. Grimaldi et J. Marchal.



Deux des militants de l'Œuvre Française blessés, quelques instants après l'attaque du commando sioniste.

IMPUNITÉ SIONISTE

La fête de Jeanne d'Arc 1988 est l'occasion pour le GUD nouvellement autonome de démontrer sa capacité de rassemblement. Depuis la percée électorale du F.N., il existe désormais deux défilés distincts, celui du F.N. le 1er mai, et le dimanche suivant, le cortège traditionnel. Cette année-là, il sera surtout marqué par l'agression sauvage d'un commando sioniste. Le dimanche 8 mai 1988, alors que les manifestants commencent à se rassembler comme d'habitude à proximité de l'église Saint-Augustin, fait irruption un groupe d'une tren-

Le cortège du GUD. En première ligne les militants défilent manche de pioche à la main, juste après l'agression.



taine d'individus déguisés en militants ultra-nationalistes, arborant des drapeaux tricolores et des croix celtiques. Ils sont chaussés de rangers, portent des blousons noirs et ont le visage masqué par un foulard. Tous ont sur eux une arme camouflée (barre de fer, manche de pioche, étoile ninja). Ils arborent un brassard blanc leur permettant de se reconnaître entre eux. Leur chef en porte deux. Sur un ordre de celui-ci, les membres du commando se mettent à frapper, visant systématiquement la tête et les membres des personnes présentes, cherchant à provoquer le maximum de blessures graves. Leurs basses œuvres accomplies, ils s'enfuient en courant vers la gare Saint-Lazare, abandonnant en chemin leur matériel.



Le GUD c'est d'abord une esthétique.

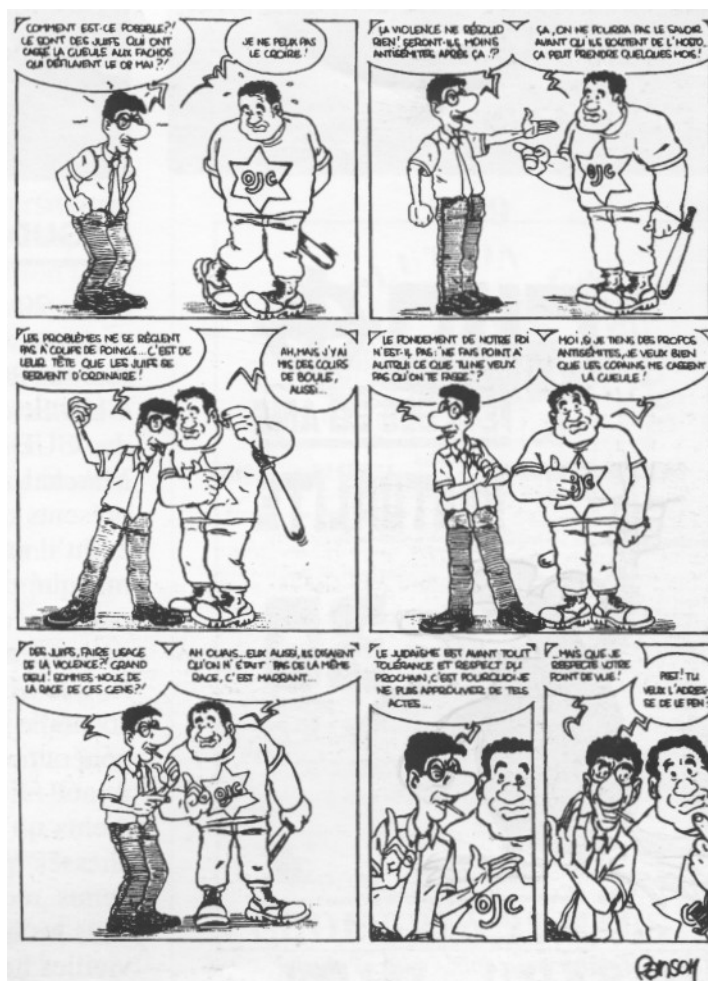
Les secours relèvent une quinzaine de blessés ensanglantés. Ni les personnes âgées ni les femmes n'ont été épargnées. Les huit blessés les plus gravement atteints appartiennent à l'Euvre Française, mouvement de Pierre Sidos, dont les militants étaient les premiers arrivés sur le lieu du rassemblement. Les quelques policiers postés à proximité surveillaient des bureaux de vote et c'est une voiture banalisée, passant par hasard, qui donnera l'alerte. L'agression est revendiquée par l'Organisation Juive de Combat, OJC. Les policiers, dont plusieurs seront blessés par les agresseurs, vont finalement interpellier aux alentours une dizaine de militants sionistes. Quatre d'entre eux seront placés en garde à vue et libérés un peu plus tard sur intervention de Jean-Pierre Pierre-Bloch. Ce n'est que vingt-deux mois après, le 20 février 1990, que trois des membres du commando passeront en procès – pour n'être condamnés qu'à verser des dommages et intérêts aux victimes !

C'est dans cette ambiance électrique que près de cinq mille militants nationalistes honorent Jeanne d'Arc, dont une forte délégation du GUD. La police, ayant prouvé son incapacité à protéger le cortège, ne peut faire autrement que de laisser les gudards défiler manche de pioche à la main.

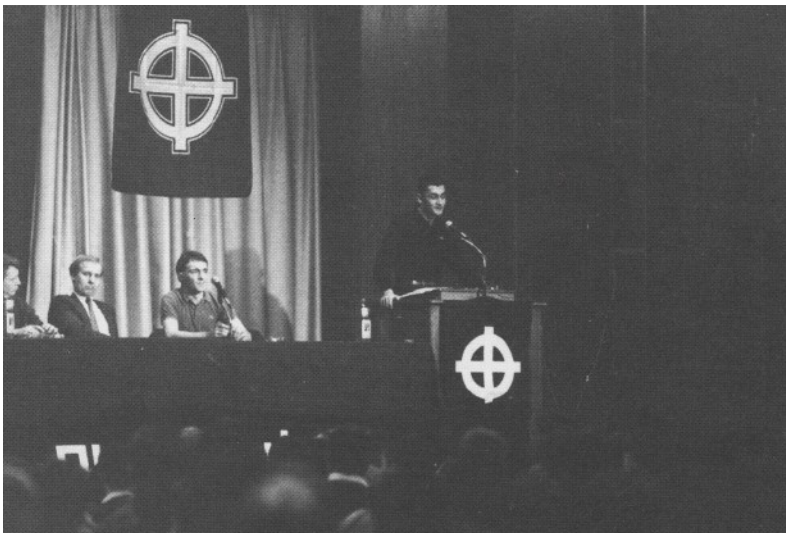
L'acte terroriste qui a touché le cortège de la fête de Jeanne d'Arc s'intègre malheureusement dans une liste d'agressions et d'attentats qui ont touché les locaux de *National Hebdo*, certaines librairies nationalistes parisiennes et des locaux du Front National. Le 16 novembre, c'est au tour du local de TV, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, de recevoir la visite d'une quinzaine d'individus casqués et armés de barres de fer. Le militant qui a ouvert la porte, un lycéen, sera sauvagement frappé à la tête. Par chance, d'autres militants sont présents dans le couloir et mettent en déroute les agresseurs.

L'incroyable

bande dessinée publiée par Tribune Juive (13 mai 1988), juste après l'attaque de l'OJC contre le défilé de Jeanne d'Arc.

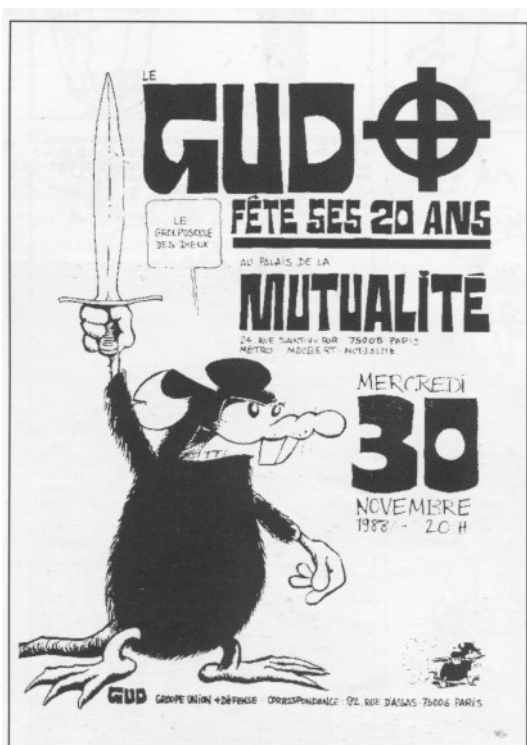


*De droite à gauche : au pupitre
Cyrus Hodès, puis Jack Marchal,
Eric Delcroix et Pierre Heitzmann.*



Le S.O. pose pour la postérité.

Salle du meeting des 20 ans du GUD.



*“Dieu” se dit en suédois “gud”, pluriel “gudar”.
Raison de plus pour ressortir le vieux jeu de mots
“groupuscule des dieux”.*

LE GUD A 20 ANS

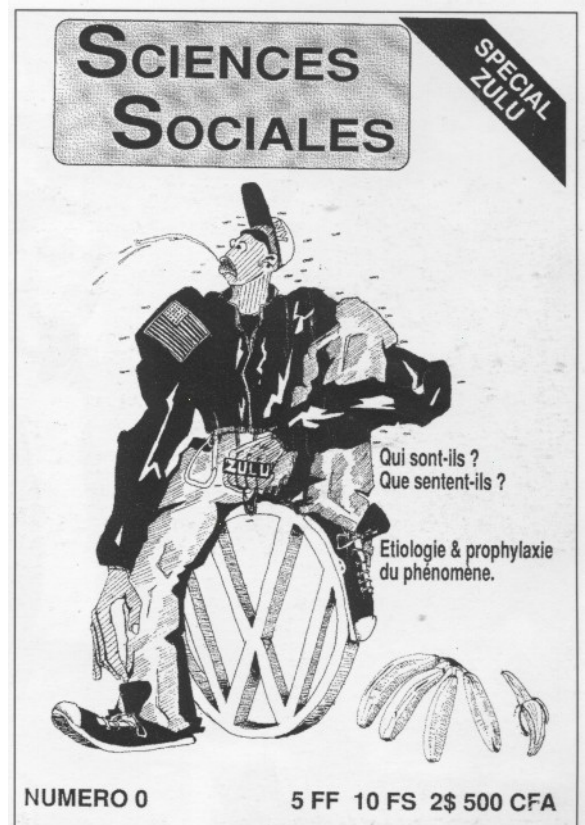
Le 20 novembre 1988, le GUD, qui avec la modestie qui le caractérise s'affuble du surnom de « Groupuscule des Dieux », fête ses 20 ans à la Mutualité. Cyrus Hodès, le responsable du GUD Sciences-Po (GNAR), Pierre Heitzmann, le responsable du GUD-Strasbourg, Nicolas Bonnal, Me Delcroix et Jack Marchal auront à cœur de démontrer aux nombreux militants présents que l'esprit gudard n'a pas pris une ride en vingt ans et qu'il ne se ramollit aucunement. Les auditeurs n'auront pas manqué de noter le goût pour la provocation de certains des orateurs, qui multiplieront les petites phrases du style : « Nous avons perdu la guerre le 8 mai 45... ».

Le GUD, désormais extrait du carcan Troisième Voie, accueille lors de la rentrée universitaire 88/89 une nouvelle génération qui va secouer les habitudes de l'équipe en place. Ayant fait leurs premières armes, lycéens, dans des mouvements qu'ils jugent trop rigides, ou à l'UNI d'où ils ont été chassés pour déviationnisme idéologique, ces nouveaux venus recherchent avant tout l'action. Ils refusent d'entrer dans les querelles de chapelles et bousculent innocemment les vieilles habitudes. En ce qui concerne l'ennemi héréditaire, le gauchiste, il n'a plus ni la force, ni la hargne de ses grands

frères. Il n'est plus une menace, n'accepte même plus la confrontation. Les bandes ethniques ont pris le relais. Elles répondent aux noms de Zulus, Ducky-Boys, Redskins (bande antifasciste vaguement politisée dont les membres se définissent comme « skins communistes »), Red Warriors et le SCALP (Section Carrément Anti-Le Pen), qui recrute essentiellement dans les milieux de squatters et de dealers. Toutes ces bandes, se situant dans la mouvance de SOS-Racisme, essaient de s'imposer dans les lycées et les universités avec comme seul programme politique de casser du « faf ». L'affrontement est donc inévitable. Autour d'Assas et dans le quartier Latin, le GUD se lance dans une vaste campagne d'ilotage, surveillant les sorties des lycées pour chasser ces bandes spécialisées dans le racket et la dépouille. Le GUD se fera très vite une solide réputation au sein de cette racaille, qui n'osera jamais s'aventurer à Assas. « Les skins ils tapent, mais le GUD il tue », pourra-t-on lire dans un de leurs fanzines. Certains militants du GUD passionnés par l'étude des bandes ethniques publieront à leur sujet un journal satirique (d'une rare finesse), *Sciences Sociales*, dont le dossier « Spécial Zulu » sera consacré au dénommé Chignole, chef de cette bande.

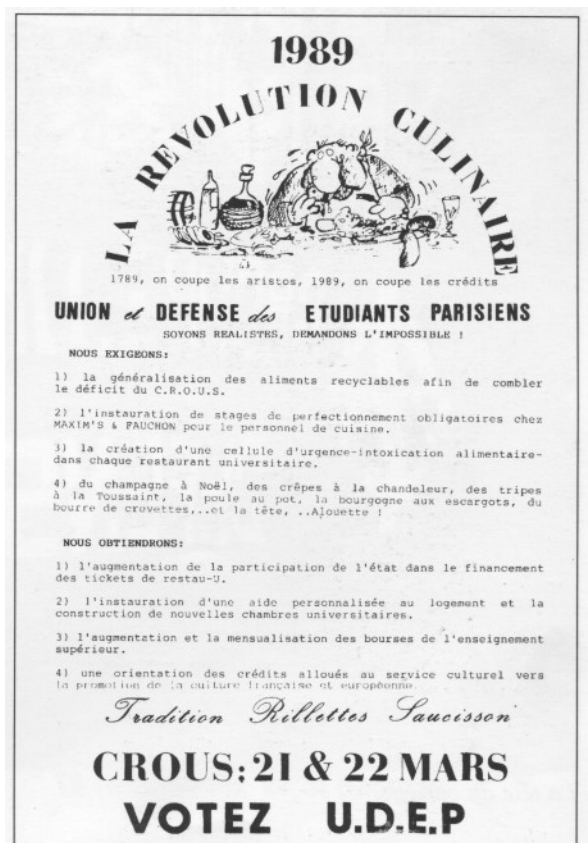
Le GUD, très occupé par cette mission de salubrité publique, n'en oublie pas pour autant sa vocation d'origine qui est le syndicalisme étudiant. Sous l'impulsion de William Bonnefoy, responsable de l'époque, une liste UDEP (Union et Défense des Etudiants Parisiens) se présente aux élections du CROUS (Comité Représentatif des Œuvres Universitaires et Sociales) des 21 et 22 mars 1989. Cette liste folklorique prône la « révolution culinaire » dans les restaurants universitaires, exploitant ainsi le battage médiatique fait autour des préparatifs pour les cérémonies du bicentenaire de la Révolution française. Le GUD ratra de quelques voix l'attribution d'un siège. Cette participation électorale, outre l'intérêt évident d'être représenté au sein des instances du CROUS, avait pour but d'utiliser une partie du budget (assez important) alloué à chaque liste, à des fins plus politiques : publication d'une charte du GUD, achat d'une voiture d'occasion (qui ne roulera jamais), impression d'affiches...

Chez les gauchistes, la situation n'est pas brillante. Les syndicats de gauche n'ont pas réussi à maintenir la mobilisation étudiante et lycéenne de la fin de l'année 1986. Le transfert de Lionel Jospin de la direction du PS au ministère de l'Éducation Nationale a marqué l'application progressive et générale de la loi Savary, avec le soutien sur le terrain de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE. L'expérience montre que l'on n'est jamais aussi fort que dans l'opposition. L'UNEF-ID n'y est plus. Son effectif militant a fondu comme neige au soleil. Les syndicats les plus faibles ont disparu, comme le PSA et le CELF.



Sciences Sociales, publication dont les analyses d'une extrême subtilité firent la joie de leurs auteurs, ainsi que de la frange radicale des militants.

Tract folklorique de l'UDEP, structure créée à l'occasion des élections du CROUS par le GUD.





Fête de Jeanne d'Arc 1989.



La tête du cortège.

MEETING PEU UNITAIRE

Alors que les mouvements nationalistes se retrouvent sur les points essentiels de doctrine, ils ne cessent de se déchirer sur des questions métapolitiques, des « points de détail » et des querelles de personnes. L'année 1989 ne fera pas exception.

Depuis que le GUD s'est séparé de la mouvance Troisième Voie, un lourd climat s'est installé entre ces deux mouvements, alimenté par l'animosité qui oppose William Bonnefoy, alors responsable du GUD, à Jean-Gilles Malliarakis.

Le vendredi 26 mai 1989, salle de la Mutualité, un meeting unitaire est organisé sous la présidence de Serge de Beketch et de Jean-Gilles Malliarakis en présence de François Brigneau, représentant le journal *L'Anti 89* et Bruno Larebière, représentant le journal *Le Choc du Mois*. Le GUD n'a pas été invité, ce qui paraît surprenant s'agissant d'un meeting unitaire. Il en prend ombrage. Une phrase inscrite sur le tract annonçant la réunion disait : « La liberté de parler pour les nationalistes, ça se conquiert. » C'est ce que fit le GUD le 26 mai, lorsque ses militants essayèrent d'entrer de force dans la salle pour prendre la parole.

Le service d'ordre résiste, et après un affrontement assez violent, les gudards sont bloqués dans le hall. Un coup de fusil à pompe tiré au plafond stop net les hostilités. On compte quelques blessés de part et d'autre. Le GUD doit alors s'efforcer (sans trop de succès...) de convaincre ses nombreux amis présents sur place de la légitimité de son action.

Le GUD a donc encore fait parler de lui. Mais c'est toujours quand il cultive son impopularité qu'il est le plus populaire. Pour preuve, le nombre de jeunes militants qui le rejoignirent peu après.

AMBIANCE CARPENTRAS

L'affaire de Carpentras et la guerre du Golfe ont dominé l'actualité de l'année 1990, mobilisant la communauté juive et sensibilisant l'opinion publique sur les risques de résurgence de la célèbre bête immonde. L'activisme sioniste en France s'en est trouvé dopé, multipliant les provocations ayant pour cible privilégiée, bien évidemment, le milieu nationaliste. Cela fut parfois très spectaculaire comme lors de la fameuse émission de Dechavanne.

À la fin du mois de janvier 1990, les responsables du GUD sont contactés par Christophe Dechavanne, qui prépare un dossier spécial extrême droite dans le cadre de son émission « Ciel, mon mardi » programmée pour le 6 février 1990. Il désire inviter un responsable du mouvement sur son plateau. Avec beaucoup de réticences, le GUD accepte la participation à cette émission de grande audience, tournée en direct, qui est conditionnée par le tournage d'un reportage devant mettre en évidence la violence du GUD ! Au début du mois de février, les militants se plient à cette exigence et mettent en scène un entraînement du S.O. devant les caméras de TF1. Les responsables pensent être plus malins que Dechavanne : on lui donne de la violence mais on envoie sur le plateau un « intellectuel » qui pourra facilement faire contrepoids. Futé, non ?

Face à l'ordre Joxe et à la loi Pleven

La liberté de parler pour les nationalistes, ça se conquiert

**MEETING
UNITAIRE**

Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor 75005 Paris
(Métro : Maubert-Mutualité)

Vendredi 26 Mai — 19H45

21H15 MEETING

sous la présidence de
Serge de BEKETCH

avec

François BRIGNEAU
L'Anti-89

Bruno LAREBIERE
Le Choc du Mois

Jean-Gilles MALLIARAKIS
Troisième Voie

**NOMBREUX
STANDS**

Presse nationale
Éditeurs non conformistes
Luttes militantes
Radios vraiment libres
Produits régionaux

Contact militant : 42.21.36.27.
Bulletin téléphonique quotidien :
42.22.64.64.

Le tract de présentation du "meeting unitaire," qui invitait les nationalistes à conquérir la parole.



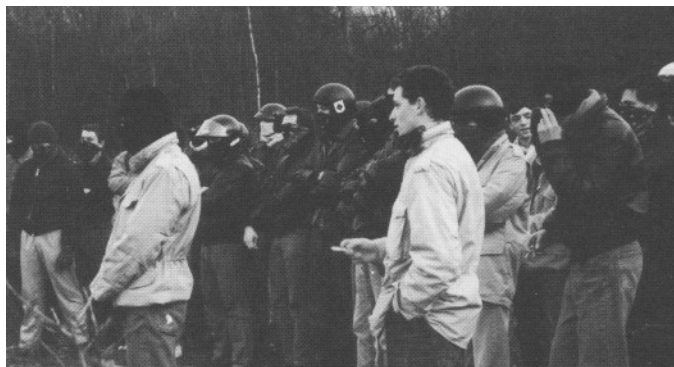
On remarquera le graphisme inhabituel de cette affiche qui s'inspire d'une statue d'Arno Brecker. Où est passé le rat noir ?

**meeting
GUD**

**le
1^{er} Dec.
à
20h30**

**Salle des ingénieurs civils
19, rue Blanche M^oSt Georges**





QUELLE DIFFERENCE Y A T-IL ENTRE L'OLP ET LE HAMAS ?



35 cm



TAGAR - Mouvement des Etudiants Sionistes
59, boulevard de Strasbourg 75010 PARIS - Tél. : 45 23 14 23

Affiche du Tagar, mouvement qui a déclenché la bagarre pendant l'émission de Dechavanne.

Le 6 février, le jour de l'émission, Nicolas Bonnal représente le GUD sur le plateau, aux côtés de Pierre Sidos, président de l'Œuvre Française, et d'Olivier Mathieu, se présentant comme « écrivain national-socialiste post-révisionniste ». Un extrait du reportage est diffusé au début de l'émission. Christophe Dechavanne, malgré toutes ses promesses, veut faire de l'audience et crée un mélange explosif en invitant Jean-Pierre Pierre-Bloch, député de Paris, dans le rôle du contradicteur. Il transforme ainsi le débat originellement prévu sur le sujet de l'immigration et du cosmopolitisme en un débat sur l'antisémitisme. Comme par hasard, Pierre-Bloch n'est pas venu seul. Outre ses gardes du corps et des militants de l'OJC, Organisation Juive de Combat, on compte parmi les spectateurs Yves Deraï, journaliste à *Actualité Juive*, ainsi que Moshe Cohen (ancien sous-lieutenant de l'armée israélienne, alors responsable du Bétar-Tagar), venu avec certains de ses gros bras. Beaucoup sont entrés grâce à de mystérieuses cartes de police... Noyés dans ce public hostile qui se retourne vers eux en proférant des menaces de mort, trois responsables du GUD sont venus soutenir leur camarade. Dès le début de l'émission, les militants sionistes de l'OJC se lèvent pour frapper Olivier Mathieu dont ils jugent les propos provocateurs. Une bagarre générale se déclenche, au cours de laquelle des militants sionistes apparaissent aux quatre coins du plateau, sous les yeux d'un Dechavanne dépassé.

Il voulait de l'ambiance dans son émission, il en a, mais panique devant la tournure des événements. Nicolas Bonnal donne une intervention trop décalée, pour ne pas dire hors-sujet. L'opération est un échec sur toute la ligne. Bonnal est récupéré de justesse par les militants présents, direction la sortie. Grâce à un talkie-walkie, d'autres militants qui stationnent à l'extérieur reçoivent le signal de l'évacuation qui se fera par une petite porte située derrière les studios des Buttes-Chaumont. Des journalistes de la presse nationale en profitent pour échapper à la chasse à l'homme. Les voitures, coffres ouverts, chargent tous les volontaires, poursuivis par une meute de sionistes, barres à la main, hurlant « Israël vaincra ».

L'affaire Dechavanne était bien évidemment montée de toutes pièces, comme le confirmera Claude Sarraute (*Le Monde*, 8 février 1990), qui révèle qu'elle savait à l'avance qu'il y aurait des incidents.

Un autre coup monté va réussir à scandaliser durablement l'opinion publique : il s'agit de l'affaire de Carpentras.

A la suite de profanations commises au cimetière de Carpentras le 10 mai 1990, la communauté juive est en émoi : la bête immonde a encore frappé, il faut la punir. Le défilé traditionnel de la fête de Jeanne d'Arc, prévu le 13 mai 1990, est annulé la veille par la préfecture de police, préférant laisser le champ libre aux activistes sionistes. Le 13 mai, deux cents militants de l'OJC, armés de manches de pioche, de rasoirs, de couteaux et de battes de base-ball, rôdent dans le quartier de Saint-Augustin à la recherche de nationalistes égarés. Tout cela, bien sûr, sous l'œil impassible des forces de l'ordre qui



Ci-dessus, le début de la manifestation sioniste à Saint-Augustin. Ci-dessous, l'évacuation d'un nationaliste alors qu'il se faisait lyncher par la foule. Les sionistes poursuivent la voiture dans le coffre de laquelle des policiers en civils ont eu l'initiative heureuse de l'embarquer.





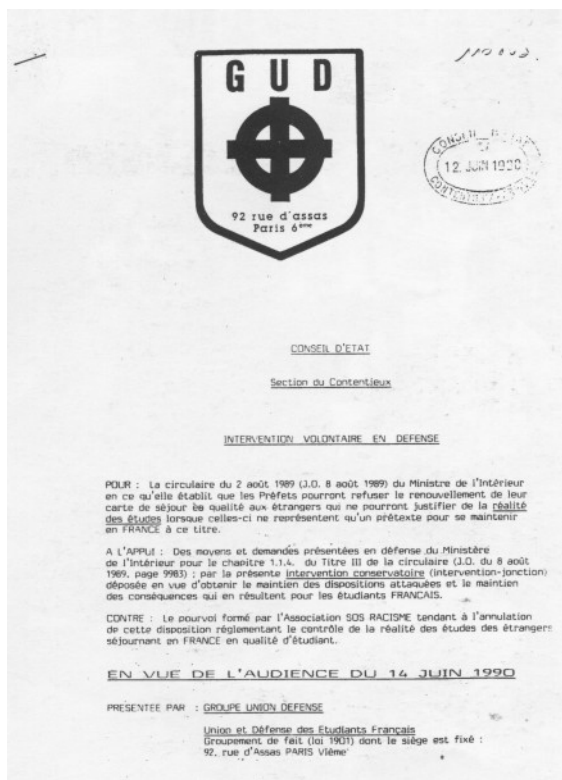
Un ancien du FJ, Guillaume Oillic, alias « Major William », meurt le 9 novembre 1990 en Birmanie. Ici, aux côtés d'officiers de la Karen National Libération Army en lutte contre le pouvoir socialiste de Rangoon.

n'ont rien vu et rien entendu ! Beaucoup de gens ne sont pas au courant de l'interdiction et sont venus en toute tranquillité, comme chaque année, commémorer la fête de Jeanne d'Arc. Ils constituent des proies faciles pour la horde sioniste. L'un d'entre eux, militant du GUD, est littéralement lynché avant que des policiers en civils ne prennent l'initiative d'aller le chercher en voiture au milieu de la foule hostile (voir photo page précédente). Dans la foulée, la librairie nationaliste Ogmios est attaquée. Les nationalistes comprennent alors qu'ils sont offerts en sacrifice pour calmer les esprits, il est préférable de laisser passer l'orage.

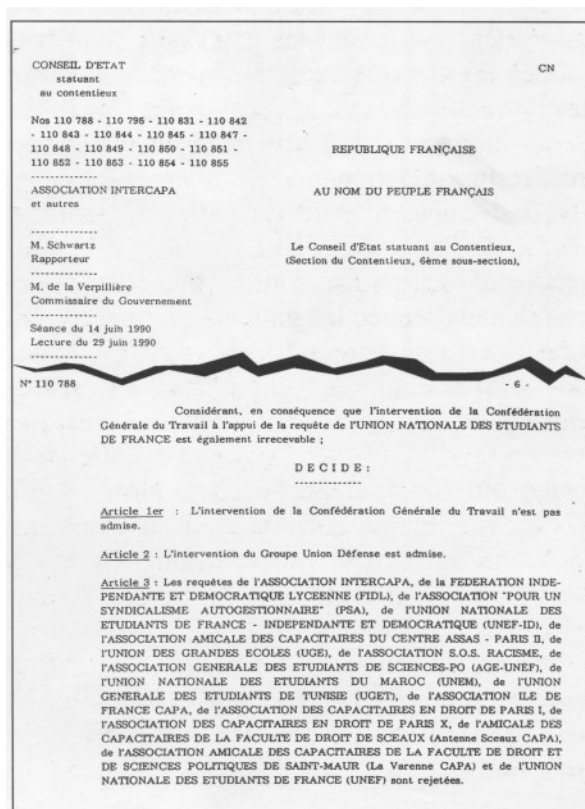
LE GUD A TOUJOURS RAISON

Le GUD est en majorité composé d'étudiants, et parmi eux il y a, bien sûr, une majorité d'étudiants brillants.

Malheureusement, il est très rare que l'enseignement dispensé durant les longues années universitaires puisse servir dans le cadre d'activités politiques. Une fois n'est pas coutume, les gudards vont utiliser avec malice leur formation de juristes. Une circulaire du 2 août 1989 du ministre de l'Intérieur autorise les préfets à refuser le renouvellement de leur carte de séjour aux étrangers ne pouvant justifier de la réalité de leurs études, celles-ci n'étant alors qu'un prétexte pour rester en France. L'association SOS-Racisme demandant l'annulation de cette disposition qu'elle trouve discriminatoire, le Groupe Union Défense intervient auprès du Conseil d'État pour que la circulaire soit maintenue. Le 29 juin 1990, la République française, au nom du peuple français, admet l'intervention du GUD et rejette les requêtes de SOS-Racisme et d'une quinzaine d'associations gauchistes dégoûtées.



A gauche le recours déposé par le GUD devant le conseil d'Etat.



A droite la réponse du Conseil d'Etat favorable au GUD et la liste des associations déboutées.

INACTION FRANCAISE

L'année 1991 débute pour le GUD par la préparation des élections universitaires, prévues le 19 février. Les thèmes et les documents de campagne de l'UDEA, association créée en 1989 par le GUD pour élargir son audience auprès des étudiants ayant des idées nationalistes mais qui font un blocage de principe sur le GUD et l'odeur de soufre qu'il véhicule, sont soigneusement élaborés et diffusés massivement. Le travail de terrain mené par les militants va payer. Depuis 1986, le GUD connaît une série de succès aux élections universitaires, en dépit d'une fraude orchestrée par l'administration de Paris II en 1987, qui sera sanctionnée par le tribunal administratif de Paris suite au recours introduit par le GUD. En 1991, sous le sigle UDEA, le GUD obtient deux élus et 10 % des voix à Assas et comme c'est la troisième fois consécutive, cela lui permet d'exiger de l'administration la réattribution de son local historique, la salle 417.

Fort de sa nouvelle base logistique, le GUD peut efficacement participer à la campagne contre Boudarel, professeur d'histoire à la faculté de Jussieu qui a été reconnu, par un ancien prisonnier français, comme ayant été le commissaire politique chargé de la « rééducation » du camp vietminh numéro 113. Ces faits, avoués sans remords par l'intéressé lui-même, provoquent l'émoi de tous les nationalistes. Qu'un traître, directement responsable de la mort de soldats français, continue en toute impunité à enseigner l'histoire aux étudiants de Jussieu, n'était pas tolérable. Les militants gauchistes de Jussieu eurent, de plus, la bonne idée de monter un Comité de Soutien à Boudarel et d'installer un stand sur le parvis de leur faculté. Les membres du GUD et de l'Action Française sautent sur l'occasion et durant le mois de mars 1991, harcèlent de manière quasi quotidienne les gauchistes pro-Boudarel. Le scénario est connu : à midi les jeunes de l'AF tentent un tractage et dans l'après-midi le GUD vient

« sermonner » les agitateurs communistes qui les en ont empêchés. Rares sont les jours où le parvis de Jussieu n'est pas le cadre d'affrontements tournant invariablement à la débâcle des gauchistes. Cette saine émulation débouche sur une grande manifestation nationaliste, le 21 mars, en direction de Jussieu, demandant la révocation pure et simple du traître Boudarel. Alors que de nombreux nationalistes se sont mobilisés en prévision de heurts avec les gauchistes, qui eux sont à Jussieu en nombre, casqués et armés, le service d'ordre de l'Action Française, à la grande surprise de tous, stoppe le cortège à quelques centaines de mètres de l'objectif et ordonne la dispersion. Des incidents éclatent alors entre le très inexpérimenté S.O. de l'AF et une partie des manifestants restés sur leur faim. Depuis ce jour, les relations entre ce qui restera de l'AF et les autres mouvements nationalistes étudiants n'iront qu'en empirant. La section de l'AF de Lyon ira même jusqu'à s'allier avec le SCALP au sein d'un front antifasciste. On a les alliés que l'on mérite.

Cocktail-Party à Jussieu... ★

Qu'est-ce que la guerre d'Indochine ?
Une guerre coloniale contre tout un peuple. Des populations terrorisées, des villages détruits, des civils torturés... par la "glorieuse armée française". Une centaine de Français – "traîtres à la Nation" (gloire à eux !) – ont été condamnés à mort – puis amnistiés – pour avoir choisi le camp des opprimés, en l'occurrence le peuple Vietnamien.

Nous sommes solidaires du choix de tous les déserteurs d'alors – et donc de Georges Boudarel, prof d'histoire à Jussieu –, sans pour autant cautionner les idéologies qui génèrent des "camps de rééducation".

Boudarel est aujourd'hui victime d'une campagne calomnieuse animée par les milieux nationalistes et militaristes qui veulent réécrire l'histoire des guerres coloniales.

Par quatre fois des fachos (GUD, AF...) ont attaqué la fac à coups de manches de pioches et de cocktails Molotov, faisant deux blessés, dont une personne âgée.


Suite à ces événements l'extrême-droite appelle à une manif contre Boudarel mercredi (27 mars) et prévoit de marcher sur Jussieu. En riposte nous vous appelons à venir nombreux/ses à un rassemblement antifasciste.

ÉCRASONS LA VERMINE FASCISTE !

**R A S S E M B L E M E N T
A N T I - F A S C I S T E**

LE MERCREDI 27 MARS À 17 H.
sur le parvis de la fac de Jussieu (M° Jussieu)

Collectif Anti Autoritaire,
(JUSSIEU)
SCALP et des étudiant(e)s
antifascistes...
REFLEX

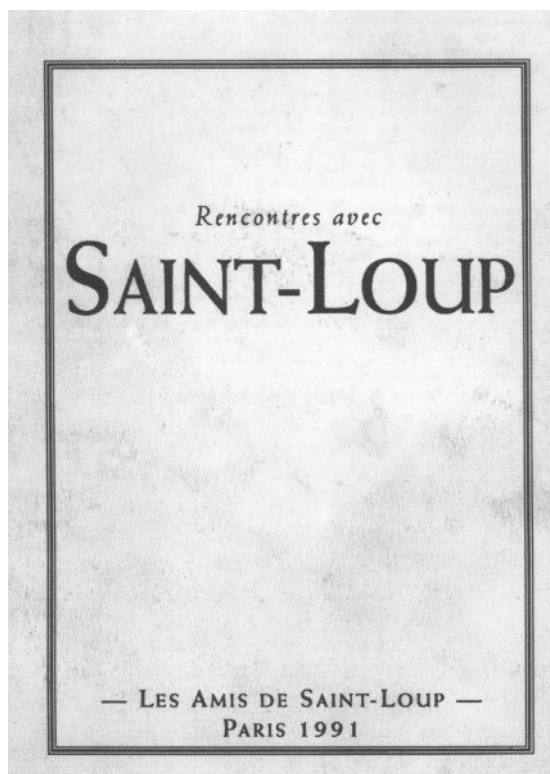


Les gauchistes pro-Boudarel de Jussieu ont distribué ce tract invitant à se mobiliser pour casser du facho.

Dessin affiché sur le panneau du GUD à Assas, caricaturant l'AF suite à son comportement incompréhensible le jour de la manifestation anti-Boudarel.



Couverture de l'ouvrage Rencontres avec Saint-Loup spécialement composé pour l'occasion. De nombreux écrivains rendaient ainsi hommage à l'un des leurs. Les livres furent finalement vendus tachés du sang des blessés victimes de l'agression sioniste.



Les milices sionistes vont à nouveau se manifester.

Le 20 avril 1991, dans la salle de la Maison des Mines, dans le Ve arrondissement de Paris, une réunion est organisée par le Cercle Culturel Horizons à l'occasion de la sortie d'un ouvrage intitulé *Rencontres avec Saint-Loup*. Saint-Loup, de son vrai nom Marc Augier, est décédé le 16 décembre 1990. Il fut l'un des principaux fondateurs des Auberges de Jeunesse en 1935-1936 et reste un écrivain culte pour tous les nationalistes, en particulier grâce à sa trilogie, *Les Volontaires*, *Les Hérétiques*, *Les Nostalgiques*. Quelques dizaines de minutes avant le début de la réunion, un commando de jeunes gens cagoulés et armés de battes de base-hall, de marteaux et de barres de fer, attaque les personnes rassemblées devant la salle, pour la plupart des personnes âgées. Les organisateurs n'avaient pas jugé utile de déployer un service d'ordre.

Après le départ du commando, les secours relèvent une quinzaine de blessés dont quatre grièvement. Une femme âgée de 71 ans, qui malheureusement pour elle se trouvait là par hasard, a été frappée à coups de marteau sur le crâne. Elle sera donnée pour cliniquement morte avant de finalement en réchapper. Cette action sera revendiquée par le GAJ, Groupe d'Action Juive. Quelques semaines plus tard, malgré la mollesse de l'enquête de la police judiciaire, deux assaillants sont identifiés sur photos. David Hadjaj, 21 ans et Alain Lisbonna, 19 ans, tous deux membres du Tagar. Ils seront inculpés de « coups et blessures volontaires avec aimes et préméditation, et dégradation volontaire de biens immobiliers ». Ces deux militants sionistes n'ont toujours pas été jugés, quatre ans après les faits. Peut-être seront-ils bientôt décorés ?

Par arrêté préfectoral daté du 7 mai, le préfet de police de Paris, Pierre Verbrugghe, signifie à tous les mouvements nationalistes qui avaient projeté de défilé le 12 mai à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, que cette fois-ci la manifestation est interdite, car « de nature à troubler l'ordre public ». Il tente ainsi de mettre un terme à une tradition qui dérange, en interdisant le défilé deux années de suite.

L'interdiction de manifester est notifiée au responsable du GUD le 10 mai 1991 alors que la manifestation est prévue pour le 12 mai...

treize 3 - - -

Alain DES VALLONS
Inspecteur Divisionnaire
en fonction au 4ème C.D.J.

Assisté de l'Inspecteur de Police Jean-Pierre MERCIER, et de l'Enquêteur Bernard ALOI, du Service,
Nous transportons à la Faculté d'ASSAS rue d'Assas
à PARIS 6ème,
Où étant, au bureau de M. DARET, Chef de la Sécurité de ladite faculté, rencontrons M. CHATILLON Frédéric, né le 19-04-1960 à ANTOING (59), étudiant, N° 91, rue de la République à PARIS 19ème.

En sa qualité de responsable de l'UNION DEFENSE DES ETUDIANTS D'ASSAS, ex-G.U.D., lui notifions les dispositions de l'arrêté de M. le Préfet de Police, n° 91 10637, du 7 mai 91, portant interdiction de la manifestation du 12 mai 91, à partir de 10H00, de la Place Saint Augustin à la Place des Pyramides. Il déclare :

"L'U.D.E.A. va se conformer à cet arrêté."
Afin qu'il n'en ignore et ait à s'y conformer, lui remettons une ampliation dudit arrêté.
Après lecture, il signe avec nous et nos assistants pour valoir reçu et notification.

M. CHATILLON L'Inspecteur Divisionnaire

NOTIFICATION A M.
CHATILLON Frédéric,
U.D.E.A. (G.U.D.)

183/91

172 91 91
p. 410.

183/91

Les Assistants

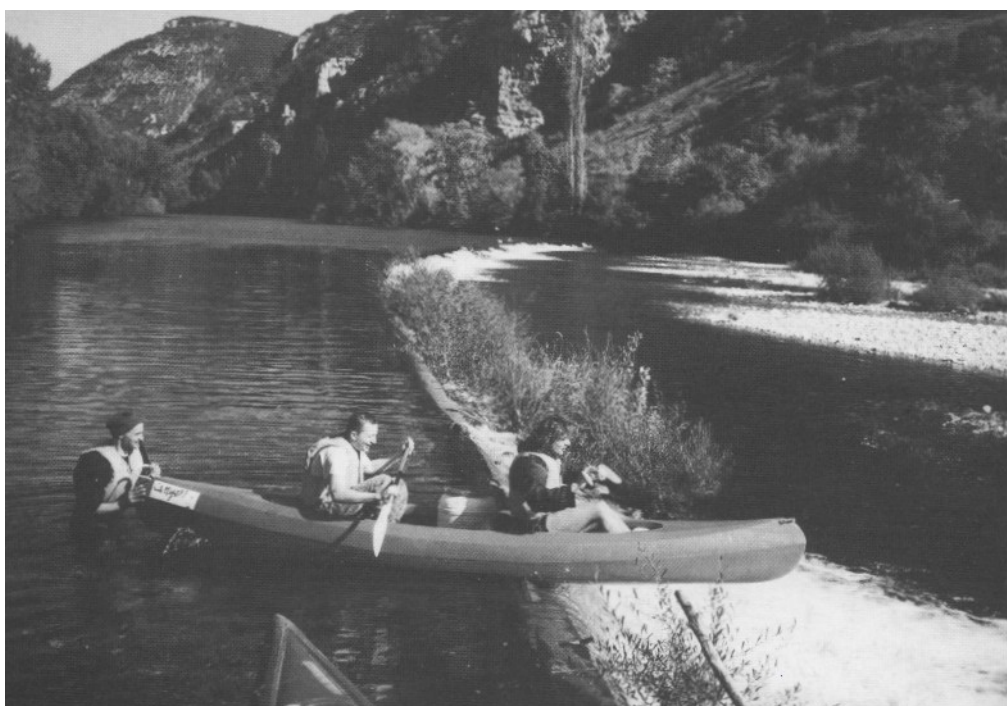
Des rumeurs persistantes laissent penser que les milices sionistes vont attaquer, comme en 1989, les nationalistes égarés, dans la continuité de l'assaut contre la réunion des amis de Saint-Loup, ou de leur opération commando d'une vingtaine de jeunes encagoulés contre les locaux de l'AEI, (Alliance des Étudiants Indépendants) de la

faculté de Sceaux, qui a fait deux blessés (14 janvier 1991). Il n'y aura donc pas de défilé de Jeanne d'Arc 1991. Pour donner un coup d'arrêt à l'arrogance du Bétar, les militants du GUD s'organisent pour discrètement contrôler la zone du rassemblement interdit : les agressions de 1988 et de 1990 ne doivent pas se reproduire ! Trois groupes d'une trentaine de militants se sont regroupés dans des cafés aux alentours de la place Saint-Augustin, sous l'autorité de chefs d'équipe reliés par radiotéléphone à une voiture qui patrouille dans le quartier. Le Bétar ne sera pas au rendez-vous, ce sera pour une prochaine fois. De leur côté, les jeunes de l'AF ont manifesté à leur manière, en bombardant les forces de l'ordre au moyen de produits maraîchers avant d'investir le Panthéon et de se rendre aux forces de police qui avaient du mal à cacher leur hilarité.

ODEURS DE POUDRE

Cela faisait longtemps que les gudards n'avaient pas été saisis par le démon des voyages. Du 16 au 21 octobre 1991, un camp de militants est organisé dans le Tarn, axé sur « l'effort physique et le dépassement de soi ». Manches de pioches, nunchakus et autres gadgets sont laissés au vestiaire. Le programme consiste à alterner marche, descente du Tarn en canoë, bivouacs dans des abris de fortune et marches topo de nuit, le tout dans une atmosphère d'humidité glacée tout à fait vivifiante. Au risque de décevoir les lecteurs, les séances de tir à balles réelles, les parcours du combattant en uniforme camouflé et les cours de pyrotechnie n'étaient pas au programme.

Remontés à bloc par ce camp hivernal, les militants du GUD commencent à s'intéresser aux événements de Yougoslavie. Ce conflit qui se déroule à moins d'une journée de train de Paris a déjà décidé plusieurs militants de Troisième Voie, qui, attirés par l'odeur de la poudre, se sont engagés aux côtés des combattants croates contre les tchétniks. Très rapidement, le GUD prend des contacts avec les nationalistes croates du Parti du Droit, le HSP, dirigé par Dobroslav Paraga. Ce dernier se définit comme l'héritier politique d'Ante Pavelic, tout un programme... Un Comité France Croatie, CFC, se crée, grâce au concours du représentant du HSP en France, et soutenu par les mouvements de jeunes européens, Nacion Joven (Espagne) et Movimento Politico (Italie). Un meeting est organisé le 19 décembre 1991. À l'origine, la réunion devait se tenir dans une salle paroissiale, rue



*Camp du Tarn octobre 1991.
Entraînement des nageurs de
combat du GUD.*

TAGAR  **תגר**

LE TAGAR : C'est le combat contre toutes les formes d'antisémitisme (anti-sionisme, négation de la Shoah) qui se développent aujourd'hui en France et en Europe.

LE TAGAR : C'est le combat pour l'intégrité d'Eretz-Israël de la Mer au Jourdain et du Golan à Eilat.

LE TAGAR : C'est le combat pour promouvoir l'Alyah dans la communauté juive de France, aboutissement de notre militantisme.

LE TAGAR : C'est un mouvement activiste et sioniste, présent dans plus de 20 pays à travers le monde actif sur les facultés et dans la communauté et partout où les intérêts du Peuple Juif sont menacés.

LE TAGAR : C'est le combat des Juifs debouts !

REJOINS NOTRE ACTION !

TAGAR DE FRANCE : 59, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS - Tél. : (1) 45 23 14 89

Le tagar est la branche étudiante du Bétar.

Trois militants du GUD au
siège de la brigade
internationale à
Osijek.



Affiche du meeting du GUD pour la
Croatie nationaliste qui s'est finalement
déroulé au Musée Social de la rue Las
Cases.



Albert de Lapparent, mais apeurés par l'affiche signée GUD représentant un combattant croate armé, la salle est refusée au dernier moment. Les organisateurs doivent donc en quatrième vitesse affréter des navettes pour acheminer tout le monde vers la rue Las Cases, où dans une ambiance surchauffée, l'assistance peut écouter le témoignage d'un combattant croate rentrant du front, et les encouragements du responsable français du Parti du Droit.

Intrigué par l'engagement du GUD aux côtés des Croates, Jean-Paul Bourre, animateur vedette de la radio FM *Ici et Maintenant*, invite le GUD à son émission « Libre Antenne ». Pendant près de trois heures, les quatre gudards présents peuvent discuter librement avec les auditeurs. Ce manque de censure faillit coûter sa place à l'animateur et un juge d'instruction chercha désespérément à savoir qui se cachait derrière les prénoms des intervenants, sûrement pour les féliciter.

Ces différents événements médiatiques furent à l'origine d'une vague de départs de gudards vers la Croatie.

Parallèlement, une délégation de l'AF participa au Congrès Tchetchnik International, invitée par les royalistes serbes. Cette décision sera mal perçue par d'autres royalistes, dont la section de

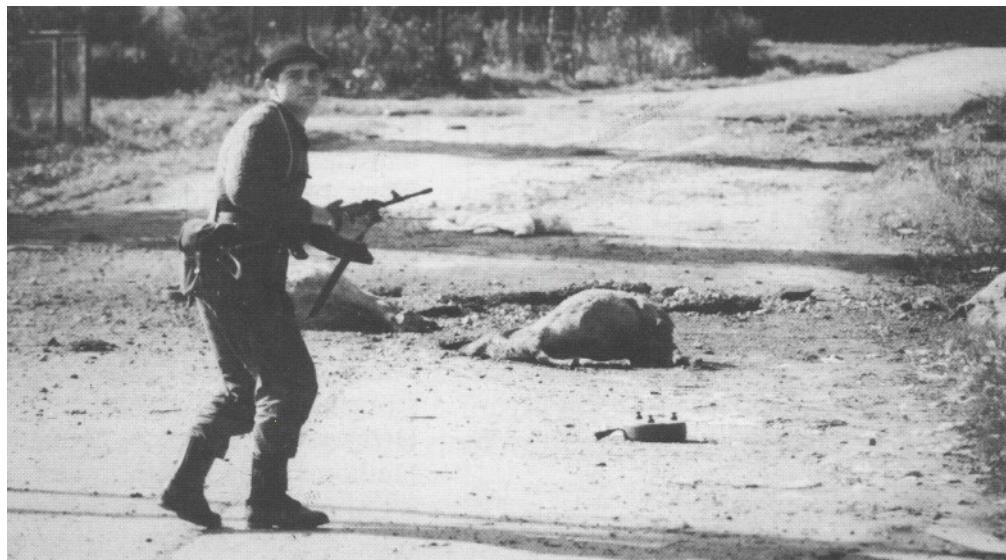
Lyon, qui transmettra au responsable du GUD les coordonnées de leurs camarades félons.

Une délégation d'une dizaine de gudards sera reçue officiellement par Dobroslav Paraga à Zagreb, qu'ils quitteront peu après pour rejoindre d'autres gudards, com-

Militants du GUD engagés dans la 2^e brigade
d'active de l'armée régulière croate.



battant au sein d'une brigade internationale engagée dans la défense de la ville assiégée d'Osijek. Un autre groupe de gudards s'est enrôlé dans la 2e brigade d'active de l'armée régulière croate, engagée à Sisak, au sud de Zagreb, pendant la campagne de Croatie, d'août 1991 à janvier 1992. Ils participeront à de nombreuses offensives contre l'armée fédérale yougoslave et contre les milices de Martić, dirigeant de la Krajina serbe.

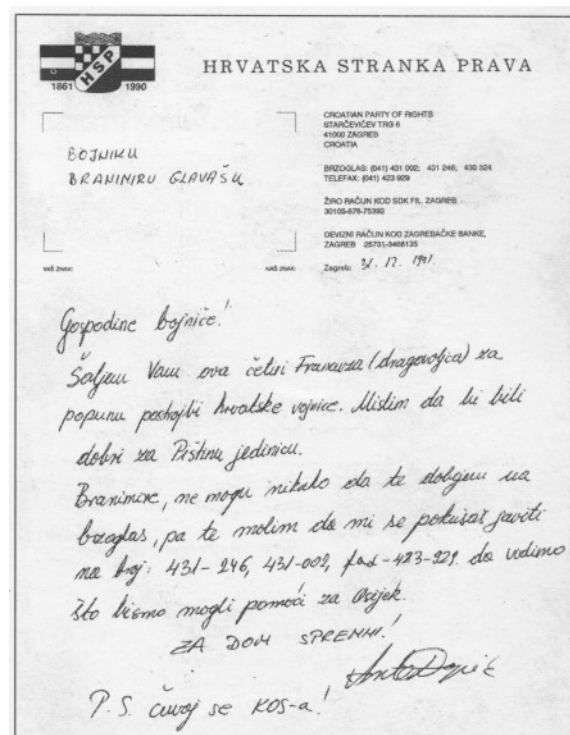


Attention devant toi, y'a une mine !

Le nombre de militants ayant fait le déplacement fut, à certains moments, si important qu'il se produisit des rencontres extraordinaires. À l'occasion de l'anniversaire d'un des leurs, trois gudards se rendant dans un bar, dans les caves d'un hôtel d'Osijek (ville assiégée) rencontrent deux de leurs camarades qui avaient aussi fait le déplacement. Ce fut l'occasion de fêter comme il se doit cet anniversaire, le délégué de l'ONU à Osijek, un député européen italien, s'en souviendra.

L'arrivée des Casques bleus à Osijek va précipiter le retour des casques noirs en France. Cela tombe bien car Paris s'agite. Depuis la fin de l'année 1991, les jeunes nationalistes ont des fourmis dans les jambes et parcourent les rues de Paris d'une faculté à l'autre. Le 21 novembre 1991 est le premier jour d'une longue série de visites hebdomadaires du GUD à la Sorbonne, actions revendiquées sans vergogne par les militants de l'Action Française. A partir du 22 janvier 1992 c'est au tour des facultés de Jussieu, Censier, Sciences-Po et Dauphine. Pas de jaloux, il y en aura pour tout le monde.

Sauf-conduit délivré par le HSP à la délégation du GUD pour se rendre à Osijek.



Bande dessinée de Sergueï qui montre bien l'état d'esprit de certains combattants...

La signature "Za dom spremni !" ("Pour la patrie nous sommes prêts !") était la devise des oustachis.



RATS NOIRS CONTRE PICSOU

Tract appelant à manifester contre Eurodisney.

LE QUARTIER LATIN DIT NON A DISNEYLAND
LE PEUPLE DE PARIS DIT NON A L'ONCLE PICSOU
L'EUROPE DIT NON A LA SOUS CULTURE AMERICAINE

Le 12 avril est prévue l'ouverture, dans le secteur IV de la Ville Nouvelle de Marne la Vallée d'une immonde crétinisante appelée "Euro Disney Land".

Euro: c'est l'adresse. Disneyland c'est le cauchemar. Inutile de souligner la pollution culturelle que cela représentera en Ile de France, à grand renfort d'infrastructures publiques (RER, TGV-Nord, Autobus, Autoroutes, liaison Orly-Roissy) ...

Les Français doivent aussi savoir, en dehors de ce qu'on appelle la "culture" :

1° que les fonds publics de l'Etat Français et de la Caisse des Dépôts ont largement financé cette opération où les Américains n'apportent que leur "savoir faire".

2° que ce "savoir faire" est essentiellement du savoir bluffer, du savoir mentir, du savoir arnaquer. De nombreuses entreprises de Travaux Publics s'y sont laissé prendre dans le vain espoir de corriger une conjoncture économique défavorable (conjoncture dont la Finance américaine porte une large part de responsabilité). On parle de 850 Millions d'impayés.

3° que les 3/4 des emplois annoncés se font encore attendre.

4° que la condition mise par le Conseil Régional Ile de France à la réalisation de ce projet (amendement Le Gallou = priorité à l'embauche des travailleurs français et européens) est systématiquement bafouée.

5° que cette opération, sous prétexte d'un parc de loisirs, est avant tout une formidable entreprise d'urbanisme privé dérogatoire, sur l'emprise d'une Ville Nouvelle où les terrains ont été expropriés pour cause d'utilité publique.

PICSOU - EN FAIT- N'EST QU'UN RAPETOU...

**C'EST POURQUOI NOUS IRONS MANIFESTER
DANS LE CALME ET LA DIGNITE...**

VENDREDI 21 FEVRIER A 18H30

Départ de la Manifestation Faculté d'Assas 92, rue d'Assas 75006 Paris
M^{re} Notre Dame des Champs
Bulletin quotidien (1) 42 22 64 64

Le début de la manifestation. Le trident cotoie à nouveau la croix celtique.

Outre l'ennemi sioniste omniprésent et l'adversaire gauchiste qui bricole sans trop y croire dans les facultés, les nationalistes se tournent début 1992 vers des cibles de choix : Mickey et Picsou. Un Tchernobyl culturel va s'ouvrir dans la banlieue est de Paris : Eurodisney. Le 21 février 1992, à l'initiative de Troisième Voie et du GUD, qui viennent de normaliser leurs relations, une manifestation s'organise pour dire « Non à Disneyland ».

Démarrant à Assas, le cortège se dirige, tambours en tête, aux cris de « Eurodisney-territoires occupés ! Sionistes assassins, américains complices ! Sionistes, racistes, impérialistes ! », en direction de Denfert-Rochereau (les slogans seront parfois un peu déphasés par rapport au thème annoncé de la manifestation). Un drapeau américain est brûlé et Jean-Gilles Malliarakis prend la parole pour prononcer, toujours en verve, un discours très applaudi. Mais, malgré l'ordre de dispersion, les militants ne sont pas rassasiés, les forces de l'ordre commencent à en faire les frais. Les CRS essayant de bloquer la rue allant vers Assas, tous le monde se rend à Montparnasse. C'est au tour des sex-shops de la rue de la Gaité de subir la colère des manifestants. Bilan : quelques vitrines brisées, trois voitures de police endommagées ou brûlées, ainsi qu'une quinzaine de fonctionnaires blessés. Les médias passent totalement sous silence cette manifestation. De la même manière, les affrontements violents entre le GUD et le Bétar, que ce soit à Assas ou devant la librairie Ogmios, seront ignorés. Seuls les



RASSEMBLEMENTS

ROSTOCK : TROIS JEUNES JUIFS TOUJOURS EN PRISON. PARIS : TROIS JEUNES JUIFS MOLESTES PAR DES MEMBRES DU GUD

Alors que la Coordination pour la libération des prisonniers juifs français de Rostock appelle à manifester tous les soirs devant l'ambassade d'Allemagne, dimanche, avant le début du rassemblement, des membres de l'extrême droite s'en prennent à trois adolescents juifs isolés. L'un d'entre eux est toujours à l'hôpital. Les faits, et chronologie d'un rassemblement quotidien.

journaux communautaires juifs, comme *Actualité Juive*, se font l'écho de certaines agressions attribuées au GUD. Par exemple l'attaque, jamais revendiquée, d'une manifestation du Bétar, le 25 octobre 92, par une quarantaine de personnes, a été mise à l'actif du GUD. On ne prête qu'aux riches ! Mais une chose est acquise, le GUD ne laisse plus les milices juives agir en toute impunité.

Six jours plus tard, le 27 février, Assas manifeste dans la rue pour protester contre un projet de réforme universitaire qui risque de dévaloriser les diplômes. Un Comité des Étudiants Panthéon-Assas, auquel participe le GUD, se constitue pour l'occasion et refuse de rejoindre la manifestation unitaire des autres facultés. Leurs revendications sont les mêmes, mais ces derniers estiment que la réforme introduit trop de sélection, alors qu'à Assas on pense qu'au contraire elle n'en introduit pas assez. Les manifestants se font rares : c'est le bide ! Mieux vaut attendre une autre occasion de se mobiliser.

C'est le moment de la campagne électorale pour le référendum de Maastricht, en mars 1992, où les meetings du Front National sont systématiquement attaqués par des contre-manifestants, essentiellement anarchistes, autonomes ou simples gauchistes droit-de-l'hommards. Ils étaient donc encore vivants ! Mais où se cachaient-ils ? L'occasion est trop belle. Lorsque la police ou le service d'ordre du F.N. ne les en dissuadent pas, les militants du GUD et d'autres mouvements se font une joie de répondre aux agressions de leur ennemi historique enfin de retour (pas pour longtemps). Le meeting de Chartres, le 14 mars 1992, est l'apogée de ces affrontements. Chartres n'étant pas très éloignée de Paris, de nombreux groupes de militants du GUD et d'autres groupes, comme le Chelsea, ont fait le déplacement. Le SO du Front National est cantonné devant la salle de la réunion. Certains gudards ont préféré attendre dans le bar situé du côté du rassemblement anti-FN, alors que les autres restent aux abords du meeting. Il

Article paru dans Actualité Juive du 29 octobre 1992 accusant le GUD d'avoir attaqué une manifestation du Bétar. Info ou intox ?



Service d'ordre discret d'une manifestation tranquille le 27 février.

UNIVERSITES Un front du refus contre Le Pen

L'UNEF-ID appelle demain étudiants et lycéens parisiens à manifester après la recrudescence des actions commandos dans les universités de la capitale.

L'UNEF-ID pouvait difficilement trouver plus symbolique pour condamner la multiplication des violences d'extrême droite à l'université. Demain, en effet, le syndicat étudiant, soutenu par de nombreuses organisations de gauche, appelle étudiants et lycéens à une manifestation devant la Sorbonne. Demain, le 6 février, anniversaire du coup de force des ligues d'extrême droite en 1934.

À écouter Philippe Campinchi, le président de l'UNEF-ID, la situation est suffisamment préoccupante pour justifier « une action de masse s'inscrivant dans un grand front du refus ». Certes, de l'Action française (monarchiste) au Renouveau étudiant (Front national) en passant par les extrémistes du GUD, l'ultra-droite reste très minoritaire. Dans les rares universités où elle était déjà présente, ses listes ont souvent perdu du terrain lors des dernières élections étudiantes. Mais des mouvements se réclamant du FN apparaissent à présent dans la plupart des établissements. Ailleurs, affirme Philippe Campinchi, le mouvement de Jean-Marie Le Pen contrôlerait des « corps » dites indépendantes. Sans parler de la dérive de l'UNI, proche du RPR, qui à Saint-Etienne, n'a pas hésité à soutenir la liste du Renouveau étudiant.

Reste, l'essentiel, les violences commises ces derniers jours dans diverses universités parisiennes. Du 16 au 31 janvier, pas moins de sept actions

de commandos d'extrême droite ont été comptabilisées. Clignancourt, Assas, Jussieu, Censier, Tolbiac et la Sorbonne ont ainsi été le théâtre de plusieurs agressions. Ici un local syndical saccagé, là plusieurs personnes aspergées de bombes lacrymogènes quand ils ne sont pas frappés à coup de barres de fer.

Lundi, le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), qui réunit tous les partenaires du monde universitaire, a officiellement condamné ces violences. Dans la soirée, de nombreuses organisations de gauche et d'extrême gauche se sont retrouvées pour préparer des actions. De leur côté, plusieurs présidents d'université ont signé un appel contre « les provocations de l'extrême droite », appelant à réagir « dans le calme, l'unité et le refus de la violence ». La conférence des présidents d'université s'est même associée au mouvement de demain. Les syndicats de la FEN (toutes tendances confondues), FO, l'UNEF-SE, les parents de la FCPE, les lycéens de la FIDL, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP et SOS-Racisme ont eux aussi assuré l'UNEF-ID de leur soutien. La manifestation démarrera à 14h30 mais les étudiants sont appelés à se retrouver place de la Sorbonne à midi.

N.H.

Libération, 5/02/1992.

Opération tabassage à Chartres

Des militants d'extrême-droite ont attaqué des manifestants anti-Le Pen.

LE PAYS lundi

Des activistes d'extrême-droite attaquent des manifestants anti-FN à Chartres

Boulons et billes de plomb en campagne

FN : dérapage à Chartres

La CGT accuse les CRS d'avoir ouvert une « voie royale » aux manifestants

LE PARISIEN

LUNDI 16 MARS 1992

Chartres : violences contre les anti-F.N.

Un meeting du Front national (FN) a dégénéré samedi soir à Chartres : des activistes d'extrême-droite ont attaqué à plusieurs reprises des manifestants hostiles à la venue du délégué

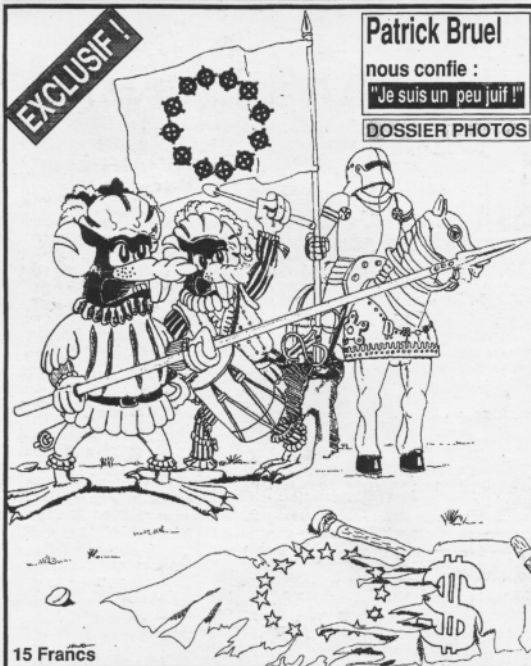
Sélection de différents titres de journaux qui illustrent bien l'ambiance qui régnait à Chartres. Pif ! paf !

fait nuit lorsque les goudards sortent du bar et la manifestation bat son plein. Devant la salle, quelques centaines de manifestants anti-FN sont maintenus derrière des barrières, doublées d'un cordon de CRS. Les goudards décident de traverser la contre-manifestation pour rejoindre le meeting plutôt que de la contourner. Les gauchistes, qui ont repéré les factieux, essayent de les empêcher de passer. Leur chef (celui qui avait le brassard du chef) reçoit alors une gifle magistrale d'un des goudards, certainement énervé. Reflux des gauchistes, quelques secondes apeurés par tant de violence, mais situation délicate pour les goudards encerclés par une foule hostile. Heureusement, les militants restés à proximité du meeting visualisent le drame qui se déroule à cinquante mètres. C'est la charge. Aïe ! Aïe !

Les CRS débordés, essayent de protéger les contre-manifestants qui dégustent. Trop tard, ils ont mal. Quatre heures durant les nationalistes vont harceler les CRS. Encore des charges ! Exit les contre-manifestants.

LES REPROUVES

ORGANE DE PROPAGANDE DU GROUPE UNION DEFENSE



Le premier numéro des Réprouvés, distribué pendant la fête de Jeanne d'Arc 1992. La critique a beaucoup apprécié.

MAUVAIS TEMPS SUR ASSAS

Après deux années d'interdiction par le pouvoir, les nationalistes peuvent à nouveau officiellement organiser le cortège traditionnel en l'honneur de Jeanne d'Arc. Le 10 mai 1992, de la place Saint-Augustin à la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, mille cinq cents militants défilent dans l'ordre monarchistes de l'AF, membres de l'ANPV (Association Nationale Pétain-Verdun), catholiques de la CRC (Contre-Réforme Catholique), militants de l'Œuvre Française et enfin, fermant la marche, une centaine de militants du GUD, alignés derrière un drapeau croate, un drapeau de la République Sociale Italienne et une nuée de croix celtiques. Il faut noter lors de cette fête de Jeanne d'Arc 92 l'absence remarquée de la mouvance Troisième Voie, qui a décidé de ne plus participer à ce cortège. Le GUD, quant à lui, profite de ce défilé pour distribuer le premier numéro d'une nouvelle revue, *Les Réprouvés*, qui aura le mérite de faire très vite parler d'elle, un journaliste du *Canard enchaîné* la jugeant digne de *Je suis partout*. On rigole bien, mais à Assas le temps se gâte.

Le local que le GUD avait récupéré de haute lutte aux élections universitaires de février 1991 va lui être supprimé durant une semaine, du 29 juin au 6 juillet 1992, par une décision de Georges Durry, président de l'Université Paris II. M. Durry, suite à un rapport des vigiles, a en effet demandé à des inspecteurs de police de procéder à une fouille du local qui conduira à la saisie « d'objets manifestation destinés à une utilisation violente » et à une plainte déposée par le président

de Paris II. Le 3 décembre, après une série d'échauffourées à Assas, M. Durry avertit Pierre Oldoni, responsable du GUD à Assas, qu'il a décidé en vertu des pouvoirs de maintien de l'ordre dans l'université qui lui sont conférés par l'article 27 de la loi du 26 janvier 1984, de fermer le local du GUD du 3 décembre jusqu'aux vacances de Noël. Le GUD ne peut qu'organiser une manifestation de protestation sur le parvis d'Assas, sans succès. Durry a testé la capacité de réaction du GUD qui n'a pas saisi l'enjeu. Il n'y avait pas de précédent, maintenant il y en a un. Ce ne sont pas les bons résultats des élections universitaires de 1993 qui empêcheront l'administration d'essayer d'éradiquer le GUD d'Assas.

COUCOU NOUS REVOILÀ !

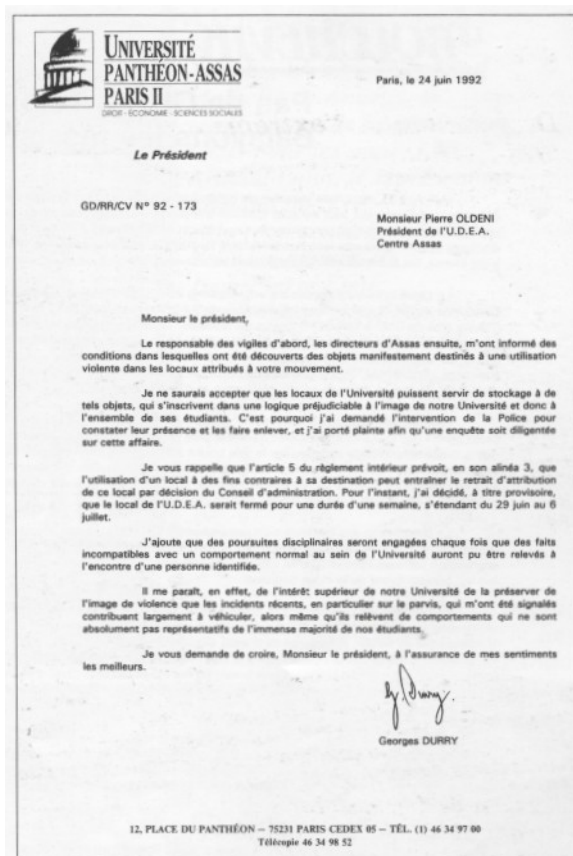
Le 9 mars 1993 se déroulent les élections des représentants étudiants au Conseil d'Administration et au Conseil des Études et de la vie universitaire. L'UDEA a déjà des élus dans chacun de ces conseils, il s'agit de les conserver.

De son côté, le PSA-UNEF-ID (seul syndicat de gauche à Assas) a décidé de faire campagne. Pour ce faire, le 19 février, les gauchistes ont le toupet d'organiser dans un amphithéâtre d'Assas une conférence sur la Bosnie. Le matin même, le responsable du GUD va trouver celui du PSA pour lui demander de revenir sur sa décision. Ce dernier ayant refusé sur un ton désagréable, est heurté de plein fouet par une cafetière volante. La conférence sur la Bosnie a quand même lieu, mais dure plus longtemps que prévu, les militants du GUD bloquant la porte cinq heures durant, avant que la police raccompagne les pro-Bosniaques vers la sortie. Les gauchistes ont ainsi pu visionner leur reportage une dizaine de fois, ils sont maintenant convaincus des souffrances du peuple bosniaque.

Les résultats des élections sont sans appel : le PSA obtient 36 % des voix, il devient le premier syndicat étudiant d'Assas. En privilégiant la manière forte, le GUD a transformé les militants du PSA en martyrs de la démocratie : ça paye.

Tout fiers de ce résultat, les membres du PSA/canal clandestin croient le moment venu de réapparaître au grand jour. Erreur fatale, car le GUD a lui aussi pris de bonnes résolutions et a décidé de mater cette rébellion au plus vite. Le local du PSA est rasé, et un concours de claques est lancé.

Les gauchistes se font soudainement plus discrets, mais la révolte vient de l'extérieur, en particulier de Tolbiac. Le GUD met sur pied une opération pour le 31 mars, afin d'y distribuer un tract intitulé « Gauchistes hors des facs ». Cela faisait très longtemps que les gauchistes arriérés de Tolbiac n'avaient pas vu une telle provocation. Le GUD tracte à Tolbiac ! Aussitôt deux cents chevelus se rassemblent, mal inspirés, pris au piège dans la fameuse fosse de leur faculté. Les trente gudards, ayant repéré un chantier à



Lettre du président d'Assas adressée au responsable de l'UDEA (GUD), pour lui annoncer la suppression momentanée du local.

Tract distribué à Assas à l'occasion des inscriptions de l'année 1993.



Pas de GUD à Tolbiac! Balayons les fascistes!

Mercredi 31 mars, une trentaine de nerfs fascistes du GUD ont fait une descente sur l'université de Tolbiac. Nos camarades présents ont tout de suite cherché à mobiliser les organisations de gauche sur la fac et pris la parole pour appeler les étudiants à chasser ces nerfs. Les militants de la LTF, des JCR, de l'UNEF-ID et de l'UEJF et plus de deux cents étudiants se sont retrouvés face aux fascistes à l'entrée de la fac. Après un bref affrontement, au cours duquel un étudiant a été blessé, les fascistes ont déguerpi. Mais de nouvelles attaques du GUD sont à craindre, surtout mercredi prochain.

La Ligue trotskyste appelle les organisations de gauche et démocratiques, les syndicats de personnels ATOSS et d'enseignants, les étudiants, à un rassemblement de front unique, mercredi 7 avril à 12H dans le hall de la fac, sur les mots d'ordre: Pas de GUD à Tolbiac! Balayons les fascistes! Nous appelons tous ceux qui sont d'accord avec ces mots d'ordre à participer ensemble à cette action d'autodéfense, pour empêcher cette racaille de nuire. Dans le cadre de ce front unique, toutes les organisations conserveront une totale liberté d'exprimer leurs perspectives, programme et mots d'ordre - marchons séparément, frappons ensemble! Cette proposition a déjà reçu un écho favorable notamment auprès des JCR, de l'UEJF, de jeunes de la deuxième génération et d'étudiants africains.

Harcèlement fasciste contre des postiers du 9e arrondissement en grève à Paris en février, raid des nerfs d'extrême droite contre des militants antifascistes devant la gare de Rouen le 19 mars - les fascistes se sentent le vent en poupe alors que la droite revancharde va intensifier le sale boulot antiouvrier et anti-immigrés mené depuis douze ans par la « gauche ». La nomination de Pasqua à l'Intérieur souligne que la terreur contre les immigrés sera le fer de lance de l'offensive contre tous les travailleurs. A bas la terreur et la ségrégation racistes! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Rendons coup pour coup à Mitterrand-Balladur! Il nous faut un gouvernement ouvrier!

Le programme des fascistes n'est pas seulement une question de « mauvaises idées ». C'est la destruction physique du mouvement ouvrier organisé, des droits démocratiques, des droits des jeunes et des femmes, c'est la terreur et la ségrégation racistes, l'antisémitisme, l'élimination des homosexuels, des Tziganes. On ne discute pas avec les fascistes. Il faut les écraser avant qu'ils nous écrasent!

La politique qui consiste à faire appel à l'administration ouvertement raciste de Tolbiac (qui a refusé une salle pour un meeting sur Malcolm X aux JCR car Malcolm X est « noir, donc subversif et violent ») ou à l'Etat de Mitterrand-Pasqua (communiqué du MRAP, l'Humanité du 3 avril) désarme les étudiants et les opprimés qui veulent réellement lutter contre les fascistes. C'est la classe ouvrière qui a la puissance sociale d'écraser de façon décisive les fascistes. Au Canada, nos camarades de la Trotskyist League/Ligue trotskyste ont été à l'initiative d'une mobilisation de front unique rassemblant 3000 syndicalistes, membres des minorités ethniques et étudiants, mobilisation qui a stoppé les fascistes à Vancouver, le 22 janvier dernier.

A Gardanne, le 14 mars, les mineurs et les jeunes d'origine maghrébine qui ont mis les fascistes en déroute sur le marché de cette petite ville minière à mairie PCF, ont montré la voie. Le 31 mars, 60 000 ouvriers manifestaient à Lyon pour défendre des syndicalistes contre la justice des patrons. C'est cette puissance sociale du mouvement ouvrier organisé qu'il faut mobiliser pour écraser les fascistes. Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées/juives, basées sur les syndicats, pour écraser les fascistes!

Ligue trotskyste, le 5 avril 1993

La Ligue trotskyste appelle tous les étudiants, enseignants, personnels ATOSS, à se tenir prêts, mercredi 7 avril à 12 H dans le hall de Tolbiac, à repousser de nouvelles provocations des nerfs fascistes.
Pas de GUD à Tolbiac! Balayons les fascistes!

proximité, n'ont plus qu'à opérer. Victoire totale. Une semaine plus tard, le 7 avril, les gauchistes de Tolbiac organisent un meeting pleurnichard dans leur fac : « Pas de GUD à Tolbiac ! »

« À PARIS COMME À GAZA, INTIFADA ! »

Le 3 mai 1993, au Palais de la Mutualité, le GUD fête ses 25 ans. L'affiche très provocatrice, « À Paris comme à Gaza, Intifada », est loin d'avoir fait l'unanimité parmi les anciens du mouvement. Le rat noir accoutré d'un keffieh palestinien a été vécu par certains comme une hérésie. Frédéric Chatillon, premier intervenant du meeting et instigateur de cette affiche s'est empressé d'expliquer les raisons de ce choix. Depuis sa naissance et pendant de longues années, le GUD s'est impliqué politiquement et physiquement dans le combat contre le communisme, qui était alors l'ennemi numéro 1.

Tract caractéristique de l'intemporelle diarrhée verbale des gauchistes.

Affiche des 25 ans du GUD qui souleva quelques critiques chez les anciens du mouvement.



Aujourd'hui effondré, le danger rouge n'existe plus. Faut-il pour autant cesser d'exister ? Certes, le communisme a disparu, mais sa reconversion dans la spirale de l'antiracisme s'est parfaitement réalisée. On retrouve aujourd'hui côte à côte, les marxistes, les sionistes et les libéraux alliés contre les défenseurs de l'identité nationale. L'ennemi change, la répression se fait plus pressante, tout est fait pour dissuader les nationalistes de continuer la lutte. Hier, les anciens brandissaient le drapeau du Sud-Vietnam, aujourd'hui les jeunes nationalistes n'hésitent pas à coiffer le keffieh palestinien, par respect pour ces guerriers de 18 ans qui construisent l'indépendance de leur pays à coups de pierres. Que se soit la défense des combattants palestiniens ou des combattants irlandais de l'IRA, cela fait partie du même combat identitaire auquel le GUD s'identifie totalement.

Devant près de cinq cents militants du GUD, représentant toutes les générations, sur une tribune décorée de noir et portant l'inscription Groupe Union Défense entourée de deux croix celtiques et sous une banderole de drapeaux de différentes provinces françaises et européennes, cinq responsables politiques vont intervenir à tour de rôle. Jean-Pierre Emié, dit « Johnny le boxeur », surnom à la hauteur de sa réputation, étudiant à Assas entre 74 et 79, Arnaud Lutin, responsable du GUD dans les années 80, Frédéric Chatillon, responsable du GUD des années 90, Marcello de Angelis, combattant nationaliste italien que le GUD a connu lorsqu'il était en cavale en France et un orateur



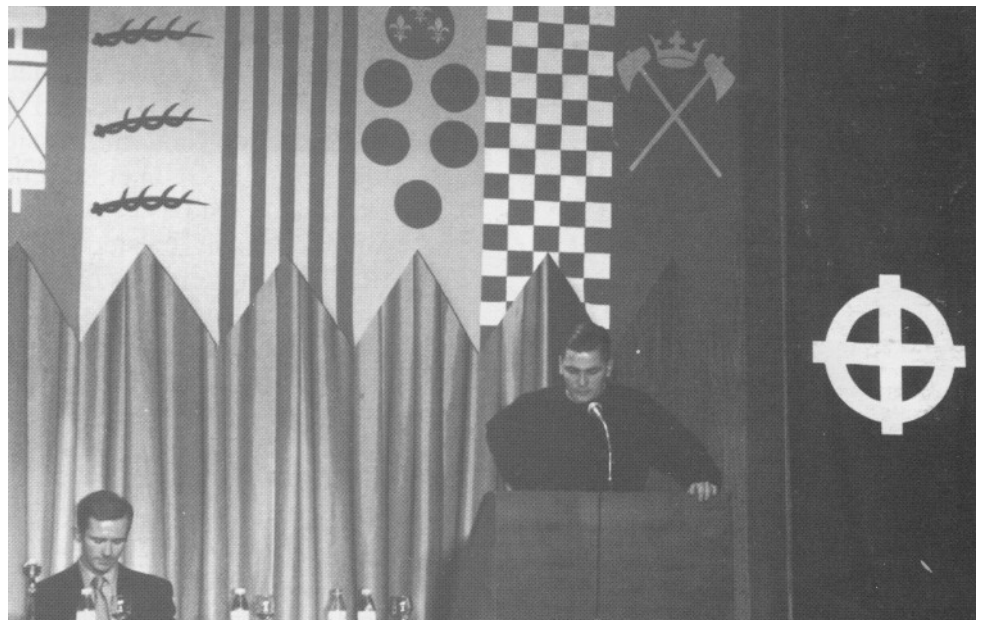
À la tribune du meeting des 25 ans du GUD, de gauche à droite, le délégué italien Marcello de Angelis, le représentant de la génération GUD pour les années 80, Arnaud Lutin, le représentant flamand du NSV et le représentant du GUD pour les années 70, Jean-Pierre Émié. Le Flamand porte sur la tête une faluche, casquette de corporation étudiante.

De gauche à droite, Jean-Pierre Émié et Frédéric Chatillon.

du NSV, mouvement nationaliste étudiant flamand. Après les interventions, un diaporama d'une vingtaine de minutes est projeté, retraçant l'histoire du mouvement sur fond de musique très rythmée correspondant à chaque époque. Puis Frank Rennie, barde le plus connu de la scène nationaliste en Allemagne, ramène le calme dans la salle surexcitée.

Profitant de la dynamique de ce meeting, la rentrée universitaire 93/94 démarre sur les chapeaux de roues. Une affiche de format 80 x 120 cm est éditée sur le thème « Bienvenue aux ennemis de l'Europe », en référence à une phrase prononcée par Pierre Drieu La Rochelle alors que les Américains débarquaient en 1944. L' affiche est reproduite sur des tracts, les tractages reprennent à la Sorbonne. Avec la distribution des tracts, des claques.

Événement assez rare pour être souligné, le 26 octobre 1993, une vingtaine de cogneurs de l'UNEF utilisent le prétexte d'un tractage sur le parvis d'Assas pour déclencher une bagarre. Les militants du GUD présents à la faculté ce matin-là se mobilisent.



Visite de courtoisie à la Sorbonne, mais la porte est close. Encore une fois, les tracts sont restés dans un sac à dos.





Affiche imprimée pour la rentrée universitaire 1993/1994.



Fodé Sylla, quelques instants avant que sa réunion ne soit interrompue par la visite des étudiants nationalistes. Ci-dessous, le tract qui a été distribué pour protester contre cette présence inadmissible.



Comme par hasard, les gauchistes sortent des barres de fer dès qu'ils les voient. La confrontation est violente et fera des blessés des deux côtés. En fin d'après-midi, les militants du GUD prennent la direction de Dauphine où Fodé Sylla, responsable de SOS-Racisme, doit prendre la parole au cours d'un débat sur le droit d'asile. Les inspecteurs des Renseignements Généraux ont été très étonnés par la capacité du GUD à organiser en moins de trois heures une opération d'une telle ampleur, et à mobiliser près de quatre-vingts militants. En fait, l'opération contre Fodé Sylla était prévue depuis quelques jours et les pauvres gauchistes avaient choisi un mauvais moment pour attaquer. Arrivés à Dauphine, c'est la déception. Il n'y a pas de service d'ordre et seule une vingtaine d'étudiants est venu écouter Fodé Sylla. Le responsable du GUD peut donc calmement expliquer son point de vue sur le droit d'asile : « Oui au droit d'asile, Fodé à Sainte-Anne. » Fodé Sylla n'a pas été bousculé ni attaqué au cutter comme il le racontera, il n'y eut que le président de la faculté qui, hystérique, fut bousculé pour l'inciter à retrouver un peu de dignité.

Le 30 novembre 1993, salle des Agriculteurs, un grand meeting unitaire des étudiants nationalistes est organisé par un Collectif Nationaliste Étudiant regroupant le Renouveau Étudiant Parisien, l'UDEA, l'AEI de Sceaux, et les Cercles Nationaux de Nanterre, Jussieu et la Sorbonne. Ce rapprochement entre le GUD et le Renouveau Étudiant, affilié au Front National, n'est pas évident à mettre en place. Sur le terrain ce rapprochement existe, certains militants du RE de Paris, (REP), sont membres du GUD, mais politiquement l'alliance officielle n'est pas envisageable. Pourtant, les responsables du GUD et du REP sont demandeurs d'un tel rapprochement par souci d'efficacité militante. Ils réussiront à maintenir le meeting contre toutes les adversités. Des cadres du Front National auront le courage de venir soutenir cette initiative : Franck Timmermans, Damien Bariller, prendront la parole aux côtés de Frédéric Pichon, responsable GUD, Jildaz Mahé, responsable REP et Michel Murat, responsable RE. Pour préparer ce meeting, une très vaste opération de tractage est organisée dans toutes les facultés de Paris, tout au long du mois de novembre, ponctuée d'incidents. Le plus sérieux se déroule à Jussieu, où une dizaine de gauchistes casqués et armés, comme à la belle époque, affrontent les vingt nationalistes venus tracter les mains vides. Morale de l'histoire : « Même avec un casque on peut avoir mal à la tête ! » Un professeur de Jussieu est soi-disant agressé par un nationaliste armé d'un sabre. Highlander ?

L'association GUD-REP, officialisée lors du meeting unitaire du 30 novembre 1993, prouve sa viabilité et son efficacité dès le début de l'année 1994, à l'occasion des élections du CROUS, où le REP soutenu par le GUD, présente sous son nom une liste unitaire.

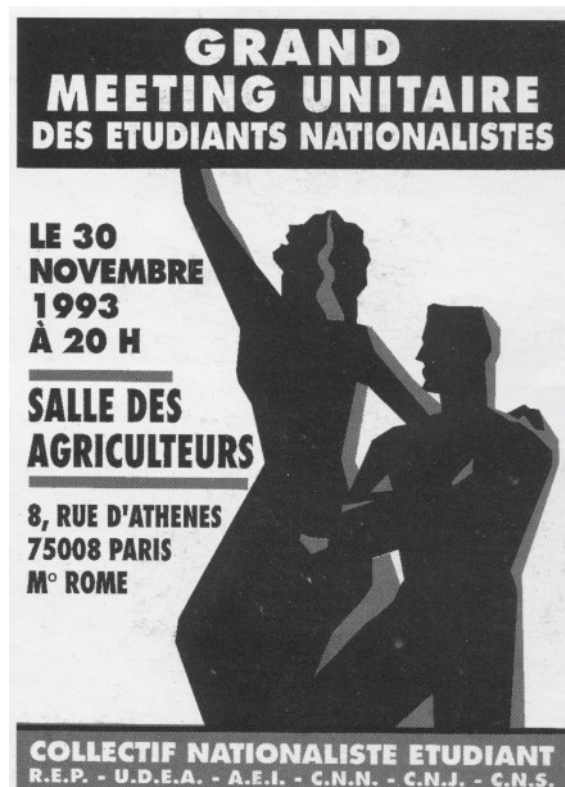
Au milieu du mois de mars, Édouard Balladur lance le fameux CIP. C'est le tollé général. Une énorme manifestation est prévue pour le 17 mars. Dans un tract commun REP-UDEA, les nationalistes expliquent aux étudiants d'Assas qu'il faut refuser la récupération du mouvement de contestation par les syndicats inféodés à des partis politiques et qu'il ne faut donc pas participer au cortège unitaire. Cependant, directement

concernés par ce Smic-Jeunes, ils demandent aux étudiants d'Assas d'observer une journée de grève symbolique, par solidarité. D'autre part, concernant plus spécialement Assas, les cours sont jugés trop élitistes par la machine syndicale. Il est prévu que les maîtres de conférence de Paris II, au titre de l'égalité intellectuelle, devront partager leurs cours avec d'autres universités, pour compenser la médiocrité des autres facultés. Une double mobilisation s'impose. Pour être sûrs que tous les étudiants d'Assas suivront ce mot d'ordre, très tôt le matin du 17 mars les militants du GUD entrent à Assas par les toits, pour bloquer l'ouverture des portes à l'aide de chaînes. Le blocus ne cessera qu'après avoir eu l'assurance du président de la faculté qu'il enverrait un communiqué de presse portant sa signature, dénonçant la mesure de délocalisation des professeurs d'Assas. Résultat mitigé, les étudiants d'Assas n'ont pas suivi ; comme d'habitude.

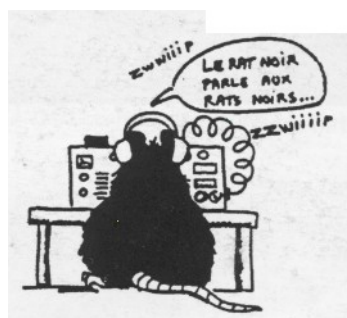
SÉBASTIEN DEYZIEU

Le 6 juin 1994, jour du cinquantième anniversaire du débarquement de Normandie, approche. La France déborde de drapeaux américains, la télévision ne parle que des beaux GI's et on peut revoir pour la centième fois, au choix, *Holocauste* ou *La Grande Évasion*. C'est dans ce contexte très favorable que le GUD appelle à manifester place Denfert-Rochereau, le 7 mai 1994, pour protester contre les festivités du 6 juin 1994. Le GUD, dans un communiqué de presse, « trouve indécents la kermesse organisée et l'argent du contribuable gaspillé, alors que des centaines de milliers de soldats et de civils sont morts en ce jour du 6 juin 1944. C'est en se recueillant dans la simplicité et l'anonymat que les politiciens auraient pu rendre le meilleur hommage aux morts des deux camps. Mais ceux-ci ont préféré s'exhiber en compagnie de leurs idoles américaines. Américains qui, ne l'oublions pas, ont bombardé aveuglément de nombreuses villes comme Dresde (1944 : 250 000 civils morts en une nuit), n'hésitant pas à raser Caen et à tuer des dizaines de milliers de civils français. L'Europe vit depuis cinquante ans sous tutelle américaine, cela suffit. Europe, libère toi ! Le GUD rend hommage aux millions de victimes de l'impérialisme américain, de Panama à Hiroshima ».

Considérant que cette manifestation est de nature à troubler l'ordre public, le préfet de police, Philippe Massoni, l'interdit. Interdiction qui est notifiée au responsable alors qu'une centaine de militants commencent à se rassembler sur la place Denfert-Rochereau. Ils sont immédiatement encerclés par les forces de l'ordre. Certains sont cueillis dans les rues avoisinantes. Très peu sont ceux qui peuvent tout de même rejoindre les irréductibles du GUD qui déroulent alors des drapeaux à croix celtique et se mettent en ligne pour scander leurs slogans anti-américains. Les gardes mobiles se casquent et les négociations s'engagent pour obtenir le droit de défiler. Le commissaire refuse. Les militants du GUD ne veulent pas obtempérer et restent sur place, encerclés par les gardes mobiles qui se rapprochent. Une dizaine de militants chargent pour ouvrir une brèche dans la nasse. Après avoir défoncé deux lignes de gardes mobiles à grands coups de manches de pioches, seule-

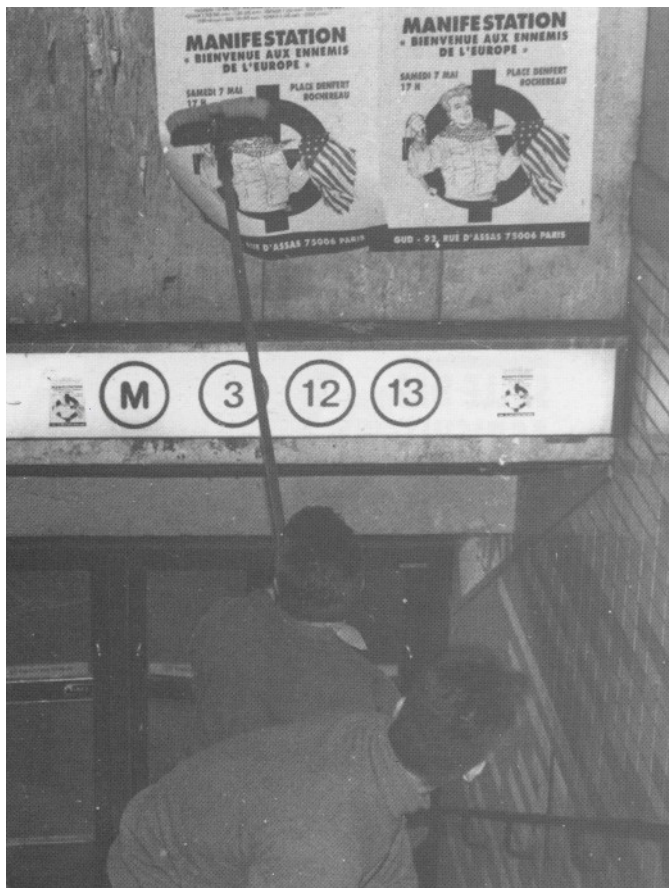


Affiche du meeting unitaire avec la liste des associations y participant.



Affiche annonçant la manifestation finalement interdite.





Dernier collage avant la manifestation...



Arrivée mouvementée, les gardes mobiles empêchent le rassemblement, le ton monte...



La place est un peu dégagée, mais tous ses accès sont bloqués, impossible de rejoindre les irréductibles...



La tension monte d'un cran, le commissaire de police refuse de négocier et le GUD refuse de partir. Quelques slogans...



Des échauffourées se produisent mais les gardes mobiles sont en surnombre. Tout le monde au poste.



Le Comité du 9 Mai a été créé pour que l'on n'oublie pas la mort tragique de Sébastien Deyzieu.



À Assas, le torchon brûle, le Figaro aussi.

ment cinq d'entre eux échappent aux policiers en civil. Les autres militants se font tous embarquer non sans opposer une résistance symbolique. Il y aura au total cent treize interpellés. Pour échapper aux policiers en civil, Sébastien Deyzieu tente de se réfugier dans un immeuble, au 4 de la rue des Chartreux, dans le VI^e arrondissement de Paris. Après être monté dans les étages, Sébastien, terrorisé, essaye de fuir par les toits. C'est en tentant de passer du quatrième au cinquième étage, qu'il tombe. A-t-il glissé, a-t-il été poussé ? Il n'en reste pas moins que c'est la violence des policiers qui avaient reçu pour consigne de ne pas faire de quartier, qui est directement responsable de la mort de ce jeune nationaliste de 22 ans.

Le lundi 9 mai, vers 15 heures, Les militants du GUD et des JNR (Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires), viennent déposer une gerbe de fleurs devant l'immeuble du 4 de la rue des Chartreux. Le FNJ, bien qu'il n'ait pas participé à la tentative de manifestation du 7 mai, est lui aussi présent par solidarité. À Assas, les militants du GUD interrompent les cours pour informer les étudiants et pour marquer le coup, font brûler des piles du *Figaro* venant du local de l'UNI (syndicat étudiant très pasquaien) sur le parvis pour bloquer la circulation et distribuer des tracts.

Un Comité du 9 Mai se crée immédiatement, à l'initiative des militants du GUD, du FNJ et des JNR. Il se fixe pour objectif d'organiser le 16 mai suivant une marche silencieuse pour demander la démission du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Entre-temps il y aura l'opération *Fun-Radio*. Les membres du Comité du 9 Mai veulent à tout prix que la mort de Sébastien Deyzieu ne passe pas inaperçue. Ils décident de frapper un grand coup en investissant la station de radio à la mode, *Fun-Radio*, située à Neuilly-sur-Seine, dans le département de Charles Pasqua, à une heure de grande écoute. Le but : prendre la parole en direct et expliquer aux jeunes auditeurs de cette fréquence de quelle manière Charles Pasqua s'est rendu, indirectement, coupable du décès de Sébastien. Le mercredi 11 mai vers 19 h 30, sous prétexte de vouloir obtenir des pins de la radio, trois militants bloquent les portes du sas d'entrée de la station, une cinquantaine de militants du Comité du 9 Mai réussissent ainsi à pénétrer sans violence dans la station de radio. Direction le studio d'enregistrement où sévissent les fameux Doc et Difool. Pas de violence, pas de casse, telle est la consigne. Durant une trentaine de minutes les responsables du Comité du 9 Mai vont monopoliser l'antenne et pourront expliquer leur point de vue concernant le décès de leur camarade et le comportement haineux des policiers. Doc et Difool impressionnés, contrairement à ce qu'ils déclareront plus tard, obéiront au doigt et à l'œil. Garde à vous, Doc et Difool ! À l'extérieur, les policiers essayent désespérément d'entrer pour arrêter le massacre. Pasqua va être furieux. Mais les gudards, hilares, ont bloqué les portes et aux gestes obscènes répondent les noms d'oiseaux. A l'autre extrémité du studio un militant a trouvé une voie royale de sortie, un vasisstas donne sur un toit qui donne sur une cour intérieure qui donne enfin sur une rue derrière les studios. Génial, non ? Les militants commencent à évacuer les lieux. Les policiers s'aperçoivent qu'ils se sont fait rouler. Furieux, ils chargent matraque au poing dans les rues adjacentes appuyés par des CRS mais ne peuvent interpellier



Fun-Radio est occupé. À vous d découvrir qui se cache derrière ces points d'interrogation.

Doc et Difool, les deux animateurs, sont très déferents, contrairement à ce qu'ils pourront déclarer.

que six personnes, les autres sont déjà loin. Lors du procès en première instance, les avocats de *Fun-Radio*, hystériques, obtiennent que deux des six interpellés soient condamnés à des peines de prison ferme et que tous soient déchus de leurs droits civiques. En appel, le jugement est heureusement ramené à des peines de prison avec sursis. Les six militants doivent une fière chandelle à leurs avocats, Jean-Pierre Émié et Philippe Péningue (tous deux anciens du GUD des années 70) ainsi qu'à Marine Le Pen, qui ont plaidé pendant plusieurs heures afin d'obtenir ce résultat.

En parallèle de cette action, le même jour, une autre cinquantaine de militants du Comité du 9 Mai, menés par Samuel Maréchal, président du FNJ, occupent la salle du Conseil Général des Hauts-de-Seine, dont Charles Pasqua est le président (encore lui !). Ces militants se sont introduits par la ruse à l'intérieur du bâtiment et ont gagné le premier étage où se trouve le bureau du ministre de l'Intérieur qu'ils ont trouvé vide. Ils se sont alors repliés dans la salle du Conseil, qu'ils ont occupée jusqu'à ce qu'une soixantaine de CRS les en déloge. Ils ont tous été libérés dans la soirée, cela les empêchant de participer à l'occupation de *Fun-Radio*.

Surpris par l'efficacité et le nombre des militants du Comité du 9 Mai, les forces de l'ordre diffusent une note interne à l'attention de tous les personnels de police, pour qu'ils « redoublent de vigilance autour des bâtiments institutionnels susceptibles d'être des objectifs pour les activistes du GUD ».

Le 16 mai, une marche silencieuse rassemblera près de deux milles personnes de tous âges et de tous les mouvements nationalistes. Un défilé dans la dignité, dans le silence et le recueillement où l'ensemble des conseillers régionaux d'Ile-de-France du Front National, ainsi que d'autres élus de ce même parti, défilèrent en tête. Les

Ci-dessous, l'article paru dans Le Parisien suite à l'occupation du Conseil Général des Hauts-de-Seine par le Comité du 9 Mai.

L'EXTREME DROITE DEFIE PASQUA CHEZ LUI

Une cinquantaine de militants du Front national de la jeunesse (F.N.J.) ont occupé hier après-midi la salle du conseil général des Hauts-de-Seine pour protester contre la mort d'un militant d'extrême droite. Les manifestants voulaient rencontrer Charles Pasqua.

C'EST une véritable action commando qu'ont menée hier après-midi des militants du F.N.J. à l'hôtel du département. Il est 14 heures quand un car transportant une cinquantaine de militants stationne à proximité du conseil général. Quelques minutes plus tard, l'un d'entre eux se présente à l'entrée du public et « occupe » l'agent de sécurité. Une diversion qui permet au groupe, avec à leur tête Samuel Maréchal, président du F.N.J., de s'engouffrer à l'intérieur du bâtiment. Franchissant en force les sas de sécurité, la cinquantaine de jeunes se précipite au premier étage. Plus précisément devant le bureau du président du conseil général, où se trouve Charles Pasqua, par ailleurs ministre de l'Intérieur. Une action déterminée et visiblement bien préparée, tant elle fut rapide.

Sous les yeux ébahis des secrétaires et des huissiers, les extrémistes vont tambouriner à coups de poing sur la porte du bureau vide, faisant même tomber au passage un plateau du bureau présidentiel. Dans la confusion générale — un moment le directeur adjoint de cabinet a envisagé de les recevoir puis s'est rétracté —, les militants se sont repliés sur la salle du conseil. Il est 14 h 30. Une soixantaine

de CRS, et une dizaine de policiers accourus de la direction départementale située à deux pas ont pris place autour et à l'intérieur de l'hôtel du département. Finalement à 15 h 15, l'assaut est donné. Une interpellation en douceur est opérée. Cinq minutes plus tard, les manifestants sont évacués dans la soirée, ils ont ensuite pris part à une même manifestation de protestation à « Fun Radio à Neuilly.

coup d'entre eux. Tous libérés dans la soirée, ils ont ensuite pris part à une même manifestation de protestation à « Fun Radio à Neuilly.

Bruno Durillon
Bruno Joubert

Ils voulaient des explications

En s'en prenant hier au fief de Charles Pasqua, les militants du Front national de la jeunesse voulaient entendre le ministre de l'Intérieur sur l'intervention des forces de police, samedi dernier, lors d'une manifestation interdite de groupuscules d'extrême droite à Paris. A la suite de celle-ci, un étudiant de vingt-deux ans, Sébastien Devieux, militant de l'Ulverre française, était tombé du cinquième étage d'un immeuble de la rue des Chartreux en voulant échapper aux policiers. Grièvement blessé, il devait décéder lundi matin.

Pasqua n'explique pas les véritables raisons de ce drame. Toute la répression policière est passée sous silence et ce silence est un aveu, expliquait hier un militant du F.N.J. au siège national de ce mouvement. Il avait en la

décence de s'expliquer après la mort de Malik Ousekine (N.M.L.R. : un étudiant mort des suites de violences policières lors des manifestations anti-Davaogot en 1989), et la pas de commentaires. Pasqua ne répond pas aux questions, on va chez Pasqua pour obtenir des explications.

Cette action du F.N.J. devrait être la première. D'autres sont annoncées jusqu'à lundi prochain, jour d'une manifestation de toute l'extrême droite à Paris. Des actions menées par le Comité du 9 mai (date de la mort du militant d'extrême droite), regroupant le F.N.J., le G.U.D. (Groupe union défense), l'U.D.E.A. (Union et défense des étudiants d'Anjou) et les J.N.R. (Jeunes nationalistes révolutionnaires).

B.D.

EXTREME DROITE

La nuit où s'affichent les militants du GUD

Après la mort d'un jeune, l'extrême droite manifeste aujourd'hui à Paris. Lors de collages appelant à ce rassemblement, des membres du Groupe union défense se sont racontés.

L'extrême droite, dont le Front national, manifeste aujourd'hui à 19 heures à Paris, de Denfert-Rochereau à la rue des Chartreux, pour protester contre la mort d'un de ses militants. Sébastien Deyzieu est tombé accidentellement d'un toit le 7 mai, alors qu'il était poursuivi par la police à la suite d'une manifestation interdite. Ce « martyr » a permis à cette nébuleuse de tenter une opération média (marquée par l'occupation de Fun Radio, jeudi dernier), et d'essayer la carte de la respectabilité. Libération a préféré « suivre » dans leurs activités des militants du GUD (Groupe union défense), mouvement d'extrême droite basé à la faculté d'Assas.

« Une petite voiture pile, rue Cardinet. Les quatre jeunes gens du GUD s'en extirpent avec une rage joyeuse. Sortent le bac de colle du coffre, le balai télescopique, les affiches. Il est minuit, et la rue est déserte.

« On va se faire Mongol-Land », dit Didier, en montrant un grand panneau Eurodisney. « Ça, c'est ce qui nous énerve le plus. » La manif du 7 mai entendait protester contre « l'impérialisme américain ». Contre, ajoutent-ils, « les jeans, les Mac-Do, la consommation abrutée », contre « les libéraux, la bête à abattre ». Ils fulminent, en recouvrant l'affiche.

Sur les leurs, on lit : « Sébastien Deyzieu, 22 ans, militant nationaliste, mort le 9 mai 1994. Pasqua démission. » Vêtus de vestes de chasse, de blousons, les cheveux sont courts, sans excès. Ils colent, puis regagnent la voiture.

Bernard conduit. Petit, blond, 27 ans, un père industriel qu'il déteste, marié, un enfant. Artisan décorateur, il était militant aux Jeunesses communistes. Il s'est ensuite laissé séduire par le mouvement « Troisième Voie » : ni capitalisme, ni socialisme. Enfin, il s'est retrouvé au GUD. « C'est aussi pour le sens du groupe, de la communauté. » Les copains, les discussions, les bitures.

« Si un jour nous gagnons, insiste Bernard, on essaiera de vivre en communauté », pour lutter contre l'individualisme moderne. Didier, à l'avant, rigole : « T'as raison, ça sera mieux pour s'enculer. » Il a 25 ans, marié,

Un membre du FN agressé à Toulon

Jean-Claude Poulet-Dachary, membre du Front national, a été attaqué, dans la nuit de samedi à dimanche, à son domicile de Toulon. Les circonstances de l'agression n'ont pas été clairement établies. Poulet-Dachary, qui dirige le mensuel *Patriote du Var*, a indiqué avoir ouvert sa porte à deux hommes masqués. Ils l'ont frappé avec une barre de fer avant de l'abandonner inanimé dans son appartement, selon le député européen et secrétaire départemental du FN, Jean-Marie Le Chevalier. Jean-Claude Poulet-Dachary souffre de blessures à la tête et a été hospitalisé. Ses jours ne sont pas en danger.

AFP



A Assas, l'insigne du MSI italien et celui du GUD.

deux enfants, des parents « de la bonne bourgeoisie », qu'il méprise, et tient une librairie d'extrême droite. Ancien du GUD, il est « revenu chapeauter le mouvement » à l'occasion de la manif. « Comment ? », demande Pierre, qui, à l'arrière, n'a pas entendu. « Il dit que le GUD, c'est sympa, on se refait nos bites dans le fion », hurle Bernard. Festival de plaisanteries de ce type. Ils rient.

Ils parlent également, dans la voiture, de leurs références : Proudhon, Sorel, à côté de Drieu La Rochelle, Mishima, Marc Augier (dit Saint-Loup, romancier et collabo durant la guerre). « La pureté. » Aujourd'hui, Chevenement, plus que de Villiers. Tous, sans exception, mentionnent avec émotion un « film culte » : *Mourir à 30 ans*, de Romain Goupil. L'histoire d'un des organisateurs du service d'ordre de la Ligue communiste, qui a fini par se suicider. « C'est le top, tu vois, c'était un type qui mettait sa peau au bout de ses idées. »

Ils insistent sur les valeurs d'engagement personnel. Ils vomissent « les bourges, les tièdes ». Mais « j'ai autant de respect pour un type qui a combattu avec les nazis dans la division Charlemagne, que pour un des types du commando Kieffer, qui débarquait en Normandie ». Ils n'ont aucune hiérarchisation, en revanche, quant aux buts poursuivis : « Chacun sa vérité », répète Bernard. Mussolini, « j'en pense pas mal de bien ». Hitler : « Je ne sais pas trop quoi dire, je suis agacé par l'hystérie antinazie, qui est bête et manichéenne. »

Comme les nazis, autrefois, comme les fascistes italiens, ils ne se réclament « ni de droite, ni de gauche », mais « nationalistes-révolutionnaires ». Différents, notamment, du Front national : ils votent pour Le Pen (« c'est mon côté beauf », plaisante l'un d'eux), mais ne l'aiment pas. Car, même s'il paie les affiches de ce soir, le Front est trop « clérico-chant-réac ».

Sont-ils racistes ? Non, bien sûr, répondent-ils tous en chœur. Et tous de répéter immédiatement, comme une leçon trop bien apprise : « On est contre l'immigration, pas contre les immigrants. »

La voiture freine place des Ternes. « Allez, on y va. » Panneaux Decaux, affiches, devantures des banques. Sur une colonne Morris, une affiche pour un spectacle d'Elie Dieudonné montre un

« leur pose des problèmes avec les anciens du mouvement... » Beaucoup. Bretons d'origine, ont affiché chez eux un drapeau « BZH », et portent le keffieh palestinien.

L'Intifada est un de leurs mythes. Ils reviennent régulièrement sur le « lobby sioniste, pieuvre mondiale, qui propage ce système qui gomme les frontières, uniformise le monde. » Ils enchaînent aussitôt sur la Bourse : « Qu'un type gagne en dix minutes mille fois ce que gagne un type qui travaille à la mine, ça me révolte. »

« Il faut être de chez soi. » Bernard veut absolument expliquer, tout en portant le seau de colle, sa haine du métissage de la race, des mariages mixtes. Image : « L'edelweiss et le baobab ne pousseront jamais au même endroit. » Bientôt, « le monde sera uniforme, tu iras de Mac Do en Mac Do. » Bon, c'est vrai, « je connais même des mecs de chez nous qui couchent avec des négresses. Mais au moins, ils jurent qu'ils leur feront pas d'enfants. »

Il se fait tard. Dernier collage, place Dauphine. Là, Simon a dit : « Eh, la dernière fois que je suis venu là, c'est quand on était venu peindre des traveles en vert, comme les singes. » Mais les autres lui ont fait signe de se taire.

« Faudrait faire le XVIII^e arrondissement », déclare Didier. « Attends, la Goutte d'Or, c'est pas trop notre stratégie », répond le conducteur, avec un sourire gêné. Il n'y a, de toute façon, plus d'affiches. Alors ils retournent dans un bar, près du Palais-Royal, retrouver les autres équipes de colleurs, une vingtaine de personnes en tout, et se taper une bière. « Le collage, dit Bernard, c'est pas forcément très utile politiquement. Mais ça a l'avantage de resserrer la communauté. »

Ils font 19% aux élections à la faculté d'Assas. Mais, jurent-ils, « nous ne cessons de progresser. Depuis deux ans, nos idées sont de mieux en mieux reçues. »

François CAMÉ

Article paru dans Libération du 16 mai 1995.



Un militant du GUD en train de bomber pour le Comité du 9 mai (en abrégé C9M).



En tête du cortège : les élus du Front National. N'en déplaît à Pasqua la réprobation est unanime chez les nationalistes.

forces de l'ordre resteront discrètes, pour une fois. Aucun incident n'est venu troubler cette marche silencieuse.

SÉRIE NOIRE POUR LES RATS

Dans le prolongement de l'idée directrice du meeting des 25 ans, « A Paris comme à Gaza, Intifada », les militants du GUD joignent le geste à la parole le 9 novembre 1994. Des jets de gaz lacrymogène frappent simultanément les deux salles des Champs-Élysées et de Montparnasse qui diffusent *Tsahal*, le film de Claude Lanzman à la gloire de l'armée israélienne. Le GUD revendique cette action, qui n'a fait aucune victime, « par solidarité avec le peuple palestinien et les morts de l'Intifada, victimes des atrocités quotidiennes de l'armée d'occupation sioniste » (communiqué de presse du GUD), que M Lanzman dépeint avec complaisance.

Le 14 février 1995, les élections universitaires se déroulent dans un climat tendu au centre Assas. La veille une manifestation, organisée par le MRAP, la LICRA, France-Plus, SOS-Racisme, la Ligue des Droits de l'Homme, les Verts, Génération Écologie, UNEF-ID, Union des Étudiants Juifs de France et le RPR-jeune a eu lieu à quelques centaines de mètres d'Assas. Elle était censée montrer que la majorité des étudiants était hostile à la présence du GUD à Assas. La campagne annonçant cette grande manifestation avait été relayée par la grande presse reprenant le titre choc de l'affiche : « Nazis hors des facs ! » Malgré la présence de Dominique Strauss-

Attentats contre le dernier Lanzmann

Des jets de gaz lacrymogène ont frappé simultanément hier les deux salles de cinéma des Champs-Élysées et de Montparnasse qui diffusaient « Tsahal », le film de Claude Lanzmann sur l'armée israélienne. Ces agressions, qui n'ont pas fait de victime, ont été revendiquées par le G.U.D., un mouvement étudiant d'extrême droite.

« **T**SAHAL », le film-documentaire de Claude Lanzmann sur l'armée israélienne, a reçu hier, pour sa sortie dans deux salles parisiennes, un accueil « mitigé » auprès d'un certain public. Vers 15 heures, deux groupes d'inconnus ont lâché quasi simultanément (à un quart d'heure d'intervalle) des gaz lacrymogènes dans deux salles de cinéma, à l'Elysées Lincoln, 14, rue de Lincoln (VIII^e), et aux

Sept Parnassiens, 98, boulevard du Montparnasse (XIV^e).

« Tsahal » dans la continuité de « Shoah »

Ces « attentats » n'ont pas fait de victime mais les salles ont dû être évacuées et quelques personnes fortement incommodées conduites à l'hôpital. « Nous avions demandé une protection auprès de la police avant la sortie du film mais nous n'avons pas été pris au sérieux », lance Laura Polac, propriétaire des deux salles visées.

« Tsahal » est un film français, sans connotation politique. Il s'inscrit dans la continuité de « Shoah », raconte la fondation de l'armée d'Israël, son évolution, etc. Alors, bien sûr, le point de vue palestinien est laissé de côté... »

Plus tard dans l'après-midi, les deux agressions ont été revendiquées, dans un communiqué, par le groupe étudiants d'extrême droite G.U.D. qui « entend se solidariser avec le peuple palestinien, victime des atrocités quotidiennes de l'armée d'occupation sioniste ».

Pour sa part, la caissière de l'Elysées Lincoln a surtout aperçu trois individus en blouson et casquette s'enfuir en l'aspergeant de gaz lacrymogène... « Nous passons ce film simplement parce que nous l'aimons, ajoute Laura Polac.

Les salles protégées

» Et d'ailleurs, la semaine prochaine, nous sortons « Bab el-Oued City », un film traitant de la situation en Algérie... Nous n'allons pas céder à des voyous, sinon où va la liberté d'expression ? Et puis, ce n'est pas nouveau pour moi. Mon père, qui tenait le Quintet au quartier Latin, s'était fait poser une bombe pour avoir projeté « la Bataille d'Alger » peu après les événements d'Algérie. »

Hier après-midi, Laura Polac était fermement décidée à assurer normalement les séances de 19 heures. « Claude Lanzmann, qui est très perturbé par tout ça, a obtenu une protection policière pour les salles, précise Laura Polac. Il y a sept policiers en permanence devant les locaux d'Iranair à côté, il peut bien y en avoir deux devant chez nous ! »

Lionel Chami

Article paru dans Le Parisien du 10 novembre 1994.

Vague de violence à Assas

LA violence a touché à Assas. Hier de nouvelles batteries de mortiers ont été tirées sur le lieu dans l'enceinte de Paris-II.

Comme il y a une
jours quand dix pers
dissimulés sous des
carracé le local d
d'étudiants (Unif-
de ses adhérents, le
lundi sont à l'impu
d'extrême droite

Vers 13 h 30,
RUEA (Union d
Paris I, les étudiants se rassemblent contre l'extrême droite d'Assas

Mier midi s'est tenu à l'université Paris I une assemblée générale de protestation contre les agissements de l'extrême droite d'Assas en particulier contre la «cavouterie» à encore frappée

Un grand nombre d'étudiants ont participé à ces manifestations évincées en dix minutes (16 murs) qui avaient vu des étudiants, cagoules et casques, se battre dans le local de la rue de la Harpe. Les étudiants ont été dispersés par la police. Le président de l'Union, M. L. est

qu'un vote, c'est une nœud

Assas, la de discipline sur la syndi-
vité. Interrogés sur la synde-
de cette culture du droit,
d'extrême droite,
Renard Ruhl, secrétaire gé-
néral de la faculté. Évoque
l'insuffisance en hommes
pour la sécurité de l'établi-
sant « cinq vigiles pour
un bâtiment. Une uni-

pos-
sibilité, sachant
l'UNEF-ID et bloc d'une
militants. Parail-
lèlement de fraterniser non
vingtaine s'égrègent en
présentations l'ensemble, le se-
crétaire général promet,
certaine opinion concernant
débats. Les membres du
même le 10 avril.

des étudiants, de
lectuels et des
nautés médié-
en place. Les élections
universitaires restent
quand même le cheval
bataille de l'Union des étu-
diants juifs de France,
le local - un

des étudiants, de
lectuels et des
nautés médié-
en place. Les élections
universitaires restent
quand même le cheval
bataille de l'Union des étu-
diants juifs de France,
le local - un

Des militants de l'Unef-ID blessés à Assas au cours d'un raid dans leur local

[illegible]

Des étudiants dénoncent les violences d'extrême droite à la fac

Incidents à l'université d'Assas, un policier blessé, un militant d'extrême droite garde à vue

Des heurts se sont produits lundi après-midi à l'université de Paris II Assas entre militants d'extrême droite de l'Udeu (Union défense des étudiants d'Assas, ex-GUD) et des syndicalistes

placé en garde à vue dans les locaux de la police. Un gardien de la paix a été blessé par des projectiles jetés depuis l'intérieur de la faculté.

Les violences sont fréquentes à Assas. Le 16 mars, une dizaine de per-

Assas: deux militants d'extrême droite toujours en garde à vue

Ces deux militants d'extrême droite de l'Udeu (ex-GUD), interpellés lundi à la faculté d'Assas,

de Paris après l'agression commise mercredi dernier par des éléments de droite contre des étudiants de la sorbonne (Libération d'hier).

Philippe Ardant-Sengue

Kahn, de Fodé Sylla et la visite annoncée d'Éric Raoult, la manifestation est un bide mémorable ! Les militants du GUD avaient fait ce qu'il fallait pour cela. Les jours qui précédèrent, une rumeur persistante annonçait l'arrivée de militants nationalistes des quatre coins de l'Europe pour exploser le rassemblement. Rares furent les courageux qui voulurent tester la véracité de ce bruit. Seulement une centaine de pelés fit le déplacement sous une pluie battante. Fodé Sylla en personne, rencontré par hasard lors d'un procès par deux gudards, fut prévenu des risques qu'il encourait à venir se pavaner près d'Assas. La consigne officieuse du GUD était de désertar la fac afin que les gauchistes saccagent Assas la veille des élections. Mais ceux-ci firent faux bond.

En ce jour d'élection, le PSA-UNEF-ID se sent en position de force et le montre ostensiblement. Les CRS sont là, aux abords de la faculté, prêts à intervenir. Cela agace profondément les militants de l'UDEA (GUD), qui pourtant appliquent à la lettre les consignes de diplomatie qu'ils se sont fixées. Cela serait en effet dommage de gâcher le bénéfice d'une campagne électorale réussie, qui au moyen d'affiches humoristiques, de ballons et d'hôtesse agréables distribuant les tracts avec le sourire, a provoqué un mouvement de sympathie des étudiants envers le GUD. Les résultats sont connus en fin de soirée, le GUD améliore son score, et le PSA maintient sa place de premier syndicat étudiant d'Assas.

Le lendemain, 15 février, les gauchistes pavoisent, obligeant les militants du GUD à mettre les poings sur les i. Ce n'est pas son bon score qui donne au PSA le droit de s'exprimer. Durant deux semaines le message sera compris par les gauchistes qui raseront les murs. A partir du 2 mars, ils vont pourtant reprendre du poil de la bête, obligeant le GUD à intervenir à nouveau.

Les grands quotidiens nationaux se sont empressés de monter en épingle les accrochages qui se sont produits à Assas dans les derniers mois de l'année universitaire 1995. Vieille méthode qui a fait ses preuves. En délirant quotidiennement sur la présence de l'UDEA-GUD à Assas, la presse a conduit l'administration de Paris II à prendre des mesures contraires aux règles juridiques les plus élémentaires. En effet, aucune des personnes impliquées dans ces violences n'a encore été jugée. La présomption d'innocence devrait donc jouer. Le droit bafoué sur le lieu même où il est enseigné, un comble !



Un humour qui n'est pas du goût de tout le monde.

Le président de la faculté devra même faire reconduire leurs responsables avec sa propre voiture. Le 8 mars, une délégation de responsables nationaux de l'UNI vient à Assas pour analyser les raisons de la chute électorale de leur section locale. Ils se permettent de toiser de haut quelques militants du GUD qui les remettent à leur place immédiatement. Le PSA insiste et organise des tractages dans la faculté. Il faut donc frapper un grand coup. C'est ce que fera un commando de militants qui, à grands coups de marteaux et de nunchakus va ravager le local gauchiste. C'est le tollé général. Les pleureuses du PSA rameutent leurs amis de la presse qui publient le lendemain de

nombreux articles dénonçant le laisser-faire du président de la faculté, M. Ardant. Ce dernier se doit de donner des gages de bonne volonté et s'engage à combattre le GUD avec tous les moyens dont il dispose.

Le 3 avril, le PSA organise un tractage sur le parvis de la fac, sous la haute protection de la police. Forts de cette couverture, les gauchistes se font plus provocateurs et ce qui devait arriver arrive. Les militants de l'UDEA ne se laissent pas insulter. Une bagarre éclate d'abord avec les gauchistes puis dégénère avec les forces de l'ordre. Un minitel aurait été lancé du local du GUD sur un policier. Deux militants du GUD sont aussitôt interpellés puis écroués deux jours plus tard. Ce tractage du PSA s'est avéré être un véritable coup monté par l'administration de la faculté, le PSA et la police. Le gouvernement de M. Balladur avait besoin de prouver sa détermination dans la lutte contre l'extrême droite à la veille des élections présidentielles. Les deux militants du GUD resteront plusieurs mois à la prison de la Santé, rejoints peu après par un troisième malchanceux.

Le 6 avril, à l'initiative d'étudiants de l'IEP-Sciences Politiques et de Nanterre, un rassemblement non-violent est organisé dans le hall d'Assas, avec pour mot d'ordre « Halte à l'indifférence ». Le GUD accourt. Le président de Paris II demande aux manifestants gudophobes de se retirer pour faire tomber la tension et éviter l'affrontement. Le 11 avril, une réunion spéciale du Conseil d'Administration vote à l'unanimité moins une voix, celle de l'élus du GUD-UDEA, une motion qui stipule que « l'UDEA sera exclue du bénéfice du règlement intérieur de l'université, notamment en ce qui concerne le local, le panneau et la possibilité de distribuer des tracts ».

En somme, interdiction d'expression pour le GUD dans Assas. Un procédé tristement habituel de la part de ces gens qui ne peuvent prononcer une phrase sans faire référence aux libertés démocratiques. Le GUD a beau garder ses élus, et des militants déterminés, la presse pavoise, persuadée que c'est la fin du fief nationaliste étudiant.

Vraiment ? Comment imaginer qu'une motion votée sous protection policière et quelques gros titres dans les journaux va mettre K.O. le GUD ! Chaque fois que celui-ci a été annoncé cliniquement mort, comme après la dissolution d'O.N. en 1973, le mouvement a redémarré, plus fort que jamais.

N'oublions pas que le Rat noir prospère en environnement hostile et prolifère en proportion de la haine qu'on lui porte.

EXCLUSIF !

ARDANT

DICTATEUR - MENTEUR - COLLABORATEUR



LE PÉRIL VIEUX !

LE PRÉSIDENT ARDANT EST VIEUX :

- Il perd la mémoire : à Assas il soutient l'Unef alors qu'à Nanterre l'Unef l'a bastonné.
- Il a peur des agressions, il adore la police.
- Il ne discerne plus le vrai du faux.
- Il a 67 ans, c'est l'âge de la retraite.

DICTATEUR : Comme Ceausescu (sans sa classe) il bailonne les minorités. Aujourd'hui l'UDEA, 3^{ème} mouvement politique de la faculté d'Assas est interdit de toute forme d'expression malgré ses 4 élus. La police règne en maître sur le campus : fouilles et contrôles sont notre pain quotidien.

MENTEUR : Comme Jacques Mellick (sans son humour) il raconte à qui veut l'entendre (les médias) que l'UDEA est coupable de tous les maux de l'université. Alors que justement, Assas est ce qu'elle est grâce au travail syndical du GUD ancêtre de l'UDEA. Aucun militant de l'UDEA n'a été condamné pour les récents incidents. La présomption d'innocence est bafouée.

COLLABO : Comme Boudarel (sans l'excuse de la jeunesse) il n'hésite à dénoncer des étudiants du centre aux R.G. (Renseignements Généraux) et à autoriser les C.R.S. [qui sont juristes...] à faire la police dans l'université.

Le tract contre le président d'Assas, non signé...

Article du Figaro du 12 avril 1995.

L'ex-Gud sanctionné à Assas pour violences

L'extrême droite boutée hors de son fief

L'Union de défense des étudiants d'Assas est privée de local pour « manquement à l'intégrité des personnes et des biens ».

L'extrême droite universitaire a sans doute perdu, lundi après-midi, son fief le plus symbolique. A l'unanimité moins une voix, le conseil d'administration de l'université Paris-II a privé l'Union de défense des étudiants d'Assas (UDEA), ex-Gud, de ses moyens d'expression à l'intérieur de l'université pour « manquement au respect de l'intégrité des personnes et des biens ». Il a, par ailleurs, noté que ce mouvement nationaliste ne dispose plus de la représentativité suffisante pour « bénéficier des facilités accordées » aux principales associations. En conséquence, l'UDEA, héritière d'Occident, perd son local et son panneau d'affichage. A l'avenir, elle ne pourra plus distribuer de tracts à l'intérieur de l'établissement. Cependant, l'association conserve une existence légale et ses élus continueront de siéger en conseils d'université.

Cette décision constitue « une première » dans l'histoire de Paris-II, selon Philippe Ardant, son président. Elle intervient après une série d'incidents qui ont perturbé l'année univer-

sitaire. Les heurts se sont multipliés après les élections aux conseils centraux du 14 février. Celles-ci ont consacré la victoire de PSA-UNEF-ID, un syndicat étudiant proche du parti socialiste, dont les locaux ont été saccagés, le 16 mars, par un commando d'au moins cinq hommes armés et cagoulés.

Plusieurs sympathisants de gauche ont été blessés dans l'opération, dont un sérieusement. Les agresseurs n'ont pas pu être identifiés. Au début du mois, deux militants de l'UDEA ont été mis en examen et incarcérés après une brève bagarre avec les forces de l'ordre.

« Complot »

Accusé de « laxisme » par PSA-UNEF-ID au début de l'année, Philippe Ardant a finalement durci le ton à l'encontre des mouvements nationalistes. « La violence d'extrême droite est une constante à Assas depuis 20 ou 30 ans, admet-il. Jusqu'à présent, l'UDEA s'y comportait comme si elle était chez elle. Elle s'est imaginée que sa seule présence permettait à Assas de tenir son rang. »

La « citadelle » prenait l'eau depuis quelques années avec l'arrivée de syndicats marqués à gauche et, parallèlement, l'érosion des scores électoraux de l'ex-Gud.

PSA-UNEF-ID s'est félicitée qu'Assas, centre d'enseignement à dominante juridique, « soit redevenue une zone de droit ». Quant à l'UDEA, elle dénonçait hier « l'acharnement » dont elle s'estime victime. Elle a expliqué que, dans les autres universités parisiennes, les mouvements de droite sont privés de liberté d'expression. Alexandre Binet, son élu au conseil d'administration, a dénoncé un « complot de la préfecture de police de Paris et de la présidence de Paris-II à la veille des présidentielles. »

Le mouvement envisage d'attaquer la décision du conseil d'administration en justice. L'UDEA pourrait se dissoudre pour renaître sous de nouveaux statuts s'il n'obtenait pas satisfaction. Hier, comme toujours en période de forte tension, des cars de police stationnaient aux abords de la faculté.

Éric PELLETIER

SOMMAIRE

<i>Notre propos</i>	5
 <i>Mai 58 - Mai 68</i>	7
La classe 60 se manifeste	7
L'école FEN	8
La dissidence fondatrice : Occident	8
Le nationalisme du baby-boom	11
Le temps de l'activisme publicitaire	13
Nanterre et Rouen	16
Tiraillements	18
Le Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam	20
Vers mai 68.....	22
L'anarchie partout	24
Déroute à Sciences-Po, échec à Assas	26
Occident, suite et fin	29
 <i>Le GUD et Ordre Nouveau</i>	31
Grandes manœuvres groupusculaires	31
Éclosion du GUD	33
Le faux départ de mai 69	37
Du syndicalisme à la politique	39
« Europe libère-toi ! »	40
« Assas ne sera pas Nanterre ! »	42
Contrôle total sur Assas	44
Le 13 mai nationaliste	47
Ordre Nouveau c'était comment ?	49
Les temps paroxystiques	51
 <i>Ordre Nouveau, la fin du rêve</i>	57
O.N., du mouvement au parti	57
Sur le pavé	58
D'une manif l'autre	59
Début du Front National et du GAJ	60
Émergence des solidaristes	63
Lendemain de iâtes	64
Vendredi noir à Assas, déroute à Duroc	65
« Les risques existent... »	67
Épilogue inattendu	69
 <i>Le GUD à travers ses métamorphoses</i>	71
Crises de nerfs et déchirements	71
Un automne pourri	72
Mais où est passé le GUD ?	73
Casques noirs contre casques rouges	74
L'évolution de la culture gudiste	75

On vit une drôle d'époque	76
État des lieux	77
Le GUD, fer de lance du PFN	79
Au coude à coude, sans se mélanger	81
GUD is good for you	82
Offensive gauchiste	84
Camp F.J.-GUD 1976 : au Liban	86
Novembre 1976 : la cassure	87
Retour à la maison PFN	89
Les années 80 : terrorisme et sionisme	92

<i>Un nationalisme « Immense et Rouge »</i>	95
Assas morne plaine	95
Fac en grève	96
Renouveau nationaliste	98
Sciences-Po : les intellos aussi	100
Les stakhanovistes de l'action	101
« Étudiants en colère ! »	103
Les vieux au placard	106
Changement de disque	107
Prenez garde à la Jeune Garde !	108
La troisième voie est en marche	108
Un Kubelwagen rue de Rivoli	110
« Madelin paye ta cotise »	111
Baston rue Bara	112
La rue appartient à celui qui y descend	115

<i>Le parcours des combattants</i>	117
Autonomie	117
Impunité sioniste	118
Le GUD a 20 ans	120
Meeting peu unitaire	123
Ambiance Carpentras	123
Le GUD a toujours raison	126
Inaction Française	127
Plus de pardon pour les sionistes	128
Odeurs de poudre	129
Rats noirs contre Picsou	132
Mauvais temps sur Assas	134
Coucou, nous revoilà !	135
« A Paris comme à Gaza, Intifada ! »	136
Sébastien Deyzieu	139
Série noire pour les rats	145

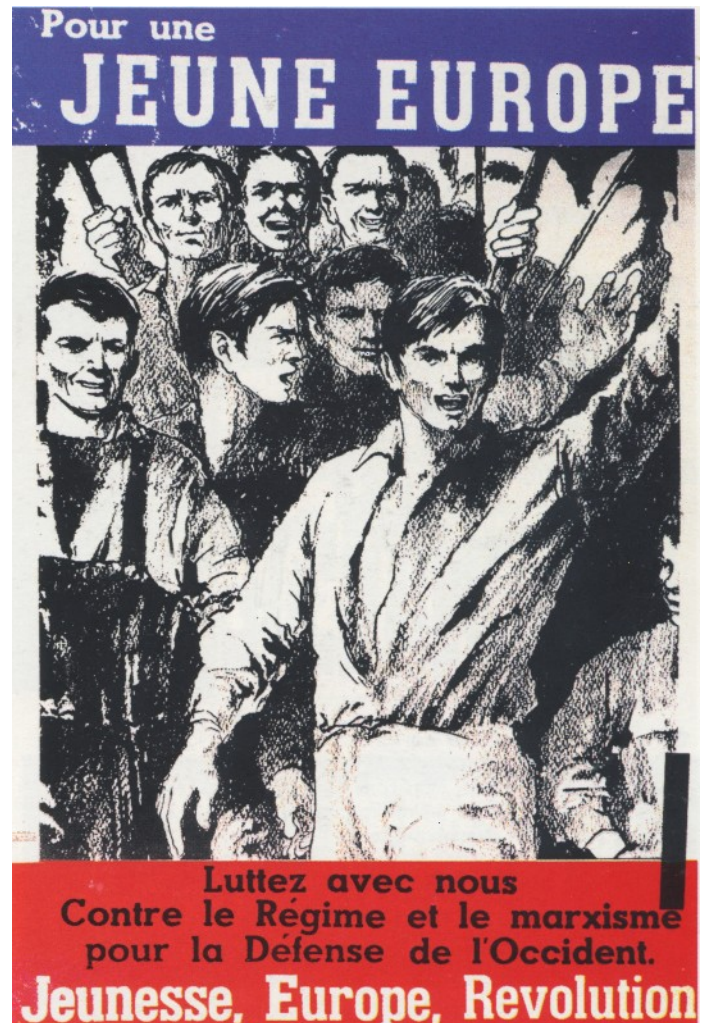
Ce cahier couleurs rassemble une sélection de reproductions d'affiches, choisies parmi les plus esthétiques ou les plus significatives de 30 années d'histoire et de jeunesse nationaliste en France comme dans le reste de l'Europe.



L'ultime affiche d'Occident, sortie fin octobre 1968 à la veille de la dissolution du mouvement. La quasi totalité du tirage a été détruite. Les quelques exemplaires conservés sont des *collectors* de haute valeur.



Janvier 1968, Roger Holeindre lance le Front Uni de Soutien au Sud Vietnam, afin de faire pièce aux comités Vietnam qui sont alors le principal vecteur de l'agitation gauchiste.



Affiche de Jeune Europe de 1969, importée d'Italie. Elle est une simple francisation d'une affiche de Giovane Italia, qui était alors l'organisation de jeunesse du MSI. Le slogan en bas fera florès !



Malgré l'interdiction signifiée quelques jours auparavant de la manifestation, Occident recouvrit tous les panneaux des stations de métro de cette affiche, sans doute la plus remarquée de son existence.



Mai 1970 : l'affiche du vrai lancement d'Ordre Nouveau. L'abondance d'orateurs invités donnera l'impression qu'un vrai rassemblement est réalisé, mais contribuera à faire durer la réunion jusqu'à l'heure du dernier métro. Parlant au nom du GUD, Alain Robert devait submerger d'enthousiasme la salle en hurlant : « Quand nous retournerons à Nanterre, ce sera terrible ! » Effectivement, lorsque le GUD revint à Nanterre dix ans plus tard, ce fut terrible...

Annonce du meeting tenu le 22 mars 1972 en réaction aux manifestations massives organisées par les gauchistes après qu'un des leurs Pierre Overney, a été abattu par un vigile de Renault. Vite faite à partir de pièces et de morceaux disponibles, l'affiche passa aux yeux de beaucoup de non-initiés pour un appel à rejoindre les gauchistes... Le « Gamma France » mentionné en bas est le nom d'une association-bidon créée afin d'obtenir la Mutualité, car la direction de la salle prétendait que celle-ci n'était jamais disponible lorsque la location en était demandée au nom d'Ordre Nouveau.



Un autre 13 mai, celui de 1971, et une tentative ratée d'associer le vieux Georges Bidault à l'action d'Ordre Nouveau, qui manifesterait malgré l'interdiction. Le graphisme de l'affiche indique amplement que celle-ci n'a pas été conçue par l'équipe Bidault.



20 000 exemplaires de cette affiche (dessinée par Jack Marchal et signée "Jo Vlassov") ont été tirés en Italie grâce à la générosité du MSI. Presque toutes ont été saisies. Une pièce rarissime



Juin 1973 : dernière affiche d'Ordre Nouveau. Elle reprend le motif de celle du meeting avorté du 6 mai 1969. La main ouverte n'était pas alors le symbole de l'antiracisme.



Automne 1970 : première affiche d'Ordre Nouveau dessinée par Frédéric Brigaud, auteur de toutes les affiches d'Occident (qui signa successivement Jef et Gribouille), et initiateur d'une calligraphie très spécifique, inséparable du style Ordre Nouveau.



Appel à manifester le 1er mars 1972 pour demander la démission du premier ministre à la suite des scandales financiers qui secouent alors le milieu gaulliste : 20 000 exemplaires de l'affiche ont été collés, et décollés à mesure par les policiers.



Du made in Italy très néo-réaliste, francisé pour les besoins d'O.N.



Affiche appelant au premier meeting du F.N. le 7 novembre 1972.




1973-1974 : deux affiches de Faire Front, journal puis mouvement créés pour organiser les rescapés d'Ordre Nouveau après sa dissolution.

■ Le P.F.N. combat la gauche
■ Le P.F.N. défend vos libertés

avec le P.F.N
DÉFENDEZ-VOUS !


Parti des Forces Nouvelles

Correspondance: INITIATIVES
3, boulevard de Strasbourg - 31000 TOULOUSE



Cette affiche fait partie d'une série imprimée à l'occasion de la création du PFN le 11 novembre 1974.

LIBERTE D'EXPRESSION !
Halte à la dictature des syndicats communistes sur la presse parisienne !



COMITÉ POUR LA DÉFENSE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Correspondance : 9, av. de Taillebourg, 75011 PARIS

Affiche du Comité pour la Défense de la Liberté d'Expression, créé par le PFN suite à l'assassinat du directeur de l'AFP par des gauchistes, au sabotage du Parisien Libéré, et à la censure de Minute par le syndicat du livre CGT au début 1975.

En six mois, 35 victimes des terroristes !...

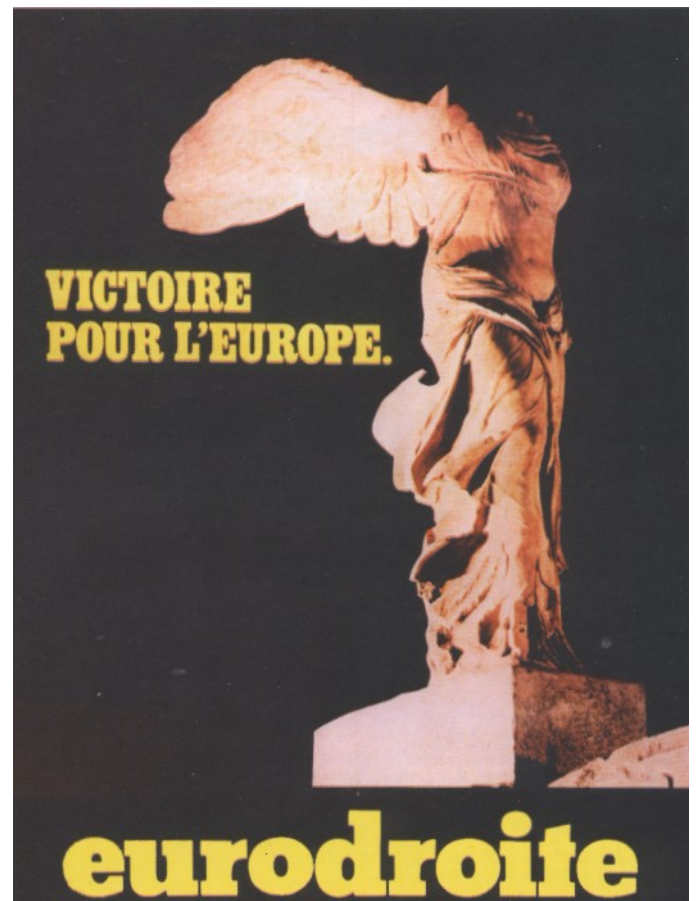
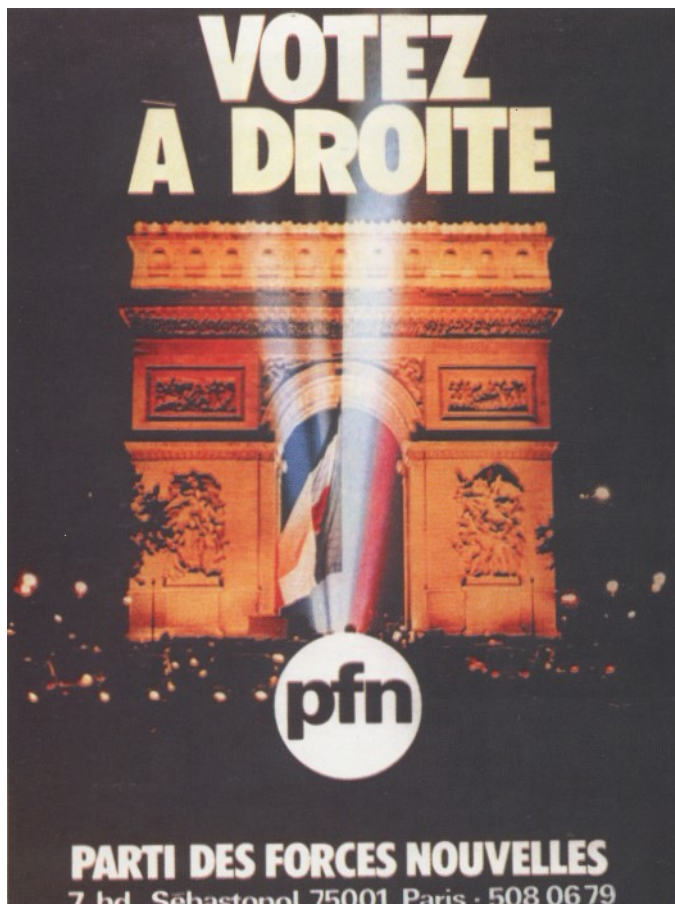
CONTRE LES ROUGES POUR L'ESPAGNE

RASSEMBLEMENT PLACE DE L'EUROPE (métro Europe)
LUNDI 13 OCTOBRE 1975 A 18 h.30

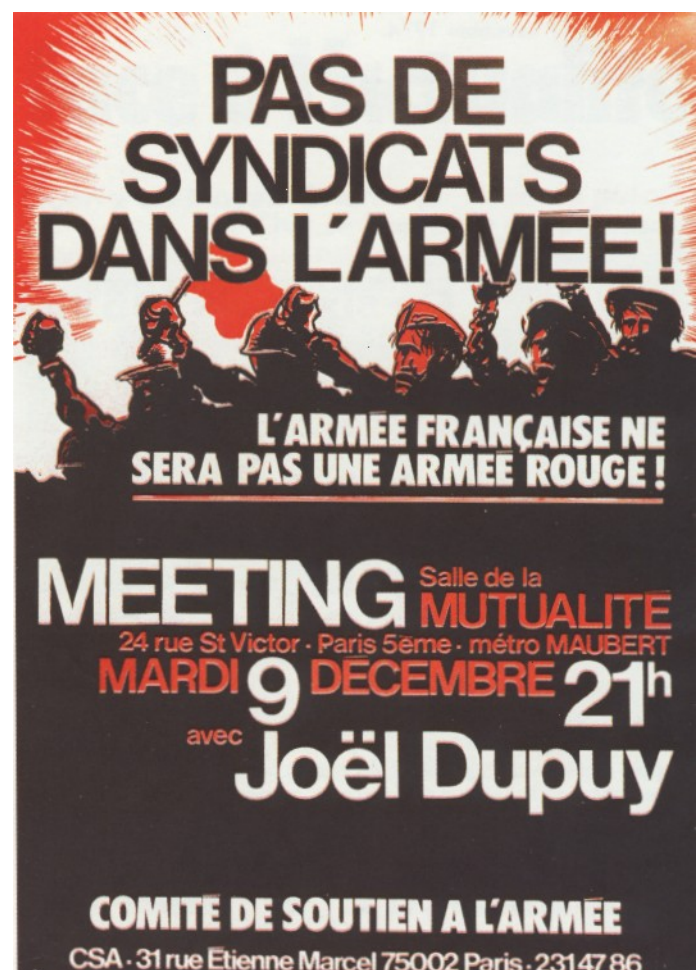
pfn • Parti des Forces Nouvelles • 7, bd. de Sébastopol 75001 PARIS
Tél: 508 06 79

I.P.N.S.

Appel à manifester du PFN, en réponse à la violente agitation entretenue en France au moment où des terroristes passaient en procès en Espagne.



Affiches du PNF, qui aux côtés du MSI et de Fuerza Nueva, crée l'Eurodroite le 20 avril 1978.



1975 : affiche annonçant le meeting du C.S.A., créé à l'instigation du PNF en réaction à l'appel des 100, groupe de soldats soutenus par l'extrême-gauche incitant les appelés à la mutinerie.

1975 : les troupes communistes parachèvent l'invasion du Sud-Vietnam, trahi par ses « protecteurs » américains. Le PFN et le Front National manifestent côte à côte à cette occasion.



Affiche du PFN appelant à manifester suite à l'attentat qui a entraîné la mort de dix Français au Liban.

Affiche sérigraphiée du Front de la Jeunesse, qui vient de s'installer dans son local de la rue des Vertus, le 24 mai 1975.



Affiche sérigraphiée annonçant la création d'Agir, le mensuel du FJ, en janvier 1976.



Affiches du Front de la Jeunesse, exprimant deux époques différentes. Le message reste dans le même registre, pas le style.

Sérigraphie tirée lors des manifestations de mai 1983 à 500 exemplaires, tous collés à 2 ou 3 exceptions près.



Affiche sérigraphiée par le FJ. de Rouen pour son meeting du 24 avril 1976.

Deux affiches sérigraphiées annonçant des meetings en 1972 suite aux sanctions arbitraires prises par l'administration de Paris I contre Patrice Janeau, responsable national du GUD.



Affiche du FNJ appelant à manifester pour le 30e anniversaire du soulèvement de Budapest, réprimé dans le sang par l'armée soviétique. Occident avait instauré cette tradition commémorative.



Affiche du Renouveau Nationaliste, créé en mai 1981 au lendemain de l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée.



Affiche (dessinée par Jack Marchal) annonçant le meeting des 25 ans du GUD. Elle comportait initialement une petite bulle calligraphiée en arabe, signifiant "Journée de la Terre" (célébration annuelle du nationalisme palestinien). La version finale a été épurée afin de ne pas choquer certains militants qui trouvaient que le keffieh et la référence à l'Intifada, c'était déjà beaucoup.

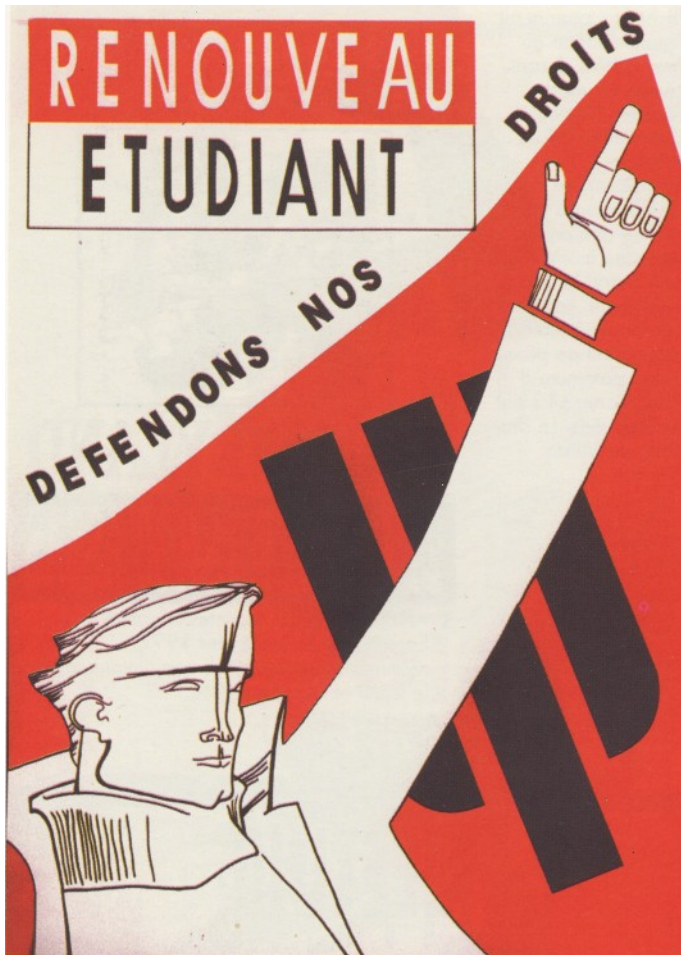
Le GUD ne sait-il plus rien faire que fêter ses anniversaires par multiples de 5 ? On peut se poser la question. Ce que c'est de vieillir...



La plus gigantesque carte de vœux de tous les temps : affiche unique confectionnée par la délégation italienne invitée au meeting des 25 ans du GUD. Ses dimensions sont impressionnantes : 3 mètres sur 2.

Le GUD entre dans l'âge ingrat. Sa participation très remarquée au mouvement étudiant de 1983 vient de faire la preuve de son mordant.

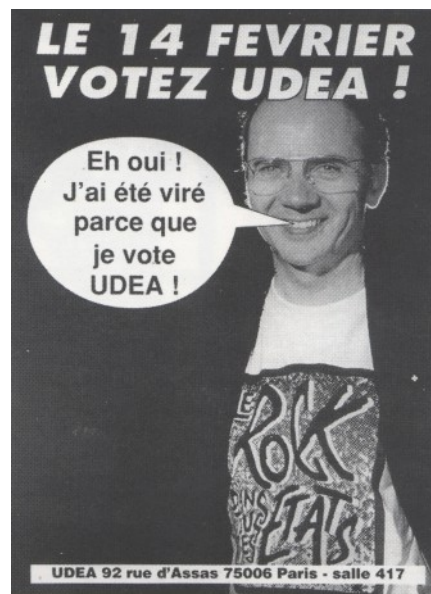
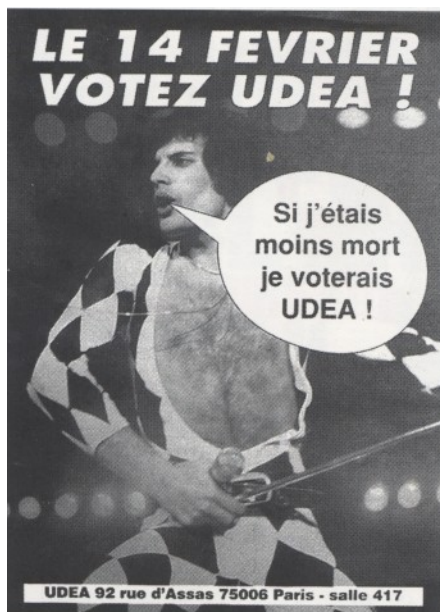




Affiche du Renouveau Etudiant de Lille. Les organisations locales de gauche crurent déceler dans son graphisme quelque analogie avec une vieille affiche d'Occident. Scandale dans les médias régionaux et nationaux, télévisions incluses



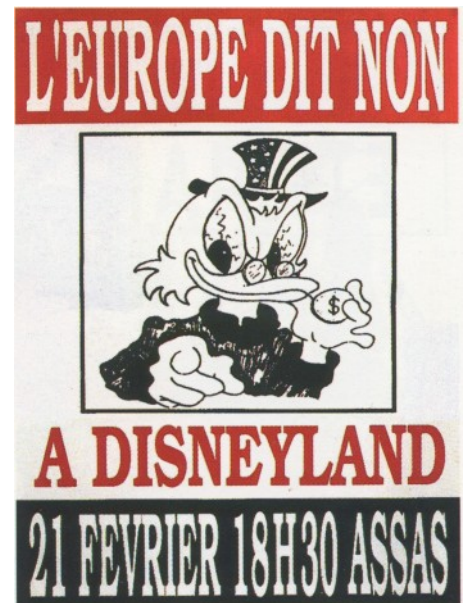
Affiche réalisée pour la marche silencieuse du 16 mai 1994 suite à la mort de Sébastien Dézieu, militant nationaliste, décédé lors d'une manifestation du GUD contre l'impérialisme américain. Sébastien a trouvé la mort alors qu'il tentait d'échapper aux policiers en civil qui le poursuivaient.



Freddy Mercury, Mgr Gaillot et Miss France apportent (à leur corps défendant) leur contribution à la campagne de l'UDEA pour les élections du 14 février 1995 à Assas. Des ballons estampillés "Votez UDEA", gonflés à l'hélium, permettaient aux affiches de voler dans le hall de la faculté hors de portée des mains mal intentionnées. Petite précision l'UDEA est plus connue sous l'appellation GUD.



Affiche qui annonçait la manifestation du 7 mai 1994, durant laquelle est mort Sébastien Dézieu, militant nationaliste de 22 ans. L'interdiction de cette manifestation a été signifiée aux organisateurs au moment où commençait le rassemblement. La volonté du pouvoir était évidemment de procéder au maximum d'interpellations. 113 ont été effectuées. Le dessin est de Minos.



Affiche appelant à protester contre Eurodisney, le 21 février 1992. Manifestation organisée conjointement par le GUD et Troisième Voie.



Affiche rapportée de Croatie par un responsable du GUD. Elle a été décollée d'un mur d'Osijek le 31 décembre 1991, alors que la ville était assiégée.



Annonce d'un meeting de soutien à la Croatie nationaliste, qui s'est en fait déroulé au musée Social rue Las Cases, la location de la salle rue Albert-de-Lapparent ayant été annulée le jour même. Sur une radio nationale, l'affiche fut qualifiée par un spécialiste de plus belle affiche politique de l'année 92. Dessin de Minos.



Affiche datant de 1987, typiquement nationaliste révolutionnaire. Son style très constructiviste est caractéristique du mouvement Troisième Voie.



Affiche italienne rendant hommage aux martyrs de la révolution russe d'octobre 1917... C'est ça, le national-communisme ?



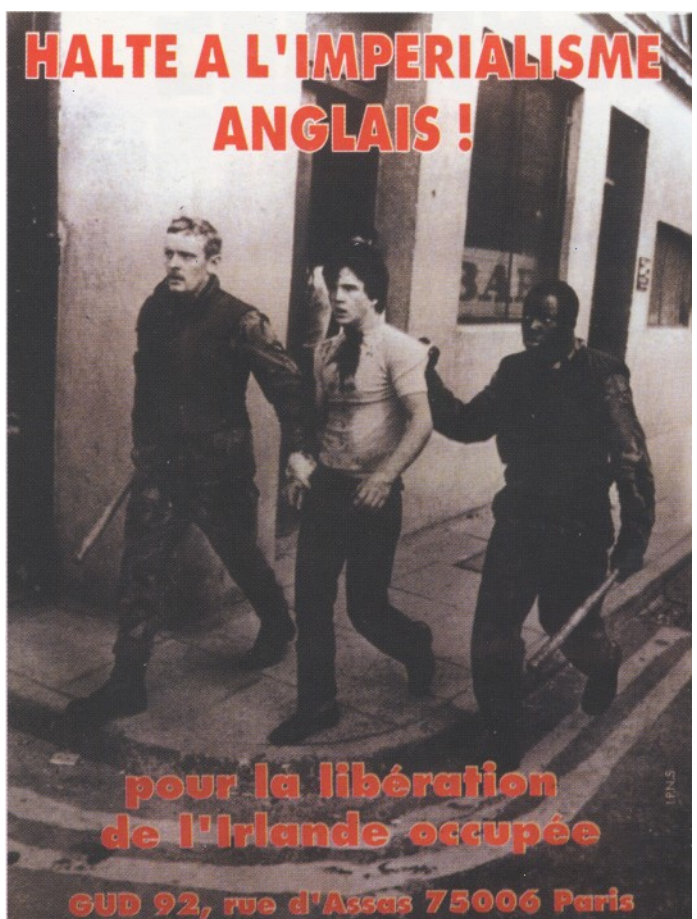
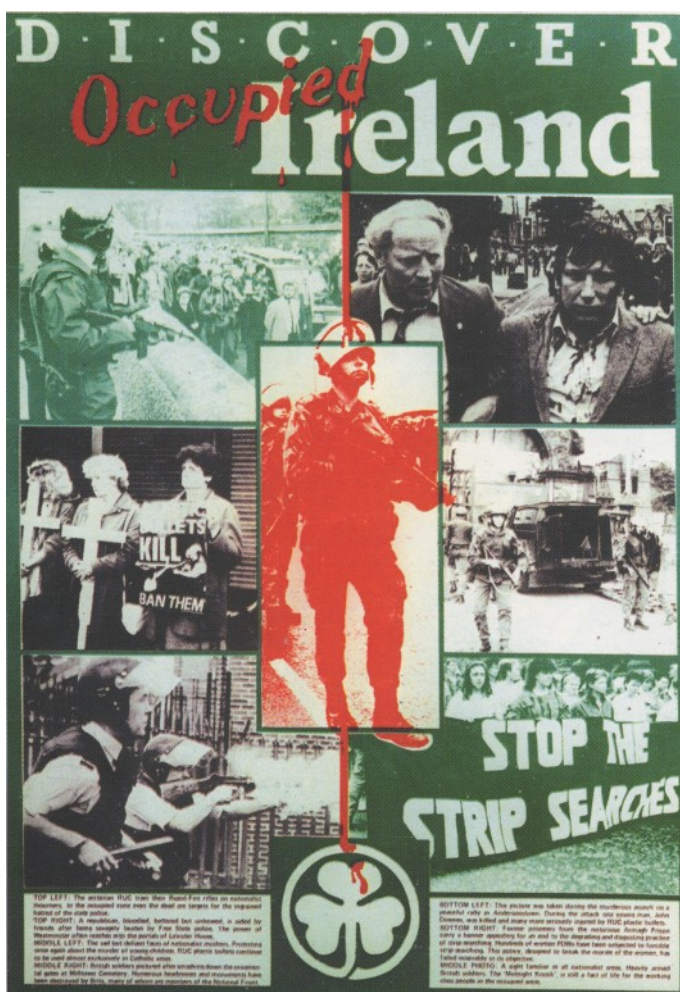
Affiche annonçant un meeting du MNR, peu avant la création de la Jeune Garde.



Typiquement italienne : affiche anti-impérialiste, au graphisme très futuriste.



2 affiches antisionistes. Une affiche nationaliste-révolutionnaire italienne appelle à manifester contre le massacre du peuple palestinien. Une affiche du GUD datant de 1995 demande, dans le cadre de sa campagne contre toute forme d'impérialisme, la libération des territoires occupés par Israël.



2 affiches anti-anglaises. Ci-dessus, une affiche nationaliste irlandaise dénonçant les crimes dont se rendent coupables les troupes britanniques d'occupation. Ci-contre une affiche du GUD datant de 1995 demande, dans le cadre de sa campagne contre toute forme d'impérialisme, la libération de l'Irlande occupée.

Affiche nationaliste-révolutionnaire italienne dénonçant la guerre menée contre l'Irak par les impérialistes américains. Elle donne aussi la liste d'autres nations en lutte contre la férule mondialiste : Vietnam, Grenade, Panama, Tibet, Afghanistan, Palestine, Irlande, Kurdistan.

- Non vogliamo divenire complici di altre nefandezze perpetrate dalla bieca logica americana e sionista in nome di una effimera pace.
- Non vogliamo che sia versato sangue italiano per una guerra voluta solo dalla logica mondialista.
- Vogliamo che sia il mondo arabo ed esso solo a decidere sulla crisi del golfo.

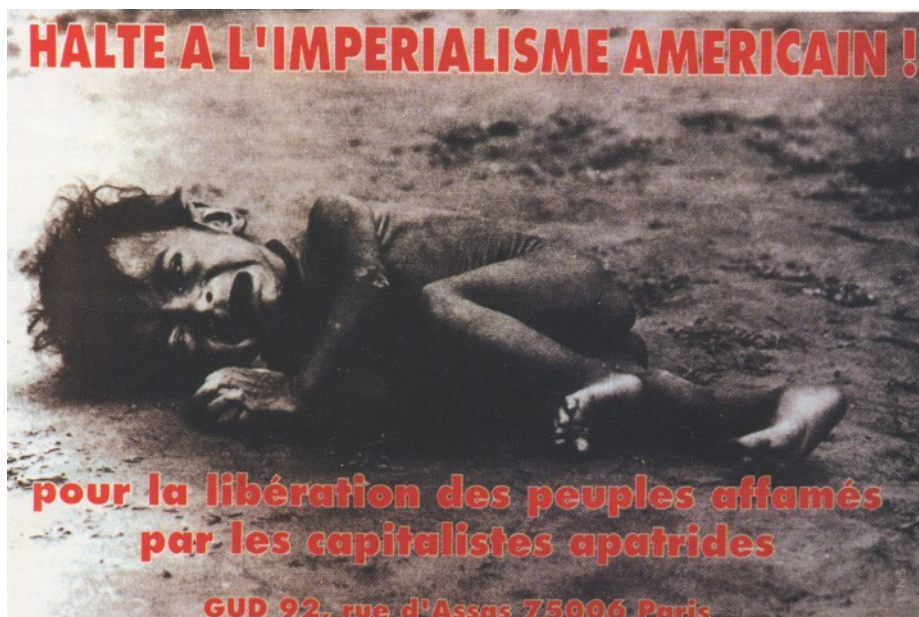


PER QUESTO NOI ESPRIMIAMO

**SOLIDARIETÀ AL
POPOLO IRAKENO**



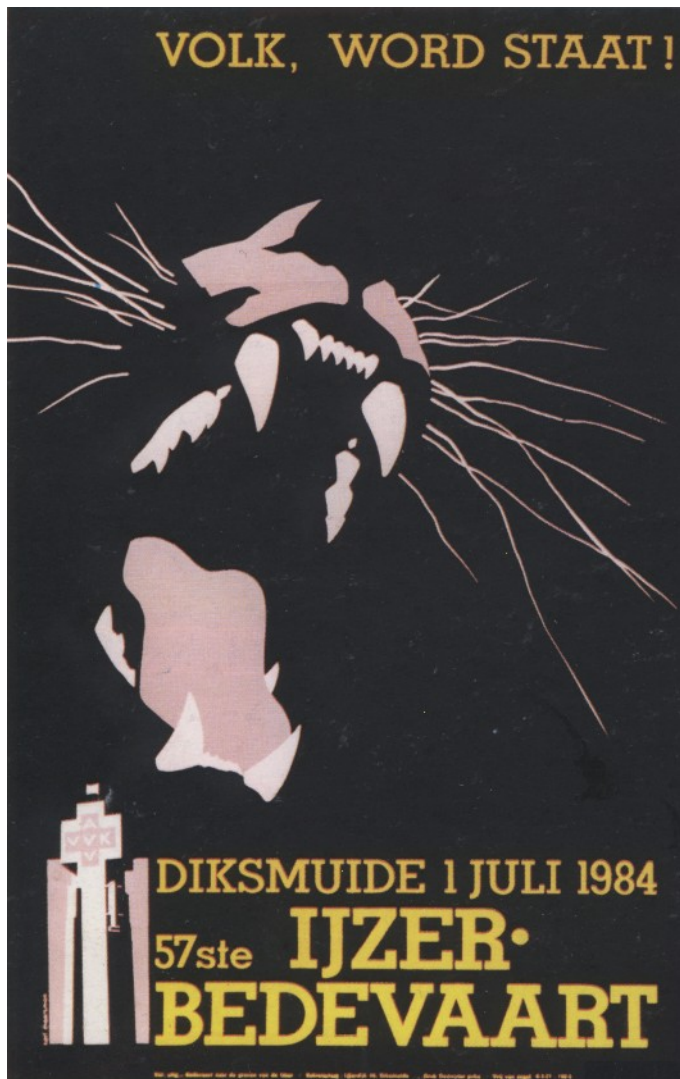
Septembre 1993 : le GUD souhaite à sa façon la bienvenue à la culture américaine : en soulevant les masses ! McDonald et Picsou ne sont pas seuls dans le collimateur (il y a aussi la statue de la Liberté). Grand format 80 x 120 cm.



Affiche du GUD datant de 1995 dénonçant, dans le cadre de sa campagne contre toute forme d'impérialisme, celui américain. Volontairement choquante, la photo entend montrer la face cachée du « nouvel ordre mondial » instauré par les Etats-Unis, qui utilisent l'embargo économique pour affamer les peuples rebelles à son hégémonie.

Affiche nationaliste-révolutionnaire italienne très provocatrice rendant hommage à Khomeyni « héros de la lutte contre l'impérialisme, le sionisme et le mondialisme ».





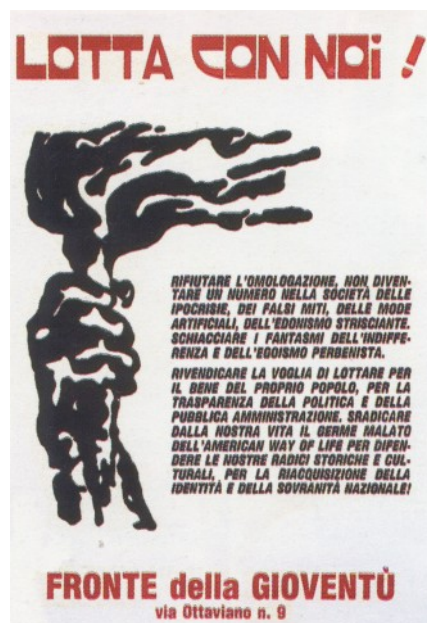
"Peuple, deviens État". Le Lion des Flandres appelle à l'indépendance flamande, et au rassemblement de Dixmude. Cette cérémonie annuelle (chaque premier dimanche de juillet) est traditionnellement très courue par les nationalistes européens.

Affiche rare, numérotée, tirée à 60 exemplaires, à la gloire de Jose Antonio. L'artiste signe Kurt Kultur.



Affiche de la NSV (union des étudiants nationalistes flamands). Ce rat noir, coiffé ici de la faluche des corporations étudiantes flamandes, a beaucoup voyagé : le dessin, venu de France, a d'abord été utilisé par les camarades italiens.

Annonce du Campo Hobbit 1993, fête annuelle des jeunes nationaux-révolutionnaires italiens.



L'art italien de l'affiche politique confère volontiers une grande importance au texte. Trop d'importance parfois...